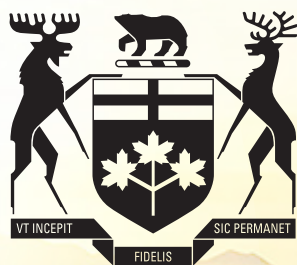


Budget des dépenses

2025–26



Ontario



Secrétariat
du Conseil
du Trésor

Budget des dépenses **de la province de l'Ontario pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026**

VOLUME 1

**PROVINCE DE L'ONTARIO
BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026**

Pour la version en ligne de ce document, visiter
<https://www.ontario.ca/fr/page/budget-des-depenses>

**PROVINCE OF ONTARIO
EXPENDITURE ESTIMATES 2025-2026**

For the online version of this document, visit
<https://www.ontario.ca/page/expenditure-estimates>

TABLE DES MATIÈRES

Section 1 : Introduction

Objet du Budget des dépenses	v
Format du Budget des dépenses	v
Conventions comptables régissant le Budget des dépenses	vi
Changements de la présentation et du contenu	vi
Examen et approbation du Budget des dépenses par l'Assemblée législative de l'Ontario	vi
Rapprochement avec le Budget de l'Ontario	vi
Termes et définitions utilisés.	vii
Sources de renseignements complémentaires	ix

Section 2 : Ministères

Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	1
Procureur général	17
Bureau du Conseil des ministres	53
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	59
Affaires civiques et Multiculturalisme	77
Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité	87
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	99
Éducation	113
Protection civile et Intervention en cas d'urgence	129
Énergie et Mines	135
Environnement, Protection de la nature et Parcs	157
Finances	183
Affaires francophones	207
Santé	211
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	239
Infrastructure	245
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	267
Bureau du lieutenant-gouverneur	291
Soins de longue durée	295
Affaires municipales et Logement	303
Richesses naturelles	317
Développement et croissance économique du Nord	339
Cabinet du premier ministre	351
Services au public et aux entreprises et Approvisionnement	355
Affaires rurales	389
Services aux aînés et Accessibilité	395

Section 2 : Ministères

Solliciteur général	405
Sport	443
Tourisme, Culture et Jeux	449
Transports	473
Secrétariat du Conseil du Trésor	507

Section 3 : Tableaux sommaires

Tableau 1 : Fonctionnement : Sommaire des totaux, y compris redressement de consolidation et autres redressements	532 - 533
Tableau 2 : Fonctionnement : État comparatif des totaux	534 - 535
Tableau 3 : Fonctionnement : Sommaire des totaux par catégorie de dépenses (charges)	536 - 537
Tableau 4 : Fonctionnement : Sommaire des totaux - Actif par catégorie	539
Tableau 5 : Immobilisations : Sommaire des totaux, y compris redressement de consolidation et autres redressements	540 - 541
Tableau 6 : Immobilisations : État comparatif des totaux	542 - 543
Tableau 7 : Immobilisations : Sommaire des totaux par catégorie de dépenses (charges)	544 - 545
Tableau 8 : Immobilisations : Sommaire des totaux - Actif par catégorie.	546 - 549
Tableau 9 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux, y compris redressement de consolidation et autres redressements	550 - 551
Tableau 10 : Fonctionnement et immobilisations : État comparatif des totaux	552 - 553
Tableau 11 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux par catégorie de dépenses (charges)	554 - 555
Tableau 12 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux - Actif par catégorie.	556 - 559

INTRODUCTION

Objet du Budget des dépenses

Le Budget des dépenses 2025-2026 présente en détail les prévisions de dépenses (fonctionnement et immobilisations) des ministères et des Bureaux de l'Assemblée législative pour l'exercice commençant le 1^{er} avril 2025. En déposant ce document, le gouvernement demande officiellement à l'Assemblée législative d'autoriser les montants demandés. Toutes les dépenses du Trésor ainsi que tous les éléments d'investissement et frais hors trésorerie comptabilisés par la province doivent être autorisés par voie de crédit en vertu de la *Loi de crédits* ou d'une autre loi.

Les budgets des dépenses de ministères ou de bureaux seront choisis en vue de leur examen par l'Assemblée législative par l'entremise de son ou ses comités. Une fois approuvé par l'Assemblée législative dans la *Loi de crédits*, le Budget des dépenses confère à chaque ministère et à chaque bureau l'autorisation d'engager les dépenses prévues.

Les crédits et postes figurant dans le Budget des dépenses fournissent à l'Assemblée législative le cadre nécessaire au contrôle des dépenses publiques. Ces dépenses doivent être compatibles avec l'objet de chaque crédit et poste, et elles ne peuvent dépasser les totaux votés sans autorisation supplémentaire de l'Assemblée législative.

Format du Budget des dépenses

Le Budget des dépenses de la province de l'Ontario est formé de plusieurs volumes ou publications distinctes :

Volume 1 : Le détail des prévisions de dépenses des ministères et des bureaux gouvernementaux pour l'exercice.

Volume 2 : Les prévisions de dépenses des Bureaux de l'Assemblée législative, c.-à-d. le Bureau de l'Assemblée, le Bureau du directeur général des élections, Ombudsman Ontario et le Bureau du vérificateur général.

Budget supplémentaire des dépenses : Lorsque le gouvernement doit obtenir l'autorisation de l'Assemblée législative pour engager des dépenses supplémentaires une fois le budget principal des dépenses déposé, il présente un budget supplémentaire des dépenses.

Le Budget des dépenses de chaque ministère ou bureau est réparti en plusieurs catégories : Charges de fonctionnement, Actif de fonctionnement, Charges d'immobilisations et Actif d'immobilisations. Les dépenses prévues figurant dans ces catégories sont à leur tour classifiées en Crédits, Postes, Catégories de dépenses et Crédits législatifs.

Les crédits correspondent aux programmes importants dont les ministères ont la responsabilité, et chacun porte un numéro distinct dans le Budget des dépenses. Les crédits sont subdivisés en postes pour distinguer les différentes fonctions (ou services) les unes des autres. Cette structure par crédits et par postes permet à l'Assemblée législative d'être plus précise lorsqu'elle affecte des fonds à certaines fonctions ou à certains services. Les postes peuvent au besoin être répartis en sous-postes pour apporter un complément d'information sur le programme ou la fonction.

Dans le Budget des dépenses, les crédits législatifs sont indiqués après le total des montants à voter dans les sections « Sommaire - Programme du ministère », « Sommaire - Crédit » et « Classification par catégorie de dépenses ». Ils représentent des paiements faisant l'objet d'une autorisation précise de l'Assemblée législative d'engager les dépenses prévues et n'ont pas à être autorisés dans la *Loi de crédits*.

À l'intérieur de chacun des postes et crédits législatifs, les dépenses sont présentées par catégorie : Traitements et salaires, Avantages sociaux, Transports et communications, Services, Fournitures et matériel, Paiements de transfert, Autres opérations, etc. (voir la rubrique « Termes et définitions utilisés » ci-après).

La section détaillée du Budget des dépenses consacrée à chaque ministère commence par un tableau intitulé « Sommaire - Programme du ministère » qui donne un aperçu des prévisions de dépenses du ministère, énumère tous les crédits et programmes et le total à voter, ainsi que les crédits législatifs, les redressements de consolidation et autres redressements. Le « Sommaire - Programme du ministère » est suivi d'un tableau intitulé « Sommaire - Crédit » qui présente chaque crédit et énumère chaque poste et crédit législatif à l'intérieur de ce crédit. La liste des crédits-postes est à son tour suivie d'une ventilation de chaque crédit-poste et crédit législatif par catégorie de dépenses.

Les prévisions de dépenses et les chiffres réels des exercices précédents sont fournis, aux fins de comparaison, dans les pages « Sommaire - Programme du ministère » et « Sommaire - Crédit ». Ces montants ont été retraités pour faciliter la comparaison lorsqu'il y a eu des réorganisations et des transferts fonctionnels, le dépôt d'un budget supplémentaire des dépenses ou des modifications comptables. Un résumé des données publiées antérieurement qui ont subi un retraitement est présenté dans un tableau distinct à la fin de la rubrique consacrée à chaque ministère.

Les redressements de consolidation et autres redressements sont fournis à la page « Sommaire - Programme du ministère », lorsqu'il y a lieu. La consolidation regroupe les postes des ministères et ceux d'autres institutions gouvernementales comme les organismes, les conseils et les commissions. Ces redressements font le rapprochement entre les demandes de crédits des ministères indiquées dans le Budget des dépenses et le Budget annuel, sur une base consolidée. Le total définitif, qui comprend les charges de fonctionnement, les charges d'immobilisations, les crédits législatifs, les redressements de consolidation et autres redressements, résume les dépenses totales du ministère (à l'exclusion de l'actif).

Les rubriques consacrées aux ministères sont suivies de douze tableaux sommaires présentant les totaux de tous les ministères dans les catégories suivantes : fonctionnement, immobilisations et total du fonctionnement et des immobilisations.

Conventions comptables régissant le Budget des dépenses

Le Budget des dépenses est préparé selon une méthode de comptabilité d'exercice conforme aux budgets, aux Comptes publics et aux autres publications de la province.

Changements de la présentation et du contenu

La présentation et le format n'ont subi aucun changement pour 2025-2026.

La présentation visuelle de la page de couverture du Budget des dépenses est semblable à celle du Budget, ce qui montre clairement que ces deux documents sont des volets d'un même processus et continuum de rapport financier.

Examen et approbation du Budget des dépenses par l'Assemblée législative de l'Ontario

La procédure d'examen et d'approbation du Budget des dépenses par l'Assemblée législative de l'Ontario est prévue par le Règlement de l'Assemblée législative de l'Ontario.

Le Budget des dépenses doit être déposé dans les 12 jours de session qui suivent la présentation du Budget. Si aucun budget n'a été présenté avant le premier jour de session qui suit la fête de la Reine, le Budget des dépenses doit être déposé lors du prochain jour de session disponible. Une fois déposé, le Budget des dépenses est transmis aux comités permanents de l'Assemblée, qui sélectionnent les ministères et les bureaux en vue d'un examen. Les budgets non sélectionnés pour examen sont réputés avoir été adoptés par les comités et approuvés par l'Assemblée législative. Les comités ont jusqu'au troisième jeudi de novembre pour achever leur examen et présenter leur rapport à l'Assemblée législative.

L'Assemblée approuve les recommandations des comités concernant les budgets des dépenses sélectionnés en adoptant des ordres d'adoption. L'approbation finale des dépenses pour un exercice est donnée dans une loi de crédits, qui suit les ordres d'adoption. L'approbation du Budget des dépenses (par adoption) et la promulgation de la *Loi de crédits* doivent intervenir avant la fin de l'exercice en question.

Rapprochement avec le Budget de l'Ontario 2025

Le Budget des dépenses de l'Ontario s'aligne entièrement sur le Budget de la province. La seule différence au niveau du total des charges entre le Budget et le volume 1 du Budget des dépenses concerne les dépenses prévues pour les Bureaux de l'Assemblée législative.

(en millions de dollars)

Total des charges	Total
Total des charges du Budget de l'Ontario 2025 (tableau 3.10, page 188)	232 496,6
Moins : Charges prévues des Bureaux de l'Assemblée législative (Commission de régie interne), tableau 3.10, page 185	352,2
Total des charges du Budget des dépenses 2025-2026 (tableau 9, page 550) ¹	232 144,4

¹ Les chiffres sont présentés en millions de dollars, sous une forme arrondie pour faciliter la comparaison.

Les charges prévues des Bureaux de l'Assemblée législative, qui sont incluses dans le Budget, mais pas dans le volume 1 du Budget des dépenses, seront incluses au volume 2 du Budget des dépenses, qui est généralement présenté plus tard au cours de l'exercice.

En outre, il existe des différences de présentation pour les ministères du secteur de la santé (ministère de la Santé, ministère des Soins de longue durée) et pour l'intérêt sur la dette :

(en millions de dollars)

Ministères du secteur de la santé	Budget³	Budget des dépenses^{2,4}
Ministère de la Santé	81 851,6	87 596,6
Ministère des Soins de longue durée	9 279,3	3 534,2
Total partiel - secteur de la santé¹	91 130,8	91 130,8

¹ Le financement des soins de longue durée par Santé Ontario et par les hôpitaux est inclus au total du ministère des Soins de longue durée dans les tableaux du Budget, alors qu'il est intégré au compte du ministère de la Santé dans le Budget des dépenses.

² Les chiffres sont présentés en millions de dollars, sous une forme arrondie pour faciliter la comparaison.

^{3,4} Sources : Budget de l'Ontario 2025, tableau 3.10, pages 186, 187; Budget des dépenses 2025-2026, tableau 9, page 550.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

(en millions de dollars)

Intérêt sur la dette¹	Budget³	Budget des dépenses^{2,4}
Ministère des Finances : Programme du Trésor		16 054,2
Ministère des Finances : Redressement de consolidation - programme du Trésor		1 290,7
Ministère des Finances : Redressement de consolidation - programme du Trésor - capitalisation des intérêts pour d'autres secteurs		(1 146,8)
Intérêt sur la dette	16 198,1	
Total partiel - intérêt sur la dette	16 198,1	16 198,1

¹ L'intérêt sur la dette est présenté comme un total séparé et consolidé dans le Budget de l'Ontario, tandis que le Budget des dépenses comprend des détails supplémentaires sur l'affectation dans le Budget des dépenses du ministère des Finances.

² Les chiffres sont présentés en millions de dollars, sous une forme arrondie pour faciliter la comparaison.

^{3,4} Sources : Budget de l'Ontario 2025, tableau 3.10, page 188; Budget des dépenses 2025-2026, ministère des Finances, pages 183, 184.

Termes et définitions utilisés

Mandats spéciaux

Si l'Assemblée législative n'est pas en session et des dépenses sont requises sans avoir été autorisées par une loi portant affectation anticipée de crédits ou par une loi de crédits, des mandats spéciaux peuvent être délivrés pour autoriser ces dépenses.

Recouvrement des coûts

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des coûts d'un poste soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde est indiqué par un montant nominal de 1 000 \$.

Catégories de dépenses

Les prévisions des dépenses pour l'exercice 2025-2026 sont présentées par poste dans la rubrique « Catégories de dépenses ». Les descriptions des catégories de dépenses qui suivent sont fournies à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

Services

Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend l'achat des machines et du matériel dont les coûts ne sont pas immobilisés, ainsi que des matériaux, des fournitures et des services publics.

Paiements de transfert

Cette catégorie comprend les crédits d'impôt sur le revenu remboursables, les subventions, les soutiens à des personnes, au secteur des entreprises, aux institutions non commerciales et à d'autres organismes gouvernementaux, les transferts de droit, les ententes relatives aux frais partagés et les autres transferts à des particuliers, des organisations et d'autres administrations.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts, les subventions remboursables, une provision pour pertes sur l'aliénation des immobilisations et des comptes à fin désignée.

L'actif correspond aux comptes de bilan qui doivent faire l'objet d'un crédit dans le Budget des dépenses. Il existe plusieurs catégories d'actif :

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance au fournisseur; selon le cas, ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses relevant de l'actif ou ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements excédentaires versés pendant l'exercice considéré à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Inventaire détenu à des fins de revente

Actif qui n'est pas en service et qui est détenu en vue de son aliénation.

Inventaire

Cette catégorie permet de saisir l'inventaire de l'équipement de protection individuelle et des fournitures et équipements essentiels non utilisés.

Terrains

Cette catégorie comprend les terrains achetés ou acquis comme terrains à bâtir ou pour leur utilisation, leur préservation, l'aménagement de parcs et d'aires de loisir, l'infrastructure et d'autres usages dans le cadre des programmes.

Sites d'enfouissement

Cette catégorie comprend les sites d'enfouissement de déchets solides, c'est-à-dire des zones définies de terrain ou d'excavation qui ont été achetées, acquises ou aménagées et qui sont destinées à recevoir des déchets. Ceux-ci peuvent comprendre des déchets ménagers, des déchets solides commerciaux, des boues non dangereuses et des déchets solides industriels.

Immeubles

Cette catégorie comprend les vastes et complexes tours de bureaux de grande hauteur, les immeubles à destination particulière comme les prisons et les tribunaux, ainsi que les structures simples comme les dômes de sel et les remises à outils. Elle englobe également toute construction rendue nécessaire par les fonctions opérationnelles des occupants ou pour des besoins esthétiques au-delà du budget prévu dans l'enveloppe de base affectée aux locaux (que le gouvernement en soit propriétaire ou qu'il les loue).

Infrastructure des transports

Cette catégorie englobe un réseau complexe de routes, de ponts et d'ouvrages et d'installations connexes. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Améliorations locatives

Cette catégorie comprend les améliorations ou mises à niveau importantes de locaux loués, par exemple la mise à niveau des circuits électriques pour répondre aux besoins des systèmes de TI.

Barrages et ouvrages d'art

Cette catégorie comprend des infrastructures d'envergure qui ne relèvent pas d'une autre catégorie – par exemple, les réseaux d'approvisionnement en eau, d'égouts et de distribution électrique, les plates-formes d'hélicoptère et les systèmes de ravitaillement, les étangs de stockage, les systèmes d'alimentation, les tours faisant partie l'équipement de communications mobile du gouvernement et les structures du même genre.

Machines et équipement

Cette catégorie comprend des articles comme le mobilier de bureau, les installations et les appareils, le matériel hospitalier et de laboratoire ainsi que les machines et l'équipement de bureau.

Matériel de technologie de l'information

Cette catégorie englobe les réseaux physiques de transmission vocale et de données, les plates-formes, les appareils sans fil, les réseaux et les points d'accès, les macro-ordinateurs et les ordinateurs personnels, les serveurs et les dépôts de données, l'équipement de communications mobile du gouvernement de même que les systèmes d'exploitation et les logiciels s'y rattachant.

Logiciels d'application de gestion

Cette catégorie englobe les éléments logiciels qui automatisent et optimisent les fonctions opérationnelles, les processus, les tâches et les activités. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Parc automobile et flotte de bateaux

Cette catégorie comprend les véhicules automobiles immatriculés qui appartiennent aux ministères : les voitures de tourisme, les véhicules utilitaires moyens et lourds et d'autres véhicules spéciaux. Elle englobe également les traversiers et les bateaux de taille moyenne ou grande.

Avions

Cette catégorie englobe les aéronefs à voilure tournante et à voilure fixe.

Investissements dans des immobilisations corporelles

Cette catégorie permet le financement des coûts directs relatifs à la construction ou l'acquisition de biens matériels.

Crédits législatifs

Ils représentent des paiements autorisés par un texte législatif précis et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les crédits législatifs figurent dans le Budget des dépenses aux fins d'information et ne sont pas votés par l'Assemblée législative. Les montants requis pour les crédits législatifs sont inscrits séparément, s'il y a lieu, dans la rubrique « Classification par catégorie de dépenses » associée à chaque poste.

Sources de renseignements complémentaires :Comptes publics

Les Comptes publics comprennent le Rapport annuel et les états financiers consolidés, les états des ministères et les annexes, ainsi que les annexes détaillées des paiements. Les états financiers consolidés sont présentés sur une base consolidée et englobent les résultats des ministères et les résultats financiers des entités qui sont sous le contrôle de la province. Les états des ministères et les annexes comparent les charges réelles des ministères selon une méthode de comptabilité d'exercice aux crédits votés par l'Assemblée législative. Les annexes détaillées des paiements présentent les détails des paiements versés par les ministères aux vendeurs et aux bénéficiaires de paiements de transfert.

[Les Comptes publics de l'Ontario de 2023-2024 | Ontario.ca/fr](https://ontario.ca/fr)

Document d'information sur le budget des dépenses

Les ministères publient chaque année ce document après le dépôt du Budget de l'Ontario et la publication du Budget des dépenses. Le Document d'information sur le budget des dépenses décrit les réalisations du ministère en question au cours du dernier exercice, ce qu'il envisage de faire pour l'exercice à venir, les objectifs qu'il s'est fixés et la méthode prévue pour mesurer les résultats. Les Documents d'information sur le budget des dépenses sont utilisés au moment où les ministères justifient leur budget.

Budget de l'Ontario

Pour chaque exercice, la *Loi de 2019 sur la viabilité, la transparence et la responsabilité financières* (la Loi) exige du ministre des Finances qu'il publie un budget portant sur l'exercice visé par le budget et des deux exercices suivants. Le budget doit être publié au plus tard le 31 mars de chaque exercice, à l'exception des exercices qui suivent une élection générale.

Si le budget n'est pas présenté à la date ainsi fixée, le ministère des Finances doit publier au plus tard à cette même date une déclaration du ministre indiquant la raison pour laquelle l'échéance n'a pas été respectée. De plus, le premier ministre de l'Ontario et le ministre des Finances doivent payer une pénalité égale à 10 % de leur traitement.

<https://ontario.ca/budgetfr>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Agroentreprise sert les besoins des Ontariens et des Canadiens en établissant les bases nécessaires à la prospérité des exploitations agricoles, des transformateurs agroalimentaires et des agroentreprises par des cadres législatifs, des programmes et de solides relations avec les intervenants. Le travail du ministère se concentre sur la stimulation de la croissance, de l'innovation et de la durabilité dans l'agriculture et la transformation agroalimentaire. Les programmes ministériels sont centrés sur la salubrité des aliments, la santé des plantes et des animaux, la résilience du secteur de l'agroalimentaire et de l'agroentreprise, la gestion de l'environnement, la recherche, le soutien en matière de main-d'œuvre dans le secteur agroalimentaire, la croissance économique ainsi que le soutien à la chaîne d'approvisionnement et au marketing intérieur. Ces activités et ces programmes renforcent l'Ontario, ses lieux et sa population au sein des collectivités rurales et urbaines, favorisent et créent de bons emplois, attirent des investissements, préservent la sécurité des aliments, des plantes et des animaux, soutiennent les actifs naturels et contribuent à la croissance économique et au bien-être général en Ontario.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
101 Programme d'administration du ministère	24 126 900	22 492 100	1 634 800	23 471 224
107 Amélioration de la santé publique et de l'environnement	103 498 300	93 900 200	9 598 100	80 919 453
108 Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	606 334 400	501 325 300	105 009 100	495 540 882
109 Élaboration des politiques	16 933 800	16 065 600	868 200	16 326 972
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	750 893 400	633 783 200	117 110 200	616 258 531
Crédits législatifs	1 081 014	1 097 187	(16 173)	370 346
Total du ministère - Charges de fonctionnement	751 974 414	634 880 387	117 094 027	616 628 877
Redressement de consolidation - Agricorp	272 296 300	202 959 300	69 337 000	311 014 969
Redressement de consolidation - Recherche et innovation agricoles Ontario (RIAO)	5 094 700	4 947 000	147 700	3 603 874
Redressement de consolidation - collèges	-	-	-	(36 951)
Redressement de consolidation - autre	-	-	-	(1 076)
Redressement de consolidation - Commission du Marché des produits alimentaires de l'Ontario	13 000 000	-	13 000 000	-
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(1 894 324)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(4 555 700)	(4 474 400)	(81 300)	(3 746 954)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 037 809 714	838 312 287	199 497 427	925 568 415

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
107	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	5 000 000	5 000 000	-	3 144 500
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		5 000 000	5 000 000	-	3 144 500
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		5 000 000	5 000 000	-	3 144 500
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
107	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	1 000	1 000	-	-
108	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	12 651 000	9 500 000	3 151 000	5 000 000
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		12 652 000	9 501 000	3 151 000	5 000 000
Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations		12 653 000	9 502 000	3 151 000	5 000 000
Redressement de consolidation - Agricorp		1 020 100	1 613 400	(593 300)	2 775 769
Redressement de consolidation - Recherche et innovation agricoles Ontario (RIO)		(1 360 000)	(676 100)	(683 900)	(880 900)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		12 313 100	10 439 300	1 873 800	6 894 869
BIENS IMMOBILISÉS					
107	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	2 500 000	2 500 000	-	284 531
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		2 500 000	2 500 000	-	284 531
Total du ministère - Biens immobilisés		2 500 000	2 500 000	-	284 531
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		1 050 122 814	848 751 587	201 371 227	932 463 284

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 101

Le Programme d'administration comprend le leadership de la gestion stratégique et la prestation de conseils, d'avis juridiques, de services de communication et de services administratifs à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	24 126 900	22 492 100	1 634 800	23 471 224
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	24 126 900	22 492 100	1 634 800	23 471 224
L	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 173	32 346	(16 173)	23 930
	Total - Crédits législatifs	64 014	80 187	(16 173)	73 231
	Total - Charges de fonctionnement	24 190 914	22 572 287	1 618 627	23 544 455

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
101-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		14 804 600
	Avantages sociaux		2 385 300
	Transports et communications		636 000
	Services		5 548 500
	Fournitures et matériel		752 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		24 126 900
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	2 740 700	
	Avantages sociaux	370 800	
	Transports et communications	143 600	
	Services	183 900	
	Fournitures et matériel	270 700	3 709 700
<i>Services opérationnels</i>			
	Traitements et salaires	2 839 500	
	Avantages sociaux	485 600	
	Transports et communications	235 200	
	Services	1 200 700	
	Fournitures et matériel	190 800	4 951 800
<i>Planification des activités et services financiers</i>			
	Traitements et salaires	3 302 800	
	Avantages sociaux	419 000	
	Transports et communications	48 200	
	Services	335 400	
	Fournitures et matériel	25 600	4 131 000
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	2 218 000	
	Avantages sociaux	656 700	
	Transports et communications	52 300	
	Services	92 700	
	Fournitures et matériel	92 300	3 112 000

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	3 703 600	
	Avantages sociaux	453 200	
	Transports et communications	136 700	
	Services	575 400	
	Fournitures et matériel	163 100	5 032 000
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	20 000	
	Services	3 160 400	
	Fournitures et matériel	10 000	3 190 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		24 126 900
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		24 190 914

AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT - CRÉDIT 107

Le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Agroentreprise joue un rôle clé dans la protection de l'intérêt public en surveillant la sécurité alimentaire, la santé animale et la gestion des éléments nutritifs. Il collabore avec l'industrie agroalimentaire pour fournir des programmes d'éducation et de soutien dans des domaines tels que la santé animale, le bien-être animal, la sécurité alimentaire, la traçabilité, la gestion des éléments nutritifs et les meilleures pratiques environnementales. En établissant des normes et des règlements, le ministre promeut la sécurité alimentaire, la santé animale et végétale et la protection de l'environnement. Il gère la santé et le bien-être des animaux, la santé des végétaux et les pollinisateurs par des activités d'inspection, de surveillance et de contrôle. De plus, le ministre renforce la sécurité alimentaire en exécutant le programme provincial d'inspection de la viande, des produits laitiers, des fruits et légumes et du poisson. Il soutient la lutte contre les parasites et les maladies des végétaux et des animaux au moyen d'activités d'éducation, de conseils techniques et d'outils.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	103 498 300	93 900 200	9 598 100	80 919 453
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	103 498 300	93 900 200	9 598 100	80 919 453
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	10 000	10 000	-	5 107
	Total - Crédits législatifs	10 000	10 000	-	5 107
	Total - Charges de fonctionnement	103 508 300	93 910 200	9 598 100	80 924 560
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	5 000 000	5 000 000	-	3 144 500
	TOTAL Ê VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	5 000 000	5 000 000	-	3 144 500
	Total - Actifs de fonctionnement	5 000 000	5 000 000	-	3 144 500
CHARGES DÉMOBILISATIONS					
4	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	1 000	1 000	-	-
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES DÉMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges démobilitisations	2 000	2 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	2 500 000	2 500 000	-	284 531
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		2 500 000	2 500 000	-	284 531
Total - Biens immobilisés		2 500 000	2 500 000	-	284 531

AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT - CRÉDIT 107, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT -		CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
POSTE	Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
107-1	Amélioration de la santé publique et de l'environnement		
	Traitements et salaires		40 868 400
	Avantages sociaux		5 157 000
	Transports et communications		1 772 300
	Services		13 602 400
	Fournitures et matériel		851 200
	Paievements de transfert		
	Programme d'infrastructure de drainage agricole	15 667 000	
	Programme d'indemnisation en matière de santé des animaux	1 000	
	Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédérale - santé publique et env.	20 171 500	
	Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution provinciale - santé publique et environnement	4 778 500	
	Programme pour la croissance communautaire	1 099 000	
	Accord Canada-Ontario concernant les Grands Lacs	850 000	
	Partenariats agroenvironnementaux pour le lac Simcoe	920 000	43 487 000
	Total partiel		105 738 300
	Moins : Recouvrements		2 240 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		103 498 300
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		10 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Amélioration de la santé publique et de l'environnement		103 508 300
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
107-2	Amélioration de la santé publique et de l'environnement		
	Projets et investissements		
	Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux, <i>Loi sur le drainage au moyen de tuyaux</i>	4 800 000	
	Projets pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non régis en municipalités	200 000	5 000 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		5 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Amélioration de la santé publique et de l'environnement		5 000 000

AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT - CRÉDIT 107, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
107-4	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Amélioration de la santé publique et de l'environnement	2 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
107-3	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 500 000
	Total " voter - Biens immobilisés	2 500 000
	Total (Biens immobilisés) - Amélioration de la santé publique et de l'environnement	2 500 000

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES
FORTES - CRÉDIT 108

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Agroentreprise soutient l'industrie agroalimentaire et les agroentreprises de la province des manières suivantes : en investissant dans la recherche agroalimentaire et liée aux bioproduits; en confirmant les priorités en matière de recherche; en concevant des pratiques exemplaires de gestion durable, de nouvelles technologies et des innovations et en encourageant leur adoption; en se chargeant de la surveillance de la santé animale et végétale, y compris l'atténuation des ravageurs et des maladies; en exécutant des programmes d'aide et de soutien sectoriels, notamment la stabilisation des revenus agricoles; en surveillant les chaînes d'approvisionnement; en soutenant les investissements dans les secteurs rural, alimentaire et des boissons; en faisant la promotion de l'industrie agroalimentaire de l'Ontario dans les marchés intérieurs et d'exportation.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Développement économique	219 480 900	138 755 100	80 725 800	122 307 992
3	Recherche	84 910 000	89 626 700	(4 716 700)	85 620 745
4	Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises	301 943 500	272 943 500	29 000 000	287 612 145
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		606 334 400	501 325 300	105 009 100	495 540 882
L	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
L	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	5 000	5 000	-	-
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000 000	1 000 000	-	292 008
Total - Crédits législatifs		1 007 000	1 007 000	-	292 008
Total - Charges de fonctionnement		607 341 400	502 332 300	105 009 100	495 832 890
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
7	Charges d'immobilisations liées à l'agriculture, à l'alimentation et à l'agroentreprise	12 651 000	9 500 000	3 151 000	5 000 000
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		12 651 000	9 500 000	3 151 000	5 000 000
Total - Charges d'immobilisations		12 651 000	9 500 000	3 151 000	5 000 000

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES
FORTES - CRÉDIT 108, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
108-1	Développement économique		
	Traitements et salaires		22 647 400
	Avantages sociaux		2 964 000
	Transports et communications		1 035 200
	Services		4 962 700
	Fournitures et matériel		485 100
	Paiements de transfert		
	Fonds pour le secteur agroalimentaire visant la transformation des aliments	5 200 000	
	Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédérale - développement économique	18 242 800	
	Programme de santé mentale de la FWI	543 300	
	Programme pour la croissance communautaire	4 749 400	
	Fonds de promotion des vins de l'Ontario	146 650 000	
	Programme ontarien pour les petites cidreries et distilleries	12 000 000	
	Programme d'incitatifs pour les vignerons	1 000	187 386 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement		219 480 900
108-3	Recherche		
	Traitements et salaires		2 719 900
	Avantages sociaux		311 500
	Transports et communications		176 700
	Services		382 500
	Fournitures et matériel		90 000
	Paiements de transfert		
	Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédérale - recherche	12 903 400	
	Recherche sur l'innocuité des aliments	680 000	
	Subventions tenant lieu d'impôt	1 000 000	
	Université de Guelph	66 646 000	81 229 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		84 910 000

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES
FORTES - CRÉDIT 108, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
108-4	Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises		
	Paiements de transfert		
	Agricorp	12 758 000	
	Agri-protection	41 500 000	
	Agri-investissement	21 100 000	
	Agri-relance	1 000	
	Agri-risques - contribution fédérale	1 000	
	Agri-risques - contribution provinciale	1 000	
	Agri-stabilité	44 469 500	
	Programmes de protection financière et garanties d'emprunt	55 000	
	Programme ontarien de gestion des risques	180 000 000	
	Indemnisation des dommages causés par la faune - contribution fédérale	1 058 000	
	Indemnisation des dommages causés par la faune - contribution provinciale	1 000 000	301 943 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		301 943 500
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		5 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes		607 341 400

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES
FORTES - CRÉDIT 108, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
108-7	Charges d'immobilisations liées à l'agriculture, à l'alimentation et à l'agroentreprise		
	Paievements de transfert		
	Infrastructure des laboratoires d'hygiène vétérinaire et d'agroalimentaire	500 000	
	Programme coopératif de doctorat en médecine vétérinaire	7 200 000	
	Autres transferts relatifs aux immobilisations	1 000	
	Entretien et réparations de l'infrastructure de recherche	4 950 000	12 651 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		12 651 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes		12 651 000

LABORATION DES POLITIQUES - CRÉDIT 109

Le programme de l'élaboration des politiques comprend la coordination et l'élaboration de conseils et d'analyses stratégiques novateurs et fondés sur des faits de l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales. Cela aide à stimuler la croissance économique dans les secteurs de l'agroalimentaire et de l'agroentreprise de l'Ontario tout en fournissant des services d'assurance et de supervision du système agroalimentaire et des chaînes d'approvisionnement et en protégeant la capacité de production et la viabilité de nos richesses naturelles. Le ministère défend les intérêts de l'Ontario en matière de politique commerciale en fournissant des conseils sur les négociations commerciales et l'accès aux marchés, en réalisant des évaluations de l'impact sur les questions commerciales, en planifiant et en organisant des missions commerciales vers des marchés cibles, et en défendant les intérêts de l'Ontario dans le secteur agroalimentaire. Le programme est également chargé de l'administration et l'exécution des programmes de gestion des risques liés aux exploitations agricoles ainsi que de la gestion des partenariats stratégiques du ministère avec Agricorp.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	relés 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Élaboration des politiques	16 933 800	16 065 600	868 200	16 326 972
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		16 933 800	16 065 600	868 200	16 326 972
Total - Charges de fonctionnement		16 933 800	16 065 600	868 200	16 326 972

ÉLABORATION DES POLITIQUES - CRÉDIT 109, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
109-1	Élaboration des politiques	
	Traitements et salaires	12 980 900
	Avantages sociaux	1 523 100
	Transports et communications	554 400
	Services	1 725 100
	Fournitures et matériel	150 300
Total " voter - Charges de fonctionnement		16 933 800
Total (Charges de fonctionnement) - Élaboration des politiques		16 933 800

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	641 837 987	622 143 399
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	543 300	543 300
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(7 500 900)	(6 057 822)
Total - Charges de fonctionnement redressées	634 880 387	616 628 877

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

Le ministre du Procureur général est chargé de l'administration et de la prestation des services de justice dans toutes les communautés de l'Ontario. Il coordonne l'administration des services dispensés par les tribunaux criminels, les tribunaux civils et les tribunaux de la famille en offrant des services aux tribunaux et des services d'aide judiciaire dans 151 cours et tribunaux de tout l'Ontario. Le ministre intente des poursuites en vertu du *Code criminel* du Canada, de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et de lois provinciales. Il fournit un éventail de services intégrés et améliorés à l'intention des victimes d'actes criminels, tels que le Programme d'aide aux victimes et aux témoins. La Division de la justice pour les Autochtones du ministre donne des conseils sur les questions liées à la justice qui touchent les Autochtones sous toutes les facettes du système de justice en Ontario. Le ministre exécute également des programmes fournissant des soutiens essentiels aux enfants et aux personnes vulnérables, par l'entremise du Bureau du Tuteur et curateur public et du Bureau de l'avocat des enfants. Il offre par ailleurs des conseils d'experts juridiques aux ministres, organismes, conseils et commissions du gouvernement, et conseille le gouvernement dans les affaires de droit constitutionnel et de droit civil intentées au nom de la Couronne. Le ministre supervise des organismes, conseils et commissions comme l'Office des affaires des victimes d'actes criminels, la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, Tribunaux décisionnels Ontario, le Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire, la Commission ontarienne des droits de la personne et le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne. Le ministre subventionne également les services d'Aide juridique Ontario et administre l'Unité des enquêtes spéciales et le Bureau indépendant de l'examen de la police.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
301 Programme d'administration du ministre	246 324 800	248 498 700	(2 173 900)	229 689 217
302 Programme de poursuites contre les criminels	435 213 200	381 332 700	53 880 500	379 451 430
303 Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	538 232 100	526 448 900	11 783 200	557 616 637
304 Programme des services juridiques	41 363 100	31 368 500	9 994 600	45 697 565
305 Programme des services aux tribunaux	626 236 300	555 655 900	70 580 400	620 898 687
306 Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	161 910 700	149 923 200	11 987 500	152 354 791
307 Crédit d'impôt pour contributions politiques	21 319 600	10 346 400	10 973 200	11 955 350
308 Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	86 948 300	77 235 900	9 712 400	78 347 746
309 Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux	12 552 000	-	12 552 000	13 613 800
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 170 100 100	1 980 810 200	189 289 900	2 089 625 223
Crédits législatifs	5 391 392	5 369 014	22 378	51 140 865
Total du ministre - Charges de fonctionnement	2 175 491 492	1 986 179 214	189 312 278	2 140 766 088

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - Aide juridique Ontario	305 331 900	178 298 500	127 033 400	184 939 416
Redressement de consolidation - hypothécaires	(1 280 400)	(872 400)	(408 000)	(1 130 218)
Redressement de consolidation - Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	-	-	-	46 902 731
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(22 927 460)
Redressement de consolidation - sociétés d'aide à l'enfance	(378 200)	(376 700)	(1 500)	(390 009)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(218 034 000)	(221 700 500)	3 666 500	(295 853 911)
Redressement de consolidation - Sociétés ontariennes des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(99 719)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	2 261 130 792	1 941 528 114	319 602 678	2 052 206 918
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
301 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	7 400
302 Programme de poursuites contre les criminels	1 000	1 000	-	1 681 536
303 Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	3 000	3 000	-	120 344
304 Programme des services juridiques	1 000	1 000	-	228 513
305 Programme des services aux tribunaux	1 000	1 000	-	88 184
306 Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	1 000	1 000	-	91 680
308 Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 200 000	1 000	1 199 000	1 112 956
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 208 000	9 000	1 199 000	3 330 613
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	1 208 000	9 000	1 199 000	3 330 613

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
301 Programme d'administration du ministère	51 504 400	67 625 900	(16 121 500)	65 795 437
303 Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	1 000	1 000	-	-
304 Programme des services juridiques	1 000	1 000	-	-
305 Programme des services aux tribunaux	8 283 500	6 796 700	1 486 800	6 186 275
308 Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 000	1 000	-	-
309 Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux	1 000	-	1 000	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	59 791 900	74 425 600	(14 633 700)	71 981 712
Crédits législatifs	32 020 500	17 901 400	14 119 100	6 346 634
Total du ministère - Charges d'immobilisations	91 812 400	92 327 000	(514 600)	78 328 346
Redressement de consolidation - Aide juridique Ontario	4 000 000	5 500 000	(1 500 000)	3 284 699
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(77 181 200)	(71 633 200)	(5 548 000)	-
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(55 900)	(55 900)	-	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	18 575 300	26 137 900	(7 562 600)	81 613 045
BIENS IMMOBILISÉS				
301 Programme d'administration du ministère	46 935 000	40 876 300	6 058 700	12 158 907
305 Programme des services aux tribunaux	3 974 000	4 862 800	(888 800)	29 290 303
308 Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 884 700	2 019 000	(134 300)	1 327 380
309 Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux	1 000	-	1 000	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	52 794 700	47 758 100	5 036 600	42 776 590
Total du ministère - Biens immobilisés	52 794 700	47 758 100	5 036 600	42 776 590
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	2 279 706 092	1 967 666 014	312 040 078	2 133 819 963

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301

Le programme d'administration du ministère inclut le Bureau du procureur général, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-procureur général et la Direction des communications.

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère. La Division de la gestion des services ministériels (DGSM) offre son appui et ses conseils stratégiques dans les domaines suivants : planification des activités et des finances, ressources humaines, diversité, inclusion et accessibilité, gestion des urgences, gestion de projet, données et analyses, gestion des installations et surveillance du portefeuille d'immobilisations, de locaux et de baux du ministère. La DGSM fournit aussi au secteur de la justice des services communs, notamment en matière de soutien à la sécurité, d'accès à l'information et de services en français.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	246 324 800	248 498 700	(2 173 900)	229 689 217
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	246 324 800	248 498 700	(2 173 900)	229 689 217
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	-	22 378	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
	Total - Crédits législatifs	86 392	64 014	22 378	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	246 411 192	248 562 714	(2 151 522)	229 755 185
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Actifs payés d'avance	1 000	1 000	-	7 400
	TOTAL Ê VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	7 400
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	7 400

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Renouvellement des installations	51 503 400	67 624 900	(16 121 500)	58 271 237
8	Projet de modernisation	1 000	1 000	-	7 524 200
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	51 504 400	67 625 900	(16 121 500)	65 795 437
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	25 377 600	11 204 500	14 173 100	2 629 511
	Total - Crédits législatifs	25 377 600	11 204 500	14 173 100	2 629 511
	Total - Charges d'immobilisations	76 882 000	78 830 400	(1 948 400)	68 424 948
BIENS IMMOBILISÉS					
7	Projet de modernisation	46 935 000	40 876 300	6 058 700	12 158 907
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	46 935 000	40 876 300	6 058 700	12 158 907
	Total - Biens immobilisés	46 935 000	40 876 300	6 058 700	12 158 907

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
301-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		32 301 600
	Avantages sociaux		3 281 600
	Transports et communications		675 200
	Services		209 841 100
	Fournitures et matériel		226 300
	Paielements de transfert		
	Projets liés à l'innovation		1 000
	Total partiel		246 326 800
	Moins : Recouvrements		2 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		246 324 800
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	3 747 600	
	Avantages sociaux	427 000	
	Transports et communications	113 300	
	Services	127 700	
	Fournitures et matériel	35 800	4 451 400
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	2 779 600	
	Avantages sociaux	335 000	
	Transports et communications	26 600	
	Services	175 800	
	Fournitures et matériel	10 000	3 327 000
<i>Locaux - Frais de location</i>			
	Services	190 791 900	
	Moins : Recouvrements	1 000	190 790 900

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services ministériels</i>		
	Traitements et salaires	25 774 400	
	Avantages sociaux	2 519 600	
	Transports et communications	535 300	
	Services	18 745 700	
	Fournitures et matériel	180 500	
	Paievements de transfert		
	Projets liés à l'innovation	1 000	
	Total partiel	47 756 500	
	Moins : Recouvrements	1 000	47 755 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		246 324 800
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 378
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		246 411 192
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
301-5	Actifs payés d'avance		
	Dépôts et charges payés d'avance		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		1 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
301-2	Renouvellement des installations		
	Autres opérations		
	Investissements dans les immobilisations - renouvellement des actifs	34 162 300	
	Investissements dans les immobilisations - charges de renouvellement	17 342 100	51 504 400
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		51 503 400
301-8	Projet de modernisation		
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		25 377 600
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère		76 882 000
BIENS IMMOBILISÉS			
301-7	Projet de modernisation		
	Matériel de technologie de l'information		30 631 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés		16 304 000
	Total " voter - Biens immobilisés		46 935 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère		46 935 000

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS - CRÉDIT 302

Ce programme est responsable des poursuites relatives à toutes les infractions criminelles en vertu du *Code criminel* et d'autres lois fédérales et provinciales de manière à inspirer la confiance du public en l'administration de la justice et à faire respecter la primauté du droit. Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans toutes les affaires criminelles, y compris les poursuites dans les affaires criminelles devant tous les types de tribunaux de la province, la représentation de la Couronne en appel et la prestation de conseils juridiques au gouvernement, au procureur général et au sous-procureur général dans toutes les affaires relevant du droit criminel ainsi qu'aux services de police sur demande.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Droit criminel	435 213 200	381 332 700	53 880 500	379 451 430
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	435 213 200	381 332 700	53 880 500	379 451 430
L	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	366 884
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	366 884
	Total - Charges de fonctionnement	435 214 200	381 333 700	53 880 500	379 818 314
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
7	Actifs payés d'avance	1 000	1 000	-	1 681 536
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	1 681 536
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	1 681 536

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS - CRÉDIT 302, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
302-2	Droit criminel		
	Traitements et salaires		350 519 300
	Avantages sociaux		32 173 600
	Transports et communications		8 649 800
	Services		25 650 000
	Fournitures et matériel		7 819 000
	Paielements de transfert		
	Programme de sécurité en matière de mise en liberté sous caution	1 334 000	
	Centres de justice - partenariats communautaires	3 463 500	
	Programmes de responsabilisation directe	3 604 000	
	Indemnisation des victimes " partir de la confiscation des actifs criminels	2 000 000	10 401 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement		435 213 200
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Paielements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de poursuites contre les criminels		435 214 200
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
302-7	Actifs payés d'avance		
	Dépôts et charges payés d'avance		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de poursuites contre les criminels		1 000

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303

Ce programme inclut la Division des politiques et la Division de la justice pour les Autochtones. La Division des politiques est responsable de l'élaboration de lois, de règlements et de politiques en réponse des questions diverses dans des domaines comme le droit civil, le droit de la famille, les droits de la personne, le droit administratif et le droit commercial, ainsi que de la réglementation des industries des alcools, du jeu, des courses de chevaux et des magasins privés de vente au détail de cannabis. La Division est également responsable de la surveillance des politiques et de l'établissement de partenariats liés aux organismes réglementaires et opérationnels, aux tribunaux décisionnels et aux programmes du ministère. Elle englobe les organismes, tribunaux et programmes suivants : Tribunaux décisionnels Ontario, Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire, Aide juridique Ontario, la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, Jeux en ligne Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne, l'Unité des enquêtes spéciales, le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police et le Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution. Par ailleurs, la Division des politiques administre les nominations ministérielles de l'ensemble des organismes et des tribunaux décisionnels, gère le programme des notaires et des commissaires qui assure la prestation de services directs aux candidats aux fonctions de notaires non juristes ou parajuristes et de commissaires et fournit du soutien administratif de deux comités consultatifs sur les nominations de la magistrature, qui recommandent au procureur général des nominations pour les juges et juges de paix en Ontario.

La Division de la justice pour les Autochtones se consacre au règlement des questions dans ce domaine, en se concentrant sur la réduction des taux de récidive et sur la surreprésentation des Autochtones, en tant que victimes, accusés et contrevenants, dans le système de justice. La Division est déterminée à tisser des liens solides, constructifs et respectueux avec les collectivités autochtones en Ontario afin de renforcer la compréhension du système de justice et la confiance envers ce système. Également, la Division travaille notamment à la supervision des programmes de justice pour les Autochtones, à l'animation de formations en compétence culturelle autochtone, à la réforme législative, à l'élaboration de politiques et aux enquêtes de coroners. La Division fournit également au procureur général et au sous-procureur général des conseils stratégiques sur des questions relatives à la justice pour les Autochtones. Elle collabore étroitement avec d'autres divisions du ministère du Procureur général, d'autres ministères et organismes ontariens comme ceux du Solliciteur général et des Affaires autochtones et de la Réconciliation économique avec les Premières Nations, la Police provinciale de l'Ontario et les services de police des Premières Nations, et soutient leur travail. De plus, la Division soutient le Groupe consultatif de la justice pour les Autochtones et le Conseil des aînés, qui offrent des conseils spécialisés essentiels au procureur général et à d'autres ministères sur demande.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Aide juridique Ontario	316 100 900	316 681 100	(580 200)	338 343 282
4	Relations avec les organismes et les tribunaux	166 498 700	158 595 800	7 902 900	166 854 563
8	Politiques	7 540 400	7 077 700	462 700	7 611 962
13	Justice pour les Autochtones	48 092 100	44 094 300	3 997 800	44 806 830
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		538 232 100	526 448 900	11 783 200	557 616 637
L	Audiences tenues en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i>	1 000	1 000	-	751 991
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	26 222
Total - Crédits législatifs		2 000	2 000	-	778 213
Total - Charges de fonctionnement		538 234 100	526 450 900	11 783 200	558 394 850

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
12	Actifs payés d'avance	3 000	3 000	-	120 344
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	3 000	3 000	-	120 344
	Total - Actifs de fonctionnement	3 000	3 000	-	120 344
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	-

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
303-2	Aide juridique Ontario		
	Paielements de transfert		
	Aide juridique Ontario		
	316 100 900		
	Total " voter - Charges de fonctionnement		
	316 100 900		
303-4	Relations avec les organismes et les tribunaux		
	Traitements et salaires		
	107 141 700		
	Avantages sociaux		
	13 169 300		
	Transports et communications		
	4 092 800		
	Services		
	22 931 800		
	Fournitures et matériel		
	792 200		
	Paielements de transfert		
	Vérification et supervision des libérations sous caution		
	13 473 000		
	Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne		
	5 336 200		
	18 809 200		
	Total partiel		
	166 937 000		
	Moins : Recouvrements		
	438 300		
	Total " voter - Charges de fonctionnement		
	166 498 700		
Sous-postes :			
Relations avec les organismes et gestion des programmes			
	Traitements et salaires		
	3 201 600		
	Avantages sociaux		
	394 300		
	Transports et communications		
	228 500		
	Services		
	1 267 600		
	Fournitures et matériel		
	18 800		
	5 110 800		
Vérification et supervision des libérations sous caution			
	Paielements de transfert		
	Vérification et supervision des libérations sous caution		
	13 473 000		
	13 473 000		
Commission ontarienne des droits de la personne			
	Traitements et salaires		
	4 860 100		
	Avantages sociaux		
	427 800		
	Transports et communications		
	193 200		
	Services		
	404 900		
	Fournitures et matériel		
	28 200		
	5 914 200		

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne</i>		
	Paielements de transfert		
	Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne	5 336 200	5 336 200
	<i>Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police</i>		
	Traitements et salaires	6 323 700	
	Avantages sociaux	670 700	
	Transports et communications	195 300	
	Services	738 100	
	Fournitures et matériel	50 000	7 977 800
	<i>Unité des enquêtes spéciales</i>		
	Traitements et salaires	9 230 600	
	Avantages sociaux	1 142 400	
	Transports et communications	386 000	
	Services	812 000	
	Fournitures et matériel	61 700	
	Total partiel	11 632 700	
	Moins : Recouvrements	1 000	11 631 700
	<i>Tribunaux décisionnels Ontario</i>		
	Traitements et salaires	68 867 000	
	Avantages sociaux	8 850 400	
	Transports et communications	2 650 400	
	Services	14 880 300	
	Fournitures et matériel	542 600	
	Total partiel	95 790 700	
	Moins : Recouvrements	437 300	95 353 400
	<i>Renseignements au public</i>		
	Services	1 000	1 000
	<i>Commissions royales</i>		
	Services	1 000	1 000

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire</i>		
	Traitements et salaires	14 658 700	
	Avantages sociaux	1 683 700	
	Transports et communications	439 400	
	Services	4 826 900	
	Fournitures et matériel	90 900	21 699 600
	Total " voter - Charges de fonctionnement		166 498 700
303-8	Politiques		
	Traitements et salaires		6 314 900
	Avantages sociaux		675 000
	Transports et communications		201 000
	Services		280 900
	Fournitures et matériel		68 600
	Total " voter - Charges de fonctionnement		7 540 400

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
303-13	Justice pour les Autochtones		
	Traitements et salaires		3 154 000
	Avantages sociaux		310 700
	Transports et communications		268 000
	Services		651 000
	Fournitures et matériel		28 100
	Paielements de transfert		
	Services aux victimes autochtones	15 439 900	
	Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones de l'Ontario	4 948 100	
	Projets de la justice applicable aux Autochtones	22 973 300	
	Liste des jurés	319 000	43 680 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement		48 092 100
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Audiences tenues en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i>		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes		538 234 100
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
303-12	Actifs payés d'avance		
	Dépôts et charges payés d'avance		3 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		3 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes		3 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
303-5	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes		
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes		1 000

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304

Ce programme comprend la Division du droit civil et le Bureau des conseillers législatifs.

La Division du droit civil procure au procureur général, au sous-procureur général, à tous les ministres et à de nombreux organismes des services juridiques dans toutes les affaires de droit civil. La Division appuie le procureur général dans ses fonctions de premier conseiller juridique de la Couronne, notamment le déroulement des litiges pour et contre la Couronne, en veillant à ce que l'administration des affaires publiques soit conforme à la loi, et en fournissant des conseils sur les affaires civiles liées aux activités et priorités du gouvernement.

Le Bureau des conseillers législatifs est chargé des services de rédaction législative en français et en anglais. Cela comprend la préparation des projets de loi pour le gouvernement et les députés de l'Assemblée législative et la rédaction des règlements. Le Bureau fournit également des conseils juridiques et des services de révision et de publication connexes, notamment l'apport du contenu pour le site Web Lois-en-ligne.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Droit civil	35 284 900	25 802 700	9 482 200	39 755 350
3	Services des conseillers législatifs	6 078 200	5 565 800	512 400	5 942 215
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	41 363 100	31 368 500	9 994 600	45 697 565
L	Règlements - autre, Loi de 2019 sur la responsabilité de la Couronne et les instances intéressées	1 000	1 000	-	26 948 329
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	26 948 329
	Total - Charges de fonctionnement	41 364 100	31 369 500	9 994 600	72 645 894
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	Actifs payés d'avance	1 000	1 000	-	228 513
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	228 513
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	228 513
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Droit civil	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
304-2	Droit civil		
	Traitements et salaires	156 459 600	
	Avantages sociaux	13 055 300	
	Transports et communications	300 400	
	Services	10 697 700	
	Fournitures et matériel	288 900	
	Total partiel	180 801 900	
	Moins : Recouvrements	145 517 000	
	Total " voter - Charges de fonctionnement	35 284 900	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Directions centrales</i>			
	Traitements et salaires	34 100 300	
	Avantages sociaux	4 003 600	
	Transports et communications	300 400	
	Services	10 685 600	
	Fournitures et matériel	288 900	
	Total partiel	49 378 800	
	Moins : Recouvrements	22 964 800	26 414 000
<i>Directions des services juridiques détachés</i>			
	Traitements et salaires	122 359 300	
	Avantages sociaux	9 051 700	
	Services	12 100	
	Total partiel	131 423 100	
	Moins : Recouvrements	122 552 200	8 870 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement	35 284 900	

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
304-3	Services des conseillers législatifs	
	Traitements et salaires	7 055 300
	Avantages sociaux	730 200
	Transports et communications	13 800
	Services	117 900
	Fournitures et matériel	25 000
	Total partiel	7 942 200
	Moins : Recouvrements	1 864 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	6 078 200
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Règlements - autre, Loi de 2019 sur la responsabilité de la Couronne et les instances l'intéressant	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services juridiques	41 364 100
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
304-6	Actifs payés d'avance	
	Dépôts et charges payés d'avance	1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services juridiques	1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
304-4	Droit civil	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des services juridiques	2 000

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305

Ce programme est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services se composent de trois volets principaux : Administration des tribunaux; Services judiciaires; Construction de tribunaux. Les volets Administration des tribunaux et Services judiciaires apportent un soutien judiciaire, dans les salles d'audience et pour l'administration des tribunaux, et sont divisés en trois secteurs de programme clés : services à la clientèle et aux tribunaux, services de soutien du programme et services judiciaires. Le volet Construction de tribunaux, qui est exécuté par la Division de la gestion des services ministériels (Direction de la gestion des installations), gère le financement de l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure de tribunaux existants afin de soutenir un système de justice moderne, sûr et accessible.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Administration de la justice	357 703 200	323 043 200	34 660 000	368 084 204
2	Services judiciaires	268 533 100	232 612 700	35 920 400	252 814 483
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	626 236 300	555 655 900	70 580 400	620 898 687
L	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	5 300 000	5 300 000	-	22 981 471
	Total - Crédits législatifs	5 300 000	5 300 000	-	22 981 471
	Total - Charges de fonctionnement	631 536 300	560 955 900	70 580 400	643 880 158
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
6	Actifs payés d'avance	1 000	1 000	-	88 184
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	88 184
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	88 184

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Construction de tribunaux	8 282 500	6 795 700	1 486 800	6 186 275
4	Services aux tribunaux	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	8 283 500	6 796 700	1 486 800	6 186 275
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	4 249 600	4 218 500	31 100	1 599 797
	Total - Crédits législatifs	4 249 600	4 218 500	31 100	1 599 797
	Total - Charges d'immobilisations	12 533 100	11 015 200	1 517 900	7 786 072
BIENS IMMOBILISÉS					
5	Services aux tribunaux	3 974 000	4 862 800	(888 800)	29 290 303
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	3 974 000	4 862 800	(888 800)	29 290 303
	Total - Biens immobilisés	3 974 000	4 862 800	(888 800)	29 290 303

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
305-1	Administration de la justice		
	Traitements et salaires		204 919 900
	Avantages sociaux		32 514 700
	Transports et communications		19 423 100
	Services		42 341 100
	Fournitures et matériel		7 369 600
	Paievements de transfert		
	Programmes de soutien aux tribunaux	7 561 000	
	Projets de modernisation	205 000	
	Loi fédérale sur les contraventions - soutien aux services en fran-ais	1 438 400	9 204 400
	Autres opérations		41 931 400
	Total partiel		357 704 200
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		357 703 200
305-2	Services judiciaires		
	Traitements et salaires		231 296 300
	Avantages sociaux		19 400 000
	Transports et communications		5 363 600
	Services		10 643 900
	Fournitures et matériel		1 828 300
	Paievements de transfert		
	Subventions - Institut national de la magistrature/Conférence des juges		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		268 533 100
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		5 300 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services aux tribunaux		631 536 300
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
305-6	Actifs payés d'avance		
	Dépôts et charges payés d'avance		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services aux tribunaux		1 000

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
305-3	Construction de tribunaux	
	Paievements de transfert	
	Cession immobilière	1 000
	Autres opérations	
	Projets d'infrastructure de grande envergure - paievements	8 281 500
	Total " voter - Charges d'immobilisations	8 282 500
305-4	Services aux tribunaux	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	4 249 600
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des services aux tribunaux	12 533 100
BIENS IMMOBILISÉS		
305-5	Services aux tribunaux	
	Immeubles - diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	3 973 000
	Matériel de technologie de l'information	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	3 974 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme des services aux tribunaux	3 974 000

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES - CRÉDIT 306

Ce programme offre des services essentiels aux victimes d'actes criminels et à leurs familles, aux enfants et aux personnes vulnérables. Les victimes d'actes criminels et les membres de leurs familles sont soutenus par la direction des Services aux victimes à l'Ontario, qui propose un vaste éventail de services de soutien judiciaire et de conseil juridique, directement ou par l'intermédiaire d'organismes communautaires financés par le ministère. Les adultes mentalement incapables reçoivent des services de tutelle d'ordre juridique, personnel et patrimonial du Bureau du Tuteur et curateur public. De plus, le tuteur et curateur public agit en titre de comptable de la Cour supérieure de justice. Le Bureau de l'avocat des enfants a pour mandat d'enquêter et de défendre, protéger de représenter les droits personnels et patrimoniaux de ses clients mineurs au cours des instances devant les tribunaux. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels, un organisme consultatif du procureur général de l'Ontario établi en vertu de la loi, relève également de ce programme.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services aux victimes	32 683 000	29 841 800	2 841 200	25 659 666
2	Programme d'aide aux victimes et aux témoins	33 444 500	25 047 600	8 396 900	26 753 051
6	Personnes vulnérables	95 783 200	95 033 800	749 400	99 942 074
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		161 910 700	149 923 200	11 987 500	152 354 791
Total - Charges de fonctionnement		161 910 700	149 923 200	11 987 500	152 354 791
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
7	Actifs payés d'avance	1 000	1 000	-	91 680
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	1 000	-	91 680
Total - Actifs de fonctionnement		1 000	1 000	-	91 680

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES - CRÉDIT 306, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
306-1	Services aux victimes		
	Traitements et salaires		6 001 400
	Avantages sociaux		686 100
	Transports et communications		584 300
	Services		1 538 400
	Fournitures et matériel		38 900
	Paiements de transfert		
	Tribunaux de traitement de la toxicomanie	1 427 200	
	Recours civils " à l'égard d'activités illicites - Loi sur les recours civils - Indemnisation des victimes	500 000	
	Ordonnances en suspens de la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	1 410 700	
	Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents	12 720 700	
	Projets spéciaux d'aide aux victimes	4 077 500	
	Programme d'aide aux enfants victimes	3 347 800	
	Services spécialisés	350 000	23 833 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement		32 683 000
306-2	Programme d'aide aux victimes et aux témoins		
	Traitements et salaires		25 982 000
	Avantages sociaux		4 830 700
	Transports et communications		969 200
	Services		1 234 800
	Fournitures et matériel		427 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement		33 444 500

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES - CRÉDIT 306, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
306-6	Personnes vulnérables		
	Traitements et salaires	50 271 300	
	Avantages sociaux	5 975 400	
	Transports et communications	1 100 500	
	Services	37 747 300	
	Fournitures et matériel	763 700	
	Total partiel	95 858 200	
	Moins : Recouvrements	75 000	
	Total " voter - Charges de fonctionnement	95 783 200	
	<i>Sous-postes :</i>		
	<i>Avocat des enfants</i>		
	Traitements et salaires	9 733 300	
	Avantages sociaux	1 078 400	
	Transports et communications	240 800	
	Services	30 923 400	
	Fournitures et matériel	153 000	
	Total partiel	42 128 900	
	Moins : Recouvrements	75 000	42 053 900
	<i>Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)</i>		
	Traitements et salaires	40 538 000	
	Avantages sociaux	4 897 000	
	Transports et communications	859 700	
	Services	6 823 900	
	Fournitures et matériel	610 700	53 729 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement	95 783 200	
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	161 910 700	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
306-7	Actifs payés d'avance		
	Dépôts et charges payés d'avance	1 000	
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000	
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	1 000	

CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES - CRÉDIT 307

Le crédit d'impôt pour contributions politiques est un crédit pour les contributions versées " un parti de l'Ontario, " une association de circonscription ou " un candidat inscrit en vertu de la *Loi sur le financement des élections* de l'Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Crédit d'impôt pour contributions politiques	21 319 600	10 346 400	10 973 200	11 955 350
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		21 319 600	10 346 400	10 973 200	11 955 350
Total - Charges de fonctionnement		21 319 600	10 346 400	10 973 200	11 955 350

CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES - CRÉDIT 307, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES	
(\$)	
CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
Ns	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
307-1	Crédit d'impôt pour contributions politiques
	Paiements de transfert
	Crédit d'impôt pour contributions politiques
	21 319 600
	Total " voter - Charges de fonctionnement
	21 319 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Crédit d'impôt pour contributions politiques
	21 319 600

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO - CRÉDIT 308

La Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (CAJO) est un organisme de réglementation qui relève du ministre du Procureur général. Elle a été établie le 23 février 1998 en vertu de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public*, laquelle a été modifiée en 2018 et rebaptisée *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools, du cannabis et des jeux et la protection du public* à au moment où la CAJO est devenue responsable de la réglementation de la vente au détail de cannabis. Le 29 novembre 2021, cette loi modifiée de 2018 a été abrogée et la *Loi de 2019 sur la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario* a été proclamée en vigueur, prorogeant la CAJO sous un statut distinct de personne morale et autorisant la CAJO à surveiller la mise sur pied de la filiale des loteries et l'administration des loteries en ligne prescrites.

La CAJO est chargée de réglementer les secteurs et les industries des alcools, des jeux et des courses de chevaux ainsi que la vente au détail du cannabis en respectant les principes d'innocuité et d'intégrité et en veillant à l'intérêt public. Pour ce faire, elle veille à l'application de la *Loi de 2019 sur les permis d'alcool et la réglementation des alcools*, de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, de la *Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux* et de la *Loi de 2018 sur les licences liées au cannabis*. Elle veille également à l'application du Décret 208/2024 sur les licences de loterie pour les organismes de bienfaisance. Les activités réglementées par la CAJO comprennent :

- À la vente et le service de boissons alcoolisées dans les locaux pourvus d'un permis et lors des événements faisant l'objet d'un permis de circonstance;
- À la vente de boissons alcoolisées dans les épiceries et les dépanneurs;
- À les services de livraison d'alcool;
- À les fabricants d'alcool, les représentants et les centres de fermentation libre-service;
- À les loteries mises sur pied par des organismes de bienfaisance et religieux;
- À le jeu commercial comme les casinos et les sites de jeux en ligne;
- À les loteries exploitées par la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, un organisme du gouvernement provincial;
- À la vente de cannabis récréatif par des détaillants de cannabis autorisés.

La CAJO étant un organisme de réglementation dont le conseil d'administration relève du ministre du Procureur général, le pouvoir d'engager ses dépenses annuelles provient du budget des dépenses public du ministre, tel qu'il est approuvé par l'Assemblée législative de l'Ontario. La CAJO est financée par une combinaison de revenus provenant du Trésor et de fonds recouvrés.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	86 948 300	77 235 900	9 712 400	78 347 746
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	86 948 300	77 235 900	9 712 400	78 347 746
L	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	86 949 300	77 236 900	9 712 400	78 347 746
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 200 000	1 000	1 199 000	1 112 956
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 200 000	1 000	1 199 000	1 112 956
	Total - Actifs de fonctionnement	1 200 000	1 000	1 199 000	1 112 956

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	2 391 300	2 477 400	(86 100)	2 117 326
Total - Crédits législatifs		2 391 300	2 477 400	(86 100)	2 117 326
Total - Charges d'immobilisations		2 392 300	2 478 400	(86 100)	2 117 326
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 884 700	2 019 000	(134 300)	1 327 380
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 884 700	2 019 000	(134 300)	1 327 380
Total - Biens immobilisés		1 884 700	2 019 000	(134 300)	1 327 380

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO - CRÉDIT 308, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
308-1	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	
	Traitements et salaires	104 754 000
	Avantages sociaux	21 278 200
	Transports et communications	1 761 600
	Services	30 946 400
	Fournitures et matériel	962 600
	Total partiel	159 702 800
	Moins : Recouvrements	72 754 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement	86 948 300
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	86 949 300
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
308-3	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	
	Dépôts et charges payés d'avance	1 200 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 200 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 200 000

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO - CRÉDIT 308, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
308-2	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 391 300
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	2 392 300
	BIENS IMMOBILISÉS	
308-4	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	
	Matériel de technologie de l'information	1 884 700
	Total " voter - Biens immobilisés	1 884 700
	Total (Biens immobilisés) - Programme de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 884 700

TECHNOLOGIE JUDICIAIRE ET RENOUVELLEMENT RELATIF AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 309

Le programme de technologie judiciaire et de renouvellement relatif aux tribunaux est chargé de diriger l'intégration et la coordination des projets à long terme qui sont essentiels à la modernisation des activités des tribunaux. La Division gère également un portefeuille de solutions numériques et veille à ce que les besoins des utilisateurs, y compris les magistrats et le personnel des tribunaux, soient satisfaits et que les activités soient renforcées par une technologie moderne, efficace et efficiente.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux	12 552 000	-	12 552 000	13 613 800
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	12 552 000	-	12 552 000	13 613 800
	Total - Charges de fonctionnement	12 552 000	-	12 552 000	13 613 800
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux	1 000	-	1 000	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	-	1 000	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	-	2 000	-
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux	1 000	-	1 000	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	-	1 000	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	-	1 000	-

TECHNOLOGIE JUDICIAIRE ET RENOUVELLEMENT RELATIF AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 309, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
309-1	Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux	
	Traitements et salaires	9 276 000
	Avantages sociaux	1 324 400
	Transports et communications	18 100
	Services	1 911 600
	Fournitures et matériel	21 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement	12 552 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux	12 552 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
309-3	Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
309-4	Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux	
	Matériel de technologie de l'information	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux	1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 984 329 214	2 139 292 188
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	1 850 000	1 473 900
Total - Charges de fonctionnement redressées	1 986 179 214	2 140 766 088

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

Le Bureau du Conseil des ministres est le ministère du Premier ministre, qui offre des services d'analyse et des conseils stratégiques essentiels au chef du gouvernement et au Conseil des ministres pour la réalisation des priorités du gouvernement.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
401	Programme du Bureau du conseil des ministres	74 004 300	61 602 700	12 401 600	65 314 982
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	74 004 300	61 602 700	12 401 600	65 314 982
	Crédits législatifs	128 028	128 028	-	64 873
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	74 132 328	61 730 728	12 401 600	65 379 855
	Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(899 871)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	74 132 328	61 730 728	12 401 600	64 479 984
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	74 132 328	61 730 728	12 401 600	64 479 984

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES - CRÉDIT 401

Le Bureau du Conseil des ministres est l'organisme central qui soutient la réalisation des priorités gouvernementales en élaborant et coordonnant les politiques et les communications et en exerçant la fonction de contrôle dans ces domaines. De plus, le Bureau soutient et surveille la présentation et la mise en œuvre du mandat du gouvernement et dirige des initiatives de premier plan comme les services de marketing et l'adoption de l'innovation et de l'amélioration continue dans l'ensemble de la fonction publique de l'Ontario.

Le ministre des Affaires intergouvernementales, qui est intégré au Bureau du Conseil des ministres, dirige les stratégies intergouvernementales ainsi que le protocole et les relations internationales. Le ministre de la Réduction des formalités administratives, qui est intégré au Bureau du Conseil des ministres, alimente la modernisation de la réglementation dans la province en mettant en œuvre des stratégies ciblées et mesurées visant à réduire le fardeau, à faire gagner du temps et de l'argent aux entreprises et à la population, et à bâtir un Ontario plus fort. Des services administratifs sont également fournis au Cabinet du premier ministre, au Bureau du leader parlementaire et à tous les Bureaux des ministres.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025
Chiffres réels 2023-2024				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Bureau principal	73 676 300	61 274 700	12 401 600
2	Leader parlementaire du gouvernement	328 000	328 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		74 004 300	61 602 700	12 401 600
L	Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	95 682	95 682	-
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-
Total - Crédits législatifs		128 028	128 028	-
Total - Charges de fonctionnement		74 132 328	61 730 728	12 401 600
				65 379 855

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES - CRÉDIT 401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
401-1	Bureau principal		
	Traitements et salaires		57 824 300
	Avantages sociaux		6 226 500
	Transports et communications		454 800
	Services		8 897 600
	Fournitures et matériel		269 100
	Paielements de transfert		
	Programme international de secours en cas de catastrophe	1 000	
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	1 000	
	Subventions pour la promotion des relations fédérales-provinciales	1 000	
	Institut des relations intergouvernementales	1 000	4 000
Total " voter - Charges de fonctionnement			73 676 300
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau du Conseil des ministres</i>			
	Traitements et salaires	41 848 700	
	Avantages sociaux	4 400 300	
	Transports et communications	274 600	
	Services	4 488 100	
	Fournitures et matériel	198 800	51 210 500

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES - CRÉDIT 401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
Ns				
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Affaires intergouvernementales</i>			
	Traitements et salaires	8 057 500		
	Avantages sociaux	1 058 600		
	Transports et communications	81 600		
	Services	2 396 600		
	Fournitures et matériel	21 000		
	Paiements de transfert			
	Programme international de secours en cas de catastrophe	1 000		
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	1 000		
	Subventions pour la promotion des relations fédérales-provinciales	1 000		
	Institut des relations intergouvernementales	1 000	4 000	11 619 300
	<i>Réduction des formalités administratives</i>			
	Traitements et salaires	7 918 100		
	Avantages sociaux	767 600		
	Transports et communications	98 600		
	Services	2 012 900		
	Fournitures et matériel	49 300		10 846 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement			73 676 300
	Crédits législatifs			
L	Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>			95 682
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>			32 346
401-2	Leader parlementaire du gouvernement			
	Traitements et salaires			280 000
	Avantages sociaux			31 300
	Transports et communications			6 300
	Services			5 100
	Fournitures et matériel			5 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement			328 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Bureau du conseil des ministres			74 132 328

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	61 730 728	63 782 014
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	3 013 800
Transfert de fonctions " d'autres ministères	-	(1 415 959)
Total - Charges de fonctionnement redressées	61 730 728	65 379 855

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

Le ministre des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires a pour vision un système de services sociaux centrés sur la personne qui renforce les collectivités et soutient le bien-être et de meilleurs résultats pour toutes et tous. Le ministre aide à rompre le cycle de la pauvreté et à bâtir une province où les enfants, les jeunes, les femmes et les familles se sentent en sécurité, soutenus et prêts à réussir, où les Autochtones obtiennent de meilleurs résultats et où toutes les personnes handicapées ont des chances égales. Il travaille également à l'échelle intergouvernementale et intersectorielle pour promouvoir l'autonomie économique et sociale des femmes et lutter contre la violence sexiste.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
701 Programme d'administration du ministre	101 753 600	97 517 900	4 235 700	124 411 723
702 Programme des services aux enfants et aux adultes	20 125 389 900	19 549 137 300	576 252 600	19 055 676 832
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	20 227 143 500	19 646 655 200	580 488 300	19 180 088 555
Crédits législatifs	107 430 765	50 937 665	56 493 100	66 398 029
Total du ministre - Charges de fonctionnement	20 334 574 265	19 697 592 865	636 981 400	19 246 486 584
Redressement de consolidation - hôpitaux	(159 117 500)	(127 563 100)	(31 554 400)	(149 206 190)
Redressement de consolidation - collèges	(2 183 000)	(638 500)	(1 544 500)	(2 681 438)
Redressement de consolidation - conseils scolaires	(2 060 000)	(1 659 500)	(400 500)	(2 291 970)
Redressement de consolidation - Fondation Trillium de l'Ontario	(16 826 000)	(16 826 000)	-	(17 326 000)
Redressement de consolidation - sociétés d'aide à l'enfance	130 810 100	126 239 800	4 570 300	134 779 144
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(11 005 457)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(37 461 000)	(36 091 500)	(1 369 500)	(47 587 156)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	20 247 736 865	19 641 054 065	606 682 800	19 151 167 517
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
702 Programme des services aux enfants et aux adultes	122 305 000	56 505 000	65 800 000	52 849 481
704 Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	122 306 000	56 506 000	65 800 000	52 849 481
Total du ministre - Actifs de fonctionnement	122 306 000	56 506 000	65 800 000	52 849 481

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
704 Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations	194 297 600	177 512 100	16 785 500	159 059 375
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	194 297 600	177 512 100	16 785 500	159 059 375
Crédits législatifs	12 323 700	25 610 800	(13 287 100)	19 733 832
Total du ministère - Charges d'immobilisations	206 621 300	203 122 900	3 498 400	178 793 207
Redressement de consolidation - hypothécaires	(112 784 900)	(97 055 300)	(15 729 600)	(63 329 478)
Redressement de consolidation - sociétés d'aide à l'enfance	18 775 500	19 267 000	(491 500)	15 380 489
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	(2 100 000)	2 100 000	-
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(1 675 300)	(1 400 000)	(275 300)	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	110 936 600	121 834 600	(10 898 000)	130 844 218
BIENS IMMOBILISÉS				
704 Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations	22 164 800	15 671 500	6 493 300	12 543 918
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	22 164 800	15 671 500	6 493 300	12 543 918
Total du ministère - Biens immobilisés	22 164 800	15 671 500	6 493 300	12 543 918
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	20 358 673 465	19 762 888 665	595 784 800	19 282 011 735

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 701

Le programme d'administration du ministère appuie l'élaboration et la mise en œuvre des priorités du ministère en offrant à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, une planification et une gestion stratégiques des ressources et des finances, des services juridiques et de communication et des services d'aide administrative et opérationnelle.

Le programme des politiques stratégiques stimule l'exécution du mandat du ministère en offrant du leadership, des analyses stratégiques et de l'expertise qui touchent ou sous-tendent les programmes ministériels (que ce soit un seul programme ou plusieurs d'entre eux) ou qui concernent plusieurs ministères, ordres de gouvernements, partenariats et engagements.

Le programme de la veille stratégique et du fonctionnement organisationnel impulse l'innovation dans l'application et l'intégration des données, la veille stratégique, la gestion de l'information et les mesures fondées sur des données probantes avec le concours des partenaires du ministère afin de soutenir l'efficacité organisationnelle et de démontrer l'amélioration des résultats aux Ontariennes et Ontariens.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	72 077 400	69 488 500	2 588 900	97 440 295
2	Politiques stratégiques	29 676 200	28 029 400	1 646 800	26 971 428
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	101 753 600	97 517 900	4 235 700	124 411 723
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	22 378	-	22 378
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	33 334
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	1 451
	Total - Crédits législatifs	103 565	103 565	-	106 464
	Total - Charges de fonctionnement	101 857 165	97 621 465	4 235 700	124 518 187

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
701-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		34 616 100
	Avantages sociaux		3 941 900
	Transports et communications		1 087 400
	Services		31 549 100
	Fournitures et matériel		881 900
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		72 077 400
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureaux de la direction</i>			
	Traitements et salaires	5 373 400	
	Avantages sociaux	530 600	
	Transports et communications	156 000	
	Services	843 500	
	Fournitures et matériel	74 500	6 978 000
<i>Soutien aux activités</i>			
	Traitements et salaires	18 197 900	
	Avantages sociaux	1 767 600	
	Transports et communications	504 800	
	Services	900 000	
	Fournitures et matériel	494 000	
	Autres opérations	1 000	21 865 300
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	2 631 200	
	Avantages sociaux	441 200	
	Transports et communications	46 600	
	Services	53 300	
	Fournitures et matériel	61 000	3 233 300
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	6 691 800	
	Avantages sociaux	835 400	
	Transports et communications	150 000	
	Services	895 900	
	Fournitures et matériel	66 000	8 639 100

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	23 600	
	Transports et communications	34 300	
	Services	8 865 300	
	Fournitures et matériel	21 200	8 944 400
	<i>Gestion des locaux</i>		
	Traitements et salaires	1 698 200	
	Avantages sociaux	367 100	
	Transports et communications	195 700	
	Services	19 991 100	
	Fournitures et matériel	165 200	22 417 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement		72 077 400
701-2	Politiques stratégiques		
	Traitements et salaires		21 314 200
	Avantages sociaux		2 776 800
	Transports et communications		314 600
	Services		5 174 200
	Fournitures et matériel		95 400
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		29 676 200
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 378
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		101 857 165

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702

Les programmes des services aux enfants et aux adultes financent des services communautaires efficaces et responsables pour les personnes nécessitant des aides financières et en matière d'emploi, les adultes ayant des déficiences intellectuelles, les enfants ayant des déficiences intellectuelles ou physiques ou des besoins particuliers, les enfants et les jeunes à risque, les jeunes en conflit avec la loi et les victimes de violence.

Les programmes d'aide sociale aident les gens à retrouver un travail en fournissant des aides à l'emploi et au revenu aux personnes admissibles dans le besoin, y compris les personnes handicapées, et leurs familles. Le Bureau des obligations familiales améliore la sécurité financière des familles en percevant et en distribuant les pensions alimentaires pour enfant et pour conjoint.

Le programme destiné aux enfants et aux jeunes à risque comprend les services de protection de l'enfance fournis par les sociétés d'aide à l'enfance et les sociétés autochtones pour protéger les enfants et les jeunes qui risquent d'être victimes de mauvais traitements ou de négligence, les services de justice pour les jeunes pour réduire le taux de récidive et fournir des services de prévention, de rééducation et de réinsertion ainsi que d'autres services adaptés sur le plan culturel à l'intention des collectivités francophones et autochtones, ainsi que des services de divulgation de l'information relativement aux adoptions.

Le programme de soutiens aux particuliers et aux familles comprend des services aux enfants et aux jeunes ayant des déficiences intellectuelles ou physiques, des programmes de santé et de mieux-être adaptés sur le plan culturel à l'intention des Autochtones, des soutiens communautaires aux jeunes à risque et aux femmes et aux enfants victimes de violence, ainsi que des services spécialisés pour les enfants et les jeunes, notamment des services en autisme, des services de réadaptation et des soutiens à ceux ayant des besoins particuliers complexes.

La Prestation ontarienne pour enfants fournit une aide financière non imposable directe aux familles admissibles à revenu faible ou moyen. La Subvention équivalente à la Prestation ontarienne pour enfants offre aux enfants et des jeunes pris en charge par les sociétés d'aide à l'enfance accès des possibilités sociales, éducatives et récréatives et un programme d'épargne à l'intention des jeunes plus âgés pris en charge.

L'Office des perspectives sociales et économiques pour les femmes travaille avec l'ensemble du gouvernement pour promouvoir la sécurité et l'autonomie économique et sociale des femmes et pour renforcer la sensibilisation à la violence contre les femmes et à la traite des personnes.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
3	Soutien financier et soutien à l'emploi	10 697 731 100	10 404 877 200	292 853 900	10 298 617 108
7	Bureau des obligations familiales	43 283 400	40 770 400	2 513 000	47 147 548
20	Enfants et jeunes à risque	2 211 084 500	2 186 851 700	24 232 800	2 179 212 799
21	Soutiens aux particuliers et aux familles	5 790 803 300	5 529 259 800	261 543 500	5 270 728 477
22	Prestation ontarienne pour enfants	1 320 195 700	1 333 195 700	(13 000 000)	1 236 168 294
28	Office des perspectives sociales et économiques pour les femmes	62 291 900	54 182 500	8 109 400	23 802 606
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		20 125 389 900	19 549 137 300	576 252 600	19 055 676 832

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025
Ns				Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	107 327 200	50 834 100	56 493 100
	Total - Crédits législatifs	107 327 200	50 834 100	56 493 100
	Total - Charges de fonctionnement	20 232 717 100	19 599 971 400	632 745 700
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
9	Services aux enfants et aux adultes	122 305 000	56 505 000	65 800 000
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	122 305 000	56 505 000	65 800 000
	Total - Actifs de fonctionnement	122 305 000	56 505 000	52 849 481

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT -		CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
POSTE	Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
702-3	Soutien financier et soutien à l'emploi		
	Traitements et salaires		161 607 400
	Avantages sociaux		24 889 400
	Transports et communications		5 784 700
	Services		14 864 100
	Fournitures et matériel		1 274 400
	Paielements de transfert		
	Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées - Soutien financier	6 493 755 700	
	Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées - Soutien à l'emploi	274 800	
	Programme Ontario au travail - Soutien financier	2 652 681 900	
	Programme Ontario au travail - Soutien à l'emploi	86 401 200	
	Programme de médicaments de l'Ontario	1 256 196 500	10 489 310 100
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		10 697 731 100
702-7	Bureau des obligations familiales		
	Traitements et salaires		29 332 700
	Avantages sociaux		4 475 800
	Transports et communications		1 866 300
	Services		7 341 800
	Fournitures et matériel		265 800
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		43 283 400
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédits irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		107 327 200

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
Ns				
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
702-20	Enfants et jeunes à risque			
	Traitements et salaires			124 263 200
	Avantages sociaux			21 985 100
	Transports et communications			2 066 100
	Services			25 330 500
	Fournitures et matériel			1 404 500
	Paiements de transfert			
	Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités autochtones et à la prévention	108 572 900		
	Services de protection de l'enfance	1 685 361 900		
	Services de justice pour la jeunesse	143 071 400		
	Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités et à la prévention	99 027 900	2 036 034 100	
	Autres opérations			1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement			2 211 084 500
	<i>Sous-postes :</i>			
	<i>Services de protection de l'enfance</i>			
	Traitements et salaires	12 520 900		
	Avantages sociaux	1 551 900		
	Transports et communications	465 600		
	Services	2 688 000		
	Fournitures et matériel	261 300		
	Paiements de transfert			
	Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités autochtones et à la prévention	108 572 900		
	Services de protection de l'enfance	1 685 361 900		
	Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités et à la prévention	99 027 900	1 892 962 700	1 910 450 400

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Services de justice pour la jeunesse</i>		
	Traitements et salaires	111 742 300	
	Avantages sociaux	20 433 200	
	Transports et communications	1 600 500	
	Services	22 642 500	
	Fournitures et matériel	1 143 200	
	Paievements de transfert		
	Services de justice pour la jeunesse	143 071 400	
	Autres opérations	1 000	300 634 100
	Total " voter - Charges de fonctionnement		2 211 084 500
702-21	Soutiens aux particuliers et aux familles		
	Traitements et salaires		93 930 500
	Avantages sociaux		15 791 000
	Transports et communications		2 011 300
	Services		10 955 300
	Fournitures et matériel		1 181 400
	Paievements de transfert		
	Soutien communautaire aux enfants et aux jeunes	178 725 700	
	Services de traitement et de réadaptation pour enfants	388 578 300	
	Autisme	778 666 000	
	Besoins particuliers complexes	144 933 600	
	Résidences avec services de soutien " l'autonomie pour les personnes ayant une déficience intellectuelle	2 349 835 900	
	Soutiens pour l'intégration communautaire	73 337 700	
	Crédit d'impôt pour les activités des enfants	1 000	
	Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	57 581 900	
	Soutien aux victimes de violence	286 859 900	
	Services de soutien	1 303 097 000	
	Familles en santé	105 315 800	5 666 932 800
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		5 790 803 300

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Services aux personnes ayant une déficience intellectuelle</i>			
	Traitements et salaires	5 566 800	
	Avantages sociaux	1 786 200	
	Transports et communications	334 700	
	Services	2 115 100	
	Fournitures et matériel	282 600	
	Paielements de transfert		
	Résidences avec services de soutien "		
	l'autonomie pour les personnes ayant une		
	déficience intellectuelle	2 349 835 900	
	Services de soutien	1 303 097 000	3 652 932 900
	Autres opérations		1 000
			3 663 019 300
<i>Populations vulnérables</i>			
	Traitements et salaires	8 311 000	
	Avantages sociaux	434 600	
	Transports et communications	53 700	
	Services	2 007 300	
	Fournitures et matériel	18 500	
	Paielements de transfert		
	Soutiens pour l'intégration communautaire	73 337 700	
	Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des		
	Autochtones	57 581 900	
	Soutien aux victimes de violence	286 859 900	417 779 500
			428 604 600

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
<i>Services " l'enfance et " la jeunesse</i>			
Traitements et salaires		32 870 900	
Avantages sociaux		5 268 500	
Transports et communications		596 300	
Services		5 680 100	
Fournitures et matériel		425 800	
Paievements de transfert			
Soutien communautaire aux enfants et aux jeunes	178 725 700		
Services de traitement et de r@adaptation pour enfants	388 578 300		
Autisme	778 666 000		
Besoins particuliers complexes	144 933 600		
Cr@dit d'amp ¹ t pour les activit@s des enfants	1 000		
Familles en sant@	105 315 800	1 596 220 400	1 641 062 000
<i>Bureaux r@gionaux</i>			
Traitements et salaires		47 181 800	
Avantages sociaux		8 301 700	
Transports et communications		1 026 600	
Services		1 152 800	
Fournitures et matériel		454 500	58 117 400
Total " voter - Charges de fonctionnement			5 790 803 300
702-22 Prestation ontarienne pour enfants			
Paievements de transfert			
Prestation ontarienne pour enfants		1 306 000 000	
Subvention @quivalent " la Prestation ontarienne pour enfants		14 194 700	1 320 194 700
Autres op@rations			1 000
Total " voter - Charges de fonctionnement			1 320 195 700

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
702-28	Office des perspectives sociales et économiques pour les femmes		
	Traitements et salaires		2 601 900
	Avantages sociaux		358 500
	Transports et communications		91 200
	Services		134 700
	Fournitures et matériel		33 200
	Paievements de transfert		
	Initiatives de prévention de la violence	43 338 400	
	Initiatives d'autonomisation économique	15 733 000	59 071 400
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		62 291 900
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services aux enfants et aux adultes		20 232 717 100
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
702-9	Services aux enfants et aux adultes		
	Avances et montants récupérables		
	Prestation ontarienne pour enfants	1 000	
	Office des perspectives sociales et économiques pour les femmes	1 000	
	Enfants et jeunes " risque	1 000	
	Soutiens aux particuliers et aux familles	1 000	
	Bureau des obligations familiales	1 000	
	Programme Ontario au travail - Soutien financier	71 800 000	
	Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées - Aide financière	50 500 000	122 305 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		122 305 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services aux enfants et aux adultes		122 305 000

SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS - CRÉDIT 704

Le programme d'immobilisations du ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires finance les projets d'infrastructure de toutes tailles du ministère ainsi que les logiciels d'application de gestion.

Le financement de l'infrastructure est fourni aux bénéficiaires des paiements de transfert dans les collectivités et aux installations exploitées directement par le ministère pour l'acquisition, la construction et la rénovation d'immobilisations, et ce, afin de faciliter la prestation efficace des programmes du ministère et la gestion des activités de base du ministère.

Les logiciels d'application de gestion acquis, construits ou développés sont capitalisés et imputés sur la durée de vie utile de l'actif.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
9	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires : programme d'immobilisations dans l'infrastructure et actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
1	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires : infrastructure	194 296 600	177 511 100	16 785 500	159 059 375
2	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires : logiciels et applications de gestion	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	194 297 600	177 512 100	16 785 500	159 059 375
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	12 322 700	25 609 800	(13 287 100)	19 733 832
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	12 323 700	25 610 800	(13 287 100)	19 733 832
	Total - Charges d'immobilisations	206 621 300	203 122 900	3 498 400	178 793 207

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Services " l'enfance et Services sociaux et communautaires" biens immobilisés liés " l'infrastructure	20 933 300	14 440 000	6 493 300	627 358
4	Services " l'enfance et Services sociaux et communautaires" logiciels et applications de gestion" biens immobilisés	1 231 500	1 231 500	-	11 916 560
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		22 164 800	15 671 500	6 493 300	12 543 918
Total - Biens immobilisés		22 164 800	15 671 500	6 493 300	12 543 918

SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS - CRÉDIT
704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
704-9	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires-programme d'immobilisations dans l'infrastructure-actifs de fonctionnement		
	Avances et montants récupérables		
	Programme d'immobilisations		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations		1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
704-1	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires-infrastructure		
	Paielements de transfert		
	Initiatives relatives aux immobilisations communautaires	2 000 000	
	Subventions d'immobilisations	171 399 700	
	Renouvellement des installations des partenaires	20 895 900	194 295 600
	Autres opérations		
	Provision pour dépréciation/perte/réduction de la valeur de certains biens		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		194 296 600
704-2	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires-logiciels et applications de gestion		
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		12 322 700
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations		206 621 300

SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS - CRÉDIT 704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
BIENS IMMOBILISÉS		
704-3	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires-biens immobilisés liés à l'infrastructure	
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	8 354 200
	Immeubles - diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	12 578 100
	Investissements dans des immobilisations corporelles	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	20 933 300
704-4	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires-logiciels et applications de gestion-biens immobilisés	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 231 500
	Total à voter - Biens immobilisés	1 231 500
	Total (Biens immobilisés) - Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations	22 164 800

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	19 860 386 365	19 441 635 817
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	18 585 000	6 809 900
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(181 378 500)	(201 959 133)
Total - Charges de fonctionnement redressées	19 697 592 865	19 246 486 584

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Actifs de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	56 507 000	53 817 232
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(1 000)	(967 751)
Total - Actifs de fonctionnement redressés	56 506 000	52 849 481

* La rubrique Total - Actifs de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - actifs de fonctionnement.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

Le ministère des Affaires civiles et du Multiculturalisme mène les initiatives du gouvernement axées sur la lutte contre le racisme, l'inclusion économique, le patrimoine culturel et les prix provinciaux pour bâtir un Ontario équitable et promouvoir un sentiment d'appartenance.

Le ministère fournit des services publics dans deux domaines de responsabilité relevant de la Direction générale de l'action contre le racisme et de la Division des affaires civiles, de l'inclusion et du patrimoine. Le ministère supervise également la Fiducie du patrimoine ontarien et trois organismes consultatifs (le Conseil consultatif des distinctions de l'Ontario, le Conseil consultatif de l'Ordre de l'Ontario et le Conseil du premier ministre pour l'égalité des chances).

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
4601 Administration du ministère	8 451 800	5 430 300	3 021 500	4 104 582
4602 Direction générale de l'action contre le racisme	49 565 300	26 585 900	22 979 400	41 155 465
4603 Affaires civiles, inclusion et patrimoine	19 478 500	38 641 000	(19 162 500)	37 071 942
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	77 495 600	70 657 200	6 838 400	82 331 989
Crédits législatifs	81 187	81 187	-	82 456
Total du ministère - Charges de fonctionnement	77 576 787	70 738 387	6 838 400	82 414 445
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(418 646)
Redressement de consolidation - Fiducie du patrimoine ontarien	11 522 200	-	11 522 200	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	89 098 987	70 738 387	18 360 600	81 995 799
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4603 Affaires civiles, inclusion et patrimoine	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	-
Redressement de consolidation - Fiducie du patrimoine ontarien	3 568 000	-	3 568 000	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	3 569 000	1 000	3 568 000	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
BIENS IMMOBILISÉS				
4603 Affaires civiles, inclusion et patrimoine	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)				
	92 667 987	70 739 387	21 928 600	81 995 799

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4601

Le programme d'administration du ministre, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, fournit une gamme complète de services administratifs : l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales, comme les communications, la planification opérationnelle et financière, les ressources humaines ainsi que la coordination et les politiques : l'échelon ministériel.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministre	8 451 800	5 430 300	3 021 500	4 104 582
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	8 451 800	5 430 300	3 021 500	4 104 582
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	33 155
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	81 187	81 187	-	82 456
	Total - Charges de fonctionnement	8 532 987	5 511 487	3 021 500	4 187 038

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4601-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		7 178 100
	Avantages sociaux		600 000
	Transports et communications		145 700
	Services		382 300
	Fournitures et matériel		145 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement		8 451 800
	<i>Sous-postes :</i>		
	<i>Bureau principal</i>		
	Traitements et salaires	1 792 100	
	Avantages sociaux	124 300	
	Transports et communications	10 000	
	Services	200 000	
	Fournitures et matériel	10 000	2 136 400
	<i>Services financiers et administratifs</i>		
	Traitements et salaires	3 635 900	
	Avantages sociaux	395 500	
	Transports et communications	119 300	
	Services	139 300	
	Fournitures et matériel	119 300	4 409 300
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	1 750 100	
	Avantages sociaux	80 200	
	Transports et communications	16 400	
	Services	43 000	
	Fournitures et matériel	16 400	1 906 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		8 451 800
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Crances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Administration du ministère	8 532 987

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME - CRÉDIT 4602

La Direction générale de l'action contre le racisme (DGAR) dirige tous les efforts gouvernementaux de lutte contre la haine et le racisme. Elle s'emploie à éliminer le racisme systémique dans les politiques, les décisions, les programmes et les services du gouvernement et à faire progresser l'équité raciale en Ontario pour les populations autochtones, noires et racisées ainsi que pour les communautés touchées par l'antisémitisme et l'islamophobie. La DGAR est déterminée à soutenir un gouvernement de l'Ontario plus inclusif et plus sensible aux besoins, afin de veiller à ce que toute la population soit servie équitablement, dans le cadre d'un plan reposant sur des données probantes et la recherche. Étant responsable du Plan stratégique de l'Ontario contre le racisme, la DGAR exécute des initiatives axées sur la lutte contre le racisme et la haine et supervise la collecte de données sur la race par les services de police municipaux, les sociétés d'aide à l'enfance, les conseils scolaires de l'Ontario et les ministères et organismes gouvernementaux.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2025-2026	2024-2025	entre
				2025-2026
				et
				2024-2025
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Direction générale de l'action contre le racisme	49 565 300	26 585 900	22 979 400
				41 155 465
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		49 565 300	26 585 900	22 979 400
				41 155 465
Total - Charges de fonctionnement		49 565 300	26 585 900	22 979 400
				41 155 465

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME - CRÉDIT 4602, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
4602-1	Direction générale de l'action contre le racisme		
	Traitements et salaires		7 674 600
	Avantages sociaux		803 500
	Transports et communications		457 700
	Services		2 947 000
	Fournitures et matériel		457 700
	Paiements de transfert		
	Plan ontarien d'action pour les jeunes noirs	20 509 800	
	Initiatives contre le racisme	16 715 000	37 224 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement		49 565 300
	Total (Charges de fonctionnement) - Direction générale de l'action contre le racisme		49 565 300

AFFAIRES CIVIQUES, INCLUSION ET PATRIMOINE - CRÉDIT 4603

Les distinctions et les prix de la Division des affaires civiles, de l'inclusion et du patrimoine, qui sont remis par le Secrétariat des distinctions et prix de l'Ontario, célèbrent et reconnaissent les réalisations exceptionnelles des Ontariennes et Ontariens et encouragent la participation civile et l'engagement citoyen. Le Secrétariat célèbre et reconnaît les réalisations exceptionnelles des Ontariens qui ont eu un impact positif sur leur communauté et sur la province, tout en encourageant la participation citoyenne et inclusive de toutes les cultures, en célébrant l'histoire de l'Ontario et en favorisant le leadership communautaire et le bénévolat.

La Division administre la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario*, qui est la pierre angulaire du cadre ontarien de protection du patrimoine, et travaille avec les ministères partenaires, le secteur parapublic, les municipalités et les collectivités autochtones pour veiller à la prise en compte du patrimoine culturel dans d'autres processus d'aménagement du territoire, dans la planification du logement et de l'infrastructure ainsi que dans la gestion des biens appartenant à la province. En vertu de cette même loi, la Division réglemente également les archéologues, et le ministère établit les normes de protection des ressources archéologiques applicables au cours du processus d'approbation de la planification et de l'aménagement de l'utilisation des terres. Le financement que le ministère accorde à la Fiducie du patrimoine ontarien est affecté à ce crédit.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Affaires civiles, inclusion et patrimoine	19 478 500	38 641 000	(19 162 500)	37 071 942
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	19 478 500	38 641 000	(19 162 500)	37 071 942
	Total - Charges de fonctionnement	19 478 500	38 641 000	(19 162 500)	37 071 942
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
6	Affaires civiles, inclusion et patrimoine	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
5	Affaires civiles, inclusion et patrimoine	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

AFFAIRES CIVIQUES, INCLUSION ET PATRIMOINE - CRÉDIT 4603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4603-1	Affaires civiles, inclusion et patrimoine		
	Traitements et salaires		6 822 800
	Avantages sociaux		874 000
	Transports et communications		278 900
	Services		4 199 400
	Fournitures et matériel		273 900
	Paievements de transfert		
	Affaires civiles et inclusion - subventions	1 000	
	Fiducie du patrimoine ontarien	4 388 500	
	Soutien au secteur du patrimoine	2 640 000	7 029 500
Total " voter - Charges de fonctionnement			19 478 500
Total (Charges de fonctionnement) - Affaires civiles, inclusion et patrimoine			19 478 500
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
4603-6	Affaires civiles, inclusion et patrimoine		
	Autres opérations		1 000
Total " voter - Charges d'immobilisations			1 000
Total (Charges d'immobilisations) - Affaires civiles, inclusion et patrimoine			1 000
BIENS IMMOBILISÉS			
4603-5	Affaires civiles, inclusion et patrimoine		
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
Total " voter - Biens immobilisés			1 000
Total (Biens immobilisés) - Affaires civiles, inclusion et patrimoine			1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	70 738 387	82 384 445
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	30 000
Total - Charges de fonctionnement redressées	70 738 387	82 414 445

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE ET DE LA SÉCURITÉ

Le ministère des Collèges et Universités, de l'Excellence en recherche et de la Sécurité est chargé de veiller à ce que le système d'éducation postsecondaire de l'Ontario prépare les étudiants et les chercheurs d'emploi en leur proposant les compétences, les opportunités et l'éducation de haute qualité dont ils ont besoin pour décrocher des emplois en demande dans les principales industries, tout en procurant aux entreprises de l'Ontario les talents et la main-d'œuvre qualifiée qu'elles nécessitent pour prendre leur essor et prospérer. Le ministère soutient également la recherche et l'innovation afin d'aider la province à renforcer la vigueur et la résilience de son économie tout en protégeant sa précieuse propriété intellectuelle et ses intérêts en matière de sécurité.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
3001 Programme d'administration du ministère	16 124 100	15 682 300	441 800	15 820 553
3002 Programme d'éducation postsecondaire	7 450 170 300	6 880 979 200	569 191 100	6 590 225 428
3005 Programme de recherche	186 304 600	176 396 600	9 908 000	176 199 650
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	7 652 599 000	7 073 058 100	579 540 900	6 782 245 631
Crédits législatifs	56 356 014	56 456 014	(100 000)	39 663 670
Total du ministère - Charges de fonctionnement	7 708 955 014	7 129 514 114	579 440 900	6 821 909 301
Redressement de consolidation - collèges	4 582 526 600	4 470 275 600	112 251 000	5 846 415 870
Redressement des charges de fonctionnement -	(48 979 900)	(48 979 900)	-	(23 851 136)
Reclassement des charges d'antériorité liées à				
l'aide financière aux étudiants				
Redressement de consolidation - hypothécaires	(3 123 200)	(5 651 500)	2 528 300	(9 864 584)
Redressement de consolidation - sociétés	(999 800)	(1 600 000)	600 200	(727 238)
d'aide à l'enfance				
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(780 759)
Redressement de consolidation - portefeuille	(820 400)	(683 000)	(137 400)	(884 101)
immobilier général				
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	12 237 558 314	11 542 875 314	694 683 000	12 632 217 353
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
3002 Programme d'éducation postsecondaire	632 077 000	482 400 000	149 677 000	300 108 412
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	632 077 000	482 400 000	149 677 000	300 108 412
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	632 077 000	482 400 000	149 677 000	300 108 412

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DÉMMOBILISATIONS				
3002 Programme d'éducation postsecondaire	281 391 000	245 980 900	35 410 100	211 663 928
3005 Programme de recherche	159 578 900	105 168 800	54 410 100	99 599 100
TOTAL à VOTER - CHARGES DÉMMOBILISATIONS	440 969 900	351 149 700	89 820 200	311 263 028
Crédits législatifs	959 600	959 600	-	824 713
Total du ministère - Charges démmobilisations	441 929 500	352 109 300	89 820 200	312 087 741
Redressement de consolidation - collèges	338 136 400	331 290 800	6 845 600	313 259 780
Redressement de consolidation - hôpitaux	(30 916 000)	(13 027 800)	(17 888 200)	(5 050 017)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(496 300)	-	(496 300)	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	748 653 600	670 372 300	78 281 300	620 297 504
BIENS IMMOBILISÉS				
3002 Programme d'éducation postsecondaire	3 501 000	3 501 000	-	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	3 501 000	3 501 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés	3 501 000	3 501 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	12 986 211 914	12 213 247 614	772 964 300	13 252 514 857

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3001

Le Programme d'administration du ministère fournit l'orientation générale permettant au ministère des Collèges et Universités, de l'Excellence en recherche et de la Sécurité d'atteindre ses objectifs. Il assure des services d'administration et de soutien à communications, coordination ministérielle, finances, ressources humaines, services juridiques, technologies de l'information, etc. à l'appui de la prestation des programmes opérationnels du ministère.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	16 124 100	15 682 300	441 800	15 820 553
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	16 124 100	15 682 300	441 800	15 820 553
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
L	Créances irrécouvrables - coûts administratifs, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	65 014	65 014	-	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	16 189 114	15 747 314	441 800	15 886 521

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3001-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		9 242 400
	Avantages sociaux		1 059 400
	Transports et communications		175 200
	Services		5 575 600
	Fournitures et matériel		71 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		16 124 100
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	2 727 300	
	Avantages sociaux	453 900	
	Transports et communications	175 200	
	Services	304 700	
	Fournitures et matériel	71 500	3 732 600
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	2 798 900	
	Avantages sociaux	194 800	
	Services	2 892 000	5 885 700
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	957 100	
	Avantages sociaux	127 700	
	Services	200 200	1 285 000
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	2 759 100	
	Avantages sociaux	283 000	
	Services	495 500	3 537 600
<i>Services juridiques</i>			
	Services	1 530 200	1 530 200
<i>Systèmes informatiques</i>			
	Services	153 000	153 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		16 124 100

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables - coûts administratifs, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	16 189 114

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE - CRÉDIT 3002

Le programme de l'éducation postsecondaire aide les établissements et les étudiants à créer en Ontario un système d'éducation postsecondaire novateur, accessible, financièrement viable et adapté. Il établit et met en œuvre des politiques opérationnelles et stratégiques, et offre un soutien financier aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux étudiants. Il assure également la surveillance réglementaire et l'assurance qualité d'un éventail de programmes et d'établissements d'enseignement postsecondaire et soutient des modes de prestation modernes fondés sur la technologie. Le programme s'aligne sur les objectifs socio-économiques du gouvernement et vise à offrir des possibilités d'éducation postsecondaire de haute qualité, novatrices, adaptées aux besoins et accessibles.

Les programmes et activités clés sont notamment : l'élaboration de cadres stratégiques, législatifs et de financement; l'administration des paiements de transfert aux établissements postsecondaires; la gestion des relations financières et de gouvernance avec les établissements, les organismes et les organisations recevant des paiements de transfert; la gestion des mécanismes de responsabilisation comme les ententes de mandat stratégiques bilatérales, y compris la mise en œuvre du modèle de financement axé sur le rendement; le soutien aux apprenants autochtones et francophones; la réglementation des collèges publics conformément aux lois applicables; la fourniture de services d'assurance de la qualité aux collèges publics ainsi qu'aux établissements privés et de l'extérieur de la province qui souhaitent proposer en Ontario des programmes menant à un grade; l'établissement de résultats d'apprentissage professionnel pour les programmes ne menant pas à un grade.

Le ministre exécute le Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario (RAFEO), un programme intégré axé sur les besoins, qui est proposé avec le gouvernement fédéral. Le RAFEO offre une aide financière, sous forme de bourses ou de prêts, aux étudiants admissibles dans des programmes d'études postsecondaires. De plus, le ministre propose des bourses d'entretien et d'études et d'autres programmes d'aide et d'encouragement comme la subvention ontarienne Apprendre et rester.

Par l'entremise du bureau du surintendant des collèges d'enseignement professionnel, le ministre réglemente aussi les collèges d'enseignement professionnel, en veillant à la protection du corps étudiant et à la qualité des programmes, et il administre le Programme des étudiants étrangers, qui permet aux établissements d'accepter des étudiants étrangers.

Le programme de l'éducation postsecondaire supervise l'organisme ontarien Propriété intellectuelle Ontario (PIO) et la mise en œuvre d'initiatives liées à la propriété intellectuelle (PI) afin d'aider le secteur de l'enseignement postsecondaire.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	7 450 170 300	6 880 979 200	569 191 100	6 590 225 428
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		7 450 170 300	6 880 979 200	569 191 100	6 590 225 428

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	Crédances irrécouvrables - Prêts aux étudiants, <i>Loi sur l'administration financière</i>	54 540 000	54 540 000	-	38 945 064
L	Crédances irrécouvrables - collèges et universités, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 250 000	1 350 000	(100 000)	-
L	Crédances irrécouvrables - collèges privés d'enseignement professionnel, <i>Loi sur l'administration financière</i>	500 000	500 000	-	400 000
L	Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, <i>Loi sur les collèges privés d'enseignement professionnel</i>	1 000	1 000	-	252 638
	Total - Crédits législatifs	56 291 000	56 391 000	(100 000)	39 597 702
	Total - Charges de fonctionnement	7 506 461 300	6 937 370 200	569 091 100	6 629 823 130
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	632 077 000	482 400 000	149 677 000	300 108 412
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	632 077 000	482 400 000	149 677 000	300 108 412
	Total - Actifs de fonctionnement	632 077 000	482 400 000	149 677 000	300 108 412
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Soutien à l'éducation postsecondaire	281 391 000	245 980 900	35 410 100	211 663 928
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	281 391 000	245 980 900	35 410 100	211 663 928
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	959 600	959 600	-	824 713
	Total - Crédits législatifs	959 600	959 600	-	824 713
	Total - Charges d'immobilisations	282 350 600	246 940 500	35 410 100	212 488 641
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	3 501 000	3 501 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	3 501 000	3 501 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	3 501 000	3 501 000	-	-

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE - CRÉDIT 3002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3002-1	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants		
	Traitements et salaires		29 136 000
	Avantages sociaux		3 875 300
	Transports et communications		499 300
	Services		25 741 800
	Fournitures et matériel		1 377 500
	Paiements de transfert		
	Subventions pour les coûts de fonctionnement des établissements autochtones	31 352 800	
	Propriété intellectuelle Ontario	27 867 200	
	Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	1 613 550 900	
	Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	4 179 118 300	
	Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)	748 200	
	Renouvellement de l'éducation postsecondaire	13 600 000	
	Programmes d'aide financière aux étudiantes et étudiants	1 523 504 000	7 389 741 400
	Total partiel		7 450 371 300
	Moins : Recouvrements		201 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		7 450 170 300
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables - Prêts aux étudiants, <i>Loi sur l'administration financière</i>		54 540 000
L	Crédances irrécouvrables - collèges et universités, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 250 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables - collèges privés d'enseignement professionnel, <i>Loi sur l'administration financière</i>		500 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, <i>Loi sur les collèges privés d'enseignement professionnel</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'éducation postsecondaire		7 506 461 300

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE - CRÉDIT 3002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
3002-4	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants		
	Projets et investissements		
	Projets aux étudiants	631 577 000	
	Projets aux étudiants - impayés	500 000	632 077 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		632 077 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'éducation postsecondaire		632 077 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
3002-3	Soutien à l'éducation postsecondaire		
	Paielements de transfert		
	Subventions d'immobilisations - établissements autochtones	2 500 000	
	Subventions d'immobilisations - collèges	145 086 300	
	Subventions d'immobilisations - universités	133 803 700	281 390 000
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		281 391 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		959 600
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'éducation postsecondaire		282 350 600
BIENS IMMOBILISÉS			
3002-6	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants		
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés		3 501 000
	Total " voter - Biens immobilisés		3 501 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'éducation postsecondaire		3 501 000

PROGRAMME DE RECHERCHE - CRÉDIT 3005

Le programme de recherche soutient un solide écosystème de recherche et d'innovation en Ontario. Pour ce faire, il élabore et gère l'ensemble des programmes de recherche du ministère qui investissent dans l'exploitation, l'infrastructure et les talents en recherche afin de soutenir les recherches et les chercheurs de calibre international dans les établissements financés par des fonds publics de tout l'Ontario. Ce programme met à profit le financement fédéral, fait avancer la recherche translationnelle et cible dans des domaines précis, soutient le développement des talents et favorise les collaborations en recherche et développement à l'échelon mondial avec d'autres administrations. Il met également en œuvre des politiques et des pratiques en matière de sécurité de la recherche afin de garantir que la recherche financée par des fonds publics soutient les intérêts vitaux de l'Ontario et du Canada en matière de sécurité.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Soutien à la recherche à charges de fonctionnement	186 304 600	176 396 600	9 908 000	176 199 650
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		186 304 600	176 396 600	9 908 000	176 199 650
Total - Charges de fonctionnement		186 304 600	176 396 600	9 908 000	176 199 650
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Soutien à la recherche à charges d'immobilisations	159 578 900	105 168 800	54 410 100	99 599 100
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		159 578 900	105 168 800	54 410 100	99 599 100
Total - Charges d'immobilisations		159 578 900	105 168 800	54 410 100	99 599 100

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

PROGRAMME DE RECHERCHE - CRÉDIT 3005, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3005-1	Soutien à la recherche - charges de fonctionnement	
	Traitements et salaires	3 189 100
	Avantages sociaux	399 400
	Transports et communications	16 500
	Services	248 000
	Fournitures et matériel	15 400
	Paievements de transfert	
	Coûts de fonctionnement liés à la recherche	182 436 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement	186 304 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de recherche	186 304 600
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3005-3	Soutien à la recherche - charges d'immobilisations	
	Paievements de transfert	
	Fonds pour la recherche en Ontario - infrastructure de recherche	159 578 900
	Total à voter - Charges d'immobilisations	159 578 900
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de recherche	159 578 900

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	7 105 330 514	6 803 896 824
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	24 183 600	18 012 477
Total - Charges de fonctionnement redressées	7 129 514 114	6 821 909 301

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

Le ministre stimule la croissance économique, la prospérité et la création d'emplois. Cela exige de relever les défis économiques immédiats et de jeter les bases de la prospérité future. Pour ce faire, le ministre s'acquitte des missions suivantes :

Renforcer la notoriété de l'Ontario " l'échelle internationale et promouvoir les investissements du secteur privé;
 Soutenir la croissance des entreprises, l'adoption de technologies et l'expansion des marchés;
 Accroître l'innovation, l'entrepreneuriat et la commercialisation;
 Veiller " ce que les intérêts de l'Ontario soient représentés dans toutes les négociations commerciales et le traitement des enjeux et des différends;
 Promouvoir les industries stratégiques, la croissance régionale et la diversification économique;
 Favoriser dans tout l'Ontario la collaboration avec les partenaires industriels et les autres niveaux de gouvernement.

Avec son organisme Investissements Ontario, le ministre fait aussi la promotion de l'Ontario comme partenaire commercial et destination d'investissement de premier plan, en montrant ce que nous faisons pour faciliter la création d'entreprise et les affaires dans la province. Par l'entremise de son réseau international de bureaux du commerce et des investissements et par l'apport de politiques commerciales et de programmes et services d'exportation, le ministre protège les intérêts de l'Ontario dans les accords de libre-échange et aide les entreprises " augmenter leurs exportations pour se développer et passer " l'échelon supérieur.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
901 Programme d'administration du ministre	24 793 100	23 624 500	1 168 600	19 676 536
902 Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	2 469 421 000	2 647 972 200	(178 551 200)	1 250 968 928
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 494 214 100	2 671 596 700	(177 382 600)	1 270 645 464
Crédits législatifs	529 565	529 565	-	4 224 993
Total du ministre - Charges de fonctionnement	2 494 743 665	2 672 126 265	(177 382 600)	1 274 870 457
Redressement de consolidation " Croissance Ontario	(89 391 100)	837 700	(90 228 800)	1 580 633
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	-	-	(234)
Redressement de consolidation - Investissements Ontario	-	-	-	(1 056 307)
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(1 143 076)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	(7 440 000)	7 440 000	(6 370 721)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	2 405 352 565	2 665 523 965	(260 171 400)	1 267 880 752

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
902 Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	329 371 600	141 965 400	187 406 200	56 911 514
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	329 371 600	141 965 400	187 406 200	56 911 514
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	329 371 600	141 965 400	187 406 200	56 911 514
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
902 Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	3 000	3 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	3 000	3 000	-	-
Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	4 000	4 000	-	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	4 000	4 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS				
902 Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	2 000	2 000	-	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés	2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	2 405 356 565	2 665 527 965	(260 171 400)	1 267 880 752

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 901

Ce programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification et autres) aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	24 793 100	23 624 500	1 168 600	19 676 536
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	24 793 100	23 624 500	1 168 600	19 676 536
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	22 378	-	12 867
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	33 334
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	103 565	103 565	-	95 502
	Total - Charges de fonctionnement	24 896 665	23 728 065	1 168 600	19 772 038

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
901-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		15 604 900
	Avantages sociaux		1 486 500
	Transports et communications		630 000
	Services		6 617 600
	Fournitures et matériel		454 100
	Autres opérations		100 000
	Total partiel		24 893 100
	Moins : Recouvrements		100 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		24 793 100
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	7 007 700	
	Avantages sociaux	618 800	
	Transports et communications	185 000	
	Services	1 789 500	
	Fournitures et matériel	75 000	9 676 000
<i>Planification et finances</i>			
	Traitements et salaires	3 995 500	
	Avantages sociaux	428 300	
	Transports et communications	350 000	
	Services	1 680 100	
	Fournitures et matériel	192 500	
	Autres opérations	100 000	
	Total partiel	6 746 400	
	Moins : Recouvrements	100 000	6 646 400
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	1 156 000	
	Avantages sociaux	105 400	
	Transports et communications	40 000	
	Services	183 000	
	Fournitures et matériel	20 000	1 504 400

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	3 410 700	
	Avantages sociaux	332 000	
	Transports et communications	35 000	
	Services	700 000	
	Fournitures et matériel	40 000	4 517 700
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	35 000	
	Avantages sociaux	2 000	
	Transports et communications	20 000	
	Services	2 265 000	
	Fournitures et matériel	126 600	2 448 600
	Total " voter - Charges de fonctionnement		24 793 100
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 378
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
Crédits législatifs			
	<i>Autres opérations</i>		
L	Crances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		24 896 665

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902

Ce programme appuie comme suit la croissance économique et la création d'emplois en Ontario :

- Il facilite l'accès au capital de démarrage et au capital de croissance afin d'aider les entreprises ontariennes à se développer grâce à Croissance Ontario et à d'autres organisations de l'écosystème;
- Il exécute et gère les programmes de soutien aux entreprises et de financement connexes;
- Il dialogue avec l'industrie pour soutenir les priorités de l'Ontario et la gestion des problèmes;
- Il collabore avec les ministères partenaires pour élaborer des politiques et des stratégies visant à accroître la compétitivité des entreprises et pour renforcer l'écosystème de l'innovation;
- Il veille à ce que les intérêts de l'Ontario soient bien représentés dans l'ensemble des négociations et des dossiers commerciaux; il élabore des stratégies commerciales et d'investissement pour accroître la compétitivité de l'Ontario sur le plan national et international;
- Il détermine des sites possibles qui conviendraient à des investissements industriels importants et travaille avec des partenaires (municipalités, propriétaires fonciers et services publics) pour faire en sorte que ces sites soient prêts à l'investissement;
- Il attire, favorise et facilite les exportations et les investissements par l'entremise du réseau international ontarien de quinze bureaux du commerce et des investissements;
- Il exécute des programmes et des services de soutien à l'export afin d'accroître le nombre d'exportateurs ontariens et le volume des exportations;
- Il propose des services d'investissement plus larges et des liens utiles aux investisseurs qui cherchent à établir leurs activités dans la province;
- Il fait progresser les investissements directs étrangers et établit des partenariats stratégiques avec des intervenants et des entreprises de pointe dans des secteurs essentiels de l'économie ontarienne;
- Il attire et stimule les investissements dans les principaux secteurs, régions et groupements commerciaux, comme l'automobile, la fabrication de pointe, la biofabrication, les sciences de la vie et la technologie.

Investissements Ontario, l'organisme ontarien de promotion des investissements, joue un rôle central dans la croissance de la province. Il s'attache à obtenir et à maintenir la prochaine génération d'investissements qui créeront des emplois, renforceront la résilience, diversifieront notre économie et établiront de nouvelles possibilités le long des chaînes de valeur et d'approvisionnement.

Le ministère exécute des programmes axés sur la technologie, le développement, l'adoption et les talents, qui tissent des liens étroits avec les membres de l'écosystème des entreprises et de l'innovation et visent à leur donner accès au capital et à des services afin qu'ils puissent faire passer leurs activités au niveau supérieur et créer des emplois.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
13	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	2 469 421 000	2 647 972 200	(178 551 200)	1 250 968 928
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 469 421 000	2 647 972 200	(178 551 200)	1 250 968 928
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	426 000	426 000	-	4 129 491
	Total - Crédits législatifs	426 000	426 000	-	4 129 491
	Total - Charges de fonctionnement	2 469 847 000	2 648 398 200	(178 551 200)	1 255 098 419

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
14	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	329 371 600	141 965 400	187 406 200	56 911 514
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	329 371 600	141 965 400	187 406 200	56 911 514
	Total - Actifs de fonctionnement	329 371 600	141 965 400	187 406 200	56 911 514
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
21	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	3 000	3 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	3 000	3 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	4 000	4 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
22	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	2 000	2 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	2 000	2 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	2 000	2 000	-	-

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT -		
POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
902-13	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	
	Traitements et salaires	46 941 100
	Avantages sociaux	5 116 500
	Transports et communications	2 177 900
	Services	171 882 100
	Fournitures et matériel	1 126 100
	Paiements de transfert	
	Investissements dans le secteur des assembleurs de véhicules automobiles	2 100 000
	Plan pour le secteur automobile	4 000 000
	Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation	22 304 200
	Communité Hub	3 900 000
	Initiative relative aux technologies critiques	42 880 000
	Futurpreneur Canada	2 000 000
	Mobilisation des collectivités autochtones	2 000 000
	Aménagement des terrains à usage industriel	403 353 200
	Fonds pour Investissements Ontario	117 500 000
	Fonds pour Investissements Ontario - fonctionnement	15 410 000
	Organismes de promotion des investissements	3 650 000
	Fonds pour l'emploi et la prospérité et autres programmes de soutien aux entreprises	73 407 200
	Stratégie pour les sciences de la vie	25 400 000
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche	28 833 500
	Centre d'innovation de l'Ontario	13 900 000
	Crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario	203 260 800
	Crédit d'impôt pour l'investissement dans la fabrication en Ontario	390 000 000
	Prix du commerce Ontario-Québec en francophonie	20 000
	Programme Fabriqué en Ontario	250 000
	Fonds L'Ontario, ensemble pour le commerce	20 000 000
	Réseau ontarien d'innovation pour les véhicules	20 250 000
	Crédit d'impôt pour l'investissement dans le développement régional	69 508 900

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	Centre de compétences en numérisation pour les petites entreprises	5 000 000	
	Subventions de soutien aux secteurs	26 611 100	
	Programmes pour l'entrepreneuriat des Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	14 896 000	
	Investissements stratégiques	616 445 300	
	Programme d'aide aux collectivités affectées par les barrières tarifaires	25 500 000	
	Croissance Ontario	90 000 000	2 242 380 200
	Total partiel		2 469 623 900
	Moins : Recouvrements		202 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement		2 469 421 000

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT -			
POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Développement économique et investissements</i>			
Traitements et salaires		17 854 600	
Avantages sociaux		2 083 200	
Transports et communications		662 800	
Services		6 686 300	
Fournitures et matériel		465 200	
Paielements de transfert			
Investissements dans le secteur des assembleurs de véhicules automobiles	2 100 000		
Plan pour le secteur automobile	4 000 000		
Initiative relative aux technologies critiques	42 880 000		
Futurpreneur Canada	2 000 000		
Mobilisation des collectivités autochtones	2 000 000		
Aménagement des terrains à usage industriel	403 353 200		
Fonds pour Investissements Ontario	117 500 000		
Fonds pour Investissements Ontario - fonctionnement	15 410 000		
Organismes de promotion des investissements	3 650 000		
Fonds pour l'emploi et la prospérité et autres programmes de soutien aux entreprises	73 407 200		
Stratégie pour les sciences de la vie	25 400 000		
Crédit d'impôt pour l'investissement dans la fabrication en Ontario	390 000 000		
Prix du commerce Ontario-Québec en francophonie	20 000		
Programme Fabriqué en Ontario	250 000		
Fonds L'Ontario, ensemble pour le commerce	20 000 000		
Réseau ontarien d'innovation pour les véhicules	20 250 000		
Crédit d'impôt pour l'investissement dans le développement régional	69 508 900		
Centre de compétences en numérisation pour les petites entreprises	5 000 000		
Subventions de soutien aux secteurs	26 611 100		
Investissements stratégiques	616 445 300		
Programme d'aide aux collectivités affectées par les barrières tarifaires	25 500 000		
Croissance Ontario	90 000 000	1 955 285 700	1 983 037 800

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Stratégies et politiques</i>		
	Traitements et salaires	5 391 300	
	Avantages sociaux	571 700	
	Transports et communications	99 500	
	Services	608 400	
	Fournitures et matériel	53 000	
	Total partiel	6 723 900	
	Moins : Recouvrements	202 900	6 521 000
	<i>Démarrage et expansion</i>		
	Traitements et salaires	7 351 800	
	Avantages sociaux	885 000	
	Transports et communications	415 600	
	Services	2 502 700	
	Fournitures et matériel	229 000	
	Paielements de transfert		
	Programmes pour l'entrepreneuriat des Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	14 896 000	26 280 100
	<i>Commerce international</i>		
	Traitements et salaires	16 343 400	
	Avantages sociaux	1 576 600	
	Transports et communications	1 000 000	
	Services	162 084 700	
	Fournitures et matériel	378 900	181 383 600

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE		CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Innovation				
Paielements de transfert				
	Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation	22 304 200		
	Communitech Hub	3 900 000		
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche	28 833 500		
	Centre d'innovation de l'Ontario	13 900 000		
	Crédit d'impôt d'innovation de l'Ontario	203 260 800	272 198 500	272 198 500
Total " voter - Charges de fonctionnement				2 469 421 000
Crédits législatifs				
Autres opérations				
L	Crances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière			426 000
Total (Charges de fonctionnement) - Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce				2 469 847 000
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
902-14	Développement économique, Création d'emplois et Commerce			
	Dépôts et charges payés d'avance			1 000
	Prêts et investissements			
	Investissements Ontario	100 000 000		
	Investissements stratégiques	161 239 700		
	Fonds pour l'emploi et la prospérité et autres programmes de soutien aux entreprises	68 130 900	329 370 600	
Total " voter - Actifs de fonctionnement				329 371 600
Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce				329 371 600
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Crédits législatifs				
Autres opérations				
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière			1 000

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
902-21	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	
	Autres opérations	3 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	3 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	4 000
BIENS IMMOBILISÉS		
902-22	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Investissements dans des immobilisations corporelles	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	2 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	2 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	2 686 059 865	1 282 632 934
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions vers d'autres ministères	(13 933 600)	(7 762 477)
Total - Charges de fonctionnement redressées	2 672 126 265	1 274 870 457

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Le ministre de l'Éducation est responsable de l'éducation de tous les élèves, de la petite enfance à la 12^e année, qu'ils soient inscrits dans les programmes pour la petite enfance et la garde d'enfants, les systèmes d'éducation de langues anglaise et française et catholique financés par des fonds publics ou les écoles administrées par la province. Le ministre est déterminé à veiller à ce que les enfants et les élèves aient les compétences et les connaissances dont ils ont besoin pour s'épanouir pleinement et réussir tout au long de leur vie, et s'appuie pour cela sur la législation, les politiques, les modèles de financement et des partenariats avec les conseils et administrations scolaires, les municipalités, des organismes et un éventail d'autres partenaires qui contribuent au soutien des enfants et des élèves dans des milieux d'apprentissage sécuritaires, inclusifs et bienveillants.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1001 Programme d'administration du ministre	31 908 100	24 913 300	6 994 800	28 742 902
1002 Programme d'éducation élémentaire et secondaire	31 250 132 700	29 423 567 700	1 826 565 000	31 422 150 286
1004 Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	6 290 524 400	5 333 920 700	956 603 700	4 252 942 281
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	37 572 565 200	34 782 401 700	2 790 163 500	35 703 835 469
Crédits législatifs	1 733 083 187	1 700 083 187	33 000 000	1 652 435 009
Total du ministre - Charges de fonctionnement	39 305 648 387	36 482 484 887	2 823 163 500	37 356 270 478

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - Office des communications éducatives de langue française de l'Ontario (OTÉLFO)	2 667 000	3 920 000	(1 253 000)	3 825 583
Redressement de consolidation - Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	(219 900)	(660 600)	440 700	(1 001 407)
Redressement de consolidation - Office de la communication éducative de l'Ontario (OTEO)	15 595 800	14 436 100	1 159 700	6 594 709
Redressement de consolidation - Reclassement des intérêts d'habitants - The 55 School Board Trust	(65 723 500)	(65 723 500)	-	(65 836 548)
Redressement de consolidation - Écoles	1 225 629 000	845 346 300	380 282 700	(447 246 180)
Redressement de consolidation - collèges	(29 481 600)	(25 421 200)	(4 060 400)	(29 246 966)
Redressement de consolidation - hôpitaux	(10 946 800)	(10 481 300)	(465 500)	(12 413 246)
Redressement de consolidation - Science Nord	-	(1 200 000)	1 200 000	(300 000)
Redressement de consolidation - Centre des sciences de l'Ontario	(1 000 000)	(1 000 000)	-	-
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(3 011 520)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(5 204 400)	(5 112 500)	(91 900)	(5 194 536)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	40 436 963 987	37 236 588 187	3 200 375 800	36 802 440 367
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
1002 Programme d'éducation élémentaire et secondaire	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
1002 Programme d'éducation élémentaire et secondaire	3 157 040 100	2 333 597 400	823 442 700	2 235 050 384
1004 Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	257 496 600	222 427 600	35 069 000	109 250 671
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	3 414 536 700	2 556 025 000	858 511 700	2 344 301 055
Crédits législatifs	3 609 200	3 609 100	100	3 704 649
Total du ministère - Charges d'immobilisations	3 418 145 900	2 559 634 100	858 511 800	2 348 005 704
Redressement de consolidation - Office des communications éducatives de langue française de l'Ontario (OTÉLFO)	959 200	961 900	(2 700)	1 133 972
Redressement de consolidation - Office de la communication éducative de l'Ontario (OTEO)	909 500	794 200	115 300	488 876
Redressement de consolidation - Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	116 800	225 000	(108 200)	117 410
Redressement de consolidation - Écoles	(1 128 040 400)	(506 053 300)	(621 987 100)	(301 460 329)
Redressement de consolidation - financement fédéral - contrepassation de charges	-	(5 041 900)	5 041 900	(60 288 629)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(8 611 500)	(8 611 500)	-	(8 076 261)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	2 283 479 500	2 041 908 500	241 571 000	1 979 920 743
BIENS IMMOBILISÉS				
1002 Programme d'éducation élémentaire et secondaire	438 500	438 500	-	504 115
1004 Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	20 274 500	4 709 200	15 565 300	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	20 713 000	5 147 700	15 565 300	504 115
Total du ministère - Biens immobilisés	20 713 000	5 147 700	15 565 300	504 115
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	42 720 443 487	39 278 496 687	3 441 946 800	38 782 361 110

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1001

Le programme d'administration du ministère, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, fournit des services administratifs et de soutien afin de permettre au ministère d'atteindre ses objectifs et ses priorités budgétaires. Ses fonctions comprennent les services financiers et administratifs, la surveillance des paiements de transfert, la coordination ministérielle, les ressources humaines, les services juridiques et les communications.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	31 908 100	24 913 300	6 994 800	28 742 902
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	31 908 100	24 913 300	6 994 800	28 742 902
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	16 846
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	81 187	81 187	-	66 147
	Total - Charges de fonctionnement	31 989 287	24 994 487	6 994 800	28 809 049

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1001-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires	20 502 900	
	Avantages sociaux	2 797 400	
	Transports et communications	404 500	
	Services	16 428 500	
	Fournitures et matériel	314 500	
	Total partiel	40 447 800	
	Moins : Recouvrements	8 539 700	
	Total à voter - Charges de fonctionnement	31 908 100	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	3 300 800	
	Avantages sociaux	392 800	
	Transports et communications	153 800	
	Services	117 600	
	Fournitures et matériel	61 500	4 026 500
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	9 912 100	
	Avantages sociaux	1 446 000	
	Transports et communications	93 700	
	Services	5 843 700	
	Fournitures et matériel	54 900	
	Total partiel	17 350 400	
	Moins : Recouvrements	1 031 000	16 319 400
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	2 674 100	
	Avantages sociaux	360 500	
	Transports et communications	46 000	
	Services	103 700	
	Fournitures et matériel	31 500	
	Total partiel	3 215 800	
	Moins : Recouvrements	148 700	3 067 100

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	4 615 900	
	Avantages sociaux	598 100	
	Transports et communications	111 000	
	Services	6 299 400	
	Fournitures et matériel	166 600	
	Total partiel	11 791 000	
	Moins : Recouvrements	6 143 400	5 647 600
	<i>Services juridiques</i>		
	Services	4 064 100	
	Moins : Recouvrements	1 216 600	2 847 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		31 908 100
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
Crédits législatifs			
	<i>Autres opérations</i>		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		31 989 287

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002

Fournir un système d'éducation de qualité (de la maternelle à la 12e année) à tous les élèves de la province inscrits dans des conseils scolaires financés par les fonds publics, des écoles gérées par la province, des administrations scolaires et des organismes. Cela comprend le financement des immobilisations à l'appui de projets de rénovation et de la construction d'écoles et de places en garderie. Le Programme d'éducation élémentaire et secondaire soutient des initiatives clés visant à améliorer les résultats scolaires des élèves, à les préparer pour l'avenir et à renforcer leur engagement et leur bien-être, d'une manière qui reflète la diversité culturelle, religieuse et linguistique de la province. Le programme soutient également des initiatives d'inclusion afin d'offrir la possibilité de réussir à tous les élèves, y compris ceux qui ont des besoins en matière de santé mentale et ceux qui nécessitent des programmes et des services d'éducation spécialisée. Le programme veille à ce que les élèves soient au centre des préoccupations et s'appuie sur la collaboration avec les parents et les partenaires éducatifs, y compris les partenaires autochtones.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques et prestation des programmes	31 070 783 300	29 254 597 500	1 816 185 800	31 260 008 186
2	Activités éducatives	179 349 400	168 970 200	10 379 200	162 142 100
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	31 250 132 700	29 423 567 700	1 826 565 000	31 422 150 286
L	Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	1 733 000 000	1 700 000 000	33 000 000	1 652 368 862
L	Crances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 733 001 000	1 700 001 000	33 000 000	1 652 368 862
	Total - Charges de fonctionnement	32 983 133 700	31 123 568 700	1 859 565 000	33 074 519 148
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Politiques et prestation des programmes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire	3 157 039 100	2 333 596 400	823 442 700	2 235 050 384
5	Éducation élémentaire et secondaire : charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		3 157 040 100	2 333 597 400	823 442 700	2 235 050 384
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 812 100	1 812 000	100	2 546 396
Total - Crédits législatifs		1 812 100	1 812 000	100	2 546 396
Total - Charges d'immobilisations		3 158 852 200	2 335 409 400	823 442 800	2 237 596 780
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Éducation élémentaire et secondaire	438 500	438 500	-	504 115
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		438 500	438 500	-	504 115
Total - Biens immobilisés		438 500	438 500	-	504 115

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1002-1	Politiques et prestation des programmes		
	Traitements et salaires		74 162 700
	Avantages sociaux		9 212 300
	Transports et communications		1 234 200
	Services		45 333 800
	Fournitures et matériel		327 800
	Paiements de transfert		
	Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires	22 927 416 500	
	Charge sans effet sur la trésorerie relative à l'impôt foncier scolaire	7 226 686 900	
	Frais de service de la dette des conseils scolaires	275 346 100	
	Programmes d'éducation ciblés	302 414 300	
	Financement aux partenaires externes	118 026 000	
	Projets des langues officielles	55 148 700	
	Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	32 385 200	
	Subventions pour la viabilité des partenaires	2 500 500	
	Fiducies provinciales d'avantages sociaux	589 300	30 940 513 500
	Total partiel		31 070 784 300
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		31 070 783 300

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1002-2	Activités éducatives	
	Traitements et salaires	49 644 500
	Avantages sociaux	6 836 300
	Transports et communications	1 059 100
	Services	14 974 200
	Fournitures et matériel	3 988 100
	Paielements de transfert	
	Consortium Centre Jules-Léger (CCJL)	18 189 500
	Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (OTEO)	54 502 900
	Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (OTÉLFO)	30 216 000
	Programme de soutien pour les élèves des écoles provinciales	100 000
	Paielements tenant lieu d'impôt aux municipalités	63 800
	Total partiel	179 574 400
	Moins : Recouvrements	225 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	179 349 400
Crédits législatifs		
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario		
	Paielements de transfert	
L	Prestations prises en charge par le gouvernement, Loi sur le régime de retraite des enseignants	1 733 000 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'éducation élémentaire et secondaire	32 983 133 700
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1002-4	Politiques et prestation des programmes	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'éducation élémentaire et secondaire	1 000

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1002-3	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire		
	Paielements de transfert		
	Subventions d'immobilisations - conseils scolaires	3 016 536 700	
	Conseils scolaires - Financement des immobilisations pour les services de garde d'enfants	118 339 400	
	Programme d'apprentissage des jeunes enfants	8 891 700	
	Programme d'infrastructure Investir dans le Canada (PIIC)	2 123 800	
	Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (OTEO)	1 536 000	
	Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (OTÉLFO)	1 000 000	3 148 427 600
	Autres opérations		
	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire		8 611 500
	Total à voter - Charges d'immobilisations		3 157 039 100
1002-5	Éducation élémentaire et secondaire - charges liées aux biens immobilisés		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		1 812 100
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'éducation élémentaire et secondaire		3 158 852 200
BIENS IMMOBILISÉS			
1002-6	Éducation élémentaire et secondaire		
	Matériel de technologie de l'information	437 500	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000	
	Total à voter - Biens immobilisés		438 500
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'éducation élémentaire et secondaire		438 500

PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE - CRÉDIT 1004

Des expériences de qualité en matière d'apprentissage et de garde des jeunes enfants ont un impact positif et durable sur l'apprentissage, le comportement et la santé des enfants, et sont essentielles pour aider les familles à élever leurs enfants. Le ministère s'engage à veiller à ce que les enfants et les familles aient accès à un éventail de programmes sains, abordables, inclusifs, sûrs et de qualité pour la petite enfance et la garde d'enfants, où les parents et les parents-substituts ont la flexibilité de choisir les options convenant le mieux à leur famille.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Élaboration des politiques et prestation des programmes	6 290 524 400	5 333 920 700	956 603 700	4 252 942 281
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		6 290 524 400	5 333 920 700	956 603 700	4 252 942 281
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total - Charges de fonctionnement		6 290 525 400	5 333 921 700	956 603 700	4 252 942 281
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Immobilisations pour les services de garde d'enfants	257 495 600	222 426 600	35 069 000	109 250 671
5	Garde d'enfants à charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		257 496 600	222 427 600	35 069 000	109 250 671
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 797 100	1 797 100	-	1 158 253
Total - Crédits législatifs		1 797 100	1 797 100	-	1 158 253
Total - Charges d'immobilisations		259 293 700	224 224 700	35 069 000	110 408 924
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants	20 274 500	4 709 200	15 565 300	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		20 274 500	4 709 200	15 565 300	-
Total - Biens immobilisés		20 274 500	4 709 200	15 565 300	-

PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE - CRÉDIT 1004, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1004-1	Élaboration des politiques et prestation des programmes		
	Traitements et salaires		19 952 000
	Avantages sociaux		3 189 300
	Transports et communications		100 000
	Services		6 618 200
	Fournitures et matériel		50 000
	Paievements de transfert		
	Garde d'enfants et petite enfance	5 985 967 900	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour la garde d'enfants	274 647 000	6 260 614 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement		6 290 524 400
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance		6 290 525 400
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1004-2	Immobilisations pour les services de garde d'enfants		
	Paievements de transfert		
	Immobilisations relatives aux programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance		257 495 600
	Total " voter - Charges d'immobilisations		257 495 600
1004-5	Garde d'enfants - charges liées aux biens immobilisés		
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 797 100
	Total (Charges d'immobilisations) - Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance		259 293 700

PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE - CRÉDIT 1004, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	BIENS IMMOBILISÉS	
1004-4	Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	20 274 500
	Total " voter - Biens immobilisés	20 274 500
	Total (Biens immobilisés) - Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	20 274 500

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	36 509 626 187	37 385 104 842
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	29 312 000	29 272 584
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(56 453 300)	(58 106 948)
Total - Charges de fonctionnement redressées	36 482 484 887	37 356 270 478

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Actifs de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	2 000	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(1 000)	-
Total - Actifs de fonctionnement redressés	1 000	-

* La rubrique Total - Actifs de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - actifs de fonctionnement.

MINISTÈRE DE LA PROTECTION CIVILE ET DE L'INTERVENTION EN CAS D'URGENCE

Le ministre de la Protection civile et de l'Intervention en cas d'urgence dirige la coordination de la gestion des situations d'urgence à l'échelle gouvernementale, ce qui inclut les activités de prévention, de préparation, d'atténuation, d'intervention et de rétablissement, pour veiller à ce que l'Ontario soit sûr, entraîné et préparé.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
5401 Gestion des situations d'urgence Ontario	63 116 200	62 801 400	314 800	45 922 838
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	63 116 200	62 801 400	314 800	45 922 838
Crédits législatifs	64 014	-	64 014	-
Total du ministre - Charges de fonctionnement	63 180 214	62 801 400	378 814	45 922 838
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(281 609)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	63 180 214	62 801 400	378 814	45 641 229
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
5401 Gestion des situations d'urgence Ontario	1 000	-	1 000	-
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	-	1 000	-
Total du ministre - Actifs de fonctionnement	1 000	-	1 000	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5401 Gestion des situations d'urgence Ontario	3 002 000	6 001 000	(2 999 000)	6 029 827
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	3 002 000	6 001 000	(2 999 000)	6 029 827
Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
Total du ministre - Charges d'immobilisations	3 003 000	6 001 000	(2 998 000)	6 029 827
BIENS IMMOBILISÉS				
5401 Gestion des situations d'urgence Ontario	1 000	-	1 000	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	-	1 000	-
Total du ministre - Biens immobilisés	1 000	-	1 000	-
Total du ministre - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	66 183 214	68 802 400	(2 619 186)	51 671 056

GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO - CRÉDIT 5401

Le programme de Gestion des situations d'urgence Ontario est le guichet unique offert à tous les Ontariens et Ontariennes pour s'assurer que la gestion des situations d'urgence, y compris la continuité des activités du gouvernement, est coordonnée rapidement et efficacement dans toute la province. En partenariat avec les ministères de l'Ontario, le gouvernement du Canada, les autorités législatives voisines, les municipalités, les organisations non gouvernementales, l'industrie et les partenaires autochtones, le programme planifie de manière proactive les situations d'urgence et intervient le cas échéant. Se basant sur des données, des analyses et les connaissances acquises, le programme détermine les risques potentiels pour éclairer la planification à court et à long terme en vue des situations d'urgence futures. En renforçant la formation, les exercices d'entraînement, les conseils en matière de planification et l'éducation du public en gestion des situations d'urgence, le programme veille à ce que la population ontarienne soit mieux préparée aux situations d'urgence, en axant la planification, la préparation et l'atténuation sur les groupes prioritaires.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	2 428 900	1 662 900	766 000	807 383
2	Gestion des situations d'urgence Ontario	60 687 300	61 138 500	(451 200)	45 115 455
TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		63 116 200	62 801 400	314 800	45 922 838
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	-	47 841	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	-	16 173	-
Total - Crédits législatifs		64 014	-	64 014	-
Total - Charges de fonctionnement		63 180 214	62 801 400	378 814	45 922 838
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Gestion des situations d'urgence Ontario	1 000	-	1 000	-
TOTAL Ê VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	-	1 000	-
Total - Actifs de fonctionnement		1 000	-	1 000	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Gestion des situations d'urgence Ontario	3 002 000	6 001 000	(2 999 000)	6 029 827
TOTAL Ê VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		3 002 000	6 001 000	(2 999 000)	6 029 827
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	-	1 000	-
Total - Crédits législatifs		1 000	-	1 000	-
Total - Charges d'immobilisations		3 003 000	6 001 000	(2 998 000)	6 029 827

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
BIENS IMMOBILISÉS					
5	Gestion des situations d'urgence Ontario	1 000	-	1 000	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 000	-	1 000	-
Total - Biens immobilisés		1 000	-	1 000	-

GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO - CRÉDIT 5401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT -		CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
POSTE	Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
5401-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		1 395 600
	Avantages sociaux		268 900
	Transports et communications		46 500
	Services		195 100
	Fournitures et matériel		522 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		2 428 900
5401-2	Gestion des situations d'urgence Ontario		
	Traitements et salaires		19 054 000
	Avantages sociaux		2 597 400
	Transports et communications		870 200
	Services		21 259 700
	Fournitures et matériel		405 000
	Paielements de transfert		
	Subvention pour les projets communautaires de protection civile	4 999 000	
	Fonds pour la préparation aux situations d'urgence et le renforcement des capacités - charges de fonctionnement	2 000 000	
	Fonds pour l'intervention en cas d'urgence	9 000 000	
	Activités de participation	1 000	
	Subventions pour les activités de participation des Autochtones	1 000	
	Nucléaire	500 000	16 501 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		60 687 300
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Gestion des situations d'urgence Ontario		63 180 214
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
5401-4	Gestion des situations d'urgence Ontario		
	Inventaire		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Gestion des situations d'urgence Ontario		1 000

GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO - CRÉDIT 5401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
5401-3	Gestion des situations d'urgence Ontario		
	Paiements de transfert		
	Subvention pour les projets communautaires de protection civile - charges d'immobilisations	1 000	
	Fonds pour la préparation aux situations d'urgence et le renforcement des capacités - charges d'immobilisations	3 000 000	3 001 000
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		3 002 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Gestion des situations d'urgence Ontario		3 003 000
	BIENS IMMOBILISÉS		
5401-5	Gestion des situations d'urgence Ontario		
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
	Total " voter - Biens immobilisés		1 000
	Total (Biens immobilisés) - Gestion des situations d'urgence Ontario		1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	-	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	62 801 400	45 922 838
Total - Charges de fonctionnement redressées	62 801 400	45 922 838

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	-	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	6 001 000	6 029 827
Total - Charges d'immobilisations redressées	6 001 000	6 029 827

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges d'immobilisations.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

Le ministère de l'Énergie et des Mines (MEM) supervise le secteur provincial de l'énergie et des minéraux. Il établit le cadre législatif et stratégique permettant d'offrir à la population ontarienne un approvisionnement en énergie abordable et fiable et davantage de choix dans leur consommation d'énergie. De plus, il soutient la prospérité du secteur minier tout en garantissant la viabilité environnementale et la qualité de vie pour la population ontarienne.

Le MEM a la responsabilité des secteurs de programme suivants :

ÉNERGIE

À Définit tous les aspects de la politique énergétique de l'Ontario (électricité, gaz naturel et autres carburants) et fournit des conseils dans ces domaines.

À Surveille les activités de la Commission de l'énergie de l'Ontario et de la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité. De plus, le ministère représente l'actionnaire auprès de l'Ontario Power Generation et la province en tant qu'actionnaire d'Hydro One, une société cotée en bourse.

À Élabore la politique relative à la planification intégrée de l'énergie. De plus, le ministère doit s'acquitter du devoir de la Couronne de consulter relativement aux projets et aux politiques énergétiques.

À Collabore avec de nombreux partenaires du gouvernement et de l'extérieur afin de promouvoir l'efficacité et l'innovation dans le domaine de l'énergie, de bûtir des installations fiables et propres de production, transmission et distribution relatives à l'électricité, d'attirer de nouveaux investissements et d'alimenter la forte croissance économique de la province.

À Dirige la réalisation de l'engagement du gouvernement de fournir à chaque collectivité de l'Ontario accès à un réseau d'internet haute vitesse.

MINES

À Promeut la croissance économique et la création d'emplois dans le secteur des mines et des minéraux.

À Élabore des lois et des politiques et exécute des programmes pour réglementer l'utilisation et la gestion durables et responsables des ressources minérales de la province, d'une manière compatible avec les droits existants ancestraux et issus de traités (y compris l'obligation de consulter).

À Procure à la clientèle des données géoscientifiques sur les ressources minérales de l'Ontario par l'entremise de la Commission géologique de l'Ontario.

À Assure la sécurité et le respect de l'environnement en matière d'exploitation des minéraux et de réhabilitation des terrains miniers, y compris la gestion des terres de la Couronne de l'Ontario et des tenures connexes. Le ministère produit la Stratégie relative aux minéraux critiques, qui constitue un plan directeur quinquennal dans ce domaine. La Stratégie comprend des initiatives telles que le Programme ontarien d'aide aux petites sociétés d'exploration minière et le Fonds pour l'innovation relative aux minéraux critiques.

À Soutient l'élaboration de politiques et de programmes pour l'exploitation des minéraux dans le Cercle de feu et travaille avec les communautés autochtones, les sociétés minières et d'autres partenaires pour encourager un développement durable et responsable.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2901 Programme d'administration du ministère	23 789 800	20 608 400	3 181 400	20 755 835
2902 Développement et gestion des sources d'énergie	76 124 700	24 320 500	51 804 200	25 955 413
2905 Atténuation du prix de l'électricité	6 462 977 300	7 336 133 200	(873 155 900)	5 996 456 614
2907 Infrastructure des réseaux cellulaire et à large bande	31 100 000	87 566 600	(56 466 600)	33 909 300
2908 Programme des mines et des minéraux	269 345 500	190 923 400	78 422 100	166 856 566
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	6 863 337 300	7 659 552 100	(796 214 800)	6 243 933 728
Crédits législatifs	523 738	548 201	(24 463)	185 815
Total du ministère - Charges de fonctionnement	6 863 861 038	7 660 100 301	(796 239 263)	6 244 119 543

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité	281 394 900	254 909 100	26 485 800	255 968 074
Redressement de consolidation - Commission de l'énergie de l'Ontario	64 452 700	63 270 900	1 181 800	59 973 125
Redressement de consolidation - Fiducie pour des frais d'électricité équitables	(63 683 200)	(63 683 200)	-	(63 712 217)
Redressement des charges de fonctionnement - reclassement lié au Programme des normes de rendement " Logard des missions	1 000	1 000	-	-
Redressement de consolidation - Agence ontarienne des eaux	-	-	-	(2 127 168)
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(1 049 562)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(3 203 800)	(3 077 900)	(125 900)	(3 240 081)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	7 142 822 638	7 911 520 201	(768 697 563)	6 489 931 714
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2901 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2902 Développement et gestion des sources d'énergie	161 600 000	118 001 000	43 599 000	217 800 000
2908 Programme des mines et des métaux	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	161 602 000	118 003 000	43 599 000	217 800 000
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	161 602 000	118 003 000	43 599 000	217 800 000

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(**\$**)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2901 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2902 Développement et gestion des sources d'énergie	35 001 000	1 000	35 000 000	-
2907 Infrastructure des réseaux cellulaire et à large bande	1 720 317 800	1 302 174 400	418 143 400	98 565 702
2908 Programme des mines et des métaux	8 694 200	8 642 000	52 200	375 124 209
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 764 014 000	1 310 818 400	453 195 600	473 689 911
Crédits législatifs	771 500	710 500	61 000	575 651
Total du ministère - Charges d'immobilisations	1 764 785 500	1 311 528 900	453 256 600	474 265 562
Redressement de consolidation - Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité	33 411 900	22 897 900	10 514 000	25 430 916
Redressement de consolidation - Commission de l'énergie de l'Ontario	1 937 000	1 640 600	296 400	1 563 000
Redressement des charges d'immobilisations - reclassement lié au Programme des normes de rendement à l'égard des missions	1 000	1 000	-	-
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	-	-	(284 131)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 800 135 400	1 336 068 400	464 067 000	500 975 347
BIENS IMMOBILISÉS				
2901 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2902 Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	1 000	-	-
2908 Programme des mines et des métaux	651 000	601 000	50 000	710 650
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	653 000	603 000	50 000	710 650
Total du ministère - Biens immobilisés	653 000	603 000	50 000	710 650
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	8 942 958 038	9 247 588 601	(304 630 563)	6 990 907 061

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2901

Ce programme, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, fournit des conseils stratégiques et opérationnels ainsi que des services de soutien permettant au ministre d'atteindre les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Le programme procure du leadership et des conseils sur la gestion financière et le contrôle financier, les ressources humaines, la planification, les questions juridiques, les communications, la gestion des urgences et d'autres services généraux pour soutenir les initiatives et les programmes de financement du ministre.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministre à l'énergie	15 828 400	13 305 700	2 522 700	13 340 437
2	Administration du ministre à Mines	7 961 400	7 302 700	658 700	7 415 398
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	23 789 800	20 608 400	3 181 400	20 755 835
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	95 682	(47 841)	98 602
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	-	22 378	-
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	48 519	48 519	-	50 001
L	Crances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 000	2 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	120 738	146 201	(25 463)	148 603
	Total - Charges de fonctionnement	23 910 538	20 754 601	3 155 937	20 904 438
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Administration du ministre à actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'AMMOBILISATIONS					
4	Administration du ministre à charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'AMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
BIENS IMMOBILISÉS					
5	Administration du ministère à biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 000	1 000	-	-
Total - Biens immobilisés		1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2901-1	Administration du ministère - Énergie		
	Traitements et salaires		9 873 500
	Avantages sociaux		988 200
	Transports et communications		312 700
	Services		4 310 400
	Fournitures et matériel		343 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		15 828 400
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	3 073 700	
	Avantages sociaux	341 000	
	Transports et communications	90 400	
	Services	382 800	
	Fournitures et matériel	60 400	3 948 300
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	2 983 400	
	Avantages sociaux	307 900	
	Transports et communications	88 300	
	Services	758 400	
	Fournitures et matériel	81 800	4 219 800
<i>Services juridiques</i>			
	Transports et communications	65 000	
	Services	2 899 200	
	Fournitures et matériel	135 000	3 099 200
<i>Services ministériels</i>			
	Traitements et salaires	3 816 400	
	Avantages sociaux	339 300	
	Transports et communications	69 000	
	Services	270 000	
	Fournitures et matériel	66 400	4 561 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		15 828 400

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2901-2	Administration du ministère - Mines		
	Traitements et salaires		5 268 200
	Avantages sociaux		570 600
	Transports et communications		267 200
	Services		7 602 800
	Fournitures et matériel		120 200
	Total partiel		13 829 000
	Moins : Recouvrements		5 867 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		7 961 400
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	1 479 300	
	Avantages sociaux	174 700	
	Transports et communications	92 000	
	Services	413 800	
	Fournitures et matériel	34 400	2 194 200
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	777 600	
	Avantages sociaux	70 500	
	Transports et communications	19 300	
	Services	153 300	
	Fournitures et matériel	11 000	1 031 700
<i>Services juridiques</i>			
	Transports et communications	14 500	
	Services	1 260 300	
	Fournitures et matériel	7 500	1 282 300
<i>Analyse et planification</i>			
	Traitements et salaires	1 152 000	
	Avantages sociaux	94 000	
	Transports et communications	48 200	
	Services	44 700	
	Fournitures et matériel	14 400	
	Total partiel	1 353 300	
	Moins : Recouvrements	631 700	721 600

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services financiers et administratifs</i>		
	Traitements et salaires	1 350 700	
	Avantages sociaux	114 600	
	Transports et communications	68 000	
	Services	5 251 000	
	Fournitures et matériel	39 800	
	Total partiel	6 824 100	
	Moins : Recouvrements	5 000 000	1 824 100
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	508 600	
	Avantages sociaux	116 800	
	Transports et communications	25 200	
	Services	49 600	
	Fournitures et matériel	13 100	713 300
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Services	430 100	
	Moins : Recouvrements	235 900	194 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		7 961 400
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 378
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		48 519
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		2 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		23 910 538
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2901-3	Administration du ministre - actifs de fonctionnement		
	Projets et investissements		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		1 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2901-4	Administration du ministère - charges d'immobilisations	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
2901-5	Administration du ministère - biens immobilisés	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 000

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE - CRÉDIT 2902

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario, qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour que l'Ontario dispose de réseaux d'approvisionnement, de transport et de distribution d'énergie propres, fiables, abordables et durables. Il appuie le rendement énergétique, la modernisation du réseau et la mise en valeur d'énergies plus propres. De plus, ce programme supervise l'engagement et la consultation des Autochtones et des Métis en l'égard des activités et projets provinciaux dans le secteur de l'énergie tout en facilitant la participation des communautés autochtones au secteur de l'énergie. Le programme est aussi responsable de la surveillance d'un projet de construction pour le projet de transport d'énergie Watay Power.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques et programmes	76 124 700	24 320 500	51 804 200	25 955 413
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	76 124 700	24 320 500	51 804 200	25 955 413
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	4 739
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	4 739
	Total - Charges de fonctionnement	76 125 700	24 321 500	51 804 200	25 960 152
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Développement et gestion des sources d'énergie	161 600 000	118 001 000	43 599 000	217 800 000
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	161 600 000	118 001 000	43 599 000	217 800 000
	Total - Actifs de fonctionnement	161 600 000	118 001 000	43 599 000	217 800 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Développement et gestion des sources d'énergie à charges liées aux biens immobilisés	35 001 000	1 000	35 000 000	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	35 001 000	1 000	35 000 000	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	35 002 000	2 000	35 000 000	-
BIENS IMMOBILISÉS					
5	Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE - CRÉDIT 2902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2902-1	Politiques et programmes		
	Traitements et salaires		16 832 400
	Avantages sociaux		1 786 100
	Transports et communications		385 000
	Services		4 671 200
	Fournitures et matériel		312 600
	Paielements de transfert		
	Projet d'accumulation par pompage de l'Ontario	49 050 000	
	Fonds pour l'électricité propre " venir	1 000	
	Programmes de soutien, de participation et de partenariat avec les Autochtones dans le secteur de l'énergie	2 447 400	
	Fonds pour l'innovation relative " l'hydrogène	640 000	52 138 400
	Total partiel		76 125 700
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		76 124 700
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Développement et gestion des sources d'énergie		76 125 700
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2902-3	Développement et gestion des sources d'énergie		
	Projets et investissements		
	Wataynikaneyap Power		161 600 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		161 600 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Développement et gestion des sources d'énergie		161 600 000

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE - CRÉDIT 2902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2902-4	Développement et gestion des sources d'énergie - charges liées aux biens immobilisés	
	Paielements de transfert	
	Fonds pour l'électricité propre " venir	35 001 000
	Autres opérations	1 000
	Total partiel	35 002 000
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	35 001 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Développement et gestion des sources d'énergie	35 002 000
BIENS IMMOBILISÉS		
2902-5	Développement et gestion des sources d'énergie	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Investissements dans des immobilisations corporelles	
	Fonds pour l'électricité propre de demain	1 000
	Total partiel	2 000
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Développement et gestion des sources d'énergie	1 000

ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ - CRÉDIT 2905

Ce programme aide les Ontariens et Ontariennes à gérer les coûts d'électricité.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programmes d'atténuation du prix de l'électricité	6 462 977 300	7 336 133 200	(873 155 900)	5 996 456 614
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		6 462 977 300	7 336 133 200	(873 155 900)	5 996 456 614
Total - Charges de fonctionnement		6 462 977 300	7 336 133 200	(873 155 900)	5 996 456 614

ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ - CRÉDIT 2905, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2905-1	Programmes d'atténuation du prix de l'électricité		
	Paiements de transfert		
	Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario	32 170 800	
	Programme de protection des tarifs dans les régions rurales ou éloignées	268 714 300	
	Programme ontarien d'aide relative aux frais d'électricité	218 265 600	
	Protection contre les frais de distribution	452 571 100	
	Crédit relatif à la livraison dans les réserves pour les Premières Nations	32 701 200	
	Plan exhaustif relatif à l'électricité	3 204 302 700	
	Fiducie pour des frais d'électricité équitables - coûts de financement	64 000 000	
	Remise de l'Ontario pour l'électricité	2 190 251 600	6 462 977 300
Total à voter - Charges de fonctionnement			6 462 977 300
Total (Charges de fonctionnement) - Atténuation du prix de l'électricité			6 462 977 300

INFRASTRUCTURE DES RÉSEAUX CELLULAIRE ET À LARGE BANDE - CRÉDIT 2907

Le programme est responsable de la réalisation de l'engagement du gouvernement visant " ce que chaque collectivité en Ontario ait accès à un réseau d'Internet haute vitesse. L'extension du réseau à large bande dans les zones rurales et isolées sera accélérée par la suppression des obstacles au déploiement et la réduction des coûts. Une connexion Internet haut débit fiable est indispensable pour accéder à des services essentiels tels que les soins de santé, l'éducation et l'emploi, et pour permettre aux particuliers et aux collectivités de prospérer dans une économie moderne et numérique.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Réseau à large bande, charges de fonctionnement	31 100 000	87 566 600	(56 466 600)	33 909 300
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	31 100 000	87 566 600	(56 466 600)	33 909 300
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
	Total - Charges de fonctionnement	31 101 000	87 566 600	(56 465 600)	33 909 300
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Réseau à large bande, charges d'immobilisations	1 720 317 800	1 302 174 400	418 143 400	98 565 702
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 720 317 800	1 302 174 400	418 143 400	98 565 702
L	Charge d'amortissement à Loi sur l'administration financière	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 720 318 800	1 302 174 400	418 144 400	98 565 702

INFRASTRUCTURE DES RÉSEAUX CELLULAIRE ET À LARGE BANDE - CRÉDIT 2907, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2907-1	Réseau à large bande, charges de fonctionnement		
	Traitements et salaires		3 960 000
	Avantages sociaux		594 000
	Transports et communications		93 000
	Services		26 360 000
	Fournitures et matériel		93 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		31 100 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Infrastructure des réseaux cellulaire et à large bande		31 101 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2907-2	Réseau à large bande, charges d'immobilisations		
	Paiements de transfert		
	Réseau à large bande pour Matawa	11 900 000	
	Infrastructure des réseaux cellulaire et à large bande	1 708 417 800	1 720 317 800
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 720 317 800
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Charge d'amortissement à <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Infrastructure des réseaux cellulaire et à large bande		1 720 318 800

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX - CRÉDIT 2908

Ce programme encourage, promeut et facilite les retombées économiques durables des ressources minérales de l'Ontario grâce à la supervision du secteur de l'exploration et l'exploitation minérales de la province. Il fait la promotion d'un Ontario dynamique, sain et durable en administrant la *Loi sur les mines* de l'Ontario de manière équitable et uniforme, afin d'assurer le développement durable et responsable de nos ressources minérales. À cette fin, le programme veille à ce que le public ait un accès équitable aux droits miniers de la Couronne, à ce que les terrains miniers de l'Ontario soient gérés de façon équitable et efficace et à ce que l'exploitation des minéraux et la réhabilitation des terrains miniers se fassent d'une manière sécuritaire et respectueuse de l'environnement. Le programme a également la responsabilité d'encourager et de faciliter la participation des Autochtones aux débouchés économiques associés au secteur minier de l'Ontario de manière à ce que soient respectés les droits et la culture autochtones et à ce que les obligations de consulter de l'Ontario soient satisfaites.

Le programme gère et diffuse des données géoscientifiques afin d'attirer et d'orienter les investissements du secteur minier et d'étayer un vaste éventail de priorités stratégiques gouvernementales.

Le programme permet de s'acquitter des engagements pris dans la Stratégie relative aux minéraux critiques, avec notamment des efforts pour faire le lien entre les abondants dépôts de minéraux critiques de l'Ontario et notre secteur manufacturier de calibre mondial. L'objectif est d'élever et de consolider la place de l'Ontario en tant que région compétitive au niveau international qui est prête à répondre à la demande mondiale croissante de minéraux critiques.

Ce programme soutient également l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes visant tout un éventail de enjeux et de possibilités liés à l'exploitation des minéraux dans le Cercle de feu. Une équipe spéciale travaille avec toutes les parties concernées en consultant les Nord-Ontariens, les Autochtones et la communauté minière afin d'encourager un développement durable et responsable dans la région.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Compétitivité du secteur des minéraux	269 345 500	190 923 400	78 422 100	166 856 566
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	269 345 500	190 923 400	78 422 100	166 856 566
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	401 000	401 000	-	32 473
	Total - Crédits législatifs	401 000	401 000	-	32 473
	Total - Charges de fonctionnement	269 746 500	191 324 400	78 422 100	166 889 039
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Mines et minéraux à actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Compétitivité du secteur des minéraux : charges d'immobilisations	5 732 500	5 792 500	(60 000)	6 283 909
6	Assainissement de l'environnement dans le secteur minier : charges d'immobilisations	2 961 700	2 849 500	112 200	368 840 300
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		8 694 200	8 642 000	52 200	375 124 209
L	Charge d'amortissement : Loi sur l'administration financière	768 500	708 500	60 000	575 651
Total - Crédits législatifs		768 500	708 500	60 000	575 651
Total - Charges d'immobilisations		9 462 700	9 350 500	112 200	375 699 860
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Mines et minéraux : biens immobilisés	651 000	601 000	50 000	710 650
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		651 000	601 000	50 000	710 650
Total - Biens immobilisés		651 000	601 000	50 000	710 650

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX - CRÉDIT 2908, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2908-1	Compétitivité du secteur des minéraux		
	Traitements et salaires		28 017 700
	Avantages sociaux		3 427 400
	Transports et communications		1 118 500
	Services		13 585 700
	Fournitures et matériel		1 624 700
	Paielements de transfert		
	Fonds pour l'innovation relative aux minéraux critiques	9 383 400	
	Crédit d'impôt pour actions accréditives ciblées	18 431 100	
	Développement économique des Autochtones	102 301 800	
	Cartographie des ressources géologiques de l'Ontario	100 000	
	Exploitation des minéraux et investissement	100 000	
	Programme ontarien d'aide aux petites sociétés d'exploration minière	10 000 000	
	Rapports sur les activités minières en Ontario	85 000	
	Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources minières	81 170 200	221 571 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement		269 345 500
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		401 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des mines et des minéraux		269 746 500
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2908-2	Mines et minéraux - actifs de fonctionnement		
	Dépôts et charges payés d'avance		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des mines et des minéraux		1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2908-3	Compétitivité du secteur des minéraux - charges d'immobilisations		
	Services		5 500 500
	Fournitures et matériel		230 000
	Paielements de transfert		
	Débouchés autochtones en réhabilitation des mines abandonnées		1 000
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		5 732 500

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX - CRÉDIT 2908, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2908-6	Assainissement de l'environnement dans le secteur minier - charges d'immobilisations	
	Services	2 960 700
	Paievements de transfert	
	Partenariats autochtones - assainissement de l'environnement lié aux mines abandonnées	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	2 961 700
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Charge d'amortissement à Loi sur l'administration financière	768 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des mines et des minéraux	9 462 700
BIENS IMMOBILISÉS		
2908-4	Mines et minéraux - biens immobilisés	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	651 000
	Total " voter - Biens immobilisés	651 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme des mines et des minéraux	651 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	7 373 841 587	6 035 839 838
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	286 258 714	208 279 705
Total - Charges de fonctionnement redressés	7 660 100 301	6 244 119 543

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Actifs de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	118 001 000	217 800 000
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	2 000	-
Total - Actifs de fonctionnement redressés	118 003 000	217 800 000

* La rubrique Total - Actifs de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - actifs de fonctionnement.

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	2 000	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	1 311 526 900	474 265 562
Total - Charges d'immobilisations redressées	1 311 528 900	474 265 562

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	1 000	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	602 000	710 650
Total - Biens immobilisés redressés	603 000	710 650

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - biens immobilisés.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

Le ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs est responsable de la protection et la conservation de l'air, des sols, de l'eau, des espèces en péril et leur habitat, de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de la planification de l'adaptation au changement climatique, du déournement des déchets pour créer des ressources précieuses et de la gestion des parcs et des réserves de conservation de l'Ontario.

Le ministère soutient le plan de l'Ontario qui vise à créer des emplois, à construire des collectivités résilientes et à bâtir une économie vigoureuse et stable, tout en réalisant les objectifs environnementaux de protéger la beauté et les ressources naturelles dans toute notre province.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1101 Programme d'administration du ministère	72 996 500	59 576 800	13 419 700	63 675 901
1112 Politiques environnementales	27 905 100	27 584 100	321 000	22 529 664
1114 Normes et sciences de l'environnement	48 588 700	46 250 300	2 338 400	41 211 765
1116 Conformité environnementale et opérations	106 886 900	113 147 200	(6 260 300)	113 698 072
1118 Évaluations et permissions environnementales	33 411 700	28 739 000	4 672 700	30 987 217
1119 Action en matière de changement climatique et résilience	15 708 900	14 920 000	788 900	12 754 458
1120 Gestion des terres et des eaux	105 197 300	76 692 900	28 504 400	76 559 405
1121 Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	410 696 100	366 911 300	43 784 800	361 416 482
Crédits législatifs	25 230 914	31 264 014	(6 033 100)	288 768
Total du ministère - Charges de fonctionnement	435 927 014	398 175 314	37 751 700	361 705 250
Redressement de consolidation - Agence ontarienne des eaux	309 275 900	292 764 000	16 511 900	284 325 637
Redressement de consolidation - Comptes des fins particulières pour Parcs Ontario	147 279 600	135 505 200	11 774 400	138 023 825
Redressement de consolidation - Agence de foresterie du parc Algonquin	-	-	-	(376 085)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(14 478 300)	(14 243 700)	(234 600)	(13 244 508)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(1 266 700)	(1 266 700)	-	(5 077 927)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	876 737 514	810 934 114	65 803 400	765 356 192

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
1121 Programme des normes de rendement " à l'égard des missions	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
1101 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1114 Normes et sciences de l'environnement	4 602 800	3 786 500	816 300	1 632 365
1116 Conformité environnementale et opérations	81 000	6 000	75 000	88 695 107
1118 Évaluations et permissions environnementales	1 141 400	1 169 300	(27 900)	670 383
1119 Action en matière de changement climatique et résilience	1 000	1 000	-	-
1120 Gestion des terres et des eaux	46 878 200	28 377 700	18 500 500	25 532 044
1121 Programme des normes de rendement " à l'égard des missions	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	52 706 400	33 342 500	19 363 900	116 529 899
Crédits législatifs	114 332 500	15 200 000	99 132 500	14 295 940
Total du ministère - Charges d'immobilisations	167 038 900	48 542 500	118 496 400	130 825 839
Redressement de consolidation - Agence ontarienne des eaux	6 106 600	3 063 000	3 043 600	2 891 496
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(5 100 000)	-	(5 100 000)	-
Autre redressement - réévaluation des obligations liées " la mise hors service d'immobilisations	-	-	-	(5 374)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(2 968 800)	(2 152 500)	(816 300)	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	165 076 700	49 453 000	115 623 700	133 711 961

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

NATURE ET DES PARCS

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
BIENS IMMOBILISÉS				
1101 Programme d'administration du ministère	1 511 000	1 551 000	(40 000)	752 064
1114 Normes et sciences de l'environnement	8 972 100	9 533 900	(561 800)	1 361 281
1116 Conformité environnementale et opérations	1 000	1 000	-	-
1118 Évaluations et permissions environnementales	1 000	1 000	-	-
1120 Gestion des terres et des eaux	56 206 200	28 927 500	27 278 700	17 597 269
1121 Programme des normes de rendement " à l'égard des émissions	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	66 692 300	40 015 400	26 676 900	19 710 614
Crédits législatifs	2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés	66 694 300	40 017 400	26 676 900	19 710 614
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	1 041 814 214	860 387 114	181 427 100	899 068 153

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1101

Ce crédit comprend le soutien global à la gestion des activités ministérielles, notamment le contrôle et la gestion opérationnelle et financière au niveau organisationnel, les ressources humaines stratégiques, les installations, la gestion des situations d'urgence et de l'intervention, les services en français, les services juridiques et les communications.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	72 996 500	59 576 800	13 419 700	63 675 901
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	72 996 500	59 576 800	13 419 700	63 675 901
L	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 173	16 173	-	16 667
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	222 800
	Total - Crédits législatifs	65 014	65 014	-	288 768
	Total - Charges de fonctionnement	73 061 514	59 641 814	13 419 700	63 964 669
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministère à immobilisations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	151 600	93 700	57 900	20 517
	Total - Crédits législatifs	151 600	93 700	57 900	20 517
	Total - Charges d'immobilisations	152 600	94 700	57 900	20 517
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Administration du ministère à infrastructure	1 511 000	1 551 000	(40 000)	752 064
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 511 000	1 551 000	(40 000)	752 064
	Total - Biens immobilisés	1 511 000	1 551 000	(40 000)	752 064

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1101-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires	22 584 300	
	Avantages sociaux	2 638 800	
	Transports et communications	573 500	
	Services	30 178 700	
	Fournitures et matériel	6 537 500	
	Paievements de transfert		
	Agence ontarienne des eaux	10 517 700	
	Total partiel	73 030 500	
	Moins : Recouvrements	34 000	
	Total à voter - Charges de fonctionnement	72 996 500	
	<i>Sous-postes :</i>		
	<i>Bureau principal</i>		
	Traitements et salaires	2 842 600	
	Avantages sociaux	388 200	
	Transports et communications	64 700	
	Services	22 500	
	Fournitures et matériel	70 800	3 388 800
	<i>Services financiers et administratifs</i>		
	Traitements et salaires	10 050 500	
	Avantages sociaux	846 600	
	Transports et communications	73 400	
	Services	11 630 200	
	Fournitures et matériel	6 028 500	
	Paievements de transfert		
	Agence ontarienne des eaux	10 517 700	
	Total partiel	39 146 900	
	Moins : Recouvrements	34 000	39 112 900

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	1 071 900	
	Avantages sociaux	160 400	
	Transports et communications	8 400	
	Services	153 500	
	Fournitures et matériel	13 100	1 407 300
	<i>Services de communications</i>		
	Traitements et salaires	4 572 900	
	Avantages sociaux	638 200	
	Transports et communications	95 600	
	Services	348 100	
	Fournitures et matériel	156 100	5 810 900
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	136 200	
	Services	11 435 900	
	Fournitures et matériel	107 700	11 679 800
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Traitements et salaires	4 046 400	
	Avantages sociaux	605 400	
	Transports et communications	195 200	
	Services	6 588 500	
	Fournitures et matériel	161 300	11 596 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		72 996 500
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Crédits législatifs		
	<i>Autres opérations</i>		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		73 061 514

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1101-3	Administration du ministère - immobilisations	
	Services	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	151 600
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	152 600
BIENS IMMOBILISÉS		
1101-2	Administration du ministère - infrastructure	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 510 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 511 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 511 000

POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES - CRÉDIT 1112

Ce crédit comprend l'élaboration de politiques, de règlements et de lois soutenant le mandat de protection de l'environnement du ministre, les activités liées à la conception des programmes visant à protéger l'environnement et le détournement des déchets pour créer des ressources précieuses. Ce crédit comprend également les secteurs responsables de la direction des relations intergouvernementales et avec les Autochtones et de la liaison avec le Conseil des ministres, ainsi que le programme relatif à la Charte des droits environnementaux.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
3	Politiques et programmes environnementaux	27 905 100	27 584 100	321 000	22 529 664
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		27 905 100	27 584 100	321 000	22 529 664
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total - Charges de fonctionnement		27 906 100	27 585 100	321 000	22 529 664

POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES - CRÉDIT 1112, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1112-3	Politiques et programmes environnementaux		
	Traitements et salaires		14 142 200
	Avantages sociaux		2 000 400
	Transports et communications		777 400
	Services		3 111 900
	Fournitures et matériel		674 200
	Paievements de transfert		
	Planification et action en protection environnementale	4 000 000	
	Participation des Autochtones et collaboration	200 000	
	Centre de Walkerton pour l'assainissement de l'eau	3 000 000	7 200 000
	Total partiel		27 906 100
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		27 905 100
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques environnementales		27 906 100

NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT - CRÉDIT 1114

Ce crédit comprend des activités liées à la prestation d'expertise scientifique, technique et de laboratoire pour alimenter la prise de décisions stratégiques et opérationnelles, à l'observation des résultats issus de la surveillance et à la présentation de rapports sur l'environnement en Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Normes et sciences de l'environnement	48 588 700	46 250 300	2 338 400	41 211 765
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	48 588 700	46 250 300	2 338 400	41 211 765
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	48 589 700	46 251 300	2 338 400	41 211 765
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Sciences de l'environnement et immobilisations	4 602 800	3 786 500	816 300	1 632 365
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	4 602 800	3 786 500	816 300	1 632 365
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 614 700	1 614 700	-	2 828 925
	Total - Crédits législatifs	1 614 700	1 614 700	-	2 828 925
	Total - Charges d'immobilisations	6 217 500	5 401 200	816 300	4 461 290
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Sciences de l'environnement et laboratoires et infrastructure	8 972 100	9 533 900	(561 800)	1 361 281
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	8 972 100	9 533 900	(561 800)	1 361 281
	Total - Biens immobilisés	8 972 100	9 533 900	(561 800)	1 361 281

NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT - CRÉDIT 1114, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1114-1	Normes et sciences de l'environnement	
	Traitements et salaires	36 255 800
	Avantages sociaux	4 983 400
	Transports et communications	1 069 600
	Services	4 758 500
	Fournitures et matériel	1 428 600
	Paievements de transfert	
	Sciences de l'environnement et recherche technique	92 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement	48 588 700
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Normes et sciences de l'environnement	48 589 700
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1114-2	Sciences de l'environnement - immobilisations	
	Autres opérations	4 602 800
	Total " voter - Charges d'immobilisations	4 602 800
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 614 700
	Total (Charges d'immobilisations) - Normes et sciences de l'environnement	6 217 500
BIENS IMMOBILISÉS		
1114-3	Sciences de l'environnement et laboratoires - infrastructure	
	Immeubles - diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	7 610 100
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 361 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	8 972 100
	Total (Biens immobilisés) - Normes et sciences de l'environnement	8 972 100

CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS - CRÉDIT 1116

Ce crédit comprend la surveillance, à l'échelon provincial, de la conformité environnementale et de l'application des lois dans ce domaine et soutient toutes les collectivités de l'Ontario par l'exécution de programmes novateurs protégeant la salubrité de l'air, des sols et de l'eau, y compris l'eau potable.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Conformité environnementale et application des lois	105 626 500	111 908 400	(6 281 900)	112 531 909
3	Programme relatif à l'eau potable pour les communautés autochtones	1 260 400	1 238 800	21 600	1 166 163
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		106 886 900	113 147 200	(6 260 300)	113 698 072
L	Crédits irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 300	1 300	-	-
L	Fiducie, Loi de 2017 sur le financement de l'assainissement des rivières English et Wabigoon	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		2 300	2 300	-	-
Total - Charges de fonctionnement		106 889 200	113 149 500	(6 260 300)	113 698 072
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	Assainissement de l'environnement à immobilisations	3 000	3 000	-	87 928 200
7	Conformité environnementale et application des lois à immobilisations	78 000	3 000	75 000	766 907
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		81 000	6 000	75 000	88 695 107
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	945 600	945 600	-	880 753
Total - Crédits législatifs		945 600	945 600	-	880 753
Total - Charges d'immobilisations		1 026 600	951 600	75 000	89 575 860
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Conformité environnementale et opérations à infrastructure	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 000	1 000	-	-
Total - Biens immobilisés		1 000	1 000	-	-

CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS - CRÉDIT 1116, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1116-1	Conformité environnementale et application des lois	
	Traitements et salaires	85 383 300
	Avantages sociaux	11 699 600
	Transports et communications	538 500
	Services	7 364 100
	Fournitures et matériel	641 000
	Paielements de transfert	
	Fonds ontarien de protection de l'environnement " l'@chelle communautaire	1 900 000
	Total partiel	107 526 500
	Moins : Recouvrements	1 900 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	105 626 500
1116-3	Programme relatif " l'eau potable pour les communaut@s autochtones	
	Traitements et salaires	252 100
	Avantages sociaux	34 000
	Transports et communications	1 000
	Services	612 300
	Fournitures et matériel	1 000
	Paielements de transfert	
	Gestion de l'eau potable pour les communaut@s autochtones	360 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	1 260 400
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Cr@ances irr@couvrables, <i>Loi sur l'administration financi`re</i>	1 300
Crédits législatifs		
	Paielements de transfert	
L	Fiducie, <i>Loi de 2017 sur le financement de l'assainissement des rivi`res English et Wabigoon</i>	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Transferts depuis des comptes " fin d@sign@e `i Fonctionnement, Caisse de garantie des propri@taires de puits d@limination des d@chets, <i>Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990</i>	1 000
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Conformité environnementale et opérations	106 889 200

CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS - CRÉDIT 1116, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1116-5	Assainissement de l'environnement - immobilisations	
	Services	1 000
	Paievements de transfert	
	Assainissement de l'environnement - immobilisations	1 000
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	3 000
1116-7	Conformité environnementale et application des lois-immobilisations	
	Services	1 000
	Fournitures et matériel	76 000
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	78 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	945 600
	Total (Charges d'immobilisations) - Conformité environnementale et opérations	1 026 600
BIENS IMMOBILISÉS		
1116-6	Conformité environnementale et opérations - infrastructure	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Conformité environnementale et opérations	1 000

ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES - CRÉDIT 1118

Ce crédit comprend des activités liées à la délivrance et la rationalisation des permissions ministérielles en s'appuyant sur des approches axées sur le risque et sur des normes de services à la clientèle. Il soutient la délivrance des approbations, des permis, des permissions et des certificats, ainsi que des activités relatives à la modernisation du programme d'évaluations environnementales et à la tenue d'examen exhaustifs des évaluations environnementales.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Évaluations et permissions environnementales	33 411 700	28 739 000	4 672 700	30 987 217
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	33 411 700	28 739 000	4 672 700	30 987 217
	Total - Charges de fonctionnement	33 411 700	28 739 000	4 672 700	30 987 217
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Évaluations et permissions environnementales d'immobilisations	1 141 400	1 169 300	(27 900)	670 383
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 141 400	1 169 300	(27 900)	670 383
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 893 200	3 851 000	(957 800)	3 851 036
	Total - Crédits législatifs	2 893 200	3 851 000	(957 800)	3 851 036
	Total - Charges d'immobilisations	4 034 600	5 020 300	(985 700)	4 521 419
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Évaluations et permissions environnementales d'infrastructure	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES - CRÉDIT 1118, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1118-1	Évaluations et permissions environnementales	
	Traitements et salaires	25 335 700
	Avantages sociaux	3 433 600
	Transports et communications	328 100
	Services	3 962 400
	Fournitures et matériel	351 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement	33 411 700
	Total (Charges de fonctionnement) - Évaluations et permissions environnementales	33 411 700
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1118-3	Évaluations et permissions environnementales - immobilisations	
	Services	1 140 400
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 141 400
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	2 893 200
	Total (Charges d'immobilisations) - Évaluations et permissions environnementales	4 034 600
BIENS IMMOBILISÉS		
1118-2	Évaluations et permissions environnementales - infrastructure	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Évaluations et permissions environnementales	1 000

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

NATURE ET DES PARCS

ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE - CRÉDIT 1119

Ce crédit comprend des activités liées aux domaines suivants : élaboration et mise en œuvre des politiques, règlements, lois et programmes d'action en matière de changement climatique; suivi d'initiatives liées au changement climatique et soutien de mesures visant à lutter contre le changement climatique; renforcement de la résilience et de l'adaptation; soutien au développement économique sobre en carbone, notamment par la collaboration avec les intervenants, les collectivités autochtones et d'autres gouvernements.

Ce crédit comprend également les activités liées au soutien apporté au travail réalisé par le MECP avec les ministères partenaires afin de comprendre les effets du changement climatique et leur incidence sur l'atteinte des objectifs gouvernementaux.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Action en matière de changement climatique et résilience	15 708 900	14 920 000	788 900	12 754 458
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	15 708 900	14 920 000	788 900	12 754 458
	Total - Charges de fonctionnement	15 708 900	14 920 000	788 900	12 754 458
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Action en matière de changement climatique et résilience à immobilisations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	-

ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE - CRÉDIT 1119, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT -		CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
POSTE			
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1119-1	Action en matière de changement climatique et résilience		
	Traitements et salaires		12 187 200
	Avantages sociaux		2 253 200
	Transports et communications		75 200
	Services		1 109 100
	Fournitures et matériel		84 200
Total " voter - Charges de fonctionnement			15 708 900
Total (Charges de fonctionnement) - Action en matière de changement climatique et résilience			15 708 900
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1119-2	Action en matière de changement climatique et résilience - immobilisations		
	Services		1 000
Total " voter - Charges d'immobilisations			1 000
Total (Charges d'immobilisations) - Action en matière de changement climatique et résilience			1 000

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

NATURE ET DES PARCS

GESTION DES TERRES ET DES EAUX - CRÉDIT 1120

Ce crédit comprend des activités liées à la surveillance, l'exécution et le leadership des politiques et des programmes consacrés aux espèces en péril, aux réserves de conservation, à la protection de l'eau de source et à la santé écologique des Grands Lacs et des eaux intérieures.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Parcs Ontario	29 014 200	19 430 400	9 583 800	26 012 240
2	Conservation et protection de l'eau	76 183 100	57 262 500	18 920 600	50 547 165
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	105 197 300	76 692 900	28 504 400	76 559 405
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
L	Transferts depuis des comptes à fin désignée - fonctionnement, compte pour la conservation des espèces, <i>Loi de 2025 sur la conservation des espèces</i>	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	2 000	1 000	1 000	-
	Total - Charges de fonctionnement	105 199 300	76 693 900	28 505 400	76 559 405
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Parcs Ontario - immobilisations	11 067 700	8 677 700	2 390 000	18 860 500
5	Conservation et protection de l'eau - immobilisations	35 810 500	19 700 000	16 110 500	6 671 544
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	46 878 200	28 377 700	18 500 500	25 532 044
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	8 621 900	8 303 400	318 500	6 714 709
	Total - Crédits législatifs	8 621 900	8 303 400	318 500	6 714 709
	Total - Charges d'immobilisations	55 500 100	36 681 100	18 819 000	32 246 753
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Infrastructure de Parcs Ontario	56 206 200	28 927 500	27 278 700	17 597 269
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	56 206 200	28 927 500	27 278 700	17 597 269
	Total - Biens immobilisés	56 206 200	28 927 500	27 278 700	17 597 269

GESTION DES TERRES ET DES EAUX - CRÉDIT 1120, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT -		CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
POSTE	Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1120-1	Parcs Ontario		
	Traitements et salaires		90 189 800
	Avantages sociaux		11 220 400
	Transports et communications		2 153 700
	Services		40 318 100
	Fournitures et matériel		30 401 500
	Paiements de transfert		
	Parcs Ontario - intendance des ressources	105 000	
	Partenariat pour la protection des espaces verts	5 000 000	5 105 000
	Total partiel		179 388 500
	Moins : Recouvrements		150 374 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement		29 014 200
1120-2	Conservation et protection de l'eau		
	Traitements et salaires		17 394 600
	Avantages sociaux		2 349 400
	Transports et communications		168 900
	Services		29 904 100
	Fournitures et matériel		373 500
	Paiements de transfert		
	Intendance des espaces en péril en Ontario	11 212 400	
	Protection des sources d'eau	7 169 800	
	Grands Lacs	6 360 400	
	Lac Simcoe	1 250 000	25 992 600
	Total " voter - Charges de fonctionnement		76 183 100
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Transferts depuis des comptes " fin désignée - fonctionnement, compte pour la conservation des espaces, Loi de 2025 sur la conservation des espaces		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Gestion des terres et des eaux		105 199 300

GESTION DES TERRES ET DES EAUX - CRÉDIT 1120, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1120-3	Parcs Ontario - immobilisations		
	Transports et communications		104 800
	Services		9 446 000
	Fournitures et matériel		1 516 900
	Total " voter - Charges d'immobilisations		11 067 700
1120-5	Conservation et protection de l'eau - immobilisations		
	Paiements de transfert		
	Relance et résilience climatique - Evergreen Brick Works	7 000 000	
	Amélioration de la gestion des eaux usées et des eaux pluviales municipales	12 500 000	
	Projet de réduction du phosphore pour le lac Simcoe - immobilisations	12 000 000	
	Soutien au traitement des eaux de lavage agricoles	1 600 000	
	Programme de partenariat pour la protection des terres humides	2 710 500	35 810 500
	Total " voter - Charges d'immobilisations		35 810 500
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		8 621 900
	Total (Charges d'immobilisations) - Gestion des terres et des eaux		55 500 100

GESTION DES TERRES ET DES EAUX - CRÉDIT 1120, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT -		
POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
BIENS IMMOBILISÉS		
1120-4	Infrastructure de Parcs Ontario	
	Terrains	1 000
	Immeubles - traitements et salaires	145 000
	Immeubles - avantages sociaux	20 000
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	33 754 000
	Infrastructure des transports - traitements et salaires	50 000
	Infrastructure des transports - avantages sociaux	6 000
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	10 856 900
	Barrages et ouvrages d'art - traitements et salaires	106 000
	Barrages et ouvrages d'art - avantages sociaux	10 000
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	7 081 300
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	3 936 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	240 000
Total " voter - Biens immobilisés		56 206 200
Total (Biens immobilisés) - Gestion des terres et des eaux		56 206 200

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

NATURE ET DES PARCS

PROGRAMME DES NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS - CRÉDIT 1121

Ce crédit comprend l'administration du Programme des normes de rendement à l'égard des émissions et de l'exécution d'initiatives de réduction des gaz à effet de serre ou du soutien connexe.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
L	Crédances irrécouvrables - Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
L	Transferts du compte à fin désignée pour les charges de fonctionnement, Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, <i>Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990</i>	25 158 600	31 192 700	(6 034 100)	-
	Total - Crédits législatifs	25 159 600	31 193 700	(6 034 100)	-
	Total - Charges de fonctionnement	25 160 600	31 194 700	(6 034 100)	-
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Programme des normes de rendement à l'égard des émissions - débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
L	Prêts et investissements, Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, <i>Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	Programme des normes de rendement " l'écart des missions	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Transferts du compte " fin désignée pour les charges d'immobilisations, Programme des normes de rendement " l'écart des missions, Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990	100 105 500	391 600	99 713 900	-
	Total - Crédits législatifs	100 105 500	391 600	99 713 900	-
	Total - Charges d'immobilisations	100 106 500	392 600	99 713 900	-
	BIENS IMMOBILISÉS				
4	Programme des normes de rendement " l'écart des missions d' infrastructure	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
L	Investissements dans des immobilisations corporelles, Programme des normes de rendement " l'écart des missions, Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990	2 000	2 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	2 000	2 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	3 000	3 000	-	-

PROGRAMME DES NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS - CRÉDIT 1121, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1121-1	Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	
	Services	250 900
	Paiements de transfert	
	Programme de financement axé sur le rendement à l'égard des émissions	24 907 700
	Total partiel	25 158 600
	Moins : Recouvrements	25 157 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables - Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, Loi sur l'administration financière	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Transferts du compte à fin désignée pour les charges de fonctionnement, Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990	25 158 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	25 160 600
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1121-2	Programme des normes de rendement à l'égard des émissions d'ébateurs	
	Prêts et investissements	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
Crédits législatifs		
	Prêts et investissements	
L	Prêts et investissements, Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	2 000

PROGRAMME DES NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS - CRÉDIT 1121, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1121-3	Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	
	Services	477 800
	Paiements de transfert	
	Programme de financement axé sur le rendement à l'égard des émissions - immobilisations	99 627 700
	Total partiel	100 105 500
	Moins : Recouvrements	100 104 500
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Transferts du compte à fin désignée pour les charges d'immobilisations, Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990	100 105 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	100 106 500
BIENS IMMOBILISÉS		
1121-4	Programme des normes de rendement à l'égard des émissions - infrastructure	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 000
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
Crédits législatifs		
	Investissements dans des immobilisations corporelles	
L	Investissements dans des immobilisations corporelles, Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990	2 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	3 000

MINISTÈRE DES FINANCES

Le ministre des Finances soutient les politiques et stratégies économiques, budgétaires et fiscales du gouvernement de l'Ontario et supervise le programme d'emprunt et de gestion de la dette de la province. Le ministre prépare le budget de l'Ontario et l'annonce économique de l'automne, et gère les liens budgétaires que l'Ontario entretient avec le gouvernement fédéral et les municipalités de l'Ontario. En conjonction avec le Secrétariat du Conseil du Trésor, il gère également le Trésor et les politiques budgétaires et financières provinciales et publie des rapports sur des sujets financiers divers.

Le ministre élabore des politiques pour le secteur des services financiers de l'Ontario et appuie la réglementation des établissements et des intermédiaires qui font affaire dans ce secteur dans la province. Il présente des rapports sur l'évolution économique et démographique et fournit du soutien analytique et stratégique sur ces thèmes, du leadership en matière de statistique et une surveillance des tendances qui influent sur la croissance économique et la création d'emplois en Ontario.

Le ministre administre une variété de lois fiscales provinciales et de programmes de crédits d'impôt et d'avantages fiscaux et il gère la relation de la province avec l'Agence du revenu du Canada.

Le ministre est aussi chargé de l'élaboration des politiques relatives aux boissons alcoolisées et au cannabis. En plus des organismes opérationnels et gestionnaires de revenus dans ces secteurs, il supervise d'autres organismes rattachés au ministre des Finances.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1201 Programme d'administration du ministre	32 201 800	34 246 900	(2 045 100)	72 492 854
1202 Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes	12 768 000	12 476 600	291 400	12 229 439
1203 Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	19 770 900	18 026 200	1 744 700	17 409 922
1209 Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	1 226 939 000	4 137 221 500	(2 910 282 500)	1 112 251 296
1215 Programme du Fonds ontarien pour la construction	-	5 000 000	(5 000 000)	-
1216 Programme de politiques en matière d'alcool et de modernisation relative au marché	103 767 400	4 391 200	99 376 200	2 864 717
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 395 447 100	4 211 362 400	(2 815 915 300)	1 217 248 228
Crédits législatifs				
Programme du Trésor	16 054 231 700	15 806 777 900	247 453 800	13 833 214 872
Fonds ontarien pour la construction, <i>Loi de 2024 sur le Fonds ontarien pour la construction</i>	15 101 000	1 000	15 100 000	-
Autres crédits législatifs	50 799 087	50 799 087	-	86 187 749
Total du ministre - Charges de fonctionnement	17 515 578 887	20 068 940 387	(2 553 361 500)	15 136 650 849

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - Office ontarien de financement	40 488 900	27 211 300	13 277 600	26 910 657
Redressement de consolidation - Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	169 410 500	151 662 400	17 748 100	152 780 740
Redressement de consolidation - Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	51 106 900	50 712 700	394 200	4 950 899
Redressement de consolidation - Office ontarien de réglementation des services financiers	116 985 500	120 873 400	(3 887 900)	112 344 466
Redressement de consolidation - Société ontarienne de gestion des placements	328 103 200	310 665 800	17 437 400	297 516 000
Redressement de consolidation - Fonds ontarien pour la construction	(816 700)	-	(816 700)	-
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(2 572 124)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	-	-	(103 547)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général pour l'Office ontarien de financement	(1 584 000)	(1 548 300)	(35 700)	(1 548 034)
Redressement de consolidation - programme du Trésor	1 290 700 700	1 322 689 300	(31 988 600)	1 409 355 072
Redressement de consolidation - programme du Trésor - capitalisation des intérêts pour d'autres secteurs	(1 146 792 000)	(665 412 000)	(481 380 000)	(781 554 328)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	18 363 181 887	21 385 794 987	(3 022 613 100)	16 354 730 650

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
1209 Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	1 500 000	1 500 000	-	825 920
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 500 000	1 500 000	-	825 920
Crédits législatifs	34 700 000	32 700 000	2 000 000	31 496 571
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	36 200 000	34 200 000	2 000 000	32 322 491
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
1209 Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	1 000	-	1 000	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	-	1 000	-
Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	2 000	-	2 000	-
Redressement de consolidation - Office ontarien de financement	1 271 100	1 323 200	(52 100)	1 264 933
Redressement de consolidation - Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	2 164 400	2 092 900	71 500	1 897 346
Redressement de consolidation - Autorité ontarienne de réglementation des services financiers	2 969 900	3 313 400	(343 500)	3 054 790
Redressement de consolidation - Société ontarienne de gestion des placements	2 029 600	2 025 900	3 700	2 029 000
Redressement de consolidation - Fonds ontarien pour la construction	146 800	-	146 800	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	8 583 800	8 755 400	(171 600)	8 246 069

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
BIENS IMMOBILISÉS				
1209 Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	1 000	-	1 000	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	-	1 000	-
Total du ministère - Biens immobilisés	1 000	-	1 000	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)				
	18 371 765 687	21 394 550 387	(3 022 784 700)	16 362 976 719

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1201

Le programme d'administration du ministre, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre des Finances, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux politiques et à la législation du gouvernement de l'Ontario. Le programme gère les relations avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et les autres organismes centraux; il veille à ce que le ministre et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministre	32 201 800	34 246 900	(2 045 100)	72 492 854
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	32 201 800	34 246 900	(2 045 100)	72 492 854
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	33 334
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	81 187	81 187	-	82 635
	Total - Charges de fonctionnement	32 282 987	34 328 087	(2 045 100)	72 575 489

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1201-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		18 886 200
	Avantages sociaux		2 036 600
	Transports et communications		771 500
	Services		9 947 000
	Fournitures et matériel		560 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		32 201 800
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	3 375 500	
	Avantages sociaux	344 400	
	Transports et communications	305 400	
	Services	193 200	
	Fournitures et matériel	77 200	4 295 700
<i>Services ministériels</i>			
	Traitements et salaires	9 773 500	
	Avantages sociaux	1 223 100	
	Transports et communications	137 200	
	Services	876 300	
	Fournitures et matériel	145 800	12 155 900
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	5 737 200	
	Avantages sociaux	469 100	
	Transports et communications	73 600	
	Services	110 300	
	Fournitures et matériel	164 100	6 554 300
<i>Services juridiques</i>			
	Transports et communications	255 300	
	Services	8 767 200	
	Fournitures et matériel	173 400	9 195 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		32 201 800

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Crances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre	32 282 987

PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES - CRÉDIT 1202

Le Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes assure la coordination et la surveillance du programme de politiques de réglementation du ministère des Finances ainsi que la surveillance des organismes s’y rattachant.

Le Programme assure l’analyse des politiques dans les domaines des régimes de retraite et de la sécurité du revenu et dirige l’élaboration de la législation et la réglementation connexes. Il suit l’évolution et les nouvelles tendances et établit les répercussions sociales, économiques et budgétaires des politiques relatives aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu, et il aide le gouvernement à préparer des projets de loi et des documents de premier plan de nature économique, budgétaire et stratégique. Le programme gère également la relation du gouvernement avec la Société ontarienne de gestion des placements.

Ce programme veille à l’efficacité de la réglementation dans le secteur provincial des services financiers, notamment les assurances, les institutions de dépôts, les courtiers en hypothèques et les marchés des capitaux. Cela inclut la surveillance de la Commission des valeurs mobilières de l’Ontario et de l’Autorité ontarienne de réglementation des services financiers.

De plus, le ministère procure du soutien administratif au Tribunal des services financiers, un tribunal décisionnel qui, à la demande des personnes touchées, entend des appels et tient des audiences concernant des décisions rendues ou proposées du directeur général de l’Autorité ontarienne de réglementation des services financiers.

Ce programme soutient également une politique commerciale efficace pour le secteur du cannabis et facilite la surveillance et la reddition de comptes par le ministre à l’égard de la Société ontarienne de vente du cannabis.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025
Chiffres réels 2023-2024				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
6	Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite	5 677 600	5 328 700	348 900
8	Politiques en matière de services financiers	7 089 400	5 528 600	1 560 800
12	Tribunal des services financiers	1 000	1 000	-
-	Entreprises publiques	-	1 618 300	(1 618 300)
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		12 768 000	12 476 600	291 400
Total - Charges de fonctionnement		12 768 000	12 476 600	291 400
				12 229 439

PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES - CRÉDIT 1202, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1202-6	Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite	
	Traitements et salaires	4 739 600
	Avantages sociaux	486 600
	Transports et communications	18 800
	Services	410 700
	Fournitures et matériel	21 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement	5 677 600
1202-8	Politiques en matière de services financiers	
	Traitements et salaires	5 515 300
	Avantages sociaux	668 300
	Transports et communications	94 900
	Services	1 544 700
	Fournitures et matériel	87 300
	Total partiel	7 910 500
	Moins : Recouvrements	821 100
	Total " voter - Charges de fonctionnement	7 089 400
1202-12	Tribunal des services financiers	
	Traitements et salaires	256 100
	Avantages sociaux	33 300
	Transports et communications	5 500
	Services	572 700
	Fournitures et matériel	2 800
	Total partiel	870 400
	Moins : Recouvrements	869 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes	12 768 000

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES - CRÉDIT 1203

Le Programme des politiques économiques, budgétaires et financières aide le gouvernement à formuler le plan budgétaire. De plus, il surveille la performance économique de l'Ontario et en rend compte par la publication du Budget de l'Ontario, des rapports trimestriels des finances de l'Ontario, des Comptes économiques de l'Ontario, du document intitulé Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario et des Comptes publics de l'Ontario. Il dirige la préparation du Rapport sur les perspectives économiques à long terme de l'Ontario et soutient l'examen pré-électoral des finances de l'Ontario par le vérificateur général. Ce programme soutient, élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires claires pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il offre son expertise financière et économique et des conseils à l'appui de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de l'effet des politiques et programmes gouvernementaux sur la population ontarienne; il réalise des projections démographiques annuelles qui servent à la planification et l'affectation des ressources et prépare des prévisions démographiques pour l'Ontario et ses 49 divisions de recensement.

Ce programme aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques et les stratégies budgétaires de l'Ontario qui se rattachent aux accords fiscaux fédéraux-provinciaux; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de gestion budgétaire. Le programme facilite la collaboration avec les partenaires au sein des organismes centraux et des ministères responsables, et ce, pour la prestation de conseils sur les politiques fiscales et budgétaires et pour le soutien à l'élaboration et la priorisation des politiques. Le programme est responsable des politiques sur la statistique, dirige les efforts pour offrir de l'information et des données de haute qualité et modernise les services statistiques de l'Ontario.

Le programme reflète par ailleurs le transfert discrétionnaire du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario des revenus du secteur de l'électricité réserves à la Société.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques économiques	13 988 900	12 586 900	1 402 000	12 175 829
8	Bureau du budget	5 781 000	5 438 300	342 700	5 234 093
12	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		19 770 900	18 026 200	1 744 700	17 409 922
L	Garanties et indemnités, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
L	Hydro One Inc., provision pour l'impôt provincial sur les sociétés, Loi de 1998 sur l'électricité	1 000	1 000	-	36 000 000
Total - Crédits législatifs		2 000	2 000	-	36 000 000
Total - Charges de fonctionnement		19 772 900	18 028 200	1 744 700	53 409 922

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES - CRÉDIT 1203, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1203-1	Politiques économiques	
	Traitements et salaires	11 263 900
	Avantages sociaux	1 260 400
	Transports et communications	86 400
	Services	1 114 200
	Fournitures et matériel	264 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	13 988 900
1203-8	Bureau du budget	
	Traitements et salaires	5 092 900
	Avantages sociaux	455 100
	Transports et communications	71 800
	Services	119 000
	Fournitures et matériel	42 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement	5 781 000
1203-12	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	
	Autres opérations	
	Revenu réservé du secteur de l'électricité	1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Garanties et indemnités, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Hydro One Inc., provision pour l'impôt provincial sur les sociétés, <i>Loi de 1998 sur l'électricité</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	19 772 900

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES - CRÉDIT 1209

Le Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances élabore le cadre législatif et stratégique régissant les systèmes de taxation, d'avantages fiscaux et de prestations de l'Ontario, administre les lois fiscales de l'Ontario, les programmes liés aux revenus fiscaux et non fiscaux et divers programmes d'avantages fiscaux, préserve l'intégrité du régime fiscal de l'Ontario et gère les liens budgétaires qui entretiennent la province avec les municipalités.

Le programme a pour objectif de maintenir un régime fiscal concurrentiel et transparent pour les entreprises afin de soutenir la croissance économique, tout en veillant à ce que les mesures de soutien fiscal soient équitables et efficaces pour les personnes ciblées et les familles en Ontario. À cette fin, le programme fournit des conseils et des analyses stratégiques ainsi que des services de conception de lois dans divers domaines fiscaux, comme les particuliers, les entreprises, le secteur minier, le secteur de l'électricité, les produits de consommation et les ventes, l'administration des successions et les charges sociales.

Dans le cadre de ce travail, le programme offre un service à la clientèle de première ligne dans toute la province, avec notamment de l'éducation, de la sensibilisation et des conseils concernant les programmes, ainsi que de l'aide tout au long du processus d'inscription et de gestion des comptes. De plus, le programme mène des activités axées sur l'observation des règles fiscales (vérification en ligne, audit, inspection, enquête et recouvrement, etc.). Il exécute aussi des programmes d'avantages fiscaux essentiels à l'attention des particuliers et des familles à faible revenu, y compris des services automatisés de vérification du revenu et des améliorations à l'expérience client en ligne pour d'autres programmes d'avantages fiscaux. Le programme réalise des recherches et des analyses de l'observation fiscale, examine les programmes d'administration fiscale pour veiller à leur efficacité, aux gains en efficacité et aux possibilités d'améliorer l'intégrité des revenus. Il coordonne les activités de réduction du fardeau administratif au nom du ministère et gère les relations de la province avec l'Agence du revenu du Canada.

Le programme fournit des conseils en matière de élaboration des politiques et de textes législatifs régissant le régime de taxation foncière de l'Ontario, y compris les impôts fonciers municipaux, les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires et l'impôt foncier provincial. Il établit le cadre stratégique et législatif pour le système d'évaluation foncière de l'Ontario et gère les relations de la province avec la Société d'évaluation foncière des municipalités. De plus, le programme assure la surveillance stratégique des politiques soutenant les accords fiscaux entre la province et les municipalités et prodigue des conseils dans ce domaine, et il conçoit et exécute les programmes de financement des municipalités, y compris le Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario, qui constitue la principale subvention générale de soutien aux municipalités.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations	596 566 100	3 551 968 800	(2 955 402 700)	506 403 701
5	Tribunal des services financiers	10 229 400	9 695 200	534 200	7 921 631
6	Politiques fiscales	36 566 400	32 689 400	3 877 000	28 128 793
7	Relations provinciales-municipales en matière de finances	583 577 100	542 868 100	40 709 000	569 797 171
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 226 939 000	4 137 221 500	(2 910 282 500)	1 112 251 296
L	Paiements versés des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 500 000	5 500 000	-	4 898 465
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	45 215 900	45 215 900	-	45 206 649
Total - Crédits législatifs		50 715 900	50 715 900	-	50 105 114
Total - Charges de fonctionnement		1 277 654 900	4 187 937 400	(2 910 282 500)	1 162 356 410

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Actifs	1 500 000	1 500 000	-	825 920
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 500 000	1 500 000	-	825 920
L	Avances, Loi sur l'éducation	20 000 000	18 500 000	1 500 000	18 214 618
L	Avances, Loi sur les régions des services publics du Nord	7 500 000	7 000 000	500 000	6 663 264
L	Avances, Loi sur les régions des routes locales	7 200 000	7 200 000	-	6 618 689
	Total - Crédits législatifs	34 700 000	32 700 000	2 000 000	31 496 571
	Total - Actifs de fonctionnement	36 200 000	34 200 000	2 000 000	32 322 491
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Taxes, avantages fiscaux et prestations	1 000	-	1 000	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	-	1 000	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	-	2 000	-
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Taxes, avantages fiscaux et prestations	1 000	-	1 000	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	-	1 000	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	-	1 000	-

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES -
CRÉDIT 1209, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1209-1	Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations			
	Traitements et salaires			88 199 600
	Avantages sociaux			12 743 600
	Transports et communications			3 602 700
	Services			192 194 300
	Fournitures et matériel			2 340 300
	Paiements de transfert			
	Programme d'aide aux boutiques de vin	2 802 200		
	Partenariats avec les Premières Nations	2 000 000		
	Régime de revenu annuel garanti	243 813 400		
	Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale	170 000		
	Remise aux contribuables de l'Ontario	52 531 000	301 316 600	
	Total partiel		600 397 100	
	Moins : Recouvrements		3 831 000	
	Total à voter - Charges de fonctionnement		596 566 100	
Sous-postes :				
Stratégies, gestion des services et politiques relatives aux programmes				
	Traitements et salaires	18 021 200		
	Avantages sociaux	2 556 200		
	Transports et communications	260 000		
	Services	170 913 900		
	Fournitures et matériel	137 000		
	Paiements de transfert			
	Partenariats avec les Premières Nations	2 000 000		
	Remise aux contribuables de l'Ontario	52 531 000	54 531 000	246 419 300

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES -
CRÉDIT 1209, suiteCLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Observation fiscale et avantages fiscaux				
	Traitements et salaires		70 178 400	
	Avantages sociaux		10 187 400	
	Transports et communications		3 342 700	
	Services		21 280 400	
	Fournitures et matériel		2 203 300	
	Paielements de transfert			
	Programme d'aide aux boutiques de vin	2 802 200		
	Régime de revenu annuel garanti	243 813 400		
	Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale	170 000	246 785 600	
	Total partiel		353 977 800	
	Moins : Recouvrements		3 831 000	350 146 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement			596 566 100
1209-5	Tribunal des services financiers			
	Traitements et salaires			8 103 100
	Avantages sociaux			1 398 800
	Transports et communications			134 900
	Services			499 500
	Fournitures et matériel			93 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement			10 229 400
1209-6	Politiques fiscales			
	Traitements et salaires			11 691 300
	Avantages sociaux			1 392 900
	Transports et communications			181 200
	Services			23 186 000
	Fournitures et matériel			115 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement			36 566 400

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES -
CRÉDIT 1209, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1209-7	Relations provinciales-municipales en matière de finances		
	Paielements de transfert		
	Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	562 500 000	
	Paielements spéciaux aux municipalités	16 693 100	
	Aide temporaire et autres types d'aide locale	4 384 000	583 577 100
	Total " voter - Charges de fonctionnement		583 577 100
Crédits législatifs			
	Services		
L	Paielements versés des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>		5 500 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		45 215 900
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances		1 277 654 900
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1209-2	Actifs		
	Avances et montants récupérables		
	Régime de revenu annuel garanti		1 500 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 500 000
Crédits législatifs			
	Avances et montants récupérables		
L	Avances, <i>Loi sur l'éducation</i>		20 000 000
L	Avances, <i>Loi sur les régies des services publics du Nord</i>		7 500 000
L	Avances, <i>Loi sur les régies des routes locales</i>		7 200 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances		36 200 000

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES -
CRÉDIT 1209, suiteCLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1209-3	Taxes, avantages fiscaux et prestations	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
1209-4	Taxes, avantages fiscaux et prestations	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	1 000

PROGRAMME DU FONDS ONTARIEN POUR LA CONSTRUCTION - CRÉDIT 1215

Le Fonds ontarien pour la construction est un organisme sans lien de dépendance responsable de mobiliser les investissements des régimes de retraite du secteur public et d'autres investisseurs institutionnels canadiens de confiance afin d'aider à financer des projets d'infrastructure à grande échelle dans toute la province.

Dans un premier temps, les projets financés par l'entremise de cet organisme se concentreront sur les foyers de soins de longue durée, les infrastructures énergétiques, les logements abordables, les infrastructures municipales et communautaires et les transports.

Ce programme assurera une surveillance efficace du Fonds ontarien pour la construction.

SOMMAIRE - CRÉDIT					
(\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre	réels
				2025-2026	2023-2024
				et	
				2024-2025	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
-	Fonds ontarien pour la construction	-	5 000 000	(5 000 000)	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	-	5 000 000	(5 000 000)	-
L	Fonds ontarien pour la construction, <i>Loi de 2024 sur le Fonds ontarien pour la construction</i>	15 101 000	1 000	15 100 000	-
	Total - Crédits législatifs	15 101 000	1 000	15 100 000	-
	Total - Charges de fonctionnement	15 101 000	5 001 000	10 100 000	-

PROGRAMME DU FONDS ONTARIEN POUR LA CONSTRUCTION - CRÉDIT 1215, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
	Paiements de transfert	
L	Fonds ontarien pour la construction, <i>Loi de 2024 sur le Fonds ontarien pour la construction</i>	15 101 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Fonds ontarien pour la construction	15 101 000

PROGRAMME DE POLITIQUES EN MATIÈRE D'ALCOOL ET DE MODERNISATION RELATIVE AU MARCHÉ - CRÉDIT 1216

Le programme de politiques en matière d'alcool et de modernisation relative au marché est chargé de diriger et de coordonner l'élaboration des politiques gouvernementales en matière d'alcools (y compris la génération de revenus, le soutien aux producteurs, le commerce, l'accès au commerce de détail), l'expansion du marché et la gestion de la relation de responsabilité et de surveillance entre le gouvernement et la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO). En outre, le programme gère le Programme de consignation de l'Ontario en ce qui concerne les contenants de boissons alcoolisées.

Ce programme permet au ministère de travailler de manière intégrée, dans de multiples domaines et avec de nombreux partenaires, sur tous les aspects clés des politiques en matière d'alcools, de la transformation du marché et de la consultation des intervenants.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques en matière d'alcool et mise en œuvre relative au marché	103 767 400	4 391 200	99 376 200	2 864 717
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		103 767 400	4 391 200	99 376 200	2 864 717
Total - Charges de fonctionnement		103 767 400	4 391 200	99 376 200	2 864 717

PROGRAMME DE POLITIQUES EN MATIÈRE D'ALCOOL ET DE MODERNISATION RELATIVE AU MARCHÉ - CRÉDIT 1216, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1216-1	Politiques en matière d'alcool et mise en œuvre relative au marché	
	Traitements et salaires	4 163 000
	Avantages sociaux	500 000
	Transports et communications	50 000
	Services	4 511 200
	Fournitures et matériel	50 000
	Autres opérations	94 493 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement	103 767 400
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de politiques en matière d'alcool et de modernisation relative au marché	103 767 400

PROGRAMME DU TRÉSOR

Le Programme du Trésor assure l'élaboration, la formulation, l'orientation, l'application et l'exécution des politiques de gestion de la dette de la province, de ses investissements, de ses cotes de crédit, de ses relations avec les investisseurs et des activités de gestion financière connexes. Pour ce faire, il émet et gère des titres de créance, y compris les Obligations vertes, pour exécuter le programme d'emprunt annuel de la province; il assure la liaison avec les agences de cotation concernant l'évaluation et l'établissement de la cote de crédit de la province; il fournit au gouvernement provincial des services financiers centralisés, notamment la gestion des liquidités et des opérations bancaires; il présente aux investisseurs et au public des rapports sur la situation budgétaire de la province; il assure l'analyse financière et le soutien relatifs au secteur de l'électricité, y compris pour la dette et d'autres passifs, et en surveille les retombées budgétaires; il gère conjointement avec l'Ontario Power Generation les activités d'investissement relevant de l'Ontario Nuclear Funds Agreement; il conseille le gouvernement et le secteur parapublic sur leurs politiques et initiatives financières, ainsi que sur tout passif provincial, réel ou éventuel; il gère les garanties accordées et les prêts consentis par la province et fournit de l'aide dans le domaine des investissements aux sociétés de la Couronne et aux organismes gouvernementaux; il conseille les organismes de la Couronne et d'autres organismes publics relativement aux politiques et aux projets financiers et il réalise des investissements au nom de certains organismes publics; il gère des services de garde et d'agent financier pour le gouvernement provincial et certains organismes.

L'Office ontarien de financement fournit un vaste éventail de services financiers à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario et à Infrastructure Ontario tout en continuant de soutenir le gouvernement dans ses grandes priorités stratégiques.

Sommaire
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	Intérêts sur la dette, Loi sur l'administration financière	16 054 231 700	15 806 777 900	247 453 800	13 833 214 872
Total - Charges de fonctionnement		16 054 231 700	15 806 777 900	247 453 800	13 833 214 872

PROGRAMME DU TRÉSOR, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
L	Intérêts sur la dette, <i>Loi sur l'administration financière</i>	
	Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario	
	ê des fins générales	16 022 389 700
	Office d'investissement du régime de pensions du Canada	260 816 000
	Moins : Intérêt capitalisé dans les crédits ministériels	268 164 000
	Moins : Autres paiements " titre d'intérêts, de dépôts, d'escomptes et de commissions	(191 055 000)
	Moins : Intérêts sur les investissements	549 870 000
		15 656 226 700
	Intérêt sur la dette payable " la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	398 005 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Trésor	16 054 231 700

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	18 959 750 887	13 559 998 413
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(1 906 900)	(1 884 429)
Modification comptable		
Modification comptable	1 111 096 400	1 578 536 865
Total - Charges de fonctionnement redressées	20 068 940 387	15 136 650 849

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

La communauté francophone de l'Ontario croît et est en évolution. Elle est aujourd'hui plus dynamique et diverse que jamais. La francophonie est un précieux atout de l'Ontario. La province prévoit de la préserver et de la mettre en lumière en établissant des conditions favorables qui stimuleront le bien-être et le développement social, culturel et économique de la population franco-ontarienne.

Le ministre des Affaires francophones agit " titre d'administrateur de la *Loi sur les services en français* (LSF) et de principal conseiller du gouvernement sur les affaires francophones et les services en français afin d'assurer aux francophones de l'Ontario l'accès aux services gouvernementaux en français et de promouvoir ainsi leur participation " la vie sociale, économique et politique de la province dans le respect de leur patrimoine linguistique et culturel.

Le ministre :

• Dirige la mise en œuvre du cadre législatif et réglementaire régissant les services en français, y compris la LSF et ses règlements, qui ont été récemment modernisés;

• Travaille avec les ministres pour veiller " ce que des services en français soient offerts au public conformément aux exigences de la LSF;

• Conseille les ministres et les organismes gouvernementaux dans leurs efforts visant " fournir des services en français accessibles et de grande qualité " faire en sorte que les politiques et les programmes correspondent aux besoins des francophones et aux responsabilités du gouvernement en vertu de la LSF;

• Formule des recommandations quant " la désignation de régions et d'organismes et coordonne la mise en œuvre des services en français dans les régions nouvellement désignées;

• Fait la promotion des affaires francophones au sein du gouvernement et s'associe " des ministres clés dans le cadre d'initiatives liées aux politiques et programmes visant " renforcer la communauté francophone, notamment par le développement économique francophone;

• Consulte la communauté francophone et soutient la contribution de la population francophone " la prospérité de l'Ontario;

• Travaille avec d'autres administrations pour promouvoir la francophonie de l'Ontario et met de l'avant l'image de la province aux niveaux national et international.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1301	Programme des affaires francophones	11 301 100	13 255 700	(1 954 600)	8 009 297
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	11 301 100	13 255 700	(1 954 600)	8 009 297
	Crédits législatifs	16 173	16 173	-	16 667
	Total du ministre - Charges de fonctionnement	11 317 273	13 271 873	(1 954 600)	8 025 964
	Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(61 023)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	11 317 273	13 271 873	(1 954 600)	7 964 941

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DÉMMOBILISATIONS					
1301	Programme des affaires francophones	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES DÉMMOBILISATIONS		1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations		1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)					
		11 318 273	13 272 873	(1 954 600)	7 964 941

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES - CRÉDIT 1301

Le ministre conseille le gouvernement de l'Ontario sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation des services en fran-ais. Le principal programme du ministre comprend les activités suivantes :

À la collaboration avec les ministres, les organismes et le Commissaire aux services en fran-ais pour assurer une prestation efficace des services en fran-ais dans toute la province;

À la collaboration et la mise en œuvre d'outils comme la Lentille francophone pour faire en sorte que les services soient planifiés dès les premières étapes de la collaboration des politiques et des programmes;

À la formulation de recommandations concernant la désignation de régions et d'organismes en vertu de la LSF et la coordination de la mise en œuvre des services dans les régions nouvellement désignées;

À la communication de statistiques sur la population francophone de la province;

À la coordination du transfert des fonds fédéraux à d'autres ministres et organismes pour les projets et les initiatives financés en vertu de l'entente Canada-Ontario relative aux services dans la langue de la minorité;

À l'administration du Programme d'appui à la francophonie ontarienne et de l'Accord de coopération et d'échanges entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario en matière de francophonie;

À la collaboration avec des ministres partenaires, des entreprises francophones établies en Ontario, des entrepreneurs et des entreprises à vocation sociale, de même qu'avec des autorités législatives au Canada et à l'étranger, pour stimuler le développement économique francophone et coordonner la participation de l'Ontario à des organismes nationaux et internationaux, notamment le Conseil des ministres sur la francophonie canadienne et l'Organisation internationale de la Francophonie.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Coordination des affaires francophones	11 301 100	13 255 700	(1 954 600)	8 009 297
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	11 301 100	13 255 700	(1 954 600)	8 009 297
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
	Total - Crédits législatifs	16 173	16 173	-	16 667
	Total - Charges de fonctionnement	11 317 273	13 271 873	(1 954 600)	8 025 964
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Programme des affaires francophones	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES - CRÉDIT 1301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1301-1	Coordination des affaires francophones		
	Traitements et salaires		3 232 600
	Avantages sociaux		336 200
	Transports et communications		135 500
	Services		3 411 800
	Fournitures et matériel		85 000
	Paiements de transfert		
	Entente de coopération et d'échange conclue entre le Québec et l'Ontario	300 000	
	Soutien au développement économique à long terme pour les francophones	800 000	
	Programme d'appui à la francophonie ontarienne	3 000 000	4 100 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		11 301 100
Crédits législatifs			
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des affaires francophones		11 317 273
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1301-2	Programme des affaires francophones		
	Autres opérations		
	Autre bien matériel		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des affaires francophones		1 000

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Le ministère de la Santé donne à la population ontarienne accès aux soins de santé dont elle a besoin, au moment et à l'endroit voulus, dans la collectivité, plus près de chez elle.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1401 Programme d'administration du ministère	98 573 700	99 495 400	(921 700)	84 695 191
1402 Programme des politiques de santé et de la recherche	1 557 266 800	1 279 028 300	278 238 500	1 219 980 815
1403 Services numériques, données et analytique	140 792 400	144 049 700	(3 257 300)	50 851 528
1405 Programme d'assurance-santé de l'Ontario	28 513 471 200	29 091 138 700	(577 667 500)	25 856 609 076
1406 Programme de la santé de la population et de la santé publique	1 694 654 600	1 533 815 200	160 839 400	1 780 023 052
1412 Programmes provinciaux et intendance	2 925 650 200	4 329 506 000	(1 403 855 800)	2 918 619 907
1416 Services et programmes de santé	40 437 136 700	37 654 655 200	2 782 481 500	37 934 616 447
Moins : Mandats spéciaux	-	4 200 000 000	(4 200 000 000)	-
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	75 367 545 600	69 931 688 500	5 435 857 100	69 845 396 016
Mandats spéciaux	-	4 200 000 000	(4 200 000 000)	-
Crédits législatifs	105 565	105 565	-	1 257 230 531
Total du ministère - Charges de fonctionnement	75 367 651 165	74 131 794 065	1 235 857 100	71 102 626 547

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - hôpitaux	4 606 511 700	4 429 298 000	177 213 700	4 543 845 675
Redressement de consolidation - ORNGE	(50 138 900)	(27 438 100)	(22 700 800)	(65 301 088)
Redressement de consolidation - financement des collèges	(2 369 600)	(755 500)	(1 614 100)	(15 375 387)
Redressement de consolidation - Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé	(13 847 600)	(13 086 700)	(760 900)	(30 268 368)
Redressement de consolidation - Santé Ontario	5 255 039 000	4 741 846 500	513 192 500	4 850 450 418
Redressement de consolidation - conseils scolaires	-	-	-	(27 818 200)
Redressement de consolidation - Santé domicile Ontario	(5 074 500)	14 342 800	(19 417 300)	(69 589 126)
Redressement de consolidation - autres	-	-	-	(17 016 630)
Redressement de consolidation - sociétés d'aide à l'enfance	(22 998 000)	(21 903 000)	(1 095 000)	(23 766 527)
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	1 178 649
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(13 081 700)	(6 627 000)	(6 454 700)	(7 904 535)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(5 300 000)	-	(5 300 000)	(4 003 609)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	85 116 391 565	83 247 471 065	1 868 920 500	80 237 057 819
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
1401 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1405 Programme d'assurance-santé de l'Ontario	13 000 000	13 000 000	-	14 981 489
1406 Programme de la santé de la population et de la santé publique	750 000	750 000	-	4 447 065
1412 Programmes provinciaux et intendance	4 614 700	5 729 400	(1 114 700)	4 068 400
1416 Services et programmes de santé	38 107 600	38 107 600	-	38 106 600
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	56 473 300	57 588 000	(1 114 700)	61 603 554
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	56 473 300	57 588 000	(1 114 700)	61 603 554

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
1412 Programmes provinciaux et intendance	14 137 000	-	14 137 000	-
1416 Services et programmes de santé	1 000	1 000	-	-
1407 Programme d'immobilisations dans le domaine de la santé	5 004 354 400	2 281 037 400	2 723 317 000	1 866 956 492
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	5 018 492 400	2 281 038 400	2 737 454 000	1 866 956 492
Total du ministère - Charges d'immobilisations	5 018 492 400	2 281 038 400	2 737 454 000	1 866 956 492
Redressement de consolidation - hôpitaux	(2 557 572 000)	91 104 000	(2 648 676 000)	360 374 947
Redressement de consolidation - ORN	3 008 600	17 642 200	(14 633 600)	12 889 284
Redressement de consolidation - Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé	11 997 500	12 571 200	(573 700)	12 999 417
Redressement de consolidation - Santé Ontario	4 484 300	8 287 800	(3 803 500)	12 550 000
Redressement de consolidation - Santé domicile Ontario	781 200	1 227 000	(445 800)	1 337 680
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(1 000 000)	(1 000 000)	-	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	2 480 192 000	2 410 870 600	69 321 400	2 267 107 820
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	87 596 583 565	85 658 341 665	1 938 241 900	82 504 165 639

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1401

Le Programme d'administration du ministère fournit des services administratifs et de soutien permettant au ministère de s'acquitter de son mandat et de soutenir les priorités gouvernementales. Cela inclut une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels : planification des activités et du budget, gestion financière, approvisionnement, ressources humaines stratégiques, services juridiques, communications, gestion des documents, accès à l'information et processus de nominations, etc.

De plus, le programme apporte du soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	98 573 700	99 495 400	(921 700)	84 695 191
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	98 573 700	99 495 400	(921 700)	84 695 191
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	22 378	-	22 378
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	33 334
	Total - Crédits législatifs	102 565	102 565	-	105 013
	Total - Charges de fonctionnement	98 676 265	99 597 965	(921 700)	84 800 204
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL Ê VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1401-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires	45 289 500	
	Avantages sociaux	11 706 400	
	Transports et communications	3 704 300	
	Services	37 456 100	
	Fournitures et matériel	494 100	
	Total partiel	98 650 400	
	Moins : Recouvrements	76 700	
	Total à voter - Charges de fonctionnement	98 573 700	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	5 352 100	
	Avantages sociaux	634 100	
	Transports et communications	231 100	
	Services	485 800	
	Fournitures et matériel	10 500	6 713 600
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	29 537 900	
	Avantages sociaux	9 645 400	
	Transports et communications	2 884 400	
	Services	29 505 200	
	Fournitures et matériel	338 900	
	Total partiel	71 911 800	
	Moins : Recouvrements	76 700	71 835 100
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	3 070 400	
	Avantages sociaux	408 300	
	Transports et communications	57 300	
	Services	411 000	
	Fournitures et matériel	10 700	3 957 700

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	7 329 100	
	Avantages sociaux	1 018 600	
	Transports et communications	476 000	
	Services	4 314 600	
	Fournitures et matériel	89 200	13 227 500
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	55 500	
	Services	2 739 500	
	Fournitures et matériel	44 800	2 839 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement		98 573 700
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 378
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		98 676 265
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1401-6	Administration du ministre		
	Dépôts et charges payés d'avance		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		1 000

PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE - CRÉDIT 1402

Le Programme des politiques de santé et de la recherche intègre la recherche sur le système de santé, l'innovation, la stratégie et les politiques relatives aux programmes de l'appui des priorités stratégiques et de planification dans l'ensemble du ministère, y compris la surveillance réglementaire et la planification de la main-d'œuvre dans le domaine de la santé en Ontario. La planification à l'échelle du système permet au ministère de soutenir l'élaboration des lois et des politiques, de surveiller l'alignement sur les orientations stratégiques et de sélectionner et gérer les portefeuilles, la stratégie et d'autres initiatives au sein du ministère et d'autres partenaires ministériels.

Les services essentiels fondés sur la population soutiennent l'équité en matière de santé, renforcent l'accès des soins adaptés à la culture, améliorent les résultats pour les populations sous-desservies en Ontario et réduisent les coûts du système de santé. Ce travail englobe le renouvellement relatif à la santé des Autochtones, les soutiens à la planification et à la capacité en matière de santé et le dialogue entre le ministère et les partenaires autochtones. Il inclut également l'amélioration des résultats relatifs à la santé des Premières Nations, des Inuits, des Métis et des Autochtones vivant en milieu urbain en Ontario, ainsi qu'à la santé des Noirs, la santé des femmes, les services en français, les services de santé et les services de traduction et d'autres services essentiels fondés sur la population.

Les recherches appliquées sur le système de santé et la capacité liée aux données probantes soutiennent l'élaboration de politiques et de programmes, en particulier l'investissement ciblé, l'administration des programmes de financement, le soutien à la recherche appliquée fondée sur des données probantes, l'application intégrée des connaissances, la surveillance et la synthèse de la recherche sur la santé de la population et les services de santé.

La planification et la surveillance réglementaire relatives aux ressources humaines dans le domaine de la santé en Ontario incluent le cadre de réglementation provincial régissant cette main-d'œuvre dans la province (professions réglementées de la santé et autres fournisseurs du système). Ce travail englobe également les politiques stratégiques et la planification relatives à la disponibilité, à la mixité, à la répartition, au recrutement, au maintien en poste, à la détermination du champ d'exercice, à l'éducation et la formation ainsi qu'à l'accès à l'exercice de la profession et à la surveillance des fournisseurs de soins de santé.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques de santé et recherche	1 557 266 800	1 279 028 300	278 238 500	1 219 980 815
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 557 266 800	1 279 028 300	278 238 500	1 219 980 815
	Total - Charges de fonctionnement	1 557 266 800	1 279 028 300	278 238 500	1 219 980 815

PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE - CRÉDIT 1402, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1402-1	Politiques de santé et recherche		
	Traitements et salaires		19 130 400
	Avantages sociaux		2 735 500
	Transports et communications		525 400
	Services		9 612 300
	Fournitures et matériel		127 800
	Paielements de transfert		
	Formation clinique	1 327 015 500	
	Services essentiels fondés sur la population et recherches appliquées sur le système de santé	198 119 900	1 525 135 400
Total à voter - Charges de fonctionnement			1 557 266 800
Total (Charges de fonctionnement) - Programme des politiques de santé et de la recherche			1 557 266 800

SERVICES NUMÉRIQUES, DONNÉES ET ANALYTIQUE - CRÉDIT 1403

Le programme des services numériques, des données et de l'analytique s'appuie sur la technologie numérique de l'Ontario en matière de santé pour donner aux patients et aux fournisseurs accès à un système de santé plus moderne, mieux intégré et renforcé par des solutions numériques.

Le programme des solutions numériques pour la santé permet une prestation intégrée et novatrice des soins de santé par des soutiens de nature normative pour améliorer l'interopérabilité des systèmes de santé et réduire la fragmentation et les doublons. La stratégie relative aux données et au numérique pour le secteur de la santé permettra d'offrir aux patients une expérience de santé du 21^e siècle en élargissant les choix et en rendant l'accès aux soins plus simple, plus facile et plus pratique. Cette stratégie établit également les fondements numériques de l'Ontario en matière de santé et met à profit la technologie connexe pour offrir plus d'outils aux fournisseurs afin de prodiguer les meilleurs soins possibles. La stratégie relative aux données et au numérique est au cœur des efforts du ministère de la Santé pour atteindre ses priorités, notamment respecter les engagements du ministère et mettre en œuvre un système de santé plus intégré. Par la centralisation administrative, le ministère fait en sorte que les ressources soient dépensées de manière responsable et donnent des résultats tangibles.

Le programme de Stratégies et politiques de gestion de l'information élabore une vision et une stratégie en vue d'un écosystème des données sur la santé plus fluide. Cet axe de travail soutient la planification stratégique des systèmes, l'élaboration des politiques, la planification de la gouvernance des données au niveau du macro-système ainsi que la législation et la réglementation relatives aux données sur la santé de l'Ontario, en veillant notamment à la protection de la vie privée pour que le système d'apprentissage en matière de santé soit centré sur la personne. Le programme assure une plus grande uniformité dans la gestion des données afin d'améliorer la prestation des soins dans toute la province, en fournissant un appui soutenu aux initiatives de transformation du système de santé du ministère. Le programme veille également à ce que des mesures efficaces d'accès et de protection de la vie privée soient en place pour les initiatives numériques et liées aux données. Son travail comprend la conception, l'élaboration et l'exécution de programmes d'analytique des mégadonnées afin d'atteindre les objectifs du programme d'intégration des données et d'analytique prédictive de la stratégie relative aux données et au numérique.

Le programme des services numériques, des données et de l'analytique supervise pour le ministère la gestion, l'intégration et la diffusion d'analytique et de données sur la santé qui font autorité. Il procure des outils, des produits et de l'expertise méthodologique à l'appui de la planification et de la prise de décision fondées sur des données probantes pour le ministère de la Santé et les partenaires du système. La Division soutient également la prise de décision par le ministère en fournissant des services novateurs et avant-gardistes en analytique et en analytique prédictive, en se fondant sur des recherches de pointe en épidémiologie, en statistiques, en sciences des données et en apprentissage automatique.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services numériques, données et analytique	140 792 400	144 049 700	(3 257 300)	50 851 528
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	140 792 400	144 049 700	(3 257 300)	50 851 528
	Total - Charges de fonctionnement	140 792 400	144 049 700	(3 257 300)	50 851 528

SERVICES NUMÉRIQUES, DONNÉES ET ANALYTIQUE - CRÉDIT 1403, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1403-1	Services numériques, données et analytique		
	Traitements et salaires		19 141 000
	Avantages sociaux		2 555 300
	Transports et communications		246 600
	Services		9 130 900
	Fournitures et matériel		261 200
	Paiements de transfert		
	Stratégie des solutions numériques pour la santé et programmes connexes	99 375 100	
	Gestion de l'information sur le système de santé	10 082 300	109 457 400
Total à voter - Charges de fonctionnement			140 792 400
Total (Charges de fonctionnement) - Services numériques, données et analytique			140 792 400

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO - CRÉDIT 1405

Le programme d'assurance-santé de l'Ontario vise des volets essentiels du système de santé ontarien : les politiques relatives à l'admissibilité des clients et aux cartes de santé, la rémunération des médecins pour les services pris en charge en vertu de la *Loi sur l'assurance maladie*, la rémunération des autres praticiens, le remboursement des services hors province ou hors pays, les équipes de santé familiale, les organismes voués à la prestation de soins primaires pour les Autochtones, les cliniques dirigées par du personnel infirmier praticien, les services de sages-femmes, les programmes dans les régions insuffisamment desservies, les subventions aux résidents du Nord pour frais de transport à des fins médicales, la prévention des maladies, la qualité des services de santé, les programmes de médicaments, les laboratoires communautaires, les services de tests de diagnostic et de tests en laboratoire (y compris les services de tests génétiques, les services de tests en laboratoire hors du pays ou de la province et les tests de dépistage de virus respiratoires), le Programme de gestion de la qualité (services de laboratoire et échocardiographie), les services de radiographie, l'intervention en faveur des patients des établissements psychiatriques et les conseils sur leurs droits, les appareils et accessoires fonctionnels, la protection contre la fraude et la gestion des risques connexes, tant pour les fournisseurs que pour les abonnés, ainsi que les modèles intégrés de prestation de services par l'entremise des équipes Santé Ontario.

La Division des programmes publics de médicaments de l'Ontario donne aux Ontariens admissibles accès à des médicaments sur ordonnance et à des services pharmaceutiques grâce à cinq programmes publics, dont un régime de médicaments gratuits à l'échelon communautaire dans le cadre du Programme de médicaments de l'Ontario. Les programmes de médicaments ont pour engagement de maintenir un régime public de médicaments durable et efficient qui soutiendra la reprise des investissements et la relance économique afin de donner à la population ontarienne accès à de nouveaux traitements médicamenteux de pointe.

Les services de santé financés par les deniers publics sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres, depuis les cabinets de généralistes jusqu'aux centres hospitaliers universitaires et aux hôpitaux. Les services financés par le gouvernement sont offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies aide les collectivités des régions rurales, éloignées et du Nord à recruter et retenir des professionnels de santé et à garantir l'accès aux services de santé dans ces collectivités. Le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales aide à payer les coûts de transport engagés à des fins médicales par des résidents du Nord de l'Ontario pour accéder aux services d'un spécialiste médical ou d'un établissement de soins de santé auxquels ils n'ont pas accès dans leur collectivité.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Assurance-santé de l'Ontario	21 928 483 900	22 404 806 300	(476 322 400)	19 338 872 937
2	Programmes de médicaments	5 966 149 500	6 092 400 500	(126 251 000)	5 922 294 806
4	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	618 837 800	593 931 900	24 905 900	595 441 333
	Total, y compris mandats spéciaux	28 513 471 200	29 091 138 700	(577 667 500)	25 856 609 076
	Moins : Mandats spéciaux	-	4 200 000 000	(4 200 000 000)	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	28 513 471 200	24 891 138 700	3 622 332 500	25 856 609 076
	Mandats spéciaux	-	4 200 000 000	(4 200 000 000)	-
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	22 000
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	2 000	2 000	-	22 000
	Total - Charges de fonctionnement	28 513 473 200	29 091 140 700	(577 667 500)	25 856 631 076

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Programme d'assurance-santé de l'Ontario	13 000 000	13 000 000	-	14 981 489
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		13 000 000	13 000 000	-	14 981 489
Total - Actifs de fonctionnement		13 000 000	13 000 000	-	14 981 489

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO - CRÉDIT 1405, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1405-1	Assurance-santé de l'Ontario		
	Traitements et salaires		49 457 800
	Avantages sociaux		7 982 200
	Transports et communications		3 152 200
	Services		24 521 400
	Fournitures et matériel		502 700
	Paielements de transfert		
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour le traitement de l'infertilité	60 000 000	
	Paielements effectués au titre des services et soins fournis par des médecins et autres praticiens	21 188 155 300	
	Centres de services de santé communautaires intégrés	173 503 100	
	Programme des services aux régions insuffisamment desservies	31 201 800	
	Programme de subventions aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport des fins médicales	63 281 600	
	Programme de gestion de la qualité	5 185 900	
	Services de sages-femmes	208 969 300	
	Stratégie de prévention des maladies	3 994 000	
	Initiatives pour la qualité des services de santé	108 576 600	21 842 867 600
	Total -- voter - Charges de fonctionnement		21 928 483 900
1405-2	Programmes de médicaments		
	Traitements et salaires		12 271 000
	Avantages sociaux		1 613 300
	Transports et communications		806 800
	Services		15 147 500
	Fournitures et matériel		105 100
	Paielements de transfert		
	Programme de médicaments de l'Ontario		5 936 205 800
	Total -- voter - Charges de fonctionnement		5 966 149 500

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO - CRÉDIT 1405, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1405-4	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels		
	Traitements et salaires		3 386 400
	Avantages sociaux		461 200
	Transports et communications		579 000
	Services		945 800
	Fournitures et matériel		29 000
	Paielements de transfert		
	Programme de fournitures et d'appareils et accessoires fonctionnels		613 436 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		618 837 800
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'assurance-santé de l'Ontario		28 513 473 200
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1405-5	Programme d'assurance-santé de l'Ontario		
	Avances et montants récupérables		
	Paielements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres praticiens	10 000 000	
	Services de sages-femmes	3 000 000	13 000 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		13 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'assurance-santé de l'Ontario		13 000 000

PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 1406

Le médecin hygiéniste en chef (MHC) a un rôle unique en matière de protection de la santé de la population ontarienne. Il joue un rôle essentiel dans la direction de l'ensemble du système de santé publique par le rôle et les pouvoirs législatifs que lui confère la *Loi sur la protection et la promotion de la santé*, en procurant des conseils liés à la santé publique au sein du gouvernement et au-delà et en soulevant des questions de santé publique qui ont des effets notables sur la santé de la population ontarienne.

Le mandat du Bureau du médecin hygiéniste en chef, santé publique a pour mandat de procurer de l'orientation et du leadership afin de soutenir le plan du ministère en matière de santé publique et son engagement d'améliorer les résultats relatifs à la santé de la population et d'assurer la prestation de services de qualité par une coordination efficace et efficace dans l'ensemble du secteur de la santé publique de l'Ontario et des secteurs connexes.

Les programmes et services visent à améliorer les résultats en matière de santé à toutes les étapes de la vie en planifiant et en élaborant des textes législatifs et réglementaires ainsi que des normes et des mesures de rendement, en préparant, en mettant en œuvre et en évaluant des politiques et programmes à l'appui de la prévention des maladies, de la protection de la santé et de la vie saine et en dirigeant et en mobilisant nos partenaires à tous les échelons (tout en collaborant avec eux) pour veiller à l'efficacité de l'exécution des programmes, de la gestion budgétaire, de la responsabilisation et de la transparence et pour promouvoir un système de santé prêt à répondre aux incidents et aux situations d'urgence.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4	Santé de la population et santé publique	1 694 654 600	1 533 815 200	160 839 400	1 780 023 052
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 694 654 600	1 533 815 200	160 839 400	1 780 023 052
L	Radiation des stocks, <i>Loi sur l'administration financière</i>	-	-	-	993 926 858
L	Équipements de protection individuelle et fournitures - <i>Loi sur l'administration financière</i>	-	-	-	263 176 660
	Total - Crédits législatifs	-	-	-	1 257 103 518
	Total - Charges de fonctionnement	1 694 654 600	1 533 815 200	160 839 400	3 037 126 570
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	Santé de la population et santé publique	750 000	750 000	-	4 447 065
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	750 000	750 000	-	4 447 065
	Total - Actifs de fonctionnement	750 000	750 000	-	4 447 065

PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 1406, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1406-4	Santé de la population et santé publique		
	Traitements et salaires		23 027 300
	Avantages sociaux		2 312 900
	Transports et communications		912 400
	Services		26 063 200
	Fournitures et matériel		1 001 300
	Paievements de transfert		
	Organismes de santé locaux officiels	916 650 700	
	Épidémies	489 073 600	
	Prévention de la tuberculose	14 073 900	
	Lutte contre les maladies transmissibles sexuellement	2 062 400	
	Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé	146 391 400	
	Prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances	54 290 100	
	Ontario sans fumée	18 795 400	1 641 337 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 694 654 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de la santé de la population et de la santé publique		1 694 654 600
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1406-6	Santé de la population et santé publique		
	Avances et montants récupérables		
	Organismes locaux officiels responsables de la santé		750 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		750 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de la santé de la population et de la santé publique		750 000

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE - CRÉDIT 1412

Ce crédit englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence et l'intendance. Parmi ces programmes de paiements de transfert figurent les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes et les programmes de lutte contre le VIH. Le programme verse la part de financement de l'Ontario de la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario. Ce crédit inclut également les programmes de santé mentale et de lutte contre les dépendances gérés par le ministère, comme le logement avec services de soutien et les aides sectorielles fournies par le Centre d'excellence pour la santé mentale et la lutte contre les dépendances de Santé Ontario, notamment le soutien de la mise en œuvre, l'échange des connaissances et la formation, l'amélioration de la qualité et la gestion de l'information et l'appui des fournisseurs de services directs en matière de santé mentale et de lutte contre les dépendances.

Les programmes provinciaux et l'intendance soutiennent aussi la planification des immobilisations dans le domaine de la santé et l'administration de l'Agence Santé Ontario et des programmes connexes.

Les Services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le ministère modernise ces services en mettant sur pied un système de répartition et de communication plus actuel, mieux intégré et plus efficace qui répond plus efficacement aux besoins des collectivités.

Le système se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, les services d'ambulance des Premières Nations, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé Ornge, huit bases hospitalières assurant une surveillance médicale et les services de répartition d'ambulances. Par l'entremise des services de santé d'urgence, le ministère encadre, accorde et réglemente les auxiliaires médicaux de l'Ontario, ainsi que les services d'ambulance terrestre et aérienne en vertu de la *Loi sur les ambulances*. Les services de santé d'urgence gèrent l'exécution à l'échelle de la province des opérations dans onze Centres intégrés de répartition d'ambulances exploités directement, assument les fonctions de surveillance et de paiement de transfert pour les onze centres qui sont financés par des paiements de transfert et veillent à une stricte harmonisation opérationnelle entre tous les fournisseurs de services d'ambulance terrestre et aérienne, les fournisseurs de soins de santé, les partenaires municipaux et les collectivités des Premières Nations.

Le ministère finance les collectivités des Premières Nations ainsi que les organisations inuites et autochtones en milieu urbain pour la prestation de la clientèle autochtone de services de soins à domicile et en milieu communautaire au sein des communautés des réserves et des zones urbaines.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programmes provinciaux	1 361 699 700	2 824 710 200	(1 463 010 500)	1 444 620 392
2	Services de santé d'urgence	1 509 911 700	1 453 263 000	56 648 700	1 424 347 909
4	Intendance	54 038 800	51 532 800	2 506 000	49 651 606
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 925 650 200	4 329 506 000	(1 403 855 800)	2 918 619 907
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	2 925 651 200	4 329 507 000	(1 403 855 800)	2 918 619 907
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Programmes provinciaux et intendance	4 614 700	5 729 400	(1 114 700)	4 068 400
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	4 614 700	5 729 400	(1 114 700)	4 068 400
	Total - Actifs de fonctionnement	4 614 700	5 729 400	(1 114 700)	4 068 400

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
8	Services de santé d'urgence - immobilisations	14 137 000	-	14 137 000	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	14 137 000	-	14 137 000	-
	Total - Charges d'immobilisations	14 137 000	-	14 137 000	-

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE - CRÉDIT 1412, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1412-1	Programmes provinciaux		
	Paielements de transfert		
	Fonctionnement des établissements connexes	22 961 800	
	Société canadienne du sang	822 164 600	
	Programmes de lutte contre le VIH et l'hépatite C	151 985 900	
	Services communautaires et prioritaires	364 587 400	1 361 699 700
	Total " voter - Charges de fonctionnement		1 361 699 700
1412-2	Services de santé d'urgence		
	Traitements et salaires		71 913 400
	Avantages sociaux		10 569 800
	Transports et communications		2 746 800
	Services		12 107 500
	Fournitures et matériel		578 800
	Paielements de transfert		
	Paielements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes - Services d'ambulance municipaux	1 024 101 800	
	Paielements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes - Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	107 199 200	
	Ambulances aériennes	280 694 400	1 411 995 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		1 509 911 700
1412-4	Intendance		
	Traitements et salaires		39 809 300
	Avantages sociaux		4 644 600
	Transports et communications		2 582 100
	Services		6 869 000
	Fournitures et matériel		133 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement		54 038 800
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programmes provinciaux et intendance		2 925 651 200

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE - CRÉDIT 1412, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1412-5	Programmes provinciaux et intendance		
	Avances et montants récupérables		
	Programmes de lutte contre le VIH et l'hépatite C	375 000	
	Services communautaires et prioritaires	4 239 700	4 614 700
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		4 614 700
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programmes provinciaux et intendance		4 614 700
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1412-8	Services de santé d'urgence immobilisations		
	Paiements de transfert		
	Services de santé d'urgence - immobilisations		14 137 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		14 137 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programmes provinciaux et intendance		14 137 000

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ - CRÉDIT 1416

Le ministre de la Santé collabore avec SantéOntario et sa filiale Santé⁺ domicile Ontario pour mettre en œuvre les stratégies ministérielles liées au système de santé afin d'améliorer et de connecter les services de santé, y compris les soins⁺ domicile et en milieu communautaire.

En vertu de la *Loi de 2019 pour des soins interconnectés*, SantéOntario est responsable de la planification et l'intégration du système de santé ainsi que du financement des fournisseurs de services de santé (FSS), y compris Santé⁺ domicile Ontario, et des équipes SantéOntario pour la prestation des services de santé. Dans le cadre du programme 1416, SantéOntario finance Santé⁺ domicile Ontario, les hôpitaux, les centres de santé communautaire, les fournisseurs de services communautaires de santé mentale et de lutte contre les dépendances, les fournisseurs sans but lucratif de services de soins⁺ domicile et en milieu communautaire ainsi que les soins maternels et les services pour des troubles de l'alimentation, que ce soit⁺ des patients externes ou dans le cadre de soins actifs. SantéOntario exécute aussi les programmes liés⁺ des domaines divers à soins en oncologie, dépistage du cancer, traitement des troubles rénaux, services de santé numériques, qualité des services de santé, dons et greffes d'organes et de tissus, main-d'œuvre dans le domaine de la santé, télémédecine et soutien aux activités de coordination régionale. L'organisme fournit des conseils et des recommandations cliniques sur les programmes et services liés aux maladies cardiovasculaires et aux accidents vasculaires cérébraux. SantéOntario assure le soutien administratif du Bureau de l'ombudsman des patients, qui travaille avec les patients et les familles pour faciliter la résolution de plaintes concernant des expériences liées aux soins de santé avec des organismes de prestation de services de santé.

Santé⁺ domicile Ontario fournit des soins⁺ domicile (soins infirmiers, traitements de réadaptation et autres services professionnels, services de soutien⁺ la personne), gère les placements dans les foyers de soins de longue durée, propose de l'information au public sur d'autres fournisseurs de services de santé et sociaux et font des renvois vers ces fournisseurs. De plus, l'organisme gère les placements dans des programmes de jour pour adultes et aide⁺ la vie autonome et fournit des soutiens opérationnels aux FSS (y compris ceux intégrés aux équipes SantéOntario approuvées) financés pour l'offre de soins⁺ domicile et en milieu communautaire.

Ce crédit comprend également le programme de santé mentale des enfants et des jeunes géré par le ministre. Ce programme vise⁺ réaliser la vision d'un Ontario où la santé mentale des enfants et des jeunes est reconnue comme un élément déterminant de la santé et du bien-être dans leur ensemble, et où les enfants et les jeunes peuvent réaliser pleinement leur potentiel. Les services de santé mentale financés par l'Ontario sont offerts aux enfants et aux jeunes de moins de 18 ans en vertu de la *Loi de 2017 sur les services⁺ l'enfance, la jeunesse et la famille*.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services de santé	36 806 841 500	34 197 084 900	2 609 756 600	34 481 251 830
2	Programmes et administration	3 630 295 200	3 457 570 300	172 724 900	3 453 364 617
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	40 437 136 700	37 654 655 200	2 782 481 500	37 934 616 447
	Total - Charges de fonctionnement	40 437 136 700	37 654 655 200	2 782 481 500	37 934 616 447
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Services et programmes de santé	38 107 600	38 107 600	-	38 106 600
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	38 107 600	38 107 600	-	38 106 600
	Total - Actifs de fonctionnement	38 107 600	38 107 600	-	38 106 600

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Solutions numériques pour la santé immobilisations	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	1 000	-	-
Total - Charges d'immobilisations		1 000	1 000	-	-

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ - CRÉDIT 1416, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
Ns				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1416-1	Services de santé			
	Paiements de transfert			
	Exploitation des hôpitaux	27 090 414 800		
	Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux	3 783 000		
	Hôpitaux psychiatriques spécialisés	802 511 700		
	Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux psychiatriques spécialisés	174 100		
	Soins à domicile	4 779 255 400		
	Services communautaires de soutien	878 268 300		
	Services d'assistance	409 372 500		
	Centres de santé communautaire	504 464 900		
	Traumatismes chroniques	98 696 200		
	Services communautaires de santé mentale	1 354 893 200		
	Programme de lutte contre les dépendances	358 196 500		
	Santé mentale des enfants et des jeunes	526 810 900	36 806 841 500	
	Total à voter - Charges de fonctionnement		36 806 841 500	
<i>Sous-postes :</i>				
<i>Hôpitaux</i>				
	Paiements de transfert			
	Exploitation des hôpitaux	27 090 414 800		
	Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux	3 783 000		
	Hôpitaux psychiatriques spécialisés	802 511 700		
	Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux psychiatriques spécialisés	174 100	27 896 883 600	27 896 883 600
<i>Services communautaires</i>				
	Paiements de transfert			
	Soins à domicile	4 779 255 400		
	Services communautaires de soutien	878 268 300		
	Services d'assistance	409 372 500		
	Centres de santé communautaire	504 464 900		
	Traumatismes chroniques	98 696 200	6 670 057 300	6 670 057 300

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ - CRÉDIT 1416, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
Ns				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
	<i>Santé mentale et Lutte contre les dépendances</i>			
	Paiements de transfert			
	Services communautaires de santé mentale	1 354 893 200		
	Programme de lutte contre les dépendances	358 196 500		
	Santé mentale des enfants et des jeunes	526 810 900	2 239 900 600	2 239 900 600
	Total " voter - Charges de fonctionnement			36 806 841 500
1416-2	Programmes et administration			
	Paiements de transfert			
	Programmes pour la main-d'œuvre dans le domaine de la santé	5 666 900		
	Soutien aux activités de coordination régionale	230 858 400		
	Services de dons et de greffes d'organes et de tissus et services de santé cardiovasculaire	76 069 300		
	Programmes pour la qualité des services de santé	31 909 500		
	Programmes de dépistage du cancer	147 689 400		
	Services de traitement du cancer	1 739 320 000		
	Troubles rénaux	750 184 800		
	Solutions numériques pour la santé	648 596 900	3 630 295 200	
	Total " voter - Charges de fonctionnement			3 630 295 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Services et programmes de santé			40 437 136 700
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
1416-10	Services et programmes de santé			
	Avances et montants récupérables			
	Exploitation des hôpitaux	24 000 000		
	Soins " domicile	700 000		
	Services communautaires de soutien	2 966 800		
	Services d'assistance	793 500		
	Centres de santé communautaire	3 000 000		
	Traumatismes crâniens	246 300		
	Services communautaires de santé mentale	5 500 000		
	Programme de lutte contre les dépendances	900 000		
	Services de traitement du cancer	1 000	38 107 600	
	Total " voter - Actifs de fonctionnement			38 107 600
	Total (Actifs de fonctionnement) - Services et programmes de santé			38 107 600

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ - CRÉDIT 1416, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
1416-3	Solutions numériques pour la santé - immobilisations	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Services et programmes de santé	1 000

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ - CRÉDIT 1407

Le programme d'immobilisations dans le domaine de la santé est responsable de l'octroi de fonds pour les immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les établissements de soins intégrés et les fournisseurs de services de santé du secteur communautaire.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	Immobilisations dans le domaine de la santé	5 004 354 400	2 281 037 400	2 723 317 000	1 866 956 492
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		5 004 354 400	2 281 037 400	2 723 317 000	1 866 956 492
Total - Charges d'immobilisations		5 004 354 400	2 281 037 400	2 723 317 000	1 866 956 492

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ - CRÉDIT 1407, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1407-1	Immobilisations dans le domaine de la santé		
	Paiements de transfert		
	Laboratoires de santé publique	100 800	
	Projets visant les grands hôpitaux	4 461 898 100	
	Fonds pour le rattachement de l'infrastructure du système de santé	242 000 000	
	Projets visant les petits hôpitaux	80 000 000	
	Fonds pour l'équipement médical et diagnostique	49 500 000	
	Programmes de santé communautaire	129 114 000	
	Programmes des établissements de services de santé intégrés	20 000 000	4 982 612 900
	Autres opérations		
	Mise en œuvre des projets d'immobilisations	14 491 500	
	Dessaisissement des hôpitaux psychiatriques provinciaux	1 000 000	
	Systèmes informatiques pour l'infrastructure du système de santé	6 250 000	21 741 500
Total à voter - Charges d'immobilisations			5 004 354 400
Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'immobilisations dans le domaine de la santé			5 004 354 400

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	74 499 680 665	71 480 520 010
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	1 020 800	2 450 000
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(368 907 400)	(380 343 463)
Total - Charges de fonctionnement redressées	74 131 794 065	71 102 626 547

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	2 292 710 000	1 881 195 866
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(11 671 600)	(14 239 374)
Total - Charges d'immobilisations redressées	2 281 038 400	1 866 956 492

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	15 396 600	9 783 036
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(15 396 600)	(9 783 036)
Total - Biens immobilisés redressés	-	-

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - biens immobilisés.

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION ÉCONOMIQUE AVEC LES PREMIÈRES NATIONS

Le mandat du ministre des Affaires autochtones et de la Réconciliation économique avec les Premières Nations (AAREPN) consiste à diriger les politiques stratégiques autochtones pour l'Ontario par la coordination d'initiatives intergouvernementales qui améliorent les résultats pour les Autochtones, à orienter les négociations provinciales relativement aux revendications territoriales autochtones et à soutenir le développement économique et communautaire des partenaires autochtones.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2001 Programme des affaires autochtones	132 808 900	131 829 700	979 200	141 620 041
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	132 808 900	131 829 700	979 200	141 620 041
Crédits législatifs	2 485 014	1 019 014	1 466 000	1 886 542
Total du ministre - Charges de fonctionnement	135 293 914	132 848 714	2 445 200	143 506 583
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(336 358)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	-	-	(901 139)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	135 293 914	132 848 714	2 445 200	142 269 086
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2001 Programme des affaires autochtones	9 538 500	6 001 000	3 537 500	4 856 111
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	9 538 500	6 001 000	3 537 500	4 856 111
Total du ministre - Charges d'immobilisations	9 538 500	6 001 000	3 537 500	4 856 111
Total du ministre - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	144 832 414	138 849 714	5 982 700	147 125 197

PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES - CRÉDIT 2001

Le mandat du ministre des Affaires autochtones et de la Réconciliation économique avec les Premières Nations (AAREPN) est de diriger les politiques stratégiques autochtones pour l'Ontario par la coordination d'initiatives intergouvernementales qui améliorent les résultats pour les peuples autochtones, de mener les négociations provinciales relativement aux revendications territoriales autochtones et de soutenir le développement économique et communautaire des partenaires autochtones.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025
Chiffres réels 2023-2024				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Affaires autochtones	116 820 900	116 800 000	20 900
2	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale	102 000	102 000	-
4	Administration du ministre	15 886 000	14 927 700	958 300
TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		132 808 900	131 829 700	979 200
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-
L	Fonds d'aide en cas d'incapacité due à la pollution au mercure à fiduciaire, <i>Loi de 1986 sur la convention de règlement relative à la contamination par le mercure du réseau hydrographique English-Wabigoon</i>	2 420 000	954 000	1 466 000
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-
Total - Crédits législatifs		2 485 014	1 019 014	1 466 000
Total - Charges de fonctionnement		135 293 914	132 848 714	2 445 200
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	Programme d'immobilisations, Affaires autochtones	9 538 500	6 001 000	3 537 500
TOTAL Ê VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		9 538 500	6 001 000	3 537 500
Total - Charges d'immobilisations		9 538 500	6 001 000	3 537 500

PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES - CRÉDIT 2001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2001-1	Affaires autochtones		
	Traitements et salaires		15 645 900
	Avantages sociaux		2 200 000
	Transports et communications		700 000
	Services		7 500 000
	Fournitures et matériel		200 000
	Paielements de transfert		
	Soutien relatif aux lieux de sépulture des pensionnats autochtones	32 100 000	
	Fonds pour le renforcement des capacités et la croissance	6 800 000	
	Fonds de développement économique pour les Autochtones	11 000 000	
	Fonds de participation	9 175 000	
	Soutien au fonds de négociations communautaires	14 000 000	
	Fonds pour la participation à l'élaboration des politiques	3 000 000	
	Fonds pour les nouvelles relations	14 500 000	90 575 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		116 820 900
2001-2	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale		
	Services		100 000
	Paielements de transfert		
	Règlement des revendications territoriales	1 000	
	Règlements négociés	1 000	2 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		102 000
2001-4	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		6 544 100
	Avantages sociaux		931 900
	Transports et communications		300 000
	Services		8 010 000
	Fournitures et matériel		100 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		15 886 000

PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES - CRÉDIT 2001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT -		CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
POSTE	Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
Crédits législatifs			
	Paiements de transfert		
L	Fonds d'aide en cas d'incapacité due à la pollution au mercure à fiduciaire, <i>Loi de 1986 sur la convention de règlement relative à la contamination par le mercure du réseau hydrographique English-Wabigoon</i>		2 420 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
Total (Charges de fonctionnement) - Programme des affaires autochtones			135 293 914
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2001-3 Programme d'immobilisations, Affaires autochtones			
	Paiements de transfert		
	Programme de subventions d'immobilisations de la communauté autochtone	6 000 000	
	Règlements négociés	1 000	
	Soutiens à la santé mentale et au mieux-être des Autochtones	3 537 500	9 538 500
Total à voter - Charges d'immobilisations			9 538 500
Total (Charges d'immobilisations) - Programme des affaires autochtones			9 538 500

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	131 048 714	141 706 583
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	1 800 000	1 800 000
Total - Charges de fonctionnement redressées	132 848 714	143 506 583

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

Le ministre de l'infrastructure (INF) dirige l'Ontario en dirigeant l'élaboration générale des politiques et de la planification infrastructurelles afin de moderniser l'infrastructure de la province et de renforcer les collectivités et l'économie de l'Ontario. En recueillant, en normalisant et en analysant des données pour soutenir une planification et une prise de décision fondées sur des éléments probants en matière d'infrastructure, le ministre oriente les investissements provinciaux dans les écoles, les hôpitaux, les routes, les transports en commun et d'autres services essentiels qui rendent la vie de la population plus efficiente, économique et pratique.

Dans le cadre du travail du ministre pour mener le plan d'infrastructure de l'Ontario et attirer des collectivités plus fortes et plus résilientes, INF collabore, met en œuvre et négocie des programmes de financement de l'infrastructure, notamment en collaboration avec les administrations fédérale et municipales, d'autres ministères et organismes provinciaux ainsi que des partenaires autochtones et communautaires, afin de construire, de réparer et de moderniser l'infrastructure communautaire essentielle, notamment celle nécessaire à la construction de logements.

INF est chargé de superviser la modernisation du portefeuille immobilier général, notamment en créant une autorité immobilière centralisée pour le gouvernement et en gérant les biens immobiliers excédentaires qui peuvent soutenir les priorités clés du gouvernement, telles que la construction de logements et de structures de soins de longue durée. Le ministre administre le portefeuille immobilier des bureaux du gouvernement afin d'en améliorer la rentabilité et d'utiliser plus efficacement les espaces de bureaux de la fonction publique de l'Ontario, notamment par le projet de reconstruction de l'édifice Macdonald. En outre, INF dirige le projet de restauration de Queen's Park pour s'assurer que cet édifice historique, où se déroulent des activités gouvernementales et parlementaires essentielles, est mis en conformité avec les normes actuelles du bâtiment.

Afin de soutenir la création de collectivités dynamiques à usages mixtes disposant de davantage de logements et d'emplois à proximité des transports en commun, le ministre supervise le Programme d'aménagement axé sur les transports en commun, qui compensera le coût de la construction de l'infrastructure de transport en commun. En outre, INF gère les activités actuelles de la Place de l'Ontario tout en dirigeant les travaux de reconstruction de ce site afin d'en faire une destination de calibre mondial ouverte toute l'année. Celle-ci comptera plus de 50 acres de parcs et d'espaces publics gratuits, une nouvelle installation pour le Centre des sciences de l'Ontario et des programmes supplémentaires offerts par des locataires privés.

Dans son rôle de surveillance des organismes, le ministre a la responsabilité législative à l'égard d'infrastructure Ontario, de Waterfront Toronto, du Programme d'utilisation des couloirs de transport de l'électricité et du Centre des sciences de l'Ontario.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
4001 Programme d'administration du ministre	12 874 200	11 865 300	1 008 900	14 879 822
4003 Politiques, planification et projets infrastructurels	14 223 300	11 374 500	2 848 800	18 190 404
4006 Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	400 443 400	387 259 900	13 183 500	325 912 054
4007 Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes	99 366 400	49 107 700	50 258 700	91 519 702
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	526 907 300	459 607 400	67 299 900	450 501 982
Crédits législatifs	225 187	225 187	-	155 283
Total du ministre - Charges de fonctionnement	527 132 487	459 832 587	67 299 900	450 657 265

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation à Programme d'utilisation des couloirs de transport d'électricité	(38 570 700)	(39 669 600)	1 098 900	(26 528 638)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	658 972 500	741 034 900	(82 062 400)	645 078 653
Redressement de consolidation - Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	-	-	-	5 166 913
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	183 490 300	248 957 700	(65 467 400)	158 830 896
Redressement de consolidation - Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto	245 600	517 400	(271 800)	18 520 721
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(1 316 229)
Redressement de consolidation - Centre des sciences de l'Ontario	15 271 900	16 180 300	(908 400)	16 628 328
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 346 542 087	1 426 853 287	(80 311 200)	1 267 037 909
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
4007 Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes	1 000	-	1 000	171 361 773
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	-	1 000	171 361 773
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	1 000	-	1 000	171 361 773

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4003 Politiques, planification et projets infrastructurels	1 497 225 900	1 144 198 900	353 027 000	850 335 582
4006 Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	327 887 000	268 305 600	59 581 400	155 703 886
4007 Projets de partenariats relatifs "" l'infrastructure et surveillance des organismes	313 688 100	484 401 800	(170 713 700)	76 688 196
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 138 801 000	1 896 906 300	241 894 700	1 082 727 664
Crédits législatifs	2 605 900	1 490 400	1 115 500	2 458 942
Total du ministère - Charges d'immobilisations	2 141 406 900	1 898 396 700	243 010 200	1 085 186 606
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	122 002 500	(28 034 800)	150 037 300	200 648 529
Redressement de consolidation - Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	-	-	-	190 484
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	7 890 300	5 926 000	1 964 300	(12 399 599)
Redressement de consolidation - Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto	55 176 100	3 000	55 173 100	4 244
Redressement de consolidation - Centre des sciences de l'Ontario	1 635 700	1 812 400	(176 700)	2 585 125
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	2 328 111 500	1 878 103 300	450 008 200	1 276 215 389
BIENS IMMOBILISÉS				
4003 Politiques, planification et projets infrastructurels	1 000	1 000	-	-
4006 Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	359 480 100	175 541 700	183 938 400	218 099 288
4007 Projets de partenariats relatifs "" l'infrastructure et surveillance des organismes	400 646 400	88 086 300	312 560 100	69 024 447
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	760 127 500	263 629 000	496 498 500	287 123 735
Total du ministère - Biens immobilisés	760 127 500	263 629 000	496 498 500	287 123 735
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	3 674 653 587	3 304 956 587	369 697 000	2 543 253 298

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4001

Le Programme d'administration du ministre procure des conseils stratégiques et opérationnels ainsi que des services de soutien pour aider le ministre à respecter les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Le programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification, communications et autres) à l'appui des initiatives et des programmes du ministre.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Programme d'administration du ministre	12 874 200	11 865 300	1 008 900	14 879 822
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	12 874 200	11 865 300	1 008 900	14 879 822
L	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	47 841	47 841	-	98 602
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 173	16 173	-	24 584
	Total - Crédits législatifs	64 014	64 014	-	123 186
	Total - Charges de fonctionnement	12 938 214	11 929 314	1 008 900	15 003 008

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4001-1	Programme d'administration du ministère		
	Traitements et salaires		9 257 000
	Avantages sociaux		772 200
	Transports et communications		94 400
	Services		2 677 600
	Fournitures et matériel		73 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		12 874 200
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	4 279 800	
	Avantages sociaux	237 500	
	Transports et communications	34 400	
	Services	30 000	
	Fournitures et matériel	34 400	4 616 100
<i>Services ministériels</i>			
	Traitements et salaires	3 616 700	
	Avantages sociaux	385 200	
	Transports et communications	13 300	
	Services	632 500	
	Fournitures et matériel	13 300	4 661 000
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	1 211 300	
	Avantages sociaux	131 300	
	Transports et communications	19 600	
	Services	168 900	
	Fournitures et matériel	19 600	1 550 700
<i>Services juridiques</i>			
	Traitements et salaires	149 200	
	Avantages sociaux	18 200	
	Transports et communications	27 100	
	Services	1 846 200	
	Fournitures et matériel	5 700	2 046 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		12 874 200

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre	12 938 214

POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS - CRÉDIT 4003

Le programme des politiques, de la planification et des projets infrastructurels dirige les politiques globales dans tout le gouvernement afin de moderniser l'infrastructure de la province et d'exécuter ses projets d'investissement. Cette infrastructure comprend notamment les routes, chemins et ponts, le transport en commun, les hôpitaux, les collèges, les écoles, les tribunaux et les établissements correctionnels.

Le programme supervise la planification de la gestion des actifs provinciaux et élabore des outils et des soutiens pour suivre les biens d'infrastructure actuels et les investissements prévus dans tout le gouvernement. De plus, le programme collecte des données et élabore des outils et des analyses des besoins liés à l'état de l'infrastructure, aux capacités et aux renouvelations pour appuyer la prise de décision concernant les investissements dans l'infrastructure dans tous les secteurs. Le programme fait aussi la promotion des pratiques exemplaires de gestion des actifs provinciaux en aidant les ministères responsables d'immobilisations au moyen d'outils et d'analyses, fait avancer les discussions stratégiques liées à l'infrastructure avec d'autres ministères et assume le rôle ministériel de soutien à titre d'organisme central, en collaboration avec le Secrétaire du Conseil du Trésor (SCT), afin d'appuyer la hiérarchisation des investissements dans l'infrastructure à l'échelle du gouvernement.

De plus, le programme gère les relations du gouvernement avec les administrations fédérale et municipales concernant les investissements dans l'infrastructure, surveille l'exécution des politiques et programmes d'infrastructure municipale pour s'assurer de la conformité avec les politiques d'infrastructure générales à l'échelle de la province et élabore des règlements liés aux plans de gestion des actifs pour les municipalités afin de les aider à planifier leurs priorités en infrastructure et de fournir des éléments probants à l'appui des décisions provinciales en matière de financement.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques, planification et projets infrastructurels	14 223 300	11 374 500	2 848 800	18 190 404
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	14 223 300	11 374 500	2 848 800	18 190 404
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	14 224 300	11 375 500	2 848 800	18 190 404

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Politiques, planification et projets infrastructurels	1 497 225 900	1 144 198 900	353 027 000	850 335 582
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 497 225 900	1 144 198 900	353 027 000	850 335 582
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total - Charges d'immobilisations		1 497 226 900	1 144 199 900	353 027 000	850 335 582
BIENS IMMOBILISÉS					
8	Politiques, planification et projets infrastructurels	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 000	1 000	-	-
Total - Biens immobilisés		1 000	1 000	-	-

POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS - CRÉDIT 4003, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4003-1	Politiques, planification et projets infrastructurels		
	Traitements et salaires		10 691 000
	Avantages sociaux		1 253 100
	Transports et communications		82 300
	Services		3 758 600
	Fournitures et matériel		84 300
	Paievements de transfert		
	Infrastructure communautaire - bonification d'intérêts	1 000	
	Gestion des biens	778 000	779 000
Total partiel			16 648 300
Moins : Recouvrements			2 425 000
Total " voter - Charges de fonctionnement			14 223 300
Sous-postes :			
Programmes et projets infrastructurels			
	Traitements et salaires	8 399 100	
	Avantages sociaux	985 900	
	Transports et communications	7 500	
	Services	1 222 300	
	Fournitures et matériel	9 500	
	Paievements de transfert		
	Infrastructure communautaire - bonification d'intérêts	1 000	
	Gestion des biens	777 000	778 000
Total partiel			11 402 300
Moins : Recouvrements			2 425 000
			8 977 300

POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS - CRÉDIT 4003, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Stratégies, politiques et recherche pour l'infrastructure</i>		
	Traitements et salaires	2 291 900	
	Avantages sociaux	267 200	
	Transports et communications	74 800	
	Services	2 536 300	
	Fournitures et matériel	74 800	
	Paievements de transfert		
	Gestion des biens	1 000	5 246 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		14 223 300
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques, planification et projets infrastructurels		14 224 300

POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS - CRÉDIT 4003, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
4003-2	Politiques, planification et projets infrastructurels		
	Paielements de transfert		
	Infrastructures des collectivités rurales et nordiques - contribution fédérale	3 568 900	
	Infrastructures communautaires, culturelles et récréatives (contributions provinciales)	44 485 400	
	Infrastructures communautaires, culturelles et récréatives (contributions fédérales)	76 075 300	
	Infrastructure verte (contributions provinciales)	27 003 400	
	Infrastructure verte (contributions fédérales)	40 638 000	
	Infrastructures des collectivités rurales et nordiques - contribution provinciale	15 126 700	
	Fonds pour les priorités stratégiques et l'infrastructure	32 693 200	
	PIIC - volet Résilience - la COVID-19 (contribution provinciale)	1 593 300	
	PIIC - volet Résilience - la COVID-19 (contribution fédérale)	5 608 000	
	Fonds pour les réseaux d'eau visant la construction de logements	549 000 000	
	Programme pour l'infrastructure municipale et le logement	294 000 000	
	Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées - contributions fédérales	2 064 700	
	Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées - contributions provinciales	941 400	
	Initiative d'investissement dans l'infrastructure municipale	4 426 600	
	Infrastructure municipale	400 000 000	1 497 224 900
	Autres opérations		1 000
	Total - voter - Charges d'immobilisations		1 497 225 900
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Politiques, planification et projets infrastructurels		1 497 226 900
BIENS IMMOBILISÉS			
4003-8	Politiques, planification et projets infrastructurels		
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
	Total - voter - Biens immobilisés		1 000
	Total (Biens immobilisés) - Politiques, planification et projets infrastructurels		1 000

GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT - CRÉDIT 4006

Le programme de gestion du portefeuille immobilier du gouvernement est chargé de gérer le portefeuille immobilier général du gouvernement par des activités liées aux politiques et par l'exécution de programmes.

Le programme supervise les activités de gestion immobilière de la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) pour ce qui a trait à la mise en œuvre des stratégies immobilières, la planification du portefeuille, l'acquisition et l'aliénation pluriannuelles des biens excédentaires ainsi que la planification des immobilisations. Le programme gère le Plan de gestion des sites contaminés, le programme des biens sociaux confisqués et le Programme d'utilisation des couloirs de transport de l'électricité du ministère.

Le programme est aussi responsable de l'optimisation des immeubles de bureaux de la province et de la direction de la transformation des lieux de travail afin d'assurer l'optimisation de la valeur des biens immobiliers du secteur public (gouvernement et organismes). Pour ce faire, le programme assure une meilleure gestion des biens immobiliers et de la prestation de services, en réduisant la taille et le coût des espaces de bureaux, en veillant à ce que le portefeuille de bureaux comprenne des sites moins nombreux, mais de meilleure qualité et plus remplis grâce à des investissements stratégiques dans les immeubles loués et détenus en propriété. Le programme vise à moderniser les espaces de bureau utilisés par la fonction publique de l'Ontario afin d'offrir les meilleurs résultats et services. Il assure l'exécution de grands projets immobiliers, notamment la reconstruction de l'édifice Macdonald et les plans d'optimisation des bureaux régionaux et de Toronto.

Le programme englobe également la surveillance du projet de restauration de Queen's Park, qui est l'édifice législatif de l'Ontario, mené par le Secrétariat de la restauration de Queen's Park.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025
Chiffres réels 2023-2024				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	396 081 800	380 168 800	15 913 000
5	Restauration de l'édifice de l'Assemblée législative	4 361 600	7 091 100	(2 729 500)
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		400 443 400	387 259 900	13 183 500
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	144 000	144 000	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 173	16 173	-
Total - Crédits législatifs		160 173	160 173	-
Total - Charges de fonctionnement		400 603 573	387 420 073	13 183 500
				325 944 151

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	327 886 000	268 304 600	59 581 400	155 703 886
3	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement à immobilisations, charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		327 887 000	268 305 600	59 581 400	155 703 886
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	859 900	1 289 400	(429 500)	-
Total - Crédits législatifs		859 900	1 289 400	(429 500)	-
Total - Charges d'immobilisations		328 746 900	269 595 000	59 151 900	155 703 886
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	359 480 100	175 541 700	183 938 400	218 099 288
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		359 480 100	175 541 700	183 938 400	218 099 288
Total - Biens immobilisés		359 480 100	175 541 700	183 938 400	218 099 288

GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT - CRÉDIT 4006, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4006-1	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement		
	Traitements et salaires	13 164 100	
	Avantages sociaux	1 410 300	
	Transports et communications	130 800	
	Services	400 383 800	
	Fournitures et matériel	147 600	
	Paievements de transfert		
	Transactions immobilières - charges de fonctionnement	1 000	
	Autres opérations	10 221 100	
	Total partiel	425 458 700	
	Moins : Recouvrements	29 376 900	
	Total à voter - Charges de fonctionnement	396 081 800	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Biens immobiliers</i>			
	Traitements et salaires	5 573 200	
	Avantages sociaux	553 400	
	Transports et communications	83 300	
	Services	292 093 900	
	Fournitures et matériel	89 300	
	Paievements de transfert		
	Transactions immobilières - charges de fonctionnement	1 000	
	Autres opérations	10 221 100	308 615 200
<i>Optimisation des bureaux</i>			
	Traitements et salaires	7 590 900	
	Avantages sociaux	856 900	
	Transports et communications	47 500	
	Services	108 289 900	
	Fournitures et matériel	58 300	
	Total partiel	116 843 500	
	Moins : Recouvrements	29 376 900	87 466 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		396 081 800

GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT - CRÉDIT 4006, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
4006-5	Restauration de l'édifice de l'Assemblée législative	
	Traitements et salaires	1 542 600
	Avantages sociaux	215 500
	Transports et communications	25 000
	Services	2 553 500
	Fournitures et matériel	25 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	4 361 600
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	144 000
Crédits législatifs		
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	400 603 573
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
4006-2	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	
	Services	327 585 000
	Paievements de transfert	
	Transactions immobilières - immobilisations	1 000
	Autres opérations	
	Opérations générales	300 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	327 886 000
4006-3	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement - immobilisations, charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	859 900
	Total (Charges d'immobilisations) - Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	328 746 900

GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT - CRÉDIT 4006, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	BIENS IMMOBILISÉS	
4006-4	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	
	Terrains	17 227 800
	Immeubles - diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	340 752 300
	Machines et @quipement - co@ts relatifs aux biens immobilis@s	1 500 000
	Total " voter - Biens immobilis@s	359 480 100
	Total (Biens immobilis@s) - Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	359 480 100

PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES - CRÉDIT 4007

Le programme de gestion des partenariats infrastructurels du gouvernement et de surveillance des organismes supervise le Programme d'aménagement axé sur les transports en commun (ATC), en partenariat avec Infrastructure Ontario et Metrolinx. Le Programme ATC est un élément du plan gouvernemental visant à bâtir des collectivités dynamiques à usages mixtes axés sur le transport en commun, tout en réduisant pour les contribuables le fardeau de la construction de l'infrastructure des stations de transport en commun. L'ATC devrait augmenter le nombre d'usagers des transports en commun, réduire les embouteillages et procurer une diversité de logements, y compris des options de logements abordables, tout en créant des emplois.

Le programme travaille également avec Infrastructure Ontario à la reconstruction de la Place de l'Ontario pour en faire une destination de calibre mondiale ouverte toute l'année qui proposera des divertissements pour les familles, des espaces pour le public et les événements, un parc et un accès au littoral.

De plus, le ministre travaille avec Infrastructure Ontario au développement du Centre des sciences de l'Ontario à la Place de l'Ontario, créant ainsi une nouvelle installation à la pointe de la technologie.

Dans son rôle de surveillance des organismes, le programme collabore étroitement avec Infrastructure Ontario, le Centre des sciences de l'Ontario et la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto pour veiller à ce que les mandats de ces organismes soient conformes aux priorités provinciales. Le programme collabore avec les partenaires et les ministères de tutelle afin d'élaborer et de transmettre des directives ministérielles à Infrastructure Ontario de manière opportune, claire et efficace. Il surveille également le programme de projets et le cadre stratégique d'infrastructure Ontario et collabore avec cet organisme pour élaborer des politiques et des initiatives visant à améliorer la mise en œuvre des infrastructures.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes	99 366 400	49 107 700	50 258 700	91 519 702
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	99 366 400	49 107 700	50 258 700	91 519 702
	Total - Charges de fonctionnement	99 366 400	49 107 700	50 258 700	91 519 702
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure	1 000	-	1 000	171 361 773
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	-	1 000	171 361 773
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	-	1 000	171 361 773
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure	313 688 100	484 401 800	(170 713 700)	76 688 196
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	313 688 100	484 401 800	(170 713 700)	76 688 196
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 745 000	200 000	1 545 000	2 458 942
	Total - Crédits législatifs	1 745 000	200 000	1 545 000	2 458 942
	Total - Charges d'immobilisations	315 433 100	484 601 800	(169 168 700)	79 147 138

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
	BIENS IMMOBILISÉS				
3	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure	400 646 400	88 086 300	312 560 100	69 024 447
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	400 646 400	88 086 300	312 560 100	69 024 447
	Total - Biens immobilisés	400 646 400	88 086 300	312 560 100	69 024 447

PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES - CRÉDIT 4007, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
4007-1	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes			
	Traitements et salaires			14 399 900
	Avantages sociaux			1 363 900
	Transports et communications			291 000
	Services			31 469 000
	Fournitures et matériel			191 100
	Paielements de transfert			
	Centre des sciences de l'Ontario	50 271 500		
	Règlement de la Place de l'Ontario à charges de fonctionnement	300 000		
	Collectivités axées sur les transports en commun - financement des municipalités	1 080 000		51 651 500
Total à voter - Charges de fonctionnement				99 366 400
Sous-postes :				
Aménagement axé sur les transports en commun et surveillance des organismes				
	Traitements et salaires	5 820 700		
	Avantages sociaux	614 800		
	Transports et communications	154 500		
	Services	10 917 200		
	Fournitures et matériel	37 400		
	Paielements de transfert			
	Collectivités axées sur les transports en commun - financement des municipalités	1 080 000		18 624 600
Secrétariat du règlement de la Place de l'Ontario				
	Traitements et salaires	8 464 200		
	Avantages sociaux	749 100		
	Transports et communications	136 500		
	Services	20 551 800		
	Fournitures et matériel	153 700		
	Paielements de transfert			
	Centre des sciences de l'Ontario	50 271 500		
	Règlement de la Place de l'Ontario à charges de fonctionnement	300 000	50 571 500	80 626 800
Total à voter - Charges de fonctionnement				99 251 400
Total (Charges de fonctionnement) - Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes				99 366 400

PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES - CRÉDIT 4007, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
4007-4	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes		1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
4007-2	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure		
	Services		81 187 100
	Paiements de transfert		
	Aménagement axé sur les transports en commun - East Harbour	200 000 000	
	Revitalisation du secteur riverain de Toronto	32 500 000	232 500 000
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		313 688 100
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		1 745 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes		315 433 100
BIENS IMMOBILISÉS			
4007-3	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure		
	Terrains		131 416 100
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés		99 139 800
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés		170 090 500
	Total à voter - Biens immobilisés		400 646 400
	Total (Biens immobilisés) - Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes		400 646 400

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	547 399 187	463 694 565
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	20 872 000
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(87 566 600)	(33 909 300)
Total - Charges de fonctionnement redressées	459 832 587	450 657 265

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	3 196 411 100	1 178 606 293
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(1 298 014 400)	(93 419 687)
Total - Charges d'immobilisations redressées	1 898 396 700	1 085 186 606

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges d'immobilisations.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Le ministre du Travail, de l'Immigration, de la Formation et du Développement des compétences a pour vision d'avoir des milieux de travail sécuritaires, concurrentiels, équitables et harmonieux soutenant une économie florissante.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1601 Programme d'administration du ministère	29 698 800	28 953 000	745 800	30 268 546
1602 Programme pour l'équité et la transparence salariales	3 652 500	3 462 300	190 200	3 354 300
1603 Programme des relations de travail	27 612 100	24 996 400	2 615 700	29 261 267
1604 Programme de santé et sécurité au travail	246 046 100	239 908 800	6 137 300	245 956 926
1605 Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	43 673 600	41 076 200	2 597 400	38 753 590
1607 Emploi Ontario	1 857 941 000	1 540 578 700	317 362 300	1 517 074 899
1608 Talents étrangers et services d'aide à l'établissement	133 132 200	109 927 900	23 204 300	120 539 302
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 341 756 300	1 988 903 300	352 853 000	1 985 208 830
Crédits législatifs	6 565 014	6 581 187	(16 173)	497 548
Total du ministère - Charges de fonctionnement	2 348 321 314	1 995 484 487	352 836 827	1 985 706 378
Redressement de consolidation - collèges	(346 982 000)	(224 479 400)	(122 502 600)	(210 122 105)
Redressement de consolidation - écoles	(102 498 200)	(95 215 200)	(7 283 000)	(108 755 932)
Redressement de consolidation - hôpitaux	(932 400)	(306 700)	(625 700)	(936 899)
Redressement de consolidation - Métiers spécialisés Ontario	30 247 500	23 207 300	7 040 200	16 488 774
Redressement de consolidation - Santé Ontario	(1 316 000)	(1 206 300)	(109 700)	(1 206 290)
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(5 582 066)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(13 436 900)	(14 088 300)	651 400	(14 320 703)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(1 422 650)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 913 403 314	1 683 395 887	230 007 427	1 659 848 507

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DÉMMOBILISATIONS				
1601 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1604 Programme de santé et sécurité au travail	491 000	491 000	-	3 342 291
1605 Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	1 000	1 000	-	-
1607 Emploi Ontario	200 893 900	69 001 000	131 892 900	54 000 000
TOTAL à VOTER - CHARGES DÉMMOBILISATIONS	201 386 900	69 494 000	131 892 900	57 342 291
Crédits législatifs	7 497 900	5 885 400	1 612 500	2 196 117
Total du ministère - Charges démmobilisations	208 884 800	75 379 400	133 505 400	59 538 408
Redressement de consolidation - collèges	(19 608 500)	(19 691 000)	82 500	(16 263 135)
Redressement de consolidation - écoles	(159 300)	(105 800)	(53 500)	(107 363)
Redressement de consolidation - hôpitaux	(143 700)	-	(143 700)	(10 100)
Redressement de consolidation - Métiers spécialisés Ontario	369 400	764 400	(395 000)	159 449
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	-	-	(135 222)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	189 342 700	56 347 000	132 995 700	43 182 037
BIENS IMMOBILISÉS				
1601 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1604 Programme de santé et sécurité au travail	3 827 500	12 647 200	(8 819 700)	9 732 571
1605 Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	-	-	-	3 119 589
1607 Emploi Ontario	3 468 400	7 199 500	(3 731 100)	8 049 875
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	7 296 900	19 847 700	(12 550 800)	20 902 035
Total du ministère - Biens immobilisés	7 296 900	19 847 700	(12 550 800)	20 902 035
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	2 102 746 014	1 739 742 887	363 003 127	1 703 030 544

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1601

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministre et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en œuvre et la prestation efficace des programmes du ministre. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministre	29 698 800	28 953 000	745 800	30 268 546
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	29 698 800	28 953 000	745 800	30 268 546
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	32 346	(16 173)	33 155
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	21 158
	Total - Crédits législatifs	65 014	81 187	(16 173)	103 614
	Total - Charges de fonctionnement	29 763 814	29 034 187	729 627	30 372 160
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministre	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Administration du ministre	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1601-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		17 393 000
	Avantages sociaux		1 017 200
	Transports et communications		789 400
	Services		10 180 900
	Fournitures et matériel		318 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		29 698 800
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	2 036 800	
	Avantages sociaux	215 500	
	Transports et communications	75 300	
	Services	94 800	
	Fournitures et matériel	51 400	2 473 800
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	9 130 400	
	Avantages sociaux	219 700	
	Transports et communications	46 700	
	Services	269 800	
	Fournitures et matériel	33 300	9 699 900
<i>Activités stratégiques des ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	1 782 100	
	Avantages sociaux	132 900	
	Transports et communications	34 800	
	Services	183 700	
	Fournitures et matériel	26 800	2 160 300
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	3 130 500	
	Avantages sociaux	319 200	
	Transports et communications	119 500	
	Services	145 100	
	Fournitures et matériel	25 000	3 739 300

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	62 500	
	Avantages sociaux	9 800	
	Transports et communications	496 200	
	Services	8 909 800	
	Fournitures et matériel	170 000	9 648 300
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Services	402 600	402 600
	<i>Services ministériels</i>		
	Traitements et salaires	1 250 700	
	Avantages sociaux	120 100	
	Transports et communications	16 900	
	Services	175 100	
	Fournitures et matériel	11 800	1 574 600
	Total " voter - Charges de fonctionnement		29 698 800
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Crédits législatifs		
	<i>Autres opérations</i>		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		29 763 814

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1601-3	Administration du ministère	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
1601-2	Administration du ministère	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 000

PROGRAMME POUR L'ÉQUITÉ ET LA TRANSPARENCE SALARIALES - CRÉDIT 1602

Le rôle de la Commission de l'équité salariale est de corriger le problème de discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail historiquement stéréotypé comme du travail de femmes. Cet objectif est mis en exécution par le Bureau de l'équité salariale (BES) et le Tribunal de l'équité salariale (TES).

Le mandat du BES est d'administrer et de faire appliquer la *Loi sur l'équité salariale* de l'Ontario. Afin de mener bien son mandat, le Bureau fournit de l'éducation publique et des conseils aux employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé afin de mettre en place et de maintenir l'équité salariale sur leurs lieux de travail. Le Bureau enquête également sur les plaintes, exécute des programmes de surveillance, cherche à régler les différends liés à l'équité salariale opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la *Loi sur l'équité salariale*.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Bureau de l'équité salariale	3 177 200	2 996 000	181 200	3 087 128
2	Tribunal de l'équité salariale	475 300	466 300	9 000	267 172
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		3 652 500	3 462 300	190 200	3 354 300
Total - Charges de fonctionnement		3 652 500	3 462 300	190 200	3 354 300

PROGRAMME POUR L'ÉQUITÉ ET LA TRANSPARENCE SALARIALES - CRÉDIT 1602, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1602-1	Bureau de l'équité salariale	
	Traitements et salaires	2 527 200
	Avantages sociaux	266 100
	Transports et communications	20 000
	Services	358 900
	Fournitures et matériel	5 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	3 177 200
1602-2	Tribunal de l'équité salariale	
	Traitements et salaires	284 800
	Avantages sociaux	39 700
	Transports et communications	14 900
	Services	134 900
	Fournitures et matériel	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	475 300
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme pour l'équité et la transparence salariales	3 652 500

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL - CRÉDIT 1603

Le rôle des Relations de travail est de promouvoir un climat propice à des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province. Cela passe par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres et par des services modernisés d'information sur les négociations collectives.

La Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément à plusieurs lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, y compris les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

La Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne (CRGEC) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage des conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario. Cette commission fournit également des services financiers et administratifs à la Commission des griefs de la fonction publique.

Les services de règlement des différends sont fournis par la Division des solutions en matière de relations de travail du ministère. Ces services incluent une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres ainsi que la fourniture d'information sur les négociations collectives, la recherche et l'analyse.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Commission des relations de travail de l'Ontario	13 576 600	13 164 800	411 800	13 542 749
2	Commission de règlement des griefs	2 700 900	2 670 900	30 000	2 482 496
3	Solutions en matière de relations de travail	11 334 600	9 160 700	2 173 900	13 236 022
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		27 612 100	24 996 400	2 615 700	29 261 267
Total - Charges de fonctionnement		27 612 100	24 996 400	2 615 700	29 261 267

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL - CRÉDIT 1603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1603-1	Commission des relations de travail de l'Ontario	
	Traitements et salaires	9 613 200
	Avantages sociaux	1 075 300
	Transports et communications	419 500
	Services	2 386 400
	Fournitures et matériel	82 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement	13 576 600
1603-2	Commission de règlement des griefs	
	Traitements et salaires	496 800
	Avantages sociaux	73 500
	Transports et communications	127 400
	Services	4 086 100
	Fournitures et matériel	23 200
	Total partiel	4 807 000
	Moins : Recouvrements	2 106 100
	Total " voter - Charges de fonctionnement	2 700 900
1603-3	Solutions en matière de relations de travail	
	Traitements et salaires	9 020 900
	Avantages sociaux	746 200
	Transports et communications	514 900
	Services	978 700
	Fournitures et matériel	73 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement	11 334 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des relations de travail	27 612 100

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL - CRÉDIT 1604

Le programme de santé et sécurité au travail (SST) a pour principal rôle de développer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail et de coordonner le système ontarien de prévention des blessures et maladies liées au lieu de travail afin de réduire ou d'éliminer ces blessures ou ces maladies.

Grâce principalement à des inspections et des enquêtes sur les lieux de travail, le programme de SST veille au respect de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (la LSST) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Par l'administration et l'application de la LSST et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau de la prévention est responsable d'initiatives visant à prévenir les blessures, les maladies et les décès liés au travail en Ontario. Ce rôle englobe l'élaboration d'une stratégie provinciale pour la santé et la sécurité afin d'harmoniser les priorités de SST entre tous les partenaires du secteur, ainsi que les activités connexes de mise en œuvre, comme la formation obligatoire relative à la santé et la sécurité au travail, le programme d'excellence en santé et sécurité au travail, les normes, la recherche et la sensibilisation. Le Bureau établit des normes applicables aux fournisseurs et aux programmes de formation sur les risques élevés et définit les exigences pour l'agrément des membres des comités mixtes sur la santé et la sécurité. Il supervise également la recherche sur la prévention et des subventions qui financent dans le domaine de la recherche des bénéficiaires et des partenaires remplissant des critères d'admissibilité précis. Dans le cadre d'ententes de paiements de transfert, le Bureau désigne et encadre des associations en santé et sécurité qui proposent de la formation, des conseils et des services cliniques précis.

Le Bureau des conseillers des travailleurs offre des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants dans les affaires d'assurance contre les accidents du travail, notamment par une représentation devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit un même éventail de services aux travailleurs non syndiqués dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la LSST, avec notamment la représentation devant la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Le Bureau des conseillers des employeurs offre des services de consultation et d'éducation à tous les employeurs ontariens ainsi que des services de représentation, principalement aux petites entreprises ayant moins de 100 employés, concernant des affaires liées à la sécurité professionnelle et à l'assurance devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit également aux employeurs comptant moins de 50 travailleurs des services de représentation à la Commission des relations de travail de l'Ontario dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la LSST.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Santé et sécurité au travail	102 938 900	100 386 700	2 552 200	96 465 557
2	Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail	606 300	606 300	-	605 300
3	Bureau des conseillers des travailleurs	12 950 400	12 324 500	625 900	13 002 124
4	Bureau des conseillers des employeurs	4 219 000	4 019 200	199 800	3 604 892
7	Bureau de la prévention	125 331 500	122 572 100	2 759 400	132 279 053
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		246 046 100	239 908 800	6 137 300	245 956 926
Total - Charges de fonctionnement		246 046 100	239 908 800	6 137 300	245 956 926

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
6	Santé et sécurité au travail	1 000	1 000	-	135 222
8	Bureau de la prévention et Immobilisations	490 000	490 000	-	3 207 069
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		491 000	491 000	-	3 342 291
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	3 164 600	2 619 400	545 200	327 936
Total - Crédits législatifs		3 164 600	2 619 400	545 200	327 936
Total - Charges d'immobilisations		3 655 600	3 110 400	545 200	3 670 227
BIENS IMMOBILISÉS					
5	Santé et sécurité au travail	1 000	3 769 000	(3 768 000)	4 123 374
9	Prévention pour la santé et la sécurité au travail et biens immobilisés	3 826 500	8 878 200	(5 051 700)	5 609 197
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		3 827 500	12 647 200	(8 819 700)	9 732 571
Total - Biens immobilisés		3 827 500	12 647 200	(8 819 700)	9 732 571

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL - CRÉDIT 1604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1604-1	Santé et sécurité au travail		
	Traitements et salaires		75 488 200
	Avantages sociaux		10 688 900
	Transports et communications		4 654 900
	Services		10 341 800
	Fournitures et matériel		1 724 100
	Paie de transfert		
	Subventions de l'Institut de radioprotection du Canada	40 000	
	Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques de santé et sécurité	1 000	41 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		102 938 900
1604-2	Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail		
	Traitements et salaires		506 200
	Avantages sociaux		75 900
	Transports et communications		8 200
	Services		5 600
	Fournitures et matériel		10 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		606 300
1604-3	Bureau des conseillers des travailleurs		
	Traitements et salaires		8 996 500
	Avantages sociaux		1 883 700
	Transports et communications		296 000
	Services		1 674 200
	Fournitures et matériel		100 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		12 950 400
1604-4	Bureau des conseillers des employeurs		
	Traitements et salaires		2 953 400
	Avantages sociaux		734 200
	Transports et communications		148 700
	Services		292 900
	Fournitures et matériel		89 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement		4 219 000

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL - CRÉDIT 1604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT -		CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
POSTE	Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1604-7	Bureau de la prévention		
	Traitements et salaires		11 197 000
	Avantages sociaux		1 384 500
	Transports et communications		311 900
	Services		3 495 200
	Fournitures et matériel		147 600
	Paiements de transfert		
	Associations en santé et sécurité	95 045 300	
	Recherche en matière de prévention	8 612 200	
	Subventions aux programmes de prévention	5 137 800	108 795 300
Total " voter - Charges de fonctionnement			125 331 500
Total (Charges de fonctionnement) - Programme de santé et sécurité au travail			246 046 100
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1604-6	Santé et sécurité au travail		
	Autres opérations		1 000
Total " voter - Charges d'immobilisations			1 000
1604-8	Bureau de la prévention - Immobilisations		
	Paiements de transfert		
	Associations en santé et sécurité - Immobilisations		490 000
Total " voter - Charges d'immobilisations			490 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		3 164 600
Total (Charges d'immobilisations) - Programme de santé et sécurité au travail			3 655 600

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL - CRÉDIT 1604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	BIENS IMMOBILISÉS	
1604-5	Santé et sécurité au travail	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
1604-9	Prévention pour la santé et la sécurité au travail - biens immobilisés	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	3 826 500
	Total " voter - Biens immobilisés	3 826 500
	Total (Biens immobilisés) - Programme de santé et sécurité au travail	3 827 500

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI - CRÉDIT 1605

Le Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi assure l'administration et l'application de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* et de ses règlements, ainsi que de la *Loi de 2009 sur la protection des étrangers dans le cadre de l'emploi* et de la *Loi de 2015 sur la protection des enfants artistes*.

Le Programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application et encourage la conformité et l'autonomie par des initiatives d'éducation, de sensibilisation et de partenariat.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Normes d'emploi	43 673 600	41 076 200	2 597 400	38 753 590
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	43 673 600	41 076 200	2 597 400	38 753 590
	Total - Charges de fonctionnement	43 673 600	41 076 200	2 597 400	38 753 590
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Normes d'emploi	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 414 800	1 414 800	-	1 140 384
	Total - Crédits législatifs	1 414 800	1 414 800	-	1 140 384
	Total - Charges d'immobilisations	1 415 800	1 415 800	-	1 140 384
BIENS IMMOBILISÉS					
-	Normes d'emploi	-	-	-	3 119 589
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	-	-	-	3 119 589
	Total - Biens immobilisés	-	-	-	3 119 589

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI - CRÉDIT 1605, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1605-1	Normes d'emploi	
	Traitements et salaires	32 262 300
	Avantages sociaux	4 419 400
	Transports et communications	1 962 100
	Services	4 384 200
	Fournitures et matériel	643 600
	Paievements de transfert	
	Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques d'emploi	2 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	43 673 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	43 673 600
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1605-2	Normes d'emploi	
	Services	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 414 800
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	1 415 800

EMPLOI ONTARIO - CRÉDIT 1607

Emploi Ontario (EO), le réseau d'emploi et de formation en Ontario, aide les employeurs à accéder à une main-d'œuvre qualifiée et les Ontariens et Ontariennes à trouver les programmes et services d'emploi et de formation dont ils ont besoin. Pour que la province demeure compétitive dans l'économie actuelle et future, les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle jouent un rôle de premier plan en préparant les travailleuses et travailleurs à occuper des emplois qui assureront la prospérité future dans une économie fondée sur le savoir. Les programmes et les services d'Emploi Ontario relèvent des catégories suivantes : apprentissage, programmes, services d'emploi intégrés, intervention communautaire et compétences fondamentales, Fonds pour le développement des compétences et crédits d'impôt.

La majorité des programmes et services d'EO sont exécutés par l'entremise du réseau EO, formé du réseau communautaire ontarien de fournisseurs de services d'emploi, de fournisseurs de services d'alphabétisation, des collèges publics et des agents responsables de la formation, entre autres. EO a pour but de fournir des services d'emploi et de formation intégrés, axés sur le client et efficaces afin d'accroître l'avantage économique de l'Ontario. Le secteur de programme dirige également la collaboration des politiques et stratégies d'analyse du marché du travail et de formation de la main-d'œuvre afin de faciliter l'établissement de liens entre l'économie, les établissements d'enseignement et de formation, les employeurs et les personnes à la recherche d'un emploi.

Ce programme administre également, en partenariat avec Métiers spécialisés Ontario, le système d'apprentissage et des métiers spécialisés qui offre relativement à ces métiers des formations et des agréments actualisés fondés sur l'information fournie par l'industrie, conformément à la Loi de 2021 ouvrant des perspectives dans les métiers spécialisés.

Le Bureau du commissaire à l'équité travaille avec les professions réglementées et les métiers à accréditation obligatoire en Ontario pour veiller à ce que les pratiques d'inscription soient transparentes, objectives, impartiales et équitables. Le travail du Bureau contribue à veiller à ce que les gens soient traités équitablement et puissent mettre leurs compétences et leur expérience à profit, qu'ils aient étudié au Canada ou à l'étranger, et concerne à la fois les Canadiens qui ont étudié à l'étranger et les immigrants.

SOMMAIRE - CRÉDIT				
(\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2025-2026	2024-2025	entre
				2025-2026
				et
				2024-2025
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Système Emploi Ontario	1 856 006 300	1 538 724 000	317 282 300
2	Commissaire à l'équité	1 934 700	1 854 700	80 000
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 857 941 000	1 540 578 700	317 362 300
				1 517 074 899
L	Crédances irrécouvrables - autres, Loi sur l'administration financière	6 500 000	6 500 000	-
				393 934
	Total - Crédits législatifs	6 500 000	6 500 000	-
				393 934
	Total - Charges de fonctionnement	1 864 441 000	1 547 078 700	317 362 300
				1 517 468 833

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Système Emploi Ontario	200 893 900	69 001 000	131 892 900	54 000 000
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	200 893 900	69 001 000	131 892 900	54 000 000
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	2 917 500	1 850 200	1 067 300	727 797
	Total - Crédits législatifs	2 917 500	1 850 200	1 067 300	727 797
	Total - Charges d'immobilisations	203 811 400	70 851 200	132 960 200	54 727 797
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Programme Emploi Ontario, biens immobilisés	3 468 400	7 199 500	(3 731 100)	8 049 875
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	3 468 400	7 199 500	(3 731 100)	8 049 875
	Total - Biens immobilisés	3 468 400	7 199 500	(3 731 100)	8 049 875

EMPLOI ONTARIO - CRÉDIT 1607, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT -		CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
POSTE	Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1607-1	Système Emploi Ontario		
	Traitements et salaires		87 885 900
	Avantages sociaux		12 456 400
	Transports et communications		1 757 000
	Services		11 710 100
	Fournitures et matériel		338 000
	Paievements de transfert		
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour l'éducation coopérative	102 541 000	
	Programmes liés à l'apprentissage	275 858 700	
	Services d'emploi intégrés	667 229 200	
	Intervention communautaire et compétences fondamentales	336 230 000	
	Volet Formation du Fonds pour le développement des compétences	360 000 000	1 741 858 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 856 006 300
1607-2	Commissaire à l'équité		
	Traitements et salaires		880 300
	Avantages sociaux		119 500
	Services		934 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 934 700
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédits irrécouvrables - autres, Loi sur l'administration financière		6 500 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Emploi Ontario		1 864 441 000

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

EMPLOI ONTARIO - CRÉDIT 1607, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1607-4	Système Emploi Ontario		
	Paiements de transfert		
	Fonds pour le développement des compétences - immobilisations	171 892 900	
	Subvention d'immobilisations pour les agences de formation par l'apprentissage	29 000 000	200 892 900
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		200 893 900
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		2 917 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Emploi Ontario		203 811 400
BIENS IMMOBILISÉS			
1607-6	Programme Emploi Ontario, biens immobilisés		
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés		3 468 400
	Total " voter - Biens immobilisés		3 468 400
	Total (Biens immobilisés) - Emploi Ontario		3 468 400

TALENTS ÉTRANGERS ET SERVICES D'AIDE À L'ÉTABLISSEMENT - CRÉDIT 1608

Le programme relatif aux talents étrangers et aux services d'aide à l'établissement aide à répondre aux besoins des employeurs ontariens et contribue au vivier d'un capital humain de grande valeur dans la province.

Le Programme ontarien des candidats à l'immigration travaille en partenariat avec le gouvernement du Canada par l'entremise d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada pour choisir et désigner les candidats à la résidence permanente qui ont les compétences professionnelles et scolaires nécessaires pour contribuer à l'économie de la province.

Le Programme de formation linguistique pour adultes offre des services d'aide à l'établissement et de la formation en anglais et en français langue seconde afin d'aider les nouveaux arrivants à s'établir et s'intégrer avec succès en Ontario et à acquérir les compétences dont ils ont besoin dans les langues officielles pour participer efficacement à la vie communautaire et au marché du travail. Le programme dirige également l'élaboration des politiques sur l'immigration ainsi que des initiatives visant à éliminer les obstacles à la reconnaissance des qualifications professionnelles acquises à l'étranger pour aider les immigrants qualifiés à intégrer rapidement le marché du travail.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programme ontarien des candidats à l'immigration	21 439 700	26 568 300	(5 128 600)	25 604 728
2	Programme de formation linguistique pour adultes	111 692 500	83 359 600	28 332 900	94 934 574
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		133 132 200	109 927 900	23 204 300	120 539 302
Total - Charges de fonctionnement		133 132 200	109 927 900	23 204 300	120 539 302

TALENTS ÉTRANGERS ET SERVICES D'AIDE À L'ÉTABLISSEMENT - CRÉDIT 1608, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1608-1	Programme ontarien des candidats à l'immigration	
	Traitements et salaires	14 419 900
	Avantages sociaux	2 014 700
	Transports et communications	305 200
	Services	4 526 200
	Fournitures et matériel	173 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement	21 439 700
1608-2	Programme de formation linguistique pour adultes	
	Traitements et salaires	5 164 800
	Avantages sociaux	638 900
	Transports et communications	53 600
	Services	415 000
	Fournitures et matériel	45 000
	Paielements de transfert	
	Paielement de transfert concernant l'établissement et l'intégration	105 375 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement	111 692 500
	Total (Charges de fonctionnement) - Talents étrangers et services d'aide à l'établissement	133 132 200

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 894 074 387	1 881 921 439
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	101 410 100	103 784 939
Total - Charges de fonctionnement redressées	1 995 484 487	1 985 706 378

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges de fonctionnement.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Le Roi du Canada, Sa Majesté le roi Charles III, représenté en Ontario par le lieutenant-gouverneur, est le chef d'État du Canada. Le lieutenant-gouverneur est investi des responsabilités constitutionnelles et protocolaires qui lui sont conférées en tant que représentant officiel du Souverain dans la province.

Le Bureau du lieutenant-gouverneur fournit les services dont a besoin le lieutenant-gouverneur pour s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles, protocolaires et communautaires. Le Bureau apporte un soutien (administration, planification stratégique, communications, gestion des événements, etc.) permettant au lieutenant-gouverneur d'exercer les pouvoirs de la Couronne pour l'Assemblée législative et le gouvernement de l'Ontario, de représenter toute la population ontarienne dans les interactions avec des visiteurs importants de l'extérieur de la province et de l'étranger, et de souligner l'excellence et les réalisations dans le cadre d'un régime de distinctions honorifiques de l'Ontario.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1701	Programme du Bureau du lieutenant-gouverneur	2 802 100	2 652 400	149 700	2 256 830
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 802 100	2 652 400	149 700	2 256 830
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	2 802 100	2 652 400	149 700	2 256 830
	Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(24 040)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	2 802 100	2 652 400	149 700	2 232 790
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	2 802 100	2 652 400	149 700	2 232 790

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR - CRÉDIT 1701

Le Programme du Bureau du lieutenant-gouverneur fournit des services pour aider le lieutenant-gouverneur à s'acquitter de ses responsabilités constitutionnelles, protocolaires et communautaires.

Le Programme assure des services qui aident le lieutenant-gouverneur à s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles, notamment la nomination du premier ministre, la nomination des ministres sur l'avis du premier ministre, la signature des décrets sur l'avis du Conseil des ministres, la convocation, la prorogation et la dissolution de la Législature et l'octroi de la sanction royale aux projets de loi adoptés par l'Assemblée législative. Le Programme permet aussi au Bureau du lieutenant-gouverneur de planifier et de mettre en œuvre les nombreux programmes et activités entrepris par le lieutenant-gouverneur dans tout l'Ontario et ailleurs. Ces activités et programmes sont centrés sur la reconnaissance de l'excellence et des réalisations des Ontariennes et des Ontariens ainsi que sur la promotion de la réconciliation, de l'unité et de l'identité de la population. De plus, le Programme aide le lieutenant-gouverneur à s'acquitter de ses fonctions liées à tous les aspects des programmes de distinctions de l'Ontario, notamment l'Ordre de l'Ontario, plusieurs prix et médailles de l'Ontario et divers prix du lieutenant-gouverneur.

SOMMAIRE - CRÉDIT				
(\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2025-2026	2024-2025	entre
				2025-2026
				et
				2024-2025
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Bureau du lieutenant-gouverneur	2 802 100	2 652 400	149 700
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 802 100	2 652 400	149 700
	Total - Charges de fonctionnement	2 802 100	2 652 400	149 700
				2 256 830

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR - CRÉDIT 1701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1701-1	Bureau du lieutenant-gouverneur	
	Traitements et salaires	2 015 900
	Avantages sociaux	198 300
	Transports et communications	52 100
	Services	292 500
	Fournitures et matériel	87 500
	Autres opérations	
	Allocation discrétionnaire	155 800
Total " voter - Charges de fonctionnement		2 802 100
Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Bureau du lieutenant-gouverneur		2 802 100

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

L'Ontario poursuit la mise en œuvre des priorités stratégiques relatives au système de soins de longue durée pour que chaque résident ait la meilleure qualité de vie possible, soutenue par des soins sécuritaires de qualité. À cet effet, le gouvernement réalise des investissements dans quatre domaines prioritaires : l'établissement de conditions propices à la construction de foyers; le financement des services et de l'exploitation du système lié aux soins de longue durée et aux soins communautaires; l'élargissement des ressources en personnel pour soutenir les soins directs aux résidents; le renforcement de la responsabilité, de l'exécution et de la transparence.

Le ministère des Soins de longue durée collabore étroitement avec le ministère de la Santé, Santé Ontario et Santé à domicile Ontario pour mettre les gens au centre des soins en veillant à ce que les patients bénéficient de soins, de soutien et d'un traitement digne et respectueux pendant leur transition entre l'hôpital et le foyer de soins de longue durée de leur choix.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
4501 Programme d'administration du ministère	13 109 400	11 218 100	1 891 300	9 664 473
4502 Programme de foyers de soins de longue durée	9 279 277 500	9 423 998 400	(144 720 900)	7 971 260 807
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	9 292 386 900	9 435 216 500	(142 829 600)	7 980 925 280
Crédits législatifs	314 014	314 014	-	45 015
Total du ministère - Charges de fonctionnement	9 292 700 914	9 435 530 514	(142 829 600)	7 980 970 295
Redressement de consolidation - Santé Ontario	(5 495 626 900)	(5 013 477 600)	(482 149 300)	(5 070 327 501)
Redressement de consolidation - hôpitaux	(249 403 600)	(188 017 300)	(61 386 300)	(214 200 336)
Redressement de consolidation - conseils scolaires	(5 500 000)	-	(5 500 000)	(4 997 871)
Redressement de consolidation - collèges	(4 942 300)	(12 220 300)	7 278 000	(6 552 772)
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(1 389 470)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	-	-	(1 474 205)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(3 000 000)	(3 000 000)	-	(2 229 077)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	3 534 228 114	4 218 815 314	(684 587 200)	2 679 799 063
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
4502 Programme de foyers de soins de longue durée	20 430 000	20 430 000	-	20 429 959
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	20 430 000	20 430 000	-	20 429 959
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	20 430 000	20 430 000	-	20 429 959

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME		Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DÉMMOBILISATIONS					
4502	Programme de foyers de soins de longue durée	1 000	1 000	-	28 997 700
TOTAL À VOTER - CHARGES DÉMMOBILISATIONS		1 000	1 000	-	28 997 700
Total du ministère - Charges d'immobilisations		1 000	1 000	-	28 997 700
Redressement de consolidation - hypothèques		-	-	-	(28 997 700)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)					
		3 534 229 114	4 218 816 314	(684 587 200)	2 679 799 063

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4501

Le programme d'administration du ministre, qui comprend les bureaux du ministre, du sous-ministre et de l'adjoint parlementaire, les Services ministériels et la Direction des communications, exécute les activités de planification, de conseil, de ressources humaines stratégiques, de services opérationnels intégrés et de contrôle financier et il guide l'orientation générale du ministre afin de soutenir les priorités du gouvernement.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTES	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministre	13 109 400	11 218 100	1 891 300	9 664 473
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	13 109 400	11 218 100	1 891 300	9 664 473
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	28 348
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
	Total - Crédits législatifs	64 014	64 014	-	45 015
	Total - Charges de fonctionnement	13 173 414	11 282 114	1 891 300	9 709 488

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4501, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4501-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		11 305 800
	Avantages sociaux		664 800
	Transports et communications		134 200
	Services		990 600
	Fournitures et matériel		14 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		13 109 400
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	8 660 500	
	Avantages sociaux	346 200	
	Transports et communications	97 900	
	Services	170 200	
	Fournitures et matériel	7 100	9 281 900
<i>Communications</i>			
	Traitements et salaires	2 645 300	
	Avantages sociaux	318 600	
	Transports et communications	36 300	
	Services	820 400	
	Fournitures et matériel	6 900	3 827 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement		13 109 400
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		13 173 414

PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE - CRÉDIT 4502

L'Ontario poursuit la mise en œuvre des priorités stratégiques relatives au système de soins de longue durée pour que chaque résident puisse avoir la meilleure qualité de vie possible, soutenue par des soins sécuritaires de qualité, tout en favorisant des politiques et des programmes innovants permettant d'améliorer les soins prodigués aux personnes qui vieillissent dans la communauté. À cet effet, le gouvernement réalise des investissements dans quatre domaines prioritaires : l'établissement de conditions propices à la construction de foyers; le financement des services et de l'exploitation du système lié aux soins de longue durée et aux soins communautaires; l'élargissement des ressources en personnel pour soutenir les soins directs aux résidents; le renforcement de la responsabilité, de l'exécution et de la transparence.

Le ministre continuera de progresser dans l'augmentation de la capacité des foyers de soins de longue durée en aménageant 58 000 nouveaux lits de soins de longue durée et en renouvelant ceux qui existent d'ici 2028, ainsi que dans le renforcement des ressources humaines en santé dans ces foyers afin d'atteindre les cibles légiférées concernant le nombre d'heures de soins directs. En outre, le ministre vise à promouvoir une culture d'amélioration continue de la qualité en collaborant avec ses partenaires afin de fournir aux résidents des foyers de soins de longue durée et aux personnes âgées dans la collectivité des soins appropriés qui répondent à leurs besoins complexes et divers. Cela comprend de meilleurs soins aux personnes atteintes de démence, des services cliniques et diagnostiques améliorés et des services paramédicaux communautaires assignés aux soins de longue durée. De plus, le ministre favorisera le rendement et la responsabilisation grâce à des outils renforcés d'inspection et d'application de la loi, à la gestion du rendement et à des initiatives d'amélioration de la qualité.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programme des foyers de soins de longue durée	9 279 277 500	9 423 998 400	(144 720 900)	7 971 260 807
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	9 279 277 500	9 423 998 400	(144 720 900)	7 971 260 807
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	250 000	250 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	250 000	250 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	9 279 527 500	9 424 248 400	(144 720 900)	7 971 260 807
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Programme des soins de longue durée	20 430 000	20 430 000	-	20 429 959
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	20 430 000	20 430 000	-	20 429 959
	Total - Actifs de fonctionnement	20 430 000	20 430 000	-	20 429 959
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Programme des soins de longue durée	1 000	1 000	-	28 997 700
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	28 997 700
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	28 997 700

PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE - CRÉDIT 4502, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4502-1	Programme des foyers de soins de longue durée		
	Traitements et salaires		70 470 300
	Avantages sociaux		8 830 300
	Transports et communications		3 107 600
	Services		22 385 500
	Fournitures et matériel		222 100
	Paielements de transfert		
	Foyers de soins de longue durée - aménagement	914 264 900	
	Foyers de soins de longue durée - renforcement de la capacité du système et modernisation	2 926 526 200	
	Foyers de soins de longue durée - fonctionnement	5 333 470 600	9 174 261 700
	Total " voter - Charges de fonctionnement		9 279 277 500
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		250 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de foyers de soins de longue durée		9 279 527 500
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
4502-10	Programme des soins de longue durée		
	Avances et montants récupérables		
	Foyers de soins de longue durée - fonctionnement		20 430 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		20 430 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de foyers de soins de longue durée		20 430 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
4502-2	Programme des soins de longue durée		
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de foyers de soins de longue durée		1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	9 339 789 314	7 863 945 101
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	96 762 000	119 475 194
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(1 020 800)	(2 450 000)
Total - Charges de fonctionnement redressées	9 435 530 514	7 980 970 295

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

Le ministère des Affaires municipales et du Logement assure le leadership pour contribuer à assurer que les collectivités sont desservies par des administrations locales fortes et efficaces et que les résidents de l'Ontario disposent d'un logement adapté à leurs besoins.

Pour atteindre ces objectifs, le ministère élabore, coordonne et met en œuvre les politiques, lois, règlements et programmes du gouvernement de l'Ontario qui ont une incidence sur les municipalités, le logement, les gestionnaires des services municipaux et les administrateurs de programmes autochtones. Il gère également :

À les relations intergouvernementales avec les intervenants fédéraux, provinciaux et municipaux;

À les relations provinciales-entrepreneuriales avec des partenaires de premier plan en matière de croissance;

À la mise en œuvre du protocole d'entente avec l'Association of Municipalities of Ontario et de l'Entente Toronto-Ontario de coopération et de consultation.

De plus, le ministère met au point et administre des politiques et des programmes à l'appui des domaines suivants :

À l'administration, la gouvernance et les finances municipales;

À l'amélioration et la croissance des infrastructures municipales;

À l'aménagement du territoire aux niveaux municipal et provincial;

À la gestion de la croissance;

À la réglementation de la construction;

À l'offre de logements communautaires et avec services de soutien

À l'offre de logements (notamment la réglementation des locations résidentielles et commerciales), les programmes de prévention de l'incendie et les services d'intervention connexes, ainsi que la reprise après une catastrophe.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1901 Programme d'administration du ministère	24 709 200	23 712 000	997 200	22 884 347
1903 Administrations locales	12 169 700	8 409 200	3 760 500	11 086 220
1908 Politiques de logement et planification	32 681 700	34 175 300	(1 493 600)	33 346 005
1909 Activités relatives aux municipalités et au logement	1 154 340 100	1 147 933 700	6 406 400	1 387 899 239
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 223 900 700	1 214 230 200	9 670 500	1 455 215 811
Crédits législatifs	390 892	792 592	(401 700)	1 464 485
Total du ministère - Charges de fonctionnement	1 224 291 592	1 215 022 792	9 268 800	1 456 680 296
Redressement de consolidation - dépenses pour les logements publics - intérêts sur la dette	(300 500)	(702 200)	401 700	(1 370 200)
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(1 048 856)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(34 000)	(34 400)	400	(1 604 163)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(2 827 652)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 223 957 092	1 214 286 192	9 670 900	1 449 829 425

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
1908 Politiques de logement et planification	-	3 600 000	(3 600 000)	-
TOTAL Ê VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	-	3 600 000	(3 600 000)	-
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	-	3 600 000	(3 600 000)	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
1901 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1908 Politiques de logement et planification	190 002 000	550 002 000	(360 000 000)	-
1909 Activités relatives aux municipalités et au logement	342 841 400	298 258 700	44 582 700	329 310 317
TOTAL Ê VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	532 844 400	848 261 700	(315 417 300)	329 310 317
Crédits législatifs	636 500	636 500	-	604 398
Total du ministère - Charges d'immobilisations	533 480 900	848 898 200	(315 417 300)	329 914 715
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	1 757 437 992	2 063 184 392	(305 746 400)	1 779 744 140

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1901

Les objectifs de ce programme sont les suivants : orienter, diriger, coordonner et contrôler l'ensemble des obligations des organismes centraux (y compris la conformité avec les lois et les règlements) ainsi que les programmes organisationnels et les activités du ministère; fournir du soutien efficace en communication stratégique et dans la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services et conseils juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services ministériels de gestion des situations d'urgence et de la sécurité, du soutien en gestion du risque et en gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion, des normes de service et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation des ressources humaines et financières, des ressources en gestion de l'information et en technologie de l'information et des biens matériels du ministère. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel au ministère et à ses organismes.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	24 709 200	23 712 000	997 200	22 884 347
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	24 709 200	23 712 000	997 200	22 884 347
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	20 953
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	22 378	-	22 378
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
L	Crances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	87 392	87 392	-	59 998
	Total - Charges de fonctionnement	24 796 592	23 799 392	997 200	22 944 345
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Administration du ministère à immobilisations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1901-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		14 630 500
	Avantages sociaux		1 322 900
	Transports et communications		250 400
	Services		8 457 500
	Fournitures et matériel		47 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		24 709 200
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	3 745 300	
	Avantages sociaux	451 100	
	Transports et communications	82 300	
	Services	243 900	
	Fournitures et matériel	7 400	4 530 000
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	3 294 900	
	Avantages sociaux	274 800	
	Transports et communications	17 700	
	Services	233 100	
	Fournitures et matériel	2 500	3 823 000
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	6 081 700	
	Avantages sociaux	391 600	
	Transports et communications	92 700	
	Services	991 200	
	Fournitures et matériel	17 900	7 575 100
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	1 468 600	
	Avantages sociaux	205 400	
	Transports et communications	33 900	
	Services	233 000	
	Fournitures et matériel	6 200	1 947 100

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	40 000	
	Transports et communications	23 800	
	Services	5 889 800	
	Fournitures et matériel	13 900	5 967 500
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Services	866 500	866 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement		24 709 200
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 378
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		24 796 592
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1901-2	Administration du ministre - immobilisations		
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministre		1 000

ADMINISTRATIONS LOCALES - CRÉDIT 1903

L'objectif de ce programme est d'aider les municipalités de l'Ontario à assurer l'efficacité de la gouvernance et des services à l'intention de leurs résidents et leurs entreprises. Le programme contribue à un cadre à long terme pour les politiques, les programmes, l'administration et la législation qui améliore la responsabilisation, la transparence, la viabilité financière et l'efficacité des administrations locales et des processus démocratiques. Ses activités incluent la surveillance des lois suivantes : *Loi de 2001 sur les municipalités*, *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*, *Loi de 1997 sur les redevances d'aménagement*, *Loi de 1996 sur les élections municipales* et *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux*, *Loi de 2006 sur le Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario*, ainsi que les dispositions se rattachant aux outils financiers utilisés en faveur la croissance dans le domaine de l'infrastructure en vertu de la *Loi sur l'aménagement du territoire*.

Pour réaliser ses objectifs, le programme travaille à l'échelle de tout le gouvernement, en partenariat avec le gouvernement fédéral, les autres provinces et territoires, les municipalités, les entreprises, les organisations non gouvernementales de protection de l'environnement et les Autochtones pour faire avancer les priorités communes comme la viabilité à long terme du secteur municipal et la prise de décision fondée sur des données probantes. Cela comprend la direction des relations intergouvernementales avec le gouvernement fédéral dans le cadre d'ententes telles que la Stratégie nationale sur le logement (SNL) et le Fonds pour le développement des collectivités du Canada (FDCC).

Le programme renforce aussi les liens de la province avec les 444 municipalités de l'Ontario par la mise en œuvre du protocole d'entente avec l'Association of Municipalities of Ontario et de l'Entente Toronto-Ontario de coopération et de consultation.

SOMMAIRE - CRÉDIT				
(\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2025-2026	2024-2025	entre
				2025-2026
				et
				2024-2025
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
7	Administrations locales	12 169 700	8 409 200	3 760 500
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	12 169 700	8 409 200	3 760 500
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-
	Total - Charges de fonctionnement	12 170 700	8 410 200	3 760 500

ADMINISTRATIONS LOCALES - CRÉDIT 1903, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1903-7	Administrations locales	
	Traitements et salaires	8 137 000
	Avantages sociaux	658 300
	Transports et communications	94 000
	Services	3 270 500
	Fournitures et matériel	9 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement	12 169 700
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Administrations locales	12 170 700

POLITIQUES DE LOGEMENT ET PLANIFICATION - CRÉDIT 1908

L'objectif de ce programme est de veiller à ce que les municipalités de l'Ontario soient bien planifiées et fournissent des services efficaces à leurs résidents et leurs entreprises et de réaliser les activités prévues dans les domaines suivants : logement communautaire et avec services de soutien; intervention, prévention et réduction de l'itinérance; politiques relatives à l'offre de logements du marché. Le programme contribue à un cadre stratégique et législatif à long terme qui améliore la responsabilisation, la transparence et l'efficacité des processus des administrations locales. Le ministère travaille à l'échelle de tout le gouvernement et en partenariat avec les municipalités pour faire avancer les priorités communes comme la viabilité à long terme du secteur municipal et la prise de décision fondée sur des données probantes. Ses activités incluent la surveillance des lois et textes suivants : *Loi sur l'aménagement du territoire*, *Déclaration provinciale sur la planification*, *Loi de 2005 sur la ceinture de verdure*, *Loi de 1994 sur la planification et l'aménagement du territoire de l'Ontario*, *Loi de 2005 sur les zones de croissance*, *Loi de 2011 sur les services de logement*, *Loi sur la location commerciale* et *Loi de 1992 sur le code du bâtiment*.

Le travail du programme inclut les activités qui suivent : dialoguer avec les intervenants sur les possibilités d'améliorer les logements; travailler selon une approche horizontale pour diriger l'apport de modifications aux politiques et à la législation afin d'accroître et de maintenir l'offre de logements abordables et du marché et d'améliorer l'abordabilité globale des logements; soutenir des approches novatrices afin d'accroître l'offre de logements; maintenir un cadre réglementaire qui protège les locataires et les locateurs et encourage l'entretien et l'investissement dans le secteur du logement locatif neuf.

Ce programme assure également la surveillance des politiques de réglementation propres à certaines régions comme le Plan de croissance du Nord de l'Ontario (conjointement au ministère du Développement et de la croissance économique du Nord), le Plan de la ceinture de verdure et le Plan de conservation de la moraine d'Oak Ridges. Il soutient également la protection de l'environnement, la préservation des terres agricoles et la conservation des espaces verts tout en fournissant un cadre législatif pour la planification de l'aménagement du territoire et les approbations des demandes d'aménagement, notamment l'administration du Code du bâtiment de l'Ontario.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques de logement et planification	32 681 700	34 175 300	(1 493 600)	33 346 005
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	32 681 700	34 175 300	(1 493 600)	33 346 005
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	32 682 700	34 176 300	(1 493 600)	33 346 005
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Politiques de logement et planification	-	3 600 000	(3 600 000)	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	-	3 600 000	(3 600 000)	-
	Total - Actifs de fonctionnement	-	3 600 000	(3 600 000)	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Politiques de logement et planification	190 002 000	550 002 000	(360 000 000)	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	190 002 000	550 002 000	(360 000 000)	-
	Total - Charges d'immobilisations	190 002 000	550 002 000	(360 000 000)	-

POLITIQUES DE LOGEMENT ET PLANIFICATION - CRÉDIT 1908, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1908-1	Politiques de logement et planification	
	Traitements et salaires	23 891 500
	Avantages sociaux	2 579 100
	Transports et communications	327 200
	Services	5 795 100
	Fournitures et matériel	87 800
	Paielements de transfert	
	Fonds pour l'accélération de la construction	1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	32 681 700
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques de logement et planification	32 682 700
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1908-3	Politiques de logement et planification	
	Paielements de transfert	
	Terres provinciales - location	1 000
	Terres provinciales - vente	1 000
	Fonds pour l'accélération de la construction	190 000 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	190 002 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Politiques de logement et planification	190 002 000

ACTIVITÉS RELATIVES AUX MUNICIPALITÉS ET AU LOGEMENT - CRÉDIT 1909

Ce programme a pour objectifs de bâtir des administrations locales puissantes, de promouvoir des collectivités bien planifiées, saines, complètes et florissantes et d'accroître l'offre de logements par la participation directe des clients municipaux et des fournisseurs de services de logement. Il inclut les activités qui suivent : dialoguer avec les intervenants sur les possibilités d'améliorer l'administration locale, la planification et le logement; soutenir les municipalités, les gestionnaires des services municipaux, les fournisseurs de logements, les administrateurs de programmes autochtones et d'autres intervenants externes afin de les aider à s'acquitter de leurs responsabilités; soutenir les populations vulnérables par les programmes de logements communautaires et avec services de soutien, de prévention de l'itinérance et de prestations de logement transférables. Les grandes priorités du programme sont les suivantes : superviser la mise en œuvre de la *Loi sur les municipalités*, la *Loi sur l'aménagement du territoire*, la *Loi sur les services de logement* ainsi que de la législation, de la réglementation, des politiques et des programmes de paiement de transfert connexes; renforcer les capacités municipales afin de fournir des services efficaces répondant aux besoins locaux et d'atteindre la viabilité financière, la prospérité et la résilience; diriger le système d'aménagement du territoire - guichet unique de la province pour soutenir l'accroissement de l'offre de logements et des possibilités de développement économique. De plus, ce programme fournit l'aide provinciale pour la reprise après une catastrophe et gère le programme de gestion des situations d'urgence du ministère mis sur pied en vertu d'un décret. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre un éventail complet de services : mise en œuvre de politiques et de textes législatifs; gestion de l'information et présentation de rapports; conception et exécution de programmes; services de conseil et d'approbation; financement des programmes.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Activités relatives aux municipalités et au logement	1 152 421 300	1 146 115 100	6 306 200	1 385 753 926
2	Location - usage d'habitation	1 918 800	1 818 600	100 200	2 145 313
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 154 340 100	1 147 933 700	6 406 400	1 387 899 239
L	Intérêts sur la dette, <i>Loi sur l'administration financière</i>	300 500	702 200	(401 700)	1 370 200
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	34 287
	Total - Crédits législatifs	301 500	703 200	(401 700)	1 404 487
	Total - Charges de fonctionnement	1 154 641 600	1 148 636 900	6 004 700	1 389 303 726
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Activités relatives aux municipalités et au logement	342 840 400	298 257 700	44 582 700	329 310 317
5	Activités relatives aux municipalités et au logement - charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	342 841 400	298 258 700	44 582 700	329 310 317
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	636 500	636 500	-	604 398
	Total - Crédits législatifs	636 500	636 500	-	604 398
	Total - Charges d'immobilisations	343 477 900	298 895 200	44 582 700	329 914 715

ACTIVITÉS RELATIVES AUX MUNICIPALITÉS ET AU LOGEMENT - CRÉDIT 1909, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

Ns

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

1909-1 Activités relatives aux municipalités et au logement

Traitements et salaires		22 124 600
Avantages sociaux		2 399 700
Transports et communications		569 400
Services		3 678 900
Fournitures et matériel		106 600
Paielements de transfert		
Logement communautaire	128 255 000	
Itinérance	670 730 200	
Stratégie nationale sur le logement	320 564 900	
Autochtones et logement communautaire	9 826 200	
Projets prioritaires pour les municipalités et les organisations municipales	1 000	
Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe	1 000	
Aide au Conseil de la zone de développement de Moosonee	1 717 800	
Aide aux conseils d'aménagement	350 000	
Programme d'aide aux sinistrés pour la reprise après une catastrophe	1 000	
Paielements en vertu de la <i>Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités</i>	85 179 000	
Impôts sur les propriétés provinciales loués en vertu de la <i>Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités</i>	9 181 000	1 225 807 100
Autres opérations		3 543 400
Total partiel		1 258 229 700
Moins : Recouvrements		105 808 400
Total " voter - Charges de fonctionnement		1 152 421 300

1909-2 Location " usage d'habitation

Traitements et salaires	1 674 000
Avantages sociaux	133 500
Transports et communications	24 700
Services	83 600
Fournitures et matériel	3 000
Total " voter - Charges de fonctionnement	1 918 800

ACTIVITÉS RELATIVES AUX MUNICIPALITÉS ET AU LOGEMENT - CRÉDIT 1909, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Intérêts sur la dette, <i>Loi sur l'administration financière</i>		300 500
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Activités relatives aux municipalités et au logement		1 154 641 600
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1909-4	Activités relatives aux municipalités et au logement		
	Paiements de transfert		
	Logement communautaire	18 300 000	
	Itinérance	36 954 100	
	Stratégie nationale sur le logement	287 584 300	
	Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe	1 000	
	Projets prioritaires pour les municipalités et les organisations municipales	1 000	342 840 400
	Total " voter - Charges d'immobilisations		342 840 400
1909-5	Activités relatives aux municipalités et au logement - charges liées aux biens immobilisés		
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		636 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Activités relatives aux municipalités et au logement		343 477 900

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 205 022 792	1 446 680 296
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	10 000 000	10 000 000
Total - Charges de fonctionnement redressées	1 215 022 792	1 456 680 296

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

Le ministère des Richesses naturelles (MRN) supervise la gestion des richesses naturelles de la province, notamment les forêts, les poissons, la faune, les agrégats, les ressources pétrolières et les terres de la Couronne.

Le mandat du MRN est de veiller à ce que la population de l'Ontario profite de la santé et de la grande valeur des richesses naturelles de la province, aujourd'hui comme demain.

Le ministère s'applique à s'acquitter de son mandat en diffusant les connaissances sur les richesses naturelles de l'Ontario, leur gestion et les possibilités d'en profiter, en renforçant la gestion de ces richesses pour en garantir l'intégrité et la résilience de l'environnement et en élargissant les retombées économiques liées aux richesses naturelles par l'innovation et une gestion viable de celles-ci.

Le MRN apporte son soutien à la province, y compris pour des activités de première ligne de gestion des feux de végétation, dans l'exercice de ses responsabilités en gestion des situations d'urgence en Ontario, tout en fournissant des services pour protéger la population et les valeurs économiques contre les feux de végétation, les inondations, la sécheresse, la migration des gaz dans les couches souterraines et d'autres risques naturels.

Le MRN travaille avec les collectivités autochtones, l'industrie forestière, le secteur des agrégats et d'autres partenaires afin d'encourager un développement durable et responsable. Il dialogue avec les collectivités autochtones pour s'acquitter de l'obligation juridique de la Couronne de consulter, afin d'alimenter l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, programmes et initiatives économiques. Le ministère œuvre également pour accroître la participation des Autochtones et les partenariats avec ces derniers dans les secteurs de la foresterie et des agrégats, notamment du point de vue du partage des revenus des ressources.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2101 Programme d'administration du ministère	35 222 500	31 104 200	4 118 300	35 736 182
2103 Programme de gestion des richesses naturelles	444 247 000	394 954 600	49 292 400	392 839 892
2104 Protection du public	192 738 800	174 814 800	17 924 000	239 676 744
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	672 208 300	600 873 600	71 334 700	668 252 818
Crédits législatifs	5 189 392	5 167 014	22 378	2 113 548
Total du ministère - Charges de fonctionnement	677 397 692	606 040 614	71 357 078	670 366 366

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement des charges de fonctionnement - Comptes " des fins particulières pour la protection du poisson et de la faune	67 000 000	67 000 000	-	74 276 249
Redressement des charges de fonctionnement - Recouvrements en vertu de l'article 15	-	-	-	11 799 415
Redressement de consolidation - Agence de foresterie du parc Algonquin	25 466 900	24 002 000	1 464 900	19 496 720
Redressement de consolidation - Fonds de reboisement	54 881 400	45 838 800	9 042 600	63 698 372
Redressement de consolidation - Fonds de réserve forestier	8 470 900	1 000 000	7 470 900	13 796 094
Redressement de consolidation - collèges	-	-	-	(167 900)
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(6 425 148)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(24 055 100)	(23 370 500)	(684 600)	(24 686 205)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	809 161 792	720 510 914	88 650 878	822 153 963
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2103 Programme de gestion des richesses naturelles	3 215 600	3 391 100	(175 500)	488 067
2104 Protection du public	63 900	46 500	17 400	63 784
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	3 279 500	3 437 600	(158 100)	551 851
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	3 279 500	3 437 600	(158 100)	551 851

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2103 Programme de gestion des richesses naturelles	31 651 700	28 862 300	2 789 400	240 540 122
2104 Protection du public	3 763 000	5 084 000	(1 321 000)	3 516 148
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	35 414 700	33 946 300	1 468 400	244 056 270
Crédits législatifs	32 557 200	30 054 500	2 502 700	16 882 727
Total du ministère - Charges d'immobilisations	67 971 900	64 000 800	3 971 100	260 938 997
Redressement de consolidation - Agence de foresterie du parc Algonquin	126 000	75 000	51 000	90 969
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	(375 000)	375 000	(1 181 019)
Autre redressement - réévaluation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	-	-	-	(461 950)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(1 887 000)	(1 789 000)	(98 000)	(2 698 613)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	66 210 900	61 911 800	4 299 100	256 688 384
BIENS IMMOBILISÉS				
2103 Programme de gestion des richesses naturelles	34 744 300	38 268 000	(3 523 700)	26 037 260
2104 Protection du public	50 534 900	25 146 000	25 388 900	3 487 973
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	85 279 200	63 414 000	21 865 200	29 525 233
Total du ministère - Biens immobilisés	85 279 200	63 414 000	21 865 200	29 525 233
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	875 372 692	782 422 714	92 949 978	1 078 842 347

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2101

Le programme d'administration offre une grande variété de services de gestion relatifs à l'administration générale du ministre : ressources humaines, planification financière et opérationnelle, contrôle financier, approvisionnement, communications, services juridiques et d'autres fonctions spécialisées à durée limitée. Le ministre partage ses services avec le secteur des richesses naturelles.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministre	35 222 500	31 104 200	4 118 300	35 736 182
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	35 222 500	31 104 200	4 118 300	35 736 182
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	-	22 378	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	87 392	65 014	22 378	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	35 309 892	31 169 214	4 140 678	35 802 150

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2101-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		16 859 100
	Avantages sociaux		8 860 700
	Transports et communications		304 200
	Services		10 262 300
	Fournitures et matériel		99 400
	Paievements de transfert		
	Programmes d'emploi des jeunes		335 300
	Total partiel		36 721 000
	Moins : Recouvrements		1 498 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement		35 222 500
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	4 566 800	
	Avantages sociaux	573 000	
	Transports et communications	193 200	
	Services	266 700	
	Fournitures et matériel	37 000	5 636 700
<i>Finances et administration</i>			
	Traitements et salaires	4 248 000	
	Avantages sociaux	625 000	
	Services	2 293 800	
	Fournitures et matériel	7 100	7 173 900

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	5 054 700	
	Avantages sociaux	7 245 400	
	Transports et communications	46 500	
	Services	370 100	
	Fournitures et matériel	25 200	
	Paielements de transfert		
	Programmes d'emploi des jeunes	335 300	
	Total partiel	13 077 200	
	Moins : Recouvrements	1 498 500	11 578 700
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	2 927 600	
	Avantages sociaux	417 300	
	Transports et communications	17 300	
	Services	589 800	
	Fournitures et matériel	12 100	3 964 100
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	62 000	
	Transports et communications	47 200	
	Services	6 513 000	
	Fournitures et matériel	18 000	6 640 200
	<i>Technologie de l'information</i>		
	Services	228 900	228 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement		35 222 500
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		22 378
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		16 173
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crédits irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		35 309 892

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, des terres de la Couronne, de l'eau, de l'énergie renouvelable et des ressources en aggrégats et en pétrole de l'Ontario par l'élaboration, la mise en œuvre et l'amélioration des lois, politiques, programmes, systèmes d'information et normes.

Le Programme s'attache à veiller à la vigueur et la viabilité de l'industrie forestière en Ontario et à favoriser un environnement d'affaires compétitif en faisant la promotion des emplois et des investissements dans le secteur forestier.

Le Programme dirige et supervise également la gestion des ressources fauniques et halieutiques de l'Ontario afin de promouvoir un environnement sain et durable, de préserver la biodiversité et d'élargir les possibilités de loisirs de plein air.

De plus, le Programme dirige et supervise la gestion des actifs d'infrastructure tels les installations piscicoles, des terres de la Couronne, de l'eau et d'autres investissements dans l'infrastructure comme l'élaboration et l'application de l'information géographique et terrestre et l'infrastructure nécessaire pour partager cette information aux fins de l'exécution des programmes du ministère.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Gestion durable des ressources	444 247 000	394 954 600	49 292 400	392 839 892
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	444 247 000	394 954 600	49 292 400	392 839 892
L	Fonds de reboisement, <i>Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne</i>	1 000	1 000	-	-
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 091 000	5 091 000	-	2 047 580
	Total - Crédits législatifs	5 092 000	5 092 000	-	2 047 580
	Total - Charges de fonctionnement	449 339 000	400 046 600	49 292 400	394 887 472
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Gestion des richesses naturelles à actif de fonctionnement	3 215 600	3 391 100	(175 500)	488 067
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	3 215 600	3 391 100	(175 500)	488 067
	Total - Actifs de fonctionnement	3 215 600	3 391 100	(175 500)	488 067

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles	31 650 700	28 861 300	2 789 400	240 540 122
6	Assainissement de l'environnement	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		31 651 700	28 862 300	2 789 400	240 540 122
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	17 457 000	16 751 400	705 600	13 064 541
Total - Crédits législatifs		17 457 000	16 751 400	705 600	13 064 541
Total - Charges d'immobilisations		49 108 700	45 613 700	3 495 000	253 604 663
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles et biens immobilisés	34 744 300	38 268 000	(3 523 700)	26 037 260
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		34 744 300	38 268 000	(3 523 700)	26 037 260
Total - Biens immobilisés		34 744 300	38 268 000	(3 523 700)	26 037 260

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
Ns				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2103-1	Gestion durable des ressources			
	Traitements et salaires			195 863 100
	Avantages sociaux			30 530 300
	Transports et communications			6 549 900
	Services			149 907 200
	Fournitures et matériel			10 880 900
	Paiements de transfert			
	Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources forestières	33 328 700		
	Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	2 200 000		
	Rentes et primes - Traitement no 9	110 000		
	Partage des recettes liées à l'exploitation des agrégats	1 100 800		
	Politiques relatives aux richesses naturelles et intendance des ressources	7 886 800		
	Initiatives pour le secteur forestier	63 394 000		
	Soutien à l'exploitation de la région des lacs expérimentaux	1 900 000		
	Services provinciaux - intendance des ressources	517 000		
	Programmes de soutien aux opérations régionales	14 747 200		
	Programme du Grand Nord	1 500 000		
	Protection du poisson et de la faune - intendance des ressources	247 500	126 932 000	
	Total partiel			520 663 400
	Moins : Recouvrements			76 416 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement			444 247 000
<i>Sous-postes :</i>				
<i>Industrie forestière</i>				
	Traitements et salaires	8 003 600		
	Avantages sociaux	1 212 400		
	Transports et communications	480 400		
	Services	57 967 900		
	Fournitures et matériel	228 500		
	Paiements de transfert			
	Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources forestières	33 328 700		
	Initiatives pour le secteur forestier	63 394 000	96 722 700	164 615 500

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
<i>Fonds spéciaux pour la protection du poisson et de la faune</i>			
Traitements et salaires		45 118 800	
Avantages sociaux		6 934 900	
Transports et communications		2 149 600	
Services		20 554 200	
Fournitures et matériel		2 781 000	
Paielements de transfert			
Protection du poisson et de la faune - intendance des ressources		247 500	
Total partiel		77 786 000	
Moins : Recouvrements		67 000 000	10 786 000
<i>Cartographie et information géographique</i>			
Traitements et salaires		6 993 500	
Avantages sociaux		1 081 200	
Transports et communications		92 900	
Services		8 540 000	
Fournitures et matériel		151 300	
Total partiel		16 858 900	
Moins : Recouvrements		3 710 800	13 148 100
<i>Politiques et planification</i>			
Traitements et salaires		15 066 600	
Avantages sociaux		2 046 500	
Transports et communications		111 700	
Services		2 451 100	
Fournitures et matériel		60 000	
Paielements de transfert			
Rentes et primes - Traitement 9	110 000		
Partage des recettes liées à l'exploitation des agrégats	1 100 800		
Politiques relatives aux richesses naturelles et intendance des ressources	7 886 800	9 097 600	
Total partiel		28 833 500	
Moins : Recouvrements		75 000	28 758 500

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Services provinciaux - sciences et recherche			
Traitements et salaires		33 965 600	
Avantages sociaux		5 593 500	
Transports et communications		923 800	
Services		18 575 200	
Fournitures et matériel		4 028 700	
Paielements de transfert			
Soutien à l'exploitation de la région des lacs expérimentaux	1 900 000		
Services provinciaux - intendance des ressources	517 000	2 417 000	
Total partiel		65 503 800	
Moins : Recouvrements		2 275 000	63 228 800
Opérations régionales			
Traitements et salaires		64 688 600	
Avantages sociaux		10 476 800	
Transports et communications		2 748 500	
Services		20 860 400	
Fournitures et matériel		3 600 400	
Paielements de transfert			
Paielements tenant lieu d'impôt aux municipalités	2 200 000		
Programmes de soutien aux opérations régionales	14 747 200		
Programme du Grand Nord	1 500 000	18 447 200	
Total partiel		120 821 900	
Moins : Recouvrements		3 355 600	117 466 300
Administration du programme			
Traitements et salaires		19 983 800	
Avantages sociaux		2 859 800	
Services		17 199 500	40 043 100

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Commission de l'atarcancement du Niagara</i>		
	Traitements et salaires	2 042 600	
	Avantages sociaux	325 200	
	Transports et communications	43 000	
	Services	91 100	
	Fournitures et matériel	31 000	2 532 900
	<i>Technologie de l'information</i>		
	Services	3 667 800	3 667 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement		444 247 000
	Crédits législatifs		
	Paievements de transfert		
L	Fonds de reboisement, Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne		2 000
	Moins : Recouvrements		1 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		5 091 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de gestion des richesses naturelles		449 339 000

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2103-5	Gestion des richesses naturelles - actif de fonctionnement		
	Dépôts et charges payées d'avance		3 214 600
	Inventaire détenu à des fins de revente		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		3 215 600
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de gestion des richesses naturelles		3 215 600
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2103-3	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles		
	Transports et communications		22 200
	Services		25 523 400
	Fournitures et matériel		4 205 100
	Paievements de transfert		
	Infrastructure des offices de protection de la nature	5 000 000	
	Cession de biens immobiliers à une valeur inférieure à celle du marché	1 000	5 001 000
	Autres opérations		3 000
	Total partiel		34 754 700
	Moins : Recouvrements		3 104 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		31 650 700
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>			
	Transports et communications	21 200	
	Services	1 060 600	
	Fournitures et matériel	4 203 100	
	Autres opérations	1 000	5 285 900
<i>Opérations régionales</i>			
	Transports et communications	1 000	
	Services	22 703 200	
	Fournitures et matériel	1 000	
	Paievements de transfert		
	Infrastructure des offices de protection de la nature	5 000 000	
	Autres opérations	1 000	
	Total partiel	27 706 200	
	Moins : Recouvrements	3 103 000	24 603 200

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
	<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>		
	Services	1 547 600	
	Fournitures et matériel	1 000	
	Paiements de transfert		
	Cession de biens immobiliers -- une valeur inférieure -- celle du marché	1 000	
	Autres opérations	1 000	
	Total partiel	1 550 600	
	Moins : Recouvrements	1 000	1 549 600
	<i>Industrie forestière</i>		
	Services	212 000	212 000
	Total -- voter - Charges d'immobilisations		31 650 700
2103-6	Assainissement de l'environnement		
	Services		1 000
	Total -- voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		17 457 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de gestion des richesses naturelles		49 108 700

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
BIENS IMMOBILISÉS			
2103-4	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles - biens immobilisés		
	Sites d'enfouissement	1 000	
	Sites d'enfouissement - ajouts d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	1 000	
	Sites d'enfouissement - réévaluation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	1 000	
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	5 062 200	
	Immeubles - ajouts d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	3 000	
	Immeubles - réévaluation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	3 000	
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	8 525 000	
	Améliorations locatives	1 000	
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	13 955 000	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 091 100	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	4 003 000	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 098 000	
	Total à voter - Biens immobilisés	34 744 300	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Opérations régionales</i>			
	Sites d'enfouissement	1 000	
	Sites d'enfouissement - ajouts d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	1 000	
	Sites d'enfouissement - réévaluation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	1 000	
	Immeubles - ajouts d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	1 000	
	Immeubles - réévaluation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	1 000	
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 525 000	
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	13 955 000	16 485 000
<i>Industrie forestière</i>			
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	6 000 000	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	510 000	6 510 000

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
BIENS IMMOBILISÉS			
<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>			
Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	4 384 200		
Immeubles - ajouts d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	1 000		
Immeubles - réévaluation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	1 000		
Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	580 100		
Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	4 003 000		
Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 098 000	11 067 300	
<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>			
Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	678 000		
Immeubles - ajouts d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	1 000		
Immeubles - réévaluation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	1 000		
Améliorations locatives	1 000		
Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000	682 000	
Total à voter - Biens immobilisés		34 744 300	
Total (Biens immobilisés) - Programme de gestion des richesses naturelles			34 744 300

PROTECTION DU PUBLIC - CRÉDIT 2104

Le programme de protection du public dirige l'exécution du programme de gestion des situations d'urgence et des services d'aviation du ministère aux fins de protection du public et des biens touchés par des feux de végétation et d'autres situations d'urgence importantes à l'échelle provinciale pour lesquelles de l'aide est nécessaire.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Protection du public	192 738 800	174 814 800	17 924 000	239 676 744
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	192 738 800	174 814 800	17 924 000	239 676 744
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	10 000	10 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	10 000	10 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	192 748 800	174 824 800	17 924 000	239 676 744
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence d'actifs de fonctionnement	63 900	46 500	17 400	63 784
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	63 900	46 500	17 400	63 784
	Total - Actifs de fonctionnement	63 900	46 500	17 400	63 784

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence	3 763 000	5 084 000	(1 321 000)	3 516 148
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		3 763 000	5 084 000	(1 321 000)	3 516 148
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	15 100 200	13 303 100	1 797 100	3 818 186
	Total - Crédits législatifs	15 100 200	13 303 100	1 797 100	3 818 186
Total - Charges d'immobilisations		18 863 200	18 387 100	476 100	7 334 334
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence des biens immobilisés	50 534 900	25 146 000	25 388 900	3 487 973
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		50 534 900	25 146 000	25 388 900	3 487 973
Total - Biens immobilisés		50 534 900	25 146 000	25 388 900	3 487 973

PROTECTION DU PUBLIC - CRÉDIT 2104, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2104-1	Protection du public	
	Traitements et salaires	101 315 300
	Avantages sociaux	12 553 300
	Transports et communications	5 998 900
	Services	111 305 000
	Fournitures et matériel	9 885 500
	Paievements de transfert	
	Intendance des services provinciaux	1 100 000
	Initiative ontarienne Collectivités Intelli-feu	650 000
		1 750 000
	Total partiel	242 808 000
	Moins : Recouvrements	50 069 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement	192 738 800
<i>Sous-postes :</i>		
<i>Sécurité publique et intervention en cas d'urgence</i>		
	Traitements et salaires	49 036 300
	Avantages sociaux	5 787 000
	Transports et communications	1 900 000
	Services	34 729 300
	Fournitures et matériel	3 653 000
	Paievements de transfert	
	Intendance des services provinciaux	1 100 000
	Initiative ontarienne Collectivités Intelli-feu	650 000
		1 750 000
	Total partiel	96 855 600
	Moins : Recouvrements	39 068 200
		57 787 400

PROTECTION DU PUBLIC - CRÉDIT 2104, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Lutte d'urgence contre les incendies</i>		
	Traitements et salaires	52 279 000	
	Avantages sociaux	6 766 300	
	Transports et communications	4 098 900	
	Services	76 575 700	
	Fournitures et matériel	6 232 500	
	Total partiel	145 952 400	
	Moins : Recouvrements	11 001 000	134 951 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		192 738 800
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		10 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Protection du public		192 748 800
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2104-3	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence - actifs de fonctionnement		
	Dépôts et charges payées d'avance		63 900
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		63 900
	Total (Actifs de fonctionnement) - Protection du public		63 900
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2104-5	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence		
	Transports et communications		1 000
	Services		850 200
	Fournitures et matériel		2 910 800
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		3 763 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		15 100 200
	Total (Charges d'immobilisations) - Protection du public		18 863 200

PROTECTION DU PUBLIC - CRÉDIT 2104, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	BIENS IMMOBILISÉS	
2104-4	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence - biens immobilisés	
	Avions - coûts relatifs aux biens immobilisés	27 923 200
	Immeubles - traitements et salaires	265 500
	Immeubles - avantages sociaux	25 200
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	20 711 400
	Immeubles - ajouts d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	1 000
	Immeubles - réévaluation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	1 000
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	413 100
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 193 500
	Total à voter - Biens immobilisés	50 534 900
	Total (Biens immobilisés) - Protection du public	50 534 900

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	638 755 614	705 736 667
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions et d'autres ministères	(32 715 000)	(35 370 301)
Total - Charges de fonctionnement redressées	606 040 614	670 366 366

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	64 000 800	263 035 697
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions et d'autres ministères	-	(2 096 700)
Total - Charges d'immobilisations redressées	64 000 800	260 938 997

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	63 414 000	31 621 933
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions et d'autres ministères	-	(2 096 700)
Total - Biens immobilisés redressés	63 414 000	29 525 233

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - biens immobilisés.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NORD

Le ministère du Développement et de la croissance économique du Nord (MDCEN) s'attache à rendre le Nord de l'Ontario solide, sain et prospère en apportant aux collectivités et aux entreprises un soutien au développement économique responsable et en faisant la promotion de la région et de ses atouts à l'étranger. Le ministère fait progresser le développement économique en Ontario par des partenariats menés en collaboration et des solutions reflétant les besoins particuliers des résidents du Nord.

Le ministère exécute des programmes de développement économique et permet au Nord de faire entendre sa voix. Ses programmes soutiennent la croissance économique et le dynamisme des collectivités du Nord. La Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, qui relève du ministère, réalise des investissements stratégiques contribuant à élargir les possibilités économiques dans le Nord. Le ministère applique une optique du Nord dans l'examen et l'élaboration des politiques, et il veille aux intérêts du Nord de l'Ontario afin de stimuler le développement économique. Les investissements dans l'infrastructure du Nord de l'Ontario (p. ex., les routes) améliorent les liens entre le Nord et le reste de l'Ontario, le Canada et l'étranger.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2201 Programme d'administration du ministère	7 038 600	6 593 900	444 700	6 269 243
2202 Programme de développement du Nord	291 565 800	231 928 300	59 637 500	189 322 258
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	298 604 400	238 522 200	60 082 200	195 591 501
Crédits législatifs	66 014	66 014	-	339 018
Total du ministère - Charges de fonctionnement	298 670 414	238 588 214	60 082 200	195 930 519
Redressement de consolidation - Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	10 497 100	13 029 900	(2 532 800)	18 797 418
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(363 006)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(93 500)	(148 300)	54 800	(208 386)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	309 074 014	251 469 814	57 604 200	214 156 545
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2201 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2202 Programme de développement du Nord	2 000	2 000	-	-
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	3 000	3 000	-	-
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	3 000	3 000	-	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2201 Programme d'administration du ministère	2 000	2 000	-	-
2202 Programme de développement du Nord	116 443 000	108 503 000	7 940 000	103 323 974
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	116 445 000	108 505 000	7 940 000	103 323 974
Crédits législatifs	381 366 600	401 556 300	(20 189 700)	392 259 251
Total du ministère - Charges d'immobilisations	497 811 600	510 061 300	(12 249 700)	495 583 225
Redressement de consolidation - Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	(1 715 100)	750 900	(2 466 000)	(5 100 099)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	496 096 500	510 812 200	(14 715 700)	490 483 126
BIENS IMMOBILISÉS				
2201 Programme d'administration du ministère	2 000	2 000	-	-
2202 Programme de développement du Nord	500 902 100	558 731 100	(57 829 000)	648 407 898
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	500 904 100	558 733 100	(57 829 000)	648 407 898
Total du ministère - Biens immobilisés	500 904 100	558 733 100	(57 829 000)	648 407 898
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	805 170 514	762 282 014	42 888 500	704 639 671

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Il appuie les activités du ministère grâce à la prestation de conseils et de services dans des domaines divers - ressources humaines, planification financière, comptabilité et administration - et à des services de soutien professionnel (p. ex., juridiques). Ce programme apporte également un soutien stratégique de base dans les domaines des communications et des politiques ministérielles.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	7 038 600	6 593 900	444 700	6 269 243
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	7 038 600	6 593 900	444 700	6 269 243
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	65 014	65 014	-	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	7 103 614	6 658 914	444 700	6 335 211
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministère	2 000	2 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 000	2 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	2 000	2 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	2 000	2 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	4 000	4 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Administration du ministère à biens immobilisés	2 000	2 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	2 000	2 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	2 000	2 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2201-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		6 256 200
	Avantages sociaux		551 800
	Transports et communications		336 400
	Services		3 227 800
	Fournitures et matériel		165 900
	Total partiel		10 538 100
	Moins : Recouvrements		3 499 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement		7 038 600
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	1 259 800	
	Avantages sociaux	121 300	
	Transports et communications	92 100	
	Services	45 900	
	Fournitures et matériel	34 400	1 553 500
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	2 613 200	
	Avantages sociaux	154 400	
	Transports et communications	136 200	
	Services	1 398 000	
	Fournitures et matériel	79 600	
	Total partiel	4 381 400	
	Moins : Recouvrements	2 656 100	1 725 300
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	1 045 300	
	Avantages sociaux	158 700	
	Transports et communications	50 200	
	Services	99 200	
	Fournitures et matériel	26 200	
	Total partiel	1 379 600	
	Moins : Recouvrements	607 500	772 100

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communications</i>		
	Traitements et salaires	775 500	
	Avantages sociaux	70 400	
	Transports et communications	19 300	
	Services	153 300	
	Fournitures et matériel	11 000	1 029 500
	<i>Analyse et planification</i>		
	Traitements et salaires	562 400	
	Avantages sociaux	47 000	
	Transports et communications	24 100	
	Services	22 300	
	Fournitures et matériel	7 200	663 000
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	14 500	
	Services	1 079 000	
	Fournitures et matériel	7 500	1 101 000
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Services	430 100	
	Moins : Recouvrements	235 900	194 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		7 038 600
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Crédits législatifs		
	<i>Autres opérations</i>		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		7 103 614

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2201-2	Programme d'administration du ministre	
	Projets et investissements	1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre	1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2201-3	Administration du ministre	
	Autres opérations	2 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	2 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	2 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministre	4 000
BIENS IMMOBILISÉS		
2201-4	Administration du ministre - biens immobilisés	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 000
	Total " voter - Biens immobilisés	2 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministre	2 000

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD - CRÉDIT 2202

Ce programme dirige l'élaboration et l'exécution de politiques, de programmes et de services qui soutiennent les entreprises et les collectivités du Nord de l'Ontario, et y apporte son concours. Il s'attache à rendre le Nord de l'Ontario dynamique, sain et prospère en procurant aux entreprises et aux collectivités un soutien au développement économique et l'accès aux programmes et services gouvernementaux, en faisant la promotion du commerce et de l'investissement et en abordant les besoins régionaux et locaux d'infrastructure dans le Nord.

Le programme fournit des conseils stratégiques en matière de politiques à partir d'analyses et de recherches afin de soutenir l'élaboration, l'exécution et la mise en œuvre de programmes de développement économique du Nord concernant un éventail de questions et de possibilités relatives au Nord de l'Ontario. En faisant participer les Nord-Ontariens aux initiatives gouvernementales, et notamment aux activités liées aux politiques et à la planification, ce programme leur permet de contribuer à l'élaboration des programmes et services gouvernementaux qui les touchent. Il a la responsabilité d'appliquer une optique du Nord dans l'examen et l'élaboration des politiques, et il veille aux intérêts du Nord de l'Ontario afin de stimuler le développement économique.

Ce programme investit dans l'infrastructure du Nord de l'Ontario afin de soutenir les priorités gouvernementales. Les investissements stratégiques infrastructurels réalisés dans le cadre du Programme des routes du Nord, du Programme des routes d'hiver et du Fonds de soutien à l'exploitation des richesses naturelles dans le Nord de l'Ontario améliorent les liens entre le Nord et le reste de l'Ontario, le Canada et l'étranger.

Le réseau de conseillers du ministère donne aux entreprises et aux collectivités du Nord accès aux programmes et services gouvernementaux de développement économique, y compris l'exécution des programmes de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario (SGFPNO). Les programmes et services ministériels visent aussi à attirer des débouchés en matière de commerce et d'investissement pour aider les entreprises du Nord à s'implanter sur les marchés intérieurs et étrangers et à y étendre leurs activités, et à attirer de nouveaux investissements d'entreprises dans la région.

La SGFPNO, un organisme du ministère, propose divers programmes de financement qui soutiennent la croissance économique, la diversification et la création d'emplois dans les secteurs public et privé du Nord de l'Ontario.

Le programme Avantage Énergétique pour le Nord aide les plus grands consommateurs industriels d'électricité du Nord de l'Ontario à réduire leurs coûts énergétiques, à maintenir les emplois et à préserver leur compétitivité sur les marchés mondiaux. Par ailleurs, le Programme d'aide à la prestation des services vétérinaires donne aux éleveurs de gros animaux un meilleur accès à de tels services, ce qui favorise la santé et le dynamisme du secteur agricole dans le Nord de l'Ontario.

Le ministère est responsable de la surveillance et de l'observation de la *Loi sur les régies des services publics du Nord*. Les régies des services publics sont créées en vertu de cette loi pour faciliter la prestation des services dans les territoires non organisés en municipalité du Nord de l'Ontario.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Développement économique du Nord	291 565 800	231 928 300	59 637 500	189 322 258
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	291 565 800	231 928 300	59 637 500	189 322 258
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	273 050
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	273 050
	Total - Charges de fonctionnement	291 566 800	231 929 300	59 637 500	189 595 308

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Actif de fonctionnement pour le développement du Nord	2 000	2 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000	2 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	-
CHARGES D'AMMOBILISATIONS					
2	Développement économique du Nord	116 443 000	108 503 000	7 940 000	103 323 974
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'AMMOBILISATIONS	116 443 000	108 503 000	7 940 000	103 323 974
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	381 364 600	401 554 300	(20 189 700)	392 259 251
	Total - Crédits législatifs	381 364 600	401 554 300	(20 189 700)	392 259 251
	Total - Charges d'immobilisations	497 807 600	510 057 300	(12 249 700)	495 583 225
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Développement du Nord - biens immobilisés	500 902 100	558 731 100	(57 829 000)	648 407 898
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	500 902 100	558 731 100	(57 829 000)	648 407 898
	Total - Biens immobilisés	500 902 100	558 731 100	(57 829 000)	648 407 898

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD - CRÉDIT 2202, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT -		CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
POSTE	Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2202-1	Développement économique du Nord		
	Traitements et salaires		13 373 800
	Avantages sociaux		1 660 000
	Transports et communications		702 900
	Services		6 791 200
	Fournitures et matériel		154 200
	Paielements de transfert		
	Associations de municipalités	100 000	
	Programme Avantage énergétique pour le Nord	206 170 000	
	Services communautaires	625 000	
	Développement économique	830 000	
	Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	70 000 000	
	Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	700 000	278 425 000
	Total partiel		301 107 100
	Moins : Recouvrements		9 541 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement		291 565 800
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de développement du Nord		291 566 800
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2202-3	Actif de fonctionnement pour le développement du Nord		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Prêts et investissements		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		2 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de développement du Nord		2 000

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD - CRÉDIT 2202, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2202-2	Développement économique du Nord		
	Services		25 102 000
	Paielements de transfert		
	Infrastructure du Nord	19 400 000	
	Fonds de soutien à l'exploitation des richesses naturelles dans le Nord de l'Ontario	15 000 000	
	Programme des routes d'hiver	11 000 000	
	Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	40 000 000	
	Renouvellement de l'infrastructure ferroviaire	2 340 000	87 740 000
	Autres opérations		
	Routes d'accès aux ressources	3 600 000	
	Développement du Nord	1 000	3 601 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		116 443 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		381 364 600
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de développement du Nord		497 807 600
BIENS IMMOBILISÉS			
2202-4	Développement du Nord - biens immobilisés		
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés		500 901 100
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
	Total à voter - Biens immobilisés		500 902 100
	Total (Biens immobilisés) - Programme de développement du Nord		500 902 100

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	619 733 100	648 407 898
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions et d'autres ministères	(61 000 000)	-
Total - Biens immobilisés redressés	558 733 100	648 407 898

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - biens immobilisés.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

Le personnel du Cabinet du Premier ministre fournit un appui essentiel au premier ministre de l'Ontario pour lui permettre d'exercer ses fonctions de chef du Conseil exécutif et de chef du gouvernement de l'Ontario.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2401 Programme du Cabinet du Premier ministre	2 326 800	2 326 800	-	2 301 435
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 326 800	2 326 800	-	2 301 435
Crédits législatifs	105 861	105 861	-	109 270
Total du ministère - Charges de fonctionnement	2 432 661	2 432 661	-	2 410 705
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	2 432 661	2 432 661	-	2 410 705

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE - CRÉDIT 2401

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2025-2026	2024-2025	entre
				2025-2026
				et
				2024-2025
				Chiffres
				réels
				2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Cabinet du Premier ministre	2 326 800	2 326 800	-
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 326 800	2 326 800	-
L	Traitement versé au premier ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	89 688	89 688	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 173	16 173	-
	Total - Crédits législatifs	105 861	105 861	-
	Total - Charges de fonctionnement	2 432 661	2 432 661	-

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE - CRÉDIT 2401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2401-1	Cabinet du Premier ministre	
	Traitements et salaires	2 007 100
	Avantages sociaux	207 100
	Transports et communications	73 100
	Services	19 400
	Fournitures et matériel	20 100
	Total " voter - Charges de fonctionnement	2 326 800
Crédits législatifs		
L	Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	89 688
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Cabinet du Premier ministre	2 432 661

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

Le ministère des Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement (MSPEA) est le centre de conception et de prestation des services du gouvernement. Composés d'experts en prestation de services, en conception, en technologie, en gestion des archives, des données et de l'information et en politique gouvernementale, nous travaillons en partenariat avec le gouvernement, les organismes provinciaux et le secteur parapublic pour faire en sorte que la population et les entreprises de l'Ontario puissent accéder facilement aux services dont ils ont besoin pour vivre et travailler ici.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1801 Programme d'administration du ministère	38 539 600	36 552 700	1 986 900	35 901 439
1809 Politiques, Archives publiques et données	37 484 100	41 460 600	(3 976 500)	29 468 830
1811 Services financiers organisationnels et services relatifs à la chaîne d'approvisionnement	386 319 900	353 603 500	32 716 400	177 857 845
1814 Programme ServiceOntario	275 797 900	287 455 800	(11 657 900)	331 609 805
1816 Services aux consommateurs	32 213 200	29 675 600	2 537 600	27 810 298
1818 Services d'applications et de technologie de l'information	638 967 600	614 879 000	24 088 600	696 156 044
1821 Programme des services organisationnels de technologie de l'information	217 812 600	182 861 000	34 951 600	163 388 510
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 627 134 900	1 546 488 200	80 646 700	1 462 192 771
Crédits législatifs	72 117 787	72 185 687	(67 900)	215 052 462
Total du ministère - Charges de fonctionnement	1 699 252 687	1 618 673 887	80 578 800	1 677 245 233
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(41 021 900)	(40 048 300)	(973 600)	(9 117 656)
Redressement de consolidation - ApprovisiOntario	8 862 300	95 963 900	(87 101 600)	(8 802 614)
Redressement de consolidation - Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	-	-	-	1 223 223
Redressement de consolidation - Santé	-	-	-	16 357 216
Redressement de consolidation - Office ontarien de réglementation des services financiers	-	-	-	(180 000)
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(15 610 674)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(561 758)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 667 093 087	1 674 589 487	(7 496 400)	1 660 552 970

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
1811 Services financiers organisationnels et services relatifs à la chaîne d'approvisionnement	-	-	-	92 222 223
1814 Programme ServiceOntario	1 000	-	1 000	-
1818 Services d'applications et de technologie de l'information	6 989 000	7 053 000	(64 000)	4 023 659
1821 Programme des services organisationnels de technologie de l'information	45 000 000	40 000 000	5 000 000	37 745 555
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	51 990 000	47 053 000	4 937 000	133 991 437
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	51 990 000	47 053 000	4 937 000	133 991 437
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
1801 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1809 Politiques, Archives publiques et données	2 641 200	2 753 100	(111 900)	2 859 299
1811 Services financiers organisationnels et services relatifs à la chaîne d'approvisionnement	2 000	2 000	-	-
1814 Programme ServiceOntario	2 000	2 000	-	-
1816 Services aux consommateurs	1 000	1 000	-	-
1818 Services d'applications et de technologie de l'information	5 000	5 000	-	-
1821 Programme des services organisationnels de technologie de l'information	9 363 400	9 552 100	(188 700)	9 527 952
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	12 015 600	12 316 200	(300 600)	12 387 251
Crédits législatifs	41 576 100	44 006 800	(2 430 700)	37 610 083
Total du ministère - Charges d'immobilisations	53 591 700	56 323 000	(2 731 300)	49 997 334
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(8 362 300)	(8 600 100)	237 800	(9 774 789)
Redressement de consolidation - Approvisionnement	26 600	-	26 600	73 623
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	45 256 000	47 722 900	(2 466 900)	40 296 168

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
BIENS IMMOBILISÉS				
1809 Politiques, Archives publiques et données	2 000	2 000	-	-
1811 Services financiers organisationnels et services relatifs à la chaîne d'approvisionnement	3 000	3 000	-	1 537 838
1814 Programme ServiceOntario	3 174 000	5 006 700	(1 832 700)	13 470 006
1816 Services aux consommateurs	1 000	1 000	-	-
1818 Services d'applications et de technologie de l'information	29 299 400	24 501 600	4 797 800	16 503 921
1821 Programme des services organisationnels de technologie de l'information	51 514 000	51 514 000	-	39 446 165
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	83 993 400	81 028 300	2 965 100	70 957 930
Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés	83 994 400	81 029 300	2 965 100	70 957 930
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)				
	1 712 349 087	1 722 312 387	(9 963 300)	1 700 849 138

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1801

Le programme d'administration du ministère procure des services administratifs et de soutien (p. ex., gestion des finances et des ressources humaines, coordination d'initiatives de politiques et ministérielles, efficacité organisationnelle, services juridiques et de communication).

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	38 539 600	36 552 700	1 986 900	35 901 439
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	38 539 600	36 552 700	1 986 900	35 901 439
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 164
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	33 334
	Total - Crédits législatifs	80 187	80 187	-	82 498
	Total - Charges de fonctionnement	38 619 787	36 632 887	1 986 900	35 983 937
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1801-1	Administration du ministère	
	Traitements et salaires	21 878 500
	Avantages sociaux	2 526 100
	Transports et communications	234 500
	Services	13 615 400
	Fournitures et matériel	285 100
Total " voter - Charges de fonctionnement		38 539 600
Sous-postes :		
Bureau principal		
	Traitements et salaires	3 284 100
	Avantages sociaux	487 700
	Transports et communications	70 000
	Services	112 200
	Fournitures et matériel	142 700
		4 096 700
Services financiers et administratifs		
	Traitements et salaires	12 664 700
	Avantages sociaux	1 379 400
	Transports et communications	88 800
	Services	2 077 900
	Fournitures et matériel	39 300
		16 250 100
Services juridiques		
	Traitements et salaires	10 000
	Avantages sociaux	2 000
	Transports et communications	39 400
	Services	10 185 100
	Fournitures et matériel	32 800
		10 269 300
Services de communication		
	Traitements et salaires	3 920 400
	Avantages sociaux	377 100
	Transports et communications	32 300
	Services	788 900
	Fournitures et matériel	67 100
		5 185 800

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	1 999 300	
	Avantages sociaux	279 900	
	Transports et communications	4 000	
	Services	451 300	
	Fournitures et matériel	3 200	2 737 700
	Total " voter - Charges de fonctionnement		38 539 600
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		38 619 787
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1801-4	Administration du ministre		
	Autres opérations		
	Perte due à l'aliénation des actifs		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministre		2 000

POLITIQUES, ARCHIVES PUBLIQUES ET DONNÉES - CRÉDIT 1809

Le programme des politiques et des Archives publiques et données dirige pour l'ensemble du gouvernement une politique stratégique fondée sur des données probantes afin de permettre la prestation efficace et responsable de services numériques, de données, technologiques et autres en Ontario. Il dirige la stratégie et la gouvernance en matière de données de l'Ontario, favorise la préservation du riche patrimoine archivistique de l'Ontario et en facilite l'accès.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Politiques, Archives publiques et données	37 484 100	41 460 600	(3 976 500)	29 468 830
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	37 484 100	41 460 600	(3 976 500)	29 468 830
	Total - Charges de fonctionnement	37 484 100	41 460 600	(3 976 500)	29 468 830
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Politiques, Archives publiques et données	2 641 200	2 753 100	(111 900)	2 859 299
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 641 200	2 753 100	(111 900)	2 859 299
L	Amortissement à Politiques, Archives publiques et données, <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 000	2 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	2 000	2 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 643 200	2 755 100	(111 900)	2 859 299
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Politiques, Archives publiques et données	2 000	2 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	2 000	2 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	2 000	2 000	-	-

POLITIQUES, ARCHIVES PUBLIQUES ET DONNÉES - CRÉDIT 1809, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT -		CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
POSTE			
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1809-2	Politiques, Archives publiques et données		
	Traitements et salaires		25 301 200
	Avantages sociaux		2 144 000
	Transports et communications		635 600
	Services		18 822 400
	Fournitures et matériel		260 900
	Paievements de transfert		
	Subventions d'appui des Archives publiques de l'Ontario		20 000
	Total partiel		47 184 100
	Moins : Recouvrements		9 700 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		37 484 100
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques, Archives publiques et données		37 484 100
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1809-3	Politiques, Archives publiques et données		
	Services		2 640 200
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		2 641 200
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement à Politiques, Archives publiques et données, Loi sur l'administration financière		2 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Politiques, Archives publiques et données		2 643 200
BIENS IMMOBILISÉS			
1809-4	Politiques, Archives publiques et données		
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
	Total " voter - Biens immobilisés		2 000
	Total (Biens immobilisés) - Politiques, Archives publiques et données		2 000

SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS ET SERVICES RELATIFS À LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT - CRÉDIT 1811

Les services financiers organisationnels et les services relatifs à la chaîne d'approvisionnement procurent du leadership, de l'expertise, de l'orientation stratégique et des services, notamment le traitement des opérations financières à l'échelle du gouvernement, l'administration des paiements de transfert ainsi que la modernisation et la centralisation de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur public.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
5	Division des services financiers organisationnels	30 587 500	28 097 700	2 489 800	33 514 835
42	Services de chaîne d'approvisionnement	355 731 400	325 504 800	30 226 600	144 343 010
43	Gestion de la chaîne d'approvisionnement Ontario	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		386 319 900	353 603 500	32 716 400	177 857 845
L	Équipement de protection individuelle/fournitures et équipements essentiels, Loi de 2022 sur l'approvisionnement en équipement de protection individuelle et la production d'un tel équipement	-	-	-	175 751 336
Total - Crédits législatifs		-	-	-	175 751 336
Total - Charges de fonctionnement		386 319 900	353 603 500	32 716 400	353 609 181
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Services financiers organisationnels et services relatifs à la chaîne d'approvisionnement	-	-	-	92 222 223
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		-	-	-	92 222 223
Total - Actifs de fonctionnement		-	-	-	92 222 223

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
12	Services financiers organisationnels et services relatifs à la chaîne d'approvisionnement	2 000	2 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		2 000	2 000	-	-
L	Amortissement à Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels, Loi sur l'administration financière	8 750 500	5 284 600	3 465 900	5 251 046
Total - Crédits législatifs		8 750 500	5 284 600	3 465 900	5 251 046
Total - Charges d'immobilisations		8 752 500	5 286 600	3 465 900	5 251 046
BIENS IMMOBILISÉS					
14	Services financiers organisationnels et services relatifs à la chaîne d'approvisionnement	3 000	3 000	-	1 537 838
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		3 000	3 000	-	1 537 838
Total - Biens immobilisés		3 000	3 000	-	1 537 838

SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS ET SERVICES RELATIFS À LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT - CRÉDIT 1811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1811-5	Division des services financiers organisationnels	
	Traitements et salaires	30 703 700
	Avantages sociaux	3 631 900
	Transports et communications	279 700
	Services	5 479 800
	Fournitures et matériel	280 700
	Total partiel	40 375 800
	Moins : Recouvrements	9 788 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement	30 587 500
1811-42	Services de chaîne d'approvisionnement	
	Traitements et salaires	7 865 300
	Avantages sociaux	1 038 000
	Transports et communications	96 800
	Services	253 600
	Fournitures et matériel	77 700
	Paielements de transfert	
	ApprovisiOntario	346 400 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	355 731 400
1811-43	Gestion de la chaîne d'approvisionnement Ontario	
	Services	1 000
	Fournitures et matériel	1 000
	Total partiel	2 000
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Services financiers organisationnels et services relatifs " la chaîne d'approvisionnement	386 319 900

SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS ET SERVICES RELATIFS À LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT - CRÉDIT 1811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1811-12	Services financiers organisationnels et services relatifs à la chaîne d'approvisionnement	
	Autres opérations	
	Perte due à l'aliénation des actifs	2 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	2 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement des Services opérationnels pour la fonction publique et services financiers organisationnels, <i>Loi sur l'administration financière</i>	13 698 700
	Moins : Recouvrements	4 948 200
	Total (Charges d'immobilisations) - Services financiers organisationnels et services relatifs à la chaîne d'approvisionnement	8 752 500
BIENS IMMOBILISÉS		
1811-14	Services financiers organisationnels et services relatifs à la chaîne d'approvisionnement	
	Logiciels d'application de gestion - traitements et salaires	1 000
	Logiciels d'application de gestion - avantages sociaux	1 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	3 000
	Total (Biens immobilisés) - Services financiers organisationnels et services relatifs à la chaîne d'approvisionnement	3 000

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

ET DE L'APPROVISIONNEMENT

PROGRAMME SERVICEONTARIO - CRÉDIT 1814

ServiceOntario est la porte d'entrée du gouvernement. Il relie le public, les entreprises et le gouvernement à des services simples et pratiques, propose les outils qui sont nécessaires à des moments importants et opportuns, et il collabore avec l'ensemble du gouvernement pour concevoir et offrir des expériences de service centrées sur le client.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	ServiceOntario	275 796 900	287 454 800	(11 657 900)	331 458 005
31	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	1 000	1 000	-	151 800
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	275 797 900	287 455 800	(11 657 900)	331 609 805
L	Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, <i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i>	5 001 000	5 001 000	-	-
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	301 000	301 000	-	-
L	<i>Loi sur les instances introduites contre la Couronne</i>	13 500 000	13 500 000	-	15 266 236
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> - Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	9 400 000	9 400 000	-	7 395 664
L	Transferts du compte à fin désignée, <i>Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles</i>	43 829 600	43 897 500	(67 900)	16 556 728
L	Redressement - Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles, <i>Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles</i>	1 000	1 000	-	-
L	<i>Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	72 033 600	72 101 500	(67 900)	39 218 628
	Total - Charges de fonctionnement	347 831 500	359 557 300	(11 725 800)	370 828 433

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
32	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	1 000	-	1 000	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	-	1 000	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	-	1 000	-
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	ServiceOntario	1 000	1 000	-	-
33	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 000	2 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	14 464 300	14 045 600	418 700	8 746 565
L	Amortissement - Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles, Loi sur l'administration financière	2 600	186 500	(183 900)	367 704
L	Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	14 467 900	14 233 100	234 800	9 114 269
	Total - Charges d'immobilisations	14 469 900	14 235 100	234 800	9 114 269
	BIENS IMMOBILISÉS				
3	ServiceOntario	3 173 000	5 005 700	(1 832 700)	13 470 006
34	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	3 174 000	5 006 700	(1 832 700)	13 470 006
L	Compte "fin d'année pour les investissements dans des immobilisations corporelles	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	3 175 000	5 007 700	(1 832 700)	13 470 006

PROGRAMME SERVICEONTARIO - CRÉDIT 1814, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1814-1	ServiceOntario	
	Traitements et salaires	150 519 300
	Avantages sociaux	21 761 000
	Transports et communications	11 479 800
	Services	123 478 100
	Fournitures et matériel	14 324 200
	Total partiel	321 562 400
	Moins : Recouvrements	45 765 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement	275 796 900
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, <i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i>	5 001 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	301 000
1814-31	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	
	Traitements et salaires	3 441 100
	Avantages sociaux	464 400
	Transports et communications	113 600
	Services	10 881 500
	Fournitures et matériel	158 300
	Paiements de transfert	
	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	29 000 000
	Total partiel	44 058 900
	Moins : Recouvrements	44 057 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement	1 000

PROGRAMME SERVICEONTARIO - CRÉDIT 1814, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Loi sur les instances introduites contre la Couronne	13 500 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière - Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	9 400 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Transferts du compte " fin désignée, Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	43 829 600
L	Redressement - Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles, Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	1 000
L	Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	1 000
Total (Charges de fonctionnement) - Programme ServiceOntario		347 831 500
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1814-32	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
Total (Actifs de fonctionnement) - Programme ServiceOntario		1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1814-2	ServiceOntario	
	Autres opérations	
	Perte due " l'aliénation des actifs	1 000
Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	14 464 300

PROGRAMME SERVICEONTARIO - CRÉDIT 1814, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1814-33	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	
	Services	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement : Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles, <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 600
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	<i>Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme ServiceOntario	14 469 900
BIENS IMMOBILISÉS		
1814-3	ServiceOntario	
	Logiciels d'application de gestion - traitements et salaires	1 000
	Logiciels d'application de gestion - avantages sociaux	1 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	3 173 000
	Total partiel	3 175 000
	Moins : Recouvrements	2 000
	Total " voter - Biens immobilisés	3 173 000
1814-34	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
Crédits législatifs		
L	Compte " fin d'année pour les investissements dans des immobilisations corporelles	
	Investissements dans des immobilisations corporelles	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme ServiceOntario	3 175 000

SERVICES AUX CONSOMMATEURS - CRÉDIT 1816

Les Services aux consommateurs promeuvent un marché équitable, sûr et informé pour les consommateurs et les entreprises. Ils dirigent l'élaboration de lois et de règlements ainsi que la mise en œuvre de politiques, de programmes et de services axés sur l'éducation et la protection des consommateurs et la sécurité publique. En travaillant avec les autorités administratives du ministère et en surveillant leurs activités, les Services aux consommateurs ont un impact positif sur des secteurs clés pour aider les consommateurs et les entreprises. Ils constituent un organisme de réglementation moderne qui délivre des licences aux entreprises de secteurs précis, entreprend des mesures de conformité progressives, prend des mesures d'application en réponse aux infractions, soutient le renouvellement du droit des affaires en Ontario et modernise les exigences en matière de droit civil. Les Services aux consommateurs veillent à ce que les restes humains trouvés en dehors des cimetières, y compris ceux de personnes autochtones, soient traités avec respect et dignité.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025
				Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Services aux consommateurs	32 213 200	29 675 600	2 537 600
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	32 213 200	29 675 600	2 537 600
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	2 000	2 000	-
	Total - Crédits législatifs	2 000	2 000	-
	Total - Charges de fonctionnement	32 215 200	29 677 600	2 537 600
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	Services aux consommateurs	1 000	1 000	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-
BIENS IMMOBILISÉS				
6	Services aux consommateurs	1 000	1 000	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-

SERVICES AUX CONSOMMATEURS - CRÉDIT 1816, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1816-1	Services aux consommateurs	
	Traitements et salaires	19 056 000
	Avantages sociaux	1 817 400
	Transports et communications	491 100
	Services	1 341 100
	Fournitures et matériel	132 600
	Paievements de transfert	
	Subventions pour les services aux consommateurs	9 375 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	32 213 200
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	2 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Services aux consommateurs	32 215 200
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1816-4	Services aux consommateurs	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Services aux consommateurs	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
1816-6	Services aux consommateurs	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Services aux consommateurs	1 000

SERVICES D'APPLICATIONS ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1818

Le programme des Services d'applications et de technologie de l'information est le partenaire stratégique de tous les ministères en matière d'information et de technologie de l'information (ITI). Il est chargé de fournir des applications numériques rentables qui répondent aux besoins changeants des Ontariens et de la fonction publique de l'Ontario.

Le programme veille à l'exécution de programmes novateurs et au renouvellement des activités, élabore et assure la maintenance des principales applications d'ITI et vise à faire progresser la stratégie numérique de la province afin de garantir aux Ontariens une expérience simple, fiable et cohérente fondée sur des applications sécurisées et centrées sur l'utilisateur, en optimisant la utilisation des technologies et les investissements.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
20	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse	83 527 200	79 968 400	3 558 800	97 657 994
30	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	59 284 700	56 453 300	2 831 400	58 106 948
40	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services de santé	171 828 200	186 968 100	(15 139 900)	198 169 520
50	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les terres et les ressources	33 076 300	32 715 000	361 300	35 370 301
60	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	104 748 200	78 989 200	25 759 000	115 365 170
70	Groupement des services technologiques pour la justice	77 346 600	78 456 100	(1 109 500)	74 399 612
80	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour le travail et les transports	66 640 400	63 108 700	3 531 700	69 078 694
90	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux	42 516 000	38 220 200	4 295 800	48 007 805
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		638 967 600	614 879 000	24 088 600	696 156 044
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total - Charges de fonctionnement		638 968 600	614 880 000	24 088 600	696 156 044

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

ET DE L'APPROVISIONNEMENT

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
22	Groupe ment de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services " l'enfance et " la jeunesse	2 000	1 000	1 000	967 751
32	Groupe ment de l'information et de la technologie de l'information pour les services " la collectivité	1 000	1 000	-	-
62	Groupe ment pour l'intégration des services gouvernementaux	1 785 000	1 750 000	35 000	873 073
72	Groupe ment des services technologiques pour la justice	5 200 000	5 300 000	(100 000)	2 182 835
82	Groupe ment de l'information et de la technologie de l'information pour le travail et les transports	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		6 989 000	7 053 000	(64 000)	4 023 659
Total - Actifs de fonctionnement		6 989 000	7 053 000	(64 000)	4 023 659
CHARGES DÉMMOBILISATIONS					
43	Groupe ment de l'information et de la technologie de l'information pour les services de santé	1 000	1 000	-	-
63	Groupe ment pour l'intégration des services gouvernementaux	2 000	2 000	-	-
73	Groupe ment des services technologiques pour la justice	1 000	1 000	-	-
93	Groupe ment de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES DÉMMOBILISATIONS		5 000	5 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	4 282 100	11 670 600	(7 388 500)	14 239 374
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	2 155 100	2 155 100	-	2 153 867
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	6 239 900	4 982 800	1 257 100	1 569 393
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		12 678 100	18 809 500	(6 131 400)	17 962 634
Total - Charges d'immobilisations		12 683 100	18 814 500	(6 131 400)	17 962 634
BIENS IMMOBILISÉS					
44	Groupe ment de l'information et de la technologie de l'information pour les services de santé	19 027 600	15 396 600	3 631 000	9 783 036
64	Groupe ment pour l'intégration des services gouvernementaux	1 000	1 000	-	28 195
74	Groupe ment des services technologiques pour la justice	10 269 800	9 103 000	1 166 800	6 692 690
94	Groupe ment de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		29 299 400	24 501 600	4 797 800	16 503 921
Total - Biens immobilisés		29 299 400	24 501 600	4 797 800	16 503 921

SERVICES D'APPLICATIONS ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1818, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1818-20	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse	
	Traitements et salaires	48 176 100
	Avantages sociaux	5 589 400
	Transports et communications	2 805 000
	Services	54 847 400
	Fournitures et matériel	3 003 500
	Autres opérations	1 000
	Total partiel	114 422 400
	Moins : Recouvrements	30 895 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement	83 527 200
1818-30	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	
	Traitements et salaires	40 823 400
	Avantages sociaux	4 418 300
	Transports et communications	647 500
	Services	74 075 600
	Fournitures et matériel	285 000
	Total partiel	120 249 800
	Moins : Recouvrements	60 965 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement	59 284 700
1818-40	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services de santé	
	Traitements et salaires	56 315 900
	Avantages sociaux	7 975 600
	Transports et communications	2 455 700
	Services	188 529 400
	Fournitures et matériel	2 994 800
	Total partiel	258 271 400
	Moins : Recouvrements	86 443 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement	171 828 200

SERVICES D'APPLICATIONS ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1818, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1818-50	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les terres et les ressources	
	Traitements et salaires	22 127 200
	Avantages sociaux	2 640 800
	Transports et communications	722 600
	Services	46 393 800
	Fournitures et matériel	64 900
	Total partiel	71 949 300
	Moins : Recouvrements	38 873 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	33 076 300
1818-60	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	
	Traitements et salaires	42 700 300
	Avantages sociaux	5 170 900
	Transports et communications	161 100
	Services	203 014 700
	Fournitures et matériel	48 000
	Total partiel	251 095 000
	Moins : Recouvrements	146 346 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement	104 748 200
1818-70	Groupement des services technologiques pour la justice	
	Traitements et salaires	35 989 000
	Avantages sociaux	3 897 300
	Transports et communications	44 957 500
	Services	137 215 100
	Fournitures et matériel	2 137 700
	Total partiel	224 196 600
	Moins : Recouvrements	146 850 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	77 346 600

SERVICES D'APPLICATIONS ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1818, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1818-80	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour le travail et les transports	
	Traitements et salaires	41 399 600
	Avantages sociaux	4 957 500
	Transports et communications	667 700
	Services	108 242 100
	Fournitures et matériel	569 600
	Total partiel	155 836 500
	Moins : Recouvrements	89 196 100
	Total " voter - Charges de fonctionnement	66 640 400
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000
1818-90	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux	
	Traitements et salaires	62 577 700
	Avantages sociaux	6 945 300
	Transports et communications	2 846 700
	Services	101 038 400
	Fournitures et matériel	2 460 900
	Total partiel	175 869 000
	Moins : Recouvrements	133 353 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	42 516 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Services d'applications et de technologie de l'information	638 968 600

SERVICES D'APPLICATIONS ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1818, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1818-22	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services " l'enfance et " la jeunesse	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Avances et montants récupérables	1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	2 000
1818-32	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services " la collectivité	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000
1818-62	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 785 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 785 000
1818-72	Groupement des services technologiques pour la justice	
	Dépôts et charges payées d'avance	5 200 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	5 200 000
1818-82	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour le travail et les transports	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Services d'applications et de technologie de l'information	6 989 000

SERVICES D'APPLICATIONS ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1818, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1818-43	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services de santé	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	4 282 100
1818-63	Groupement pour l'ontégration des services gouvernementaux	
	Services	1 000
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	2 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	3 347 600
	Moins : Recouvrements	1 192 500
1818-73	Groupement des services technologiques pour la justice	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	6 239 900
1818-93	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Services d'applications et de technologie de l'information	12 683 100

SERVICES D'APPLICATIONS ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1818, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
BIENS IMMOBILISÉS		
1818-44	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services de santé	
	Matériel de technologie de l'information	5 900 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	13 127 600
	Total " voter - Biens immobilisés	19 027 600
1818-64	Groupement pour l'ontégration des services gouvernementaux	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
1818-74	Groupement des services technologiques pour la justice	
	Matériel de technologie de l'information	2 116 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	8 153 800
	Total " voter - Biens immobilisés	10 269 800
1818-94	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Services d'applications et de technologie de l'information	29 299 400

PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1821

Le programme des services organisationnels de technologie de l'information assume le leadership stratégique relativement à la mise à profit de l'information et de la technologie pour répondre aux besoins en constante évolution en modernisant la fonction publique de l'Ontario. Le programme transforme la prestation des services publics grâce à des solutions numériques axées sur l'utilisateur et il gère stratégiquement la technologie afin d'obtenir des résultats favorables à la population ontarienne. De plus, le programme assure l'intégrité et la disponibilité des systèmes et des données, met en œuvre une infrastructure et une gouvernance communes, élabore et maintient des politiques et des normes opérationnelles en TI, et fournit des services communs tels que l'hébergement, la gestion des services et les fonctions réseau.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	217 812 600	182 861 000	34 951 600	163 388 510
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	217 812 600	182 861 000	34 951 600	163 388 510
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	217 813 600	182 862 000	34 951 600	163 388 510
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	45 000 000	40 000 000	5 000 000	37 745 555
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	45 000 000	40 000 000	5 000 000	37 745 555
	Total - Actifs de fonctionnement	45 000 000	40 000 000	5 000 000	37 745 555

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	9 363 400	9 552 100	(188 700)	9 527 952
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	9 363 400	9 552 100	(188 700)	9 527 952
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	5 675 600	5 675 600	-	5 282 134
	Total - Crédits législatifs	5 675 600	5 675 600	-	5 282 134
	Total - Charges d'immobilisations	15 039 000	15 227 700	(188 700)	14 810 086
	BIENS IMMOBILISÉS				
3	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	51 514 000	51 514 000	-	39 446 165
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	51 514 000	51 514 000	-	39 446 165
	Total - Biens immobilisés	51 514 000	51 514 000	-	39 446 165

PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1821, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1821-1	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	
	Traitements et salaires	158 579 700
	Avantages sociaux	20 993 600
	Transports et communications	49 483 500
	Services	330 237 900
	Fournitures et matériel	18 299 700
	Total partiel	577 594 400
	Moins : Recouvrements	359 781 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement	217 812 600
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services organisationnels de technologie de l'information	217 813 600
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1821-4	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	
	Dépôts et charges payés d'avance	45 000 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	45 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services organisationnels de technologie de l'information	45 000 000

PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1821, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
1821-2	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	
	Services	9 362 400
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	9 363 400
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	57 188 600
	Moins : Recouvrements	51 513 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des services organisationnels de technologie de l'information	15 039 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
1821-3	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	
	Matériel de technologie de l'information	51 513 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	51 514 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme des services organisationnels de technologie de l'information	51 514 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	752 011 887	1 008 530 700
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	866 662 000	671 728 333
Transfert de fonctions " d'autres ministères	-	(3 013 800)
Total - Charges de fonctionnement redressés	1 618 673 887	1 677 245 233

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Actifs de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	41 750 000	130 840 851
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	5 303 000	3 150 586
Total - Actifs de fonctionnement redressés	47 053 000	133 991 437

* La rubrique Total - Actifs de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - actifs de fonctionnement.

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	39 665 600	34 188 567
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	16 657 400	15 808 767
Total - Charges d'immobilisations redressées	56 323 000	49 997 334

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	56 528 700	54 482 204
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	24 500 600	16 475 726
Total - Biens immobilisés redressés	81 029 300	70 957 930

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - biens immobilisés.

MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES

Le ministère des Affaires rurales (MAR) sert les besoins des régions rurales de l'Ontario en soutenant et en aidant à bâtir des collectivités rurales durables, résilientes, fiables, novatrices et prospères. Les activités et les programmes du MAR renforcent l'Ontario, ses lieux et sa population rurale, favorisent et créent de bons emplois, attirent des investissements et contribuent à la croissance économique et au bien-être général en Ontario. Pour ce faire, le MAR :

Assoutient les collectivités rurales en proposant des programmes, des outils et des formations en matière de développement économique qui contribuent à la croissance des entreprises locales, stimulent les investissements et leur renouvellement dans les quartiers traditionnels du centre-ville et définissent des stratégies pour accueillir les nouveaux arrivants en tant que résidents et travailleurs afin de renforcer la croissance économique;

Assoutient les collectivités rurales dans la diversification et la croissance de leurs économies locales en leur donnant accès à des données économiques, en favorisant l'adoption de pratiques exemplaires de développement économique, en encourageant les partenariats régionaux et en fournissant un financement à frais partagés pour surmonter les obstacles économiques;

Procure une optique stratégique rurale aux décideurs de l'ensemble du gouvernement et dirige l'élaboration de la politique économique rurale, en supervisant la Stratégie ontarienne de développement économique des collectivités rurales et le Programme de développement des collectivités rurales de l'Ontario (PDCRO), afin d'aider ces collectivités à tirer parti des possibilités et à surmonter les obstacles économiques;

Travaille avec les ministères partenaires pour accroître la compétitivité, la productivité et la rentabilité et élargir les marchés nationaux et internationaux grâce à des outils accessibles, des événements éducatifs, des missions commerciales et des activités de promotion de l'accès aux marchés, des démonstrations, des publications et d'autres services.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
5001 Programme des affaires rurales	19 269 400	7 500 900	11 768 500	6 057 822
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	19 269 400	7 500 900	11 768 500	6 057 822
Crédits législatifs	65 014	-	65 014	-
Total du ministère - Charges de fonctionnement	19 334 414	7 500 900	11 833 514	6 057 822
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5001 Programme des affaires rurales	1 000	-	1 000	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	-	1 000	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	1 000	-	1 000	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	19 335 414	7 500 900	11 834 514	6 057 822

PROGRAMME DES AFFAIRES RURALES - CRÉDIT 5001

Ce programme a pour mission d'exécuter une version actualisée du Programme de développement des collectivités rurales de l'Ontario (PDCRO), qui aide les collectivités rurales et autochtones à supprimer les obstacles au développement économique, à attirer des investissements, à créer et conserver des emplois, à recruter et à stimuler la croissance économique. Le PDCRO aide les collectivités rurales de l'Ontario à relever de nouveaux défis et à tirer parti de nouvelles possibilités de croissance dans les domaines du développement économique et de l'infrastructure communautaire, de la main-d'œuvre et de l'emploi, du logement et de l'investissement dans les installations communautaires, du développement économique et de l'innovation, en partageant des ressources et en renforçant les capacités et la résilience. Le PDCRO crée également une plateforme où les collectivités peuvent faire connaître leurs ressources, ce qui favorise la croissance et l'innovation dans des domaines où les progrès ont pu auparavant être bloqués pour d'autres.

Le ministre dirige l'élaboration de politiques et de programmes pour les collectivités rurales, veille à ce que les intérêts ruraux soient pris en compte dans les politiques et les programmes de l'ensemble du gouvernement, et encourage la croissance économique et les possibilités de soutenir une qualité de vie élevée pour les résidents.

Les initiatives dans ce domaine soutiennent, animent et renforcent les collectivités rurales de l'Ontario par les actions suivantes :

- Offrir un financement à frais partagés pour soutenir les activités qui créent des collectivités rurales fortes en Ontario et ouvrent des portes au développement économique rural;
- Exécuter et gérer des programmes d'investissement stratégique pour soutenir l'amélioration de l'infrastructure économique et le développement économique dans les zones rurales de l'Ontario;
- Collaborer des politiques fondées sur des données probantes et fournir des conseils et des analyses stratégiques en utilisant des prévisions économiques et sectorielles à long terme concernant une série de domaines;
- Définir les nouveaux enjeux et possibilités en milieu rural afin d'élaborer des réponses appropriées en matière de politiques et de programmes. Cela englobe l'adoption de stratégies sectorielles de la chaîne de valeur et de programmes de soutien aux collectivités rurales, l'attraction et la rétention d'entreprises rurales et le soutien à la viabilité économique;
- Fournir une optique rurale et un soutien politique à d'autres ministères aux niveaux provincial et fédéral dans des domaines qui ont une incidence sur le mandat du ministre;
- Définir les risques et relever les défis ou les obstacles auxquels le secteur est confronté, et soutenir les possibilités afin d'optimiser la compétitivité, la résilience et la croissance.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programme des affaires rurales	19 269 400	7 500 900	11 768 500	6 057 822
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		19 269 400	7 500 900	11 768 500	6 057 822
L	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	47 841	-	47 841	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 173	-	16 173	-
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	-	1 000	-
Total - Crédits législatifs		65 014	-	65 014	-
Total - Charges de fonctionnement		19 334 414	7 500 900	11 833 514	6 057 822

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025
Ns				Chiffres réels 2023-2024
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	Programme des affaires rurales	1 000	-	1 000 -
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	-	1 000 -
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	-	1 000 -

PROGRAMME DES AFFAIRES RURALES - CRÉDIT 5001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
5001-1	Programme des affaires rurales	
	Traitements et salaires	5 648 000
	Avantages sociaux	827 800
	Transports et communications	137 300
	Services	2 564 700
	Fournitures et matériel	91 600
	Paiements de transfert	
	Programme de développement des collectivités rurales de l'Ontario	10 000 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	19 269 400
Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des affaires rurales	19 334 414
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
5001-3	Programme des affaires rurales	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des affaires rurales	1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	-	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	7 500 900	6 057 822
Total - Charges de fonctionnement redressées	7 500 900	6 057 822

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

Le ministère des Services aux ânés et de l'Accessibilité soutient la santé, le bien-être et la participation sans obstacle des personnes handicapées et des personnes âgées de l'Ontario. Il s'attache à améliorer la qualité de vie en changeant les perceptions leur regard et en mettant de l'avant les avantages socioéconomiques d'un Ontario diversifié, inclusif et accessible, où chacun est respecté et a les moyens d'apporter sa contribution.

Le ministère collabore avec l'ensemble du gouvernement et les collectivités, les entreprises et d'autres partenaires pour exécuter des programmes et services qui, d'une part, aident les Ontariennes et Ontariens âgés à rester en sécurité, en santé, actifs, autonomes et engagés dans leurs collectivités et, d'autre part, qui éliminent les obstacles pour que les personnes handicapées puissent vivre de manière autonome et être des acteurs à part entière de leur collectivité et de l'économie.

De plus, le ministère est responsable de la surveillance et de l'administration de la *Loi de 2017 sur les centres de vie active pour personnes âgées*, la *Loi de 2010 sur les maisons de retraite*, la *Loi de 2001 sur les personnes handicapées de l'Ontario*, la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* et la *Loi de 2021 sur la Semaine de reconnaissance des ânés bénévoles*.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
3501 Programme d'administration du ministère	8 945 100	8 533 700	411 400	6 928 436
3502 Politiques, programmes et partenariats stratégiques	163 659 900	169 302 500	(5 642 600)	157 643 925
3503 Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario	8 435 000	8 046 400	388 600	7 041 695
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	181 040 000	185 882 600	(4 842 600)	171 614 056
Crédits législatifs	66 014	66 014	-	65 968
Total du ministère - Charges de fonctionnement	181 106 014	185 948 614	(4 842 600)	171 680 024
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(296 214)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	181 106 014	185 948 614	(4 842 600)	171 383 810
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3501 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
3502 Politiques, programmes et partenariats stratégiques	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 000	2 000	-	-
Crédits législatifs	2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	4 000	4 000	-	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
BIENS IMMOBILISÉS				
3501 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
3502 Politiques, programmes et partenariats stratégiques	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés	2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)				
	181 110 014	185 952 614	(4 842 600)	171 383 810

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3501

Le Programme d'administration du ministre qui comprend les bureaux du ministre, du sous-ministre et de l'adjoint parlementaire, les Services ministériels et la Direction des communications, offre des services de planification, de conseil, de ressources humaines stratégiques et d'administration, des services opérationnels intégrés et des activités de contrôle financier ainsi que des services de communication afin de soutenir les priorités du ministre et du gouvernement.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministre	8 945 100	8 533 700	411 400	6 928 436
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	8 945 100	8 533 700	411 400	6 928 436
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
	Total - Crédits législatifs	64 014	64 014	-	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	9 009 114	8 597 714	411 400	6 994 404
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministre à immobilisations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Administration du ministre à immobilisations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3501, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3501-1	Administration du ministère	
	Traitements et salaires	6 948 300
	Avantages sociaux	627 700
	Transports et communications	83 100
	Services	1 259 900
	Fournitures et matériel	26 100
	Total " voter - Charges de fonctionnement	8 945 100
Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	9 009 114
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3501-3	Administration du ministère - immobilisations	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3501-2	Administration du ministère - immobilisations	
	Améliorations locatives	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 000

BUDGET DES DÉPENSES 2025-2026

POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES - CRÉDIT 3502

Le ministre œuvre, met en œuvre et œuvre des politiques, des programmes et des partenariats stratégiques dans tous les ordres de gouvernement pour aider les adultes et les personnes handicapées à vivre de façon autonome et à rester actifs, en santé et intégrés socialement tout en contribuant pleinement à leur collectivité et à l'économie. Cela inclut les principales initiatives suivantes : promouvoir des collectivités-amies des aînés et exemptes d'obstacles qui favorisent l'inclusion, la sécurité et la participation; aider les personnes âgées à rester en santé, actifs, intégrés socialement et en sécurité, tout en optimisant leur apprentissage continu, leur participation au sein de la collectivité, leur autonomie et leur dignité (p. ex., Programme de subventions aux projets communautaires pour l'inclusion des personnes âgées, programmes des centres de vie active pour personnes âgées); s'associer avec des organisations pour éviter les mauvais traitements à l'égard des personnes âgées et y remédier; superviser l'Office de réglementation des maisons de retraite pour veiller à ce que les résidents des maisons de retraite soient en sécurité et reçoivent des soins de qualité; faire avancer l'accessibilité grâce au Programme d'adaptation des habitations et des véhicules, aux Subventions pour des collectivités inclusives et au programme InterActions pour le changement afin d'aider les personnes handicapées à s'épanouir pleinement; soutenir financièrement les organismes sans but lucratif qui servent les personnes âgées et les personnes handicapées.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	163 659 900	169 302 500	(5 642 600)	157 643 925
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	163 659 900	169 302 500	(5 642 600)	157 643 925
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	163 660 900	169 303 500	(5 642 600)	157 643 925
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES - CRÉDIT 3502, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3502-1	Politiques, programmes et partenariats stratégiques		
	Traitements et salaires		6 909 300
	Avantages sociaux		680 800
	Transports et communications		47 100
	Services		802 200
	Fournitures et matériel		21 400
	Paievements de transfert		
	Accessibilité - paiement de transfert	1 500 000	
	Programme d'adaptation des habitations et des véhicules	15 628 100	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les soins " domicile " l'attention des aînés	104 276 700	
	Paiement de transfert, Affaires des personnes âgées	33 794 300	155 199 100
	Total " voter - Charges de fonctionnement		163 659 900
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques, programmes et partenariats stratégiques		163 660 900
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
3502-3	Politiques, programmes et partenariats stratégiques		
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Politiques, programmes et partenariats stratégiques		2 000
BIENS IMMOBILISÉS			
3502-2	Politiques, programmes et partenariats stratégiques		
	Investissements dans des immobilisations corporelles		1 000
	Total " voter - Biens immobilisés		1 000
	Total (Biens immobilisés) - Politiques, programmes et partenariats stratégiques		1 000

ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3503

Le ministre est responsable de l'élaboration, la mise en œuvre et l'application de la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* (LAPHO) et du règlement 191/11 (Normes d'accessibilité intégrées) s'y rattachant. Cela comprend la gestion et le soutien opérationnel de l'élaboration et de l'examen des normes et de la réglementation régissant l'accessibilité en vertu de la LAPHO, l'examen législatif de la LAPHO, tel que l'exige celle-ci, ainsi que la direction de la conformité avec cette loi et de son application. Le ministre assure également la surveillance de la *Loi de 2001 sur les personnes handicapées de l'Ontario* (LPHO).

Le ministre réalise également des activités de sensibilisation et d'éducation du public pour promouvoir l'accessibilité et la conformité. Cela inclut l'apport de formation et de soutien pratique (p. ex., outils, webinaires et ressources pédagogiques) aux entreprises, aux organisations des secteurs sans but lucratif et parapublic et au public pour les aider à comprendre, à appliquer et à promouvoir l'accessibilité dans tout l'Ontario, conformément à la LAPHO.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario	8 435 000	8 046 400	388 600	7 041 695
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	8 435 000	8 046 400	388 600	7 041 695
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	8 436 000	8 047 400	388 600	7 041 695

ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3503, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES (\$)		
CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3503-1	Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario	
	Traitements et salaires	5 267 000
	Avantages sociaux	515 200
	Transports et communications	129 500
	Services	2 508 800
	Fournitures et matériel	14 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement	8 435 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario	8 436 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	185 643 614	171 375 024
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	305 000	305 000
Total - Charges de fonctionnement redressées	185 948 614	171 680 024

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL

Le ministre du Solliciteur général est déterminé à assurer la sécurité dans toutes les collectivités de l'Ontario. Pour s'acquitter de ce mandat, les responsabilités du ministre se divisent en deux volets : la sécurité communautaire et les services correctionnels. Dans le cadre de son mandat lié à la sécurité communautaire, le ministre est responsable du soutien aux initiatives de prévention du crime aux échelons local et provincial, en établissant les normes provinciales pour les services de police et en assurant la surveillance de ces services. Le ministre coordonne les initiatives de sécurité publique au sein des services municipaux, des services d'incendie et des services d'urgence. Il surveille par ailleurs la gouvernance et la délivrance de permis aux agents de sécurité et aux enquêteurs privés et est directement responsable du système ontarien d'application en matière de bien-être animal.

Dans le cadre de son mandat lié aux services correctionnels, le ministre exploite un système correctionnel pour adultes sûr, efficace et responsable incluant des établissements correctionnels et des bureaux régionaux de probation et de libération conditionnelle dans toute la province. Le ministre est responsable de la sécurité et du bien-être du personnel des services correctionnels ainsi que des personnes en détention provisoire ou qui purgent une peine dans la communauté ou dans un établissement de garde.

Les organisations relevant du ministre qui contribuent à la sécurité communautaire incluent la Police provinciale de l'Ontario, le Bureau du coroner en chef, le Service de médecine légale de l'Ontario, le Bureau du commissaire des incendies (BCI) et la Direction des enquêtes et des renseignements relatifs aux services correctionnels. Le ministre offre également de la formation aux premiers intervenants et au personnel de première ligne par l'entremise du Centre d'avancement professionnel et de formation pour les services correctionnels et du Collège de police de l'Ontario. Il élabore des cours de formation et propose aux services d'incendie locaux des simulateurs mobiles pour la formation des pompiers par l'intermédiaire du BCI.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2601 Administration du ministre	84 365 000	64 303 800	20 061 200	63 727 268
2603 Division de la sécurité publique	650 392 400	480 000 300	170 392 100	493 632 651
2604 Police provinciale de l'Ontario	1 887 430 000	1 610 992 500	276 437 500	1 625 163 546
2605 Services correctionnels	1 185 325 500	1 036 782 800	148 542 700	1 251 538 106
2607 Organismes, conseils et commissions	7 146 800	7 367 800	(221 000)	934 753
2609 Planification et gestion des situations d'urgence	130 886 300	113 714 500	17 171 800	120 907 961
2610 Division des politiques stratégiques	12 408 300	6 922 300	5 486 000	8 944 373
2612 Service d'inspection	11 312 600	11 042 300	270 300	9 516 043
2614 Télécommunications des services d'urgence	203 478 600	278 234 300	(74 755 700)	136 146 863
2615 Données, renseignements et initiatives stratégiques	9 204 800	8 650 900	553 900	3 882 410
2616 Services de santé	174 029 600	156 488 900	17 540 700	127 204 926
2617 Infrastructure	175 781 800	163 725 700	12 056 100	175 024 499
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	4 531 761 700	3 938 226 100	593 535 600	4 016 623 399
Crédits législatifs	338 392	132 187	206 205	17 235 823
Total du ministre - Charges de fonctionnement	4 532 100 092	3 938 358 287	593 741 805	4 033 859 222

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - hôpitaux	(26 816 900)	(29 373 300)	2 556 400	(23 385 082)
Redressement de consolidation - conseils scolaires	-	-	-	(755 388)
Redressement de consolidation - collèges	-	-	-	(451 829)
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(23 263 862)
Redressement de consolidation - Santé Ontario	-	-	-	(224 763)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(206 851 500)	(191 819 600)	(15 031 900)	(204 956 252)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	4 298 431 692	3 717 165 387	581 266 305	3 780 822 046
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2614 Télécommunications des services d'urgence	2 820 000	2 908 500	(88 500)	2 483 832
TOTAL Ê VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 820 000	2 908 500	(88 500)	2 483 832
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	2 820 000	2 908 500	(88 500)	2 483 832
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2601 Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2603 Division de la sécurité publique	49 466 200	40 522 000	8 944 200	21 075 166
2604 Police provinciale de l'Ontario	376 000	376 000	-	125 468
2605 Services correctionnels	2 000	2 000	-	-
2609 Planification et gestion des situations d'urgence	2 000	1 000	1 000	-
2610 Division des politiques stratégiques	1 000	1 000	-	-
2614 Télécommunications des services d'urgence	4 489 800	4 850 400	(360 600)	955 359
2616 Services de santé	1 000	1 000	-	-
2617 Infrastructure	284 099 200	151 071 400	133 027 800	67 409 984
TOTAL Ê VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	338 438 200	196 825 800	141 612 400	89 565 977
Crédits législatifs	110 205 000	78 815 800	31 389 200	22 586 933
Total du ministère - Charges d'immobilisations	448 643 200	275 641 600	173 001 600	112 152 910
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(243 351 200)	(82 152 700)	(161 198 500)	(59 608 152)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(40 747 900)	(68 918 700)	28 170 800	(1 781 300)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	164 544 100	124 570 200	39 973 900	50 763 458

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
BIENS IMMOBILISÉS				
2601 Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2603 Division de la sécurité publique	3 176 000	2 644 600	531 400	-
2604 Police provinciale de l'Ontario	111 311 000	69 501 000	41 810 000	28 410 013
2605 Services correctionnels	151 000	151 000	-	135 650
2609 Planification et gestion des situations d'urgence	19 548 600	33 648 100	(14 099 500)	908 108
2614 Télécommunications des services d'urgence	315 353 300	308 211 200	7 142 100	129 215 407
2616 Services de santé	451 000	1 000	450 000	-
2617 Infrastructure	430 332 800	382 703 900	47 628 900	207 341 972
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	880 324 700	796 861 800	83 462 900	366 011 150
Total du ministère - Biens immobilisés	880 324 700	796 861 800	83 462 900	366 011 150
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)				
	4 462 975 792	3 841 735 587	621 240 205	3 831 585 504

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2601

Le programme d'administration du ministère offre une grande variété de services de gestion relatifs à l'administration générale du ministère : ressources humaines, planification financière et opérationnelle, contrôle financier, approvisionnement, surveillance des organismes, communications, services juridiques et d'autres fonctions spécialisées à durée limitée. Le programme partage les services du secteur de la justice en matière d'accès à l'information et de services en français.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	84 365 000	64 303 800	20 061 200	63 727 268
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	84 365 000	64 303 800	20 061 200	63 727 268
L	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	22 378	-	22 378	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 173	32 346	(16 173)	33 334
L	Paie­ments effectués en vertu de la Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	11 726 218
L	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	250 000	50 000	200 000	323 000
	Total - Crédits législatifs	337 392	131 187	206 205	12 131 853
	Total - Charges de fonctionnement	84 702 392	64 434 987	20 267 405	75 859 121
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	Administration du ministère à charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2601-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		58 060 200
	Avantages sociaux		2 387 700
	Transports et communications		737 100
	Services		22 569 800
	Fournitures et matériel		610 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement		84 365 000
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	3 614 000	
	Avantages sociaux	330 200	
	Transports et communications	72 600	
	Services	261 100	
	Fournitures et matériel	80 300	4 358 200
<i>Services ministériels</i>			
	Traitements et salaires	50 981 100	
	Avantages sociaux	1 673 300	
	Transports et communications	489 300	
	Services	12 665 600	
	Fournitures et matériel	391 300	66 200 600
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	3 440 100	
	Avantages sociaux	380 800	
	Transports et communications	79 900	
	Services	242 800	
	Fournitures et matériel	73 600	4 217 200
<i>Services juridiques</i>			
	Traitements et salaires	25 000	
	Avantages sociaux	3 400	
	Transports et communications	95 300	
	Services	9 400 300	
	Fournitures et matériel	65 000	9 589 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		84 365 000

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	250 000
Total (Charges de fonctionnement) - Administration du ministre		84 702 392
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2601-5	Administration du ministre - charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
Total (Charges d'immobilisations) - Administration du ministre		2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
2601-4	Administration du ministre	
	Matériel de technologie de l'information	1 000
Total à voter - Biens immobilisés		1 000
Total (Biens immobilisés) - Administration du ministre		1 000

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 2603

La Division de la sécurité publique travaille avec ses partenaires des services de police, des municipalités, des Premières Nations et des collectivités afin de promouvoir la sécurité communautaire et le bien-être. Elle a notamment les activités suivantes : analyse scientifique au Centre des sciences judiciaires; surveillance de l'industrie des services privés de sécurité et d'enquête; élaboration et modification de lois, de règlements et d'orientations sur les services de police; formation et soutien spécialisés du personnel des services de police et d'autres agents de la sécurité publique; satisfaction des besoins en matière d'application de la loi; élaboration de programmes et administration des subventions pour la sécurité communautaire; mise en œuvre et soutien à la planification pour la sécurité et le bien-être dans les collectivités de toute la province; soutien aux opérations d'application de la loi axées sur le renseignement; gestion des nominations provinciales; mise en œuvre de Gestion des cas graves de l'Ontario; administration et application de la *Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux*, notamment la protection des animaux; engagement plus général, élaboration de programmes et administration des ententes de financement avec les collectivités des Premières Nations pour soutenir les services policiers des Premières Nations en Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint	1 250 100	1 768 300	(518 200)	1 361 407
5	Direction des relations extérieures	501 602 200	376 194 400	125 407 800	363 388 641
6	Services privés de sécurité et d'enquête	5 564 400	5 401 600	162 800	6 118 151
7	Centre des sciences judiciaires	37 131 800	30 811 600	6 320 200	39 001 005
10	Collège de police de l'Ontario	58 013 900	38 560 600	19 453 300	37 968 943
11	Services relatifs au bien-être des animaux	46 830 000	27 263 800	19 566 200	45 794 504
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	650 392 400	480 000 300	170 392 100	493 632 651
L	Paiements en vertu de la <i>Loi sur les procureurs de la Couronne</i>	-	-	-	4 719 300
	Total - Crédits législatifs	-	-	-	4 719 300
	Total - Charges de fonctionnement	650 392 400	480 000 300	170 392 100	498 351 951
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
9	Division de la sécurité publique	49 466 200	40 522 000	8 944 200	21 075 166
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	49 466 200	40 522 000	8 944 200	21 075 166
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 295 900	1 002 200	1 293 700	752 908
	Total - Crédits législatifs	2 295 900	1 002 200	1 293 700	752 908
	Total - Charges d'immobilisations	51 762 100	41 524 200	10 237 900	21 828 074
BIENS IMMOBILISÉS					
8	Division de la sécurité publique	3 176 000	2 644 600	531 400	-
	TOTAL Ê VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	3 176 000	2 644 600	531 400	-
	Total - Biens immobilisés	3 176 000	2 644 600	531 400	-

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 2603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2603-1	Division de la sécurité publique - Bureau du sous-ministre adjoint		
	Traitements et salaires		1 146 100
	Avantages sociaux		46 500
	Transports et communications		18 900
	Services		27 300
	Fournitures et matériel		11 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 250 100
2603-5	Direction des relations extérieures		
	Traitements et salaires		14 031 700
	Avantages sociaux		1 363 300
	Transports et communications		970 000
	Services		18 387 700
	Fournitures et matériel		523 400
	Paiements de transfert		
	Fonds pour les agents des Premières Nations	10 591 600	
	Subvention pour la sécurité et le bien-être dans les collectivités	71 800 000	
	Subventions pour les programmes municipaux RIDE	2 400 000	
	Subventions diverses - Services policiers	70 855 800	
	Subvention pour des collectivités sœurs et dynamiques	1 046 600	
	Entente fédérale-provinciale sur les services policiers des Premières nations	186 857 100	
	Financement des enquêtes municipales sur les crimes haineux et l'extrémisme	1 250 000	
	Ontario Association of Crime Stoppers	225 000	
	Sécurité des tribunaux	125 000 000	470 026 100
	Total partiel		505 302 200
	Moins : Recouvrements		3 700 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		501 602 200

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 2603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2603-6	Services privés de sécurité et d'enquête	
	Traitements et salaires	2 403 500
	Avantages sociaux	292 500
	Transports et communications	202 500
	Services	1 589 000
	Fournitures et matériel	1 076 900
	Total " voter - Charges de fonctionnement	5 564 400
2603-7	Centre des sciences judiciaires	
	Traitements et salaires	25 253 900
	Avantages sociaux	3 416 200
	Transports et communications	640 300
	Services	4 122 200
	Fournitures et matériel	3 699 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement	37 131 800
2603-10	Collège de police de l'Ontario	
	Traitements et salaires	20 840 400
	Avantages sociaux	2 076 200
	Transports et communications	5 657 800
	Services	23 692 600
	Fournitures et matériel	5 747 900
	Total partiel	58 014 900
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	58 013 900
2603-11	Services relatifs au bien-être des animaux	
	Traitements et salaires	23 153 900
	Avantages sociaux	1 777 300
	Transports et communications	375 100
	Services	19 791 900
	Fournitures et matériel	1 731 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement	46 830 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Division de la sécurité publique	650 392 400

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 2603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2603-9	Division de la sécurité publique		
	Paiements de transfert		
	Subvention pour la sécurité communautaire et les services policiers - immobilisations	19 950 000	
	Équipement des services policiers	14 331 700	
	Ententes fédérales-provinciales sur les services policiers des Premières nations	15 182 500	49 464 200
	Autres opérations		
	Investissements dans les immobilisations	1 000	
	Perte due à l'aliénation des actifs	1 000	2 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		49 466 200
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		2 295 900
	Total (Charges d'immobilisations) - Division de la sécurité publique		51 762 100
BIENS IMMOBILISÉS			
2603-8	Division de la sécurité publique		
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés		3 175 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
	Total à voter - Biens immobilisés		3 176 000
	Total (Biens immobilisés) - Division de la sécurité publique		3 176 000

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO - CRÉDIT 2604

Relevant du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, la Police provinciale offre des services de police de première ligne collaboratifs, préventifs et adaptés dans des centaines de municipalités et de collectivités des Premières Nations de toute la province. Dotée d'un mandat multiple, la Police provinciale dirige également diverses stratégies et initiatives menées à l'échelon provincial pour lutter contre la victimisation engendrée par le crime organisé, notamment les gangs et les armes illégales, les vols d'automobiles, le respect des conditions de mise en liberté sous caution, les drogues illicites, l'exploitation des enfants, la traite des personnes, le blanchiment d'argent, les fraudes graves, la cybercriminalité et la sécurité à la frontière canado-américaine. De plus, elle patrouille sur les routes provinciales et est responsable de la sécurité dans un grand nombre des voies d'eau et des réseaux de sentiers de la province. La Police provinciale gère des programmes et des systèmes informatiques provinciaux spécialisés comme le Programme d'alerte AMBER, le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALCV), le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario et l'Unité mixte d'appui à rien. De plus, conformément à son mandat provincial, la Police provinciale mène des activités stratégiques de renseignements en collaboration avec d'autres autorités législatives, sur des thèmes touchant les crimes haineux et le terrorisme international, intérieur et lié à des problématiques précises. Les responsabilités prouvées par son mandat incluent aussi l'intervention de gestion d'urgence, la surveillance et le soutien en cas d'incidents et d'événements majeurs, de même que les services spécialisés de sécurité et de protection des représentants du système de justice pour le gouvernement de l'Ontario dans toute la province.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services ministériels et stratégiques	332 478 000	272 760 600	59 717 400	287 637 995
2	Bureau du contrôle leur des armes à feu	7 824 000	7 165 500	658 500	7 347 492
3	Enquêtes et crime organisé	278 562 900	242 192 500	36 370 400	224 890 700
4	Services régionaux et circulation	1 161 438 200	981 919 400	179 518 800	1 013 756 869
5	Gestion du parc automobile	107 126 900	106 954 500	172 400	91 530 490
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 887 430 000	1 610 992 500	276 437 500	1 625 163 546
L	Paiements en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i>	1 000	1 000	-	384 670
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	384 670
	Total - Charges de fonctionnement	1 887 431 000	1 610 993 500	276 437 500	1 625 548 216
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
8	Police provinciale de l'Ontario	376 000	376 000	-	125 468
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	376 000	376 000	-	125 468
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	26 005 500	21 528 500	4 477 000	15 535 294
	Total - Crédits législatifs	26 005 500	21 528 500	4 477 000	15 535 294
	Total - Charges d'immobilisations	26 381 500	21 904 500	4 477 000	15 660 762
BIENS IMMOBILISÉS					
7	Police provinciale de l'Ontario	111 311 000	69 501 000	41 810 000	28 410 013
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	111 311 000	69 501 000	41 810 000	28 410 013
	Total - Biens immobilisés	111 311 000	69 501 000	41 810 000	28 410 013

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO - CRÉDIT 2604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2604-1	Services ministériels et stratégiques	
	Traitements et salaires	195 492 400
	Avantages sociaux	15 616 700
	Transports et communications	35 966 100
	Services	35 710 500
	Fournitures et matériel	51 539 900
	Total partiel	334 325 600
	Moins : Recouvrements	1 847 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	332 478 000
2604-2	Bureau du contrôleur des armes à feu	
	Traitements et salaires	4 853 100
	Avantages sociaux	560 400
	Transports et communications	99 500
	Services	2 207 300
	Fournitures et matériel	103 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement	7 824 000
2604-3	Enquêtes et crime organisé	
	Traitements et salaires	195 147 900
	Avantages sociaux	16 482 300
	Transports et communications	10 456 000
	Services	52 084 600
	Fournitures et matériel	7 900 700
	Total partiel	282 071 500
	Moins : Recouvrements	3 508 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	278 562 900

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO - CRÉDIT 2604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2604-4	Services régionaux et circulation	
	Traitements et salaires	935 219 300
	Avantages sociaux	154 257 000
	Transports et communications	12 256 700
	Services	77 031 800
	Fournitures et matériel	17 194 800
	Total partiel	1 195 959 600
	Moins : Recouvrements	34 521 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement	1 161 438 200
2604-5	Gestion du parc automobile	
	Traitements et salaires	83 700
	Avantages sociaux	20 600
	Transports et communications	188 100
	Services	22 025 700
	Fournitures et matériel	88 333 400
	Total partiel	110 651 500
	Moins : Recouvrements	3 524 600
	Total " voter - Charges de fonctionnement	107 126 900
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Paiements en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Police provinciale de l'Ontario	1 887 431 000

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO - CRÉDIT 2604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2604-8	Police provinciale de l'Ontario		
	Autres opérations		
	Investissements dans les immobilisations	1 000	
	Perte due à l'aliénation des actifs	375 000	376 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		376 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		26 005 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Police provinciale de l'Ontario		26 381 500
BIENS IMMOBILISÉS			
2604-7	Police provinciale de l'Ontario		
	Avions - coûts relatifs aux biens immobilisés		53 672 700
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés		27 127 300
	Matériel de technologie de l'information		6 782 400
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés		23 728 600
	Total à voter - Biens immobilisés		111 311 000
	Total (Biens immobilisés) - Police provinciale de l'Ontario		111 311 000

SERVICES CORRECTIONNELS - CRÉDIT 2605

Le ministre est déterminé à reformer le système correctionnel pour adultes de l'Ontario de manière à accroître l'efficacité, à renforcer les résultats à long terme pour les personnes aux prises avec la justice et à améliorer l'expérience du personnel de première ligne. Dans les établissements et les services correctionnels communautaires, ces objectifs seront atteints par la mise à profit de la technologie pour automatiser et numériser les processus opérationnels, la mise en place de solutions de remplacement à l'embauche, le développement d'un leadership et d'autres ressources pour mieux soutenir le personnel de première ligne, la mise en œuvre de mécanismes de gouvernance et d'examen ainsi que la collaboration avec d'autres ministères, les intervenants et les collectivités de tout l'Ontario. La réforme des services correctionnels de l'Ontario protège la sécurité publique et contribue à un système de justice pénale intégré, efficace et durable soutenant la prévention et la réadaptation et favorisant une réinsertion réussie des contrevenants.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Soutien opérationnel	47 141 700	26 037 600	21 104 100	21 754 524
2	Centre d'avancement professionnel et de formation pour les services correctionnels	16 448 200	12 285 100	4 163 100	20 653 621
3	Services en établissement	946 666 800	839 025 200	107 641 600	1 050 905 466
4	Services correctionnels communautaires	168 687 400	153 448 300	15 239 100	151 820 246
5	Direction des enquêtes et des renseignements relatifs aux services correctionnels	6 381 400	5 986 600	394 800	6 404 249
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 185 325 500	1 036 782 800	148 542 700	1 251 538 106
Total - Charges de fonctionnement		1 185 325 500	1 036 782 800	148 542 700	1 251 538 106
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
10	Services en établissement à charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
11	Services communautaires à charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		2 000	2 000	-	-
L	Amortissement à Services en établissement - Loi sur l'administration financière	836 100	836 100	-	666 785
Total - Crédits législatifs		836 100	836 100	-	666 785
Total - Charges d'immobilisations		838 100	838 100	-	666 785
BIENS IMMOBILISÉS					
8	Services en établissement	151 000	151 000	-	135 650
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		151 000	151 000	-	135 650
Total - Biens immobilisés		151 000	151 000	-	135 650

SERVICES CORRECTIONNELS - CRÉDIT 2605, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2605-1	Soutien opérationnel		
	Traitements et salaires		21 954 100
	Avantages sociaux		3 022 600
	Transports et communications		415 100
	Services		19 403 100
	Fournitures et matériel		3 188 300
	Paiements de transfert		
	Réinsertion sociale et programmes spécialisés	2 026 000	
	Programme de travail communautaire	2 212 400	4 238 400
	Total partiel		52 221 600
	Moins : Recouvrements		5 079 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		47 141 700
2605-2	Centre d'avancement professionnel et de formation pour les services correctionnels		
	Traitements et salaires		11 175 700
	Avantages sociaux		1 165 900
	Transports et communications		368 600
	Services		2 927 500
	Fournitures et matériel		810 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		16 448 200
2605-3	Services en établissement		
	Traitements et salaires		659 010 100
	Avantages sociaux		121 627 400
	Transports et communications		11 899 000
	Services		62 739 400
	Fournitures et matériel		84 438 800
	Paiements de transfert		
	Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	1 000	
	Programme de sensibilisation à la violence	192 300	
	Programmes de réadaptation des délinquants	6 758 800	6 952 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		946 666 800

SERVICES CORRECTIONNELS - CRÉDIT 2605, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2605-4	Services correctionnels communautaires		
	Traitements et salaires		121 321 300
	Avantages sociaux		19 030 500
	Transports et communications		3 424 900
	Services		4 898 400
	Fournitures et matériel		1 436 400
	Paielements de transfert		
	Aide à la réinsertion sociale des détenus	1 000	
	Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidences externes	18 574 900	18 575 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		168 687 400
2605-5	Direction des enquêtes et des renseignements relatifs aux services correctionnels		
	Traitements et salaires		5 112 800
	Avantages sociaux		591 700
	Transports et communications		155 000
	Services		485 900
	Fournitures et matériel		36 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		6 381 400
	Total (Charges de fonctionnement) - Services correctionnels		1 185 325 500

SERVICES CORRECTIONNELS - CRÉDIT 2605, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2605-10	Services en établissement - charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
2605-11	Services communautaires - charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement à Services en établissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	836 100
	Total (Charges d'immobilisations) - Services correctionnels	838 100
BIENS IMMOBILISÉS		
2605-8	Services en établissement	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	150 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	151 000
	Total (Biens immobilisés) - Services correctionnels	151 000

ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS - CRÉDIT 2607

Le programme des organismes, conseils et commissions assure le fonctionnement des organismes relevant du ministère, comme la Commission ontarienne d'arbitrage et de décision pour la police et le Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Provisions	Provisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Organismes, conseils et commissions	7 146 800	7 367 800	(221 000)	934 753
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	7 146 800	7 367 800	(221 000)	934 753
	Total - Charges de fonctionnement	7 146 800	7 367 800	(221 000)	934 753

ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS - CRÉDIT 2607, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2607-1	Organismes, conseils et commissions		
	Traitements et salaires	1 392 100	
	Avantages sociaux	183 900	
	Transports et communications	86 000	
	Services	5 460 800	
	Fournitures et matériel	24 000	
	Total " voter - Charges de fonctionnement	7 146 800	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Commission ontarienne d'arbitrage et de décision pour la police</i>			
	Traitements et salaires	1 046 500	
	Avantages sociaux	147 900	
	Transports et communications	40 000	
	Services	5 407 300	
	Fournitures et matériel	14 000	6 655 700
<i>Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès</i>			
	Traitements et salaires	345 600	
	Avantages sociaux	36 000	
	Transports et communications	46 000	
	Services	53 500	
	Fournitures et matériel	10 000	491 100
	Total " voter - Charges de fonctionnement	7 146 800	
	Total (Charges de fonctionnement) - Organismes, conseils et commissions	7 146 800	

PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE - CRÉDIT 2609

Planification et gestion des situations d'urgence se consacre à la prestation de services de qualité relatifs à la sûreté, à la sécurité publique et aux enquêtes sur les décès. Ces activités sont menées par l'entremise du Bureau du coroner, du Service de médecine légale de l'Ontario et du Bureau du commissaire des incendies. Ces sections se consacrent à la détection des problèmes et à leur résolution par des initiatives efficaces de protection, de prévention, d'intervention, à caractère scientifique, d'enquête, de formation et d'éducation du public. Elles s'attachent à être à la pointe des efforts déployés pour assurer la sûreté et la sécurité dans toutes les collectivités diverses de l'Ontario, ce qui aide le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
5	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario	75 622 700	70 661 900	4 960 800	85 360 334
8	Bureau du commissaire des incendies	55 263 600	43 052 600	12 211 000	35 547 627
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		130 886 300	113 714 500	17 171 800	120 907 961
Total - Charges de fonctionnement		130 886 300	113 714 500	17 171 800	120 907 961
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
7	Bureau du commissaire des incendies	1 000	1 000	-	-
9	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario	1 000	-	1 000	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		2 000	1 000	1 000	-
L	Amortissement à Bureau du commissaire des incendies - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 784 800	3 388 300	(1 603 500)	580 571
L	Amortissement à Service de médecine légale de l'Ontario, <i>Loi sur l'administration financière</i>	224 000	80 300	143 700	-
Total - Crédits législatifs		2 008 800	3 468 600	(1 459 800)	580 571
Total - Charges d'immobilisations		2 010 800	3 469 600	(1 458 800)	580 571
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Bureau du commissaire des incendies	17 648 600	31 308 100	(13 659 500)	908 108
10	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario	1 900 000	2 340 000	(440 000)	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		19 548 600	33 648 100	(14 099 500)	908 108
Total - Biens immobilisés		19 548 600	33 648 100	(14 099 500)	908 108

PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE - CRÉDIT 2609, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2609-5	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario	
	Traitements et salaires	33 037 600
	Avantages sociaux	4 285 400
	Transports et communications	2 213 100
	Services	32 941 100
	Fournitures et matériel	1 495 500
	Paiements de transfert	
	Subventions pour les services judiciaires	1 650 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	75 622 700
2609-8	Bureau du commissaire des incendies	
	Traitements et salaires	24 127 800
	Avantages sociaux	3 859 000
	Transports et communications	1 777 100
	Services	10 827 100
	Fournitures et matériel	2 007 600
	Paiements de transfert	
	Subvention pour la sécurité incendie	12 665 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	55 263 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Planification et gestion des situations d'urgence	130 886 300
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2609-7	Bureau du commissaire des incendies	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000

PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE - CRÉDIT 2609, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2609-9	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement : Bureau du commissaire des incendies - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 784 800
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement : Service de médecine légale de l'Ontario, <i>Loi sur l'administration financière</i>	224 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Planification et gestion des situations d'urgence	2 010 800
BIENS IMMOBILISÉS		
2609-6	Bureau du commissaire des incendies	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	12 865 700
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	4 782 900
	Total " voter - Biens immobilisés	17 648 600
2609-10	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 900 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 900 000
	Total (Biens immobilisés) - Planification et gestion des situations d'urgence	19 548 600

DIVISION DES POLITIQUES STRATÉGIQUES - CRÉDIT 2610

La Division des politiques stratégiques est chargée de diriger l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et de textes législatifs et réglementaires, ainsi que la coordination des activités intergouvernementales dans le secteur de la justice et l'appui du ministère et du gouvernement.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Division des politiques stratégiques	12 408 300	6 922 300	5 486 000	8 944 373
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	12 408 300	6 922 300	5 486 000	8 944 373
	Total - Charges de fonctionnement	12 408 300	6 922 300	5 486 000	8 944 373
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	Division des politiques stratégiques, charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-

DIVISION DES POLITIQUES STRATÉGIQUES - CRÉDIT 2610, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2610-1	Division des politiques stratégiques	
	Traitements et salaires	9 991 300
	Avantages sociaux	1 292 000
	Transports et communications	418 000
	Services	270 300
	Fournitures et matériel	408 300
	Paielements de transfert	
	Subventions diverses - services administratifs	28 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement	12 408 300
	Total (Charges de fonctionnement) - Division des politiques stratégiques	12 408 300
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2610-4	Division des politiques stratégiques, charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Division des politiques stratégiques	2 000

SERVICE D'INSPECTION - CRÉDIT 2612

L'inspecteur général des services policiers a pour mandat d'améliorer le rendement et la responsabilisation en matière de services de police et de gouvernance policière en veillant à ce que des services de police adéquats et efficaces soient offerts partout en Ontario, conformément à la Loi de 2019 sur la sécurité communautaire et les services policiers (la Loi) et ses règlements.

L'inspecteur général dirige le Service d'inspection des services policiers, une division indépendante du ministre du Solliciteur général. Le Service d'inspection fournit un soutien opérationnel pour la réalisation du mandat de l'inspecteur général, à l'appui notamment de ses fonctions, ses pouvoirs et ses prises de décision. En vertu de la Loi, ce mandat consiste à mener des inspections, des enquêtes et des activités de surveillance des services policiers, des commissions de service de police et des organisations qui emploient des agents spéciaux de l'Ontario, et à prodiguer des conseils à ces intervenants. Par la mise à profit de recherches indépendantes, l'analyse de données pour créer des renseignements et la promotion de pratiques exemplaires, le Service d'inspection s'attache à améliorer le rendement des services de police de l'Ontario et leur gouvernance pour que toute la population ontarienne soit davantage en sécurité.

SOMMAIRE - CRÉDIT				
(\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2025-2026	2024-2025	entre
				2025-2026
				et
				2024-2025
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2	Service d'inspection	11 312 600	11 042 300	270 300
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	11 312 600	11 042 300	270 300
	Total - Charges de fonctionnement	11 312 600	11 042 300	270 300
				9 516 043
				9 516 043
				9 516 043

SERVICE D'INSPECTION - CRÉDIT 2612, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2612-2	Service d'inspection	
	Traitements et salaires	7 280 700
	Avantages sociaux	889 700
	Transports et communications	355 100
	Services	2 522 000
	Fournitures et matériel	265 100
Total " voter - Charges de fonctionnement		11 312 600
Total (Charges de fonctionnement) - Service d'inspection		11 312 600

TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES D'URGENCE - CRÉDIT 2614

La Division des télécommunications des services d'urgence (DTSE) assure un leadership et un soutien spécifiques pour trois programmes de télécommunications complexes : grande échelle actuellement menés par le ministère : 1) Projet de réseau de radiocommunications pour la sécurité publique (PRRSP) 2) les Services 9-1-1 de prochaine génération et 3) l'élaboration d'un réseau "large bande de sécurité publique". La Division est responsable de l'exécution des radiocommunications et du PRRSP modernisé qui vise "soutenir le rôle essentiel des premiers intervenants dans toute la province par une technologie numérique améliorée". La DTSE soutient la transition provinciale au nouveau réseau des Services 9-1-1 de prochaine génération en vue de satisfaire les normes du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) et d'assurer la sécurité en Ontario. La Division dirige également l'élaboration du réseau "large bande de sécurité publique" en collaboration avec des intervenants intergouvernementaux et d'autres partenaires ministériels.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Télécommunications des services d'urgence	203 478 600	278 234 300	(74 755 700)	136 146 863
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	203 478 600	278 234 300	(74 755 700)	136 146 863
	Total - Charges de fonctionnement	203 478 600	278 234 300	(74 755 700)	136 146 863
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Télécommunications des services d'urgence	2 820 000	2 908 500	(88 500)	2 483 832
	TOTAL Ê VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 820 000	2 908 500	(88 500)	2 483 832
	Total - Actifs de fonctionnement	2 820 000	2 908 500	(88 500)	2 483 832
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Télécommunications des services d'urgence	4 489 800	4 850 400	(360 600)	955 359
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	4 489 800	4 850 400	(360 600)	955 359
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	73 301 900	46 334 500	26 967 400	2 341 429
	Total - Crédits législatifs	73 301 900	46 334 500	26 967 400	2 341 429
	Total - Charges d'immobilisations	77 791 700	51 184 900	26 606 800	3 296 788
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Télécommunications des services d'urgence	315 353 300	308 211 200	7 142 100	129 215 407
	TOTAL Ê VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	315 353 300	308 211 200	7 142 100	129 215 407
	Total - Biens immobilisés	315 353 300	308 211 200	7 142 100	129 215 407

TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES D'URGENCE - CRÉDIT 2614, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2614-1	Télécommunications des services d'urgence	
	Traitements et salaires	9 955 200
	Avantages sociaux	1 261 700
	Transports et communications	179 086 800
	Services	19 632 300
	Fournitures et matériel	1 672 600
	Paielements de transfert	
	Services 9-1-1 de prochaine génération	21 870 000
	Total partiel	233 478 600
	Moins : Recouvrements	30 000 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	203 478 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Télécommunications des services d'urgence	203 478 600
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2614-3	Télécommunications des services d'urgence	
	Dépôts et charges payées d'avance	2 820 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	2 820 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Télécommunications des services d'urgence	2 820 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2614-2	Télécommunications des services d'urgence	
	Autres opérations	4 489 800
	Total " voter - Charges d'immobilisations	4 489 800
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	73 301 900
	Total (Charges d'immobilisations) - Télécommunications des services d'urgence	77 791 700
BIENS IMMOBILISÉS		
2614-4	Télécommunications des services d'urgence	
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	82 840 400
	Matériel de technologie de l'information	232 512 900
	Total " voter - Biens immobilisés	315 353 300
	Total (Biens immobilisés) - Télécommunications des services d'urgence	315 353 300

DONNÉES, RENSEIGNEMENTS ET INITIATIVES STRATÉGIQUES - CRÉDIT 2615

La Division des données, des renseignements et des initiatives stratégiques s'attache à faire progresser le secteur ontarien de la justice pénale par des services et des solutions fondés sur l'innovation, l'intégration numérique, les données et les analyses, les renseignements et la priorité accordée à la clientèle. La Division continuera de renforcer les capacités du ministère dans divers domaines : gestion de projet, gestion du changement, littératie et maturité numériques et approche Lean.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Données, renseignements et initiatives stratégiques	9 204 800	8 650 900	553 900	3 882 410
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		9 204 800	8 650 900	553 900	3 882 410
Total - Charges de fonctionnement		9 204 800	8 650 900	553 900	3 882 410

DONNÉES, RENSEIGNEMENTS ET INITIATIVES STRATÉGIQUES - CRÉDIT 2615, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
2615-1	Données, renseignements et initiatives stratégiques	
	Traitements et salaires	3 887 900
	Avantages sociaux	598 700
	Services	8 221 200
	Total partiel	12 707 800
	Moins : Recouvrements	3 503 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	9 204 800
	Total (Charges de fonctionnement) - Données, renseignements et initiatives stratégiques	9 204 800

SERVICES DE SANTÉ - CRÉDIT 2616

Les Services de santé assurent le leadership stratégique pour faire progresser un modèle accrédité de soins de santé. L'appui d'une norme de soins équivalente aux soins de santé communautaires et qui prenne en compte l'équité en matière de santé et l'adaptation à la culture. Ces services sont chargés d'établir une autonomie en matière de soins cliniques et une surveillance indépendante des ressources et du personnel de soins de santé, de rester en lien avec les partenaires du système de santé pour s'assurer de l'accès aux soins aux points de transition et de l'adoption de pratiques exemplaires, et de soutenir la santé mentale et le bien-être du personnel de la sécurité publique par des initiatives organisationnelles axées sur le mieux-être ainsi que par la promotion de l'intervention précoce et de l'accès des services de santé mentale spécialisés.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025
				Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Services de santé	174 029 600	156 488 900	17 540 700
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	174 029 600	156 488 900	17 540 700
	Total - Charges de fonctionnement	174 029 600	156 488 900	17 540 700
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	Services de santé	1 000	1 000	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	627 000	604 500	22 500
	Total - Crédits législatifs	627 000	604 500	22 500
	Total - Charges d'immobilisations	628 000	605 500	22 500
BIENS IMMOBILISÉS				
3	Services de santé	451 000	1 000	450 000
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	451 000	1 000	450 000
	Total - Biens immobilisés	451 000	1 000	450 000

SERVICES DE SANTÉ - CRÉDIT 2616, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2616-1	Services de santé	
	Traitements et salaires	75 319 000
	Avantages sociaux	12 873 600
	Transports et communications	2 591 000
	Services	31 325 400
	Fournitures et matériel	24 109 000
	Paielements de transfert	
	Unité de traitement en milieu fermé	19 310 600
	Services de santé mentale pour le personnel de la sécurité publique	8 001 000
	Santé mentale des détenues	500 000
		27 811 600
	Total " voter - Charges de fonctionnement	174 029 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Services de santé	174 029 600
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2616-2	Services de santé	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	627 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Services de santé	628 000
BIENS IMMOBILISÉS		
2616-3	Services de santé	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	450 000
	Matériel de technologie de l'information	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	451 000
	Total (Biens immobilisés) - Services de santé	451 000

INFRASTRUCTURE - CRÉDIT 2617

La Division de l'infrastructure assure le leadership stratégique pour la supervision des projets d'immobilisations et d'infrastructure du ministère, y compris les locaux loués, de l'approvisionnement et de la construction, ainsi que pour le respect de la conformité avec les normes de conception technique et de sécurité. Le programme est responsable de gérer à long terme les politiques et normes régissant les immobilisations. Il supervise la construction de nouvelles installations et la réparation d'installations existantes au moyen de modèles de prestation rapides, traditionnels et axés sur les partenariats publics-privés en matière de passation de marchés pour l'infrastructure, en collaboration stratégique avec le ministère de l'infrastructure, Infrastructure Ontario et d'autres ministères partenaires.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025
				Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Infrastructure	175 781 800	163 725 700	12 056 100
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	175 781 800	163 725 700	12 056 100
	Total - Charges de fonctionnement	175 781 800	163 725 700	12 056 100
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	Infrastructure	284 099 200	151 071 400	133 027 800
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	284 099 200	151 071 400	133 027 800
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	5 127 800	5 039 400	88 400
	Total - Crédits législatifs	5 127 800	5 039 400	88 400
	Total - Charges d'immobilisations	289 227 000	156 110 800	133 116 200
BIENS IMMOBILISÉS				
3	Infrastructure	430 332 800	382 703 900	47 628 900
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	430 332 800	382 703 900	47 628 900
	Total - Biens immobilisés	430 332 800	382 703 900	47 628 900

INFRASTRUCTURE - CRÉDIT 2617, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2617-1	Infrastructure		
	Traitements et salaires	5 925 200	
	Avantages sociaux	780 500	
	Transports et communications	295 700	
	Services	128 757 400	
	Fournitures et matériel	178 400	
	Paievements de transfert		
	Consultation et participation	800 000	
	Autres opérations		
	Coût du financement des partenariats public-privé	39 044 600	
	Total " voter - Charges de fonctionnement	175 781 800	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Infrastructure</i>			
	Traitements et salaires	5 925 200	
	Avantages sociaux	780 500	
	Transports et communications	295 700	
	Services	305 500	
	Fournitures et matériel	178 400	7 485 300
<i>Coûts des locaux</i>			
	Services	91 464 300	91 464 300
<i>Coûts contractuels liés aux projets réalisés dans le cadre d'un PPP</i>			
	Services	36 987 600	
	Paievements de transfert		
	Consultation et participation	800 000	
	Autres opérations		
	Coût du financement des partenariats public-privé	39 044 600	76 832 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement	175 781 800	
	Total (Charges de fonctionnement) - Infrastructure	175 781 800	

INFRASTRUCTURE - CRÉDIT 2617, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2617-2	Infrastructure	
	Services	49 573 400
	Fournitures et matériel	4 000
	Autres opérations	234 521 800
	Total " voter - Charges d'immobilisations	284 099 200
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 127 800
	Total (Charges d'immobilisations) - Infrastructure	289 227 000
BIENS IMMOBILISÉS		
2617-3	Infrastructure	
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	230 326 400
	Immeubles - diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	188 534 500
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	6 729 100
	Matériel de technologie de l'information	4 742 800
	Total " voter - Biens immobilisés	430 332 800
	Total (Biens immobilisés) - Infrastructure	430 332 800

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	4 004 282 387	4 106 014 769
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	12 532 000	2 244 065
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(78 456 100)	(74 399 612)
Total - Charges de fonctionnement redressées	3 938 358 287	4 033 859 222

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Actifs de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	8 208 500	4 666 667
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(5 300 000)	(2 182 835)
Total - Actifs de fonctionnement redressés	2 908 500	2 483 832

* La rubrique Total - Actifs de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - actifs de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	280 625 400	113 722 303
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(4 983 800)	(1 569 393)
Total - Charges d'immobilisations redressées	275 641 600	112 152 910

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges d'immobilisations.

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	805 964 800	372 703 840
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions et d'autres ministères	(9 103 000)	(6 692 690)
Total - Biens immobilisés redressés	796 861 800	366 011 150

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - biens immobilisés.

MINISTÈRE DU SPORT

Le ministère du Sport a pour mission d'enrichir la vie et le bien-être de la population ontarienne, en assurant la viabilité à long terme du secteur du sport et en stimulant la croissance économique.

Le ministère joue un rôle essentiel en favorisant l'environnement dynamique du sport et des loisirs de l'Ontario par la promotion de collectivités actives, saines et résilientes. Nous collaborons avec les intervenants et d'autres ministères pour susciter la fierté et encourager la participation des athlètes aux sports et aux loisirs communautaires de l'Ontario. En augmentant les possibilités et l'impact économique par l'accueil d'événements sportifs, en élargissant le soutien au secteur du sport, en assurant la sécurité des athlètes et en investissant dans l'infrastructure du sport et des loisirs communautaires, nous visons à créer un environnement propice où tout le monde peut profiter des bienfaits du sport et des loisirs.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
5301 Programme d'administration du ministère	2 589 300	-	2 589 300	-
5302 Sports, loisirs et programmes communautaires	60 212 200	60 664 600	(452 400)	52 975 001
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	62 801 500	60 664 600	2 136 900	52 975 001
Crédits législatifs	65 014	1 000	64 014	-
Total du ministère - Charges de fonctionnement	62 866 514	60 665 600	2 200 914	52 975 001
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(101 200)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	62 866 514	60 665 600	2 200 914	52 873 801
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5302 Sports, loisirs et programmes communautaires	150 001 000	50 001 000	100 000 000	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	150 001 000	50 001 000	100 000 000	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	150 001 000	50 001 000	100 000 000	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	212 867 514	110 666 600	102 200 914	52 873 801

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 5301

Le programme d'administration du ministre comprend les bureaux du ministre, de l'adjoint parlementaire et du sous-ministre. Il s'attache à réaliser les objectifs du ministre et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2025-2026	2024-2025	entre
				2025-2026
				et
				2024-2025
				Chiffres
				réels
				2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Administration du ministre	2 589 300	-	2 589 300
				-
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 589 300	-	2 589 300
				-
L	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	47 841	-	47 841
				-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 173	-	16 173
				-
	Total - Crédits législatifs	64 014	-	64 014
				-
	Total - Charges de fonctionnement	2 653 314	-	2 653 314
				-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 5301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
5301-1	Administration du ministère	
	Traitements et salaires	2 045 200
	Avantages sociaux	286 200
	Transports et communications	52 700
	Services	152 700
	Fournitures et matériel	52 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement	2 589 300
Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	2 653 314

SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES - CRÉDIT 5302

Les secteurs du sport et des loisirs sont importants pour le bien-être physique, social et économique de la population ontarienne. Les programmes du ministère promeuvent les activités sportives et récréatives dans toute la province. Les programmes du ministère appuient les sports et les activités de loisir dans toute la province.

Le ministère gouverne les intérêts de l'Ontario en matière de loisirs en finançant des partenaires clés pour l'exécution de programmes qui haussent le niveau d'activité physique, avec des soutiens ciblés vers la mobilisation des collectivités autochtones, pour l'offre de programmes après l'école aux enfants et aux jeunes et pour la coordination des intérêts provinciaux relatifs aux sentiers en vertu de la *Loi de 2016 sur les sentiers de l'Ontario*.

Le ministère gère le Programme ontarien d'accueil d'événements sportifs, qui accorde un financement fondé sur des projets pour aider les demandeurs à organiser des événements sportifs amateurs nationaux et internationaux en Ontario. Le ministère produit également cinq Jeux multisports dans le cadre de la marque Jeux de l'Ontario.

Le soutien au sport amateur est axé sur la participation, la formation, et l'excellence, en collaboration avec les partenaires du secteur. L'objectif est de soutenir un solide système sportif qui encourage et accroît les possibilités pour les athlètes de tous âges et de toutes capacités.

Le ministère assume également la surveillance et la responsabilité des sports de combat amateurs et professionnels et travaille pour faire de l'Ontario un chef de file de la sécurité dans le sport en agissant pour remplacer le cadre actuel par un nouveau système moderne de surveillance relevant de la *Loi de 2019 sur les sports de combat* et de ses règlements d'application.

SOMMAIRE - CRÉDIT					
(\$)					
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre	réels
				2025-2026	2023-2024
				et	
				2024-2025	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Sports, loisirs et programmes communautaires	60 212 200	60 664 600	(452 400)	52 975 001
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		60 212 200	60 664 600	(452 400)	52 975 001
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total - Charges de fonctionnement		60 213 200	60 665 600	(452 400)	52 975 001
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Sports, loisirs et programmes communautaires	150 001 000	50 001 000	100 000 000	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		150 001 000	50 001 000	100 000 000	-
Total - Charges d'immobilisations		150 001 000	50 001 000	100 000 000	-

SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES - CRÉDIT 5302, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
5302-1	Sports, loisirs et programmes communautaires		
	Traitements et salaires		5 860 900
	Avantages sociaux		669 300
	Transports et communications		384 100
	Services		2 861 400
	Fournitures et matériel		408 300
	Paielements de transfert		
	Subventions pour les événements sportifs et les initiatives relatives au sport	5 623 500	
	Fonds pour la promotion du sport	17 030 500	
	Soutien direct aux athlètes	3 100 000	
	Subventions aux initiatives communautaires visant des loisirs inclusifs	3 172 000	
	Fonds pour les loisirs des Autochtones et des jeunes	21 102 200	50 028 200
	Total " voter - Charges de fonctionnement		60 212 200
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Sports, loisirs et programmes communautaires		60 213 200
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
5302-3	Sports, loisirs et programmes communautaires		
	Paielements de transfert		
	Subventions " l'appui des sports et des loisirs		150 001 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		150 001 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Sports, loisirs et programmes communautaires		150 001 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	-	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	60 665 600	52 975 001
Total - Charges de fonctionnement redressées	60 665 600	52 975 001

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	-	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	50 001 000	-
Total - Charges d'immobilisations redressées	50 001 000	-

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges d'immobilisations.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

Le ministère du Tourisme, de la Culture et des Jeux stimule la croissance économique et améliore la qualité de vie en Ontario.

Le ministère :

• Travaille en étroite collaboration avec les acteurs de l'industrie du tourisme pour promouvoir le tourisme en Ontario, élaborer de nouvelles expériences et renforcer la notoriété de la province en tant que destination de choix pour les visiteurs;

• Alimente l'économie de la création, notamment le cinéma, la télévision, la musique, les médias numériques interactifs et l'édition de livres et de magazines, encourage la participation à la culture par les arts et fournit des financements et un soutien aux bibliothèques publiques et aux musées;

• Guide l'élaboration de la politique provinciale en matière de jeux, y compris la surveillance de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario;

• Réalise son travail en partenariat avec 16 organismes provinciaux, attractions et entités recevant des paiements de transfert.

Le ministère dirige le programme de politiques du gouvernement en matière de tourisme, de culture et de jeux, conçoit et met en œuvre des programmes de paiement de transfert, travaille en partenariat avec ses organismes pour soutenir les secteurs ministériels et mettre en œuvre des programmes, agit en tant que gestionnaire des actifs culturels et touristiques provinciaux et collabore avec des partenaires sectoriels, des intervenants et des organisations industrielles.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
3801 Programme d'administration du ministère	26 241 200	24 428 100	1 813 100	28 125 860
3805 Programmes du tourisme et de la culture	98 438 200	92 014 900	6 423 300	92 339 007
3806 Programme de la Fondation Trillium de l'Ontario	103 557 000	103 557 000	-	103 557 000
3808 Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels	1 028 352 400	1 034 448 800	(6 096 400)	929 630 839
3811 Programmes relatifs aux organismes	213 475 500	209 540 300	3 935 200	223 293 906
3812 Programme des jeux	3 391 000	1 906 900	1 484 100	1 884 429
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 473 455 300	1 465 896 000	7 559 300	1 378 831 041
Crédits législatifs	66 014	82 187	(16 173)	326 297
Total du ministère - Charges de fonctionnement	1 473 521 314	1 465 978 187	7 543 127	1 379 157 338

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	57 658 000	55 035 800	2 622 200	56 832 990
Redressement de consolidation - Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	442 600	(1 589 200)	2 031 800	(678 237)
Redressement de consolidation - Fondation Trillium de l'Ontario	18 198 000	21 732 100	(3 534 100)	26 661 725
Redressement de consolidation - Musée royal de l'Ontario	52 876 500	46 801 300	6 075 200	41 346 392
Redressement de consolidation - Conseil des arts de l'Ontario	7 297 200	8 371 100	(1 073 900)	10 256 586
Redressement de consolidation - Commission des parcs du Niagara	130 332 500	112 497 900	17 834 600	117 061 836
Redressement de consolidation - Centre des congrès d'Ottawa	20 015 100	21 115 100	(1 100 000)	20 137 439
Redressement de consolidation - Science Nord	13 140 400	12 949 700	190 700	13 665 172
Redressement de consolidation - Parcs du Saint-Laurent	18 838 300	17 983 600	854 700	20 703 448
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(1 398 223)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(1 172 000)	(1 172 000)	-	(1 200 565)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 791 147 914	1 759 703 587	31 444 327	1 682 545 901

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3801 Programme d'administration du ministère	4 000	4 000	-	-
3804 Programme d'immobilisations touristiques et culturelles	60 892 200	35 173 400	25 718 800	32 013 505
3805 Programmes du tourisme et de la culture	1 000	1 000	-	-
3811 Programmes relatifs aux organismes	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	60 898 200	35 179 400	25 718 800	32 013 505
Crédits législatifs	4 000	4 000	-	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	60 902 200	35 183 400	25 718 800	32 013 505
Redressement de consolidation - Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	11 328 000	11 400 000	(72 000)	10 873 916
Redressement de consolidation - Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	152 100	303 200	(151 100)	400 178
Redressement de consolidation - Fondation Trillium de l'Ontario	144 000	94 000	50 000	127 797
Redressement de consolidation - Musée royal de l'Ontario	14 490 300	14 414 400	75 900	8 910 934
Redressement de consolidation - Conseil des arts de l'Ontario	178 300	214 600	(36 300)	235 784
Redressement de consolidation - Commission des parcs du Niagara	21 843 500	14 520 800	7 322 700	16 391 870
Redressement de consolidation - Centre des congrès d'Ottawa	5 490 900	5 484 100	6 800	3 345 452
Redressement de consolidation - Science Nord	3 000 000	2 850 000	150 000	1 345 312
Redressement de consolidation - Parcs du Saint-Laurent	(11 098 000)	1 769 500	(12 867 500)	(5 835 683)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(3 020 809)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	106 431 300	86 234 000	20 197 300	64 788 256

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
BIENS IMMOBILISÉS				
3801 Programme d'administration du ministère	3 000	3 000	-	-
3805 Programmes du tourisme et de la culture	1 000	1 000	-	-
3811 Programmes relatifs aux organismes	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	5 000	5 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés	5 000	5 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)				
	1 897 579 214	1 845 937 587	51 641 627	1 747 334 157

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3801

Le Programme d'administration du ministre comprend les bureaux du ministre, du ou des adjoints parlementaires et du sous-ministre, ainsi que la Division des services régionaux et ministériels, la Direction des communications et la Direction des services juridiques. Le programme s'attache à réaliser les objectifs du ministre et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels (communications, services juridiques, ressources humaines, soutien et exécution des programmes régionaux, politiques stratégiques, planification générale et budgétaire, activités de contrôle financier, solutions technologiques et opérationnelles, etc.). La Division des services régionaux et ministériels et la Direction des services juridiques servent plusieurs ministres clients.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministre	26 241 200	24 428 100	1 813 100	28 125 860
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	26 241 200	24 428 100	1 813 100	28 125 860
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	32 346	(16 173)	33 155
	Total - Crédits législatifs	64 014	80 187	(16 173)	82 456
	Total - Charges de fonctionnement	26 305 214	24 508 287	1 796 927	28 208 316
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministre	4 000	4 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	4 000	4 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 000	2 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	2 000	2 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	6 000	6 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Administration du ministre	3 000	3 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	3 000	3 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	3 000	3 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3801-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		19 107 800
	Avantages sociaux		2 038 200
	Transports et communications		920 400
	Services		3 589 900
	Fournitures et matériel		584 900
	Paielements de transfert		
	Programme Expérience Ét®		1 000
	Total partiel		26 242 200
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		26 241 200
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	2 952 700	
	Avantages sociaux	328 000	
	Transports et communications	191 100	
	Services	96 300	
	Fournitures et matériel	83 400	3 651 500
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	2 305 900	
	Avantages sociaux	348 400	
	Transports et communications	48 000	
	Services	90 500	
	Fournitures et matériel	121 000	2 913 800
<i>Technologie de l'information</i>			
	Services	1 155 100	1 155 100
<i>Services juridiques</i>			
	Transports et communications	17 500	
	Services	2 095 000	
	Fournitures et matériel	12 400	2 124 900

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services régionaux</i>		
	Traitements et salaires	6 961 900	
	Avantages sociaux	684 900	
	Transports et communications	541 200	
	Services	53 200	
	Fournitures et matériel	227 100	
	Paievements de transfert		
	Programme Expérience Ét	1 000	
	Total partiel	8 469 300	
	Moins : Recouvrements	1 000	8 468 300
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	1 385 000	
	Avantages sociaux	91 000	
	Transports et communications	24 400	
	Services	53 700	
	Fournitures et matériel	26 200	1 580 300
	<i>Services de soutien financier et administratif</i>		
	Traitements et salaires	3 434 900	
	Avantages sociaux	380 200	
	Transports et communications	70 000	
	Services	26 700	
	Fournitures et matériel	95 300	4 007 100
	<i>Elaboration des politiques stratégiques et planification</i>		
	Traitements et salaires	2 067 400	
	Avantages sociaux	205 700	
	Transports et communications	28 200	
	Services	19 400	
	Fournitures et matériel	19 500	2 340 200
Total -- voter - Charges de fonctionnement			26 241 200

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre	26 305 214
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
3801-3	Administration du ministre	
	Autres opérations	4 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	4 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministre	6 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
3801-2	Administration du ministre	
	Terrains	1 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 000
	Total à voter - Biens immobilisés	3 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministre	3 000

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES - CRÉDIT 3804

Le ministre réalise des investissements dans des immobilisations pour les secteurs dont il est responsable. Ces investissements répondent à des besoins de réparations et de renovations, stimulent la compétitivité et la durabilité et aident l'Ontario à améliorer l'expérience des visiteurs et le caractère attrayant de la province comme destination touristique et culturelle auprès des voyageurs de la région, du pays et de l'étranger.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	Immobilisations touristiques et culturelles	60 892 200	35 173 400	25 718 800	32 013 505
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		60 892 200	35 173 400	25 718 800	32 013 505
Total - Charges d'immobilisations		60 892 200	35 173 400	25 718 800	32 013 505

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES - CRÉDIT 3804, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3804-1	Immobilisations touristiques et culturelles		
	Services		2 895 000
	Fournitures et matériel		1 000
	Paiements de transfert		
	Subventions pour la culture	5 000 000	
	Soutien aux immobilisations dans le secteur des organismes et des attractions	25 460 000	
	Réparations et rénovations - immobilisations	27 536 200	57 996 200
	Total " voter - Charges d'immobilisations		60 892 200
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'immobilisations touristiques et culturelles		60 892 200

PROGRAMMES DU TOURISME ET DE LA CULTURE - CRÉDIT 3805

Le ministre est responsable des programmes, des services et des politiques stratégiques, ainsi que des initiatives de recherche liées aux arts, aux industries culturelles, aux musées communautaires, aux bibliothèques publiques et au tourisme en Ontario.

Le ministre travaille avec des partenaires pour mettre l'Ontario de l'avant comme une province riche en attractions et en ressources culturelles auprès des audiences canadiennes et étrangères. Le ministre soutient des collectivités fortes et dynamiques qui favorisent l'éducation permanente par l'accès à l'information dans les bibliothèques publiques et l'exposition des expériences culturelles grâce aux musées communautaires. Le ministre contribue à alimenter et renforcer la notoriété économique et régionale du tourisme en Ontario, et il verse des fonds à l'appui des festivals et d'autres événements afin d'enrichir la vie de toute la population ontarienne.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programmes du tourisme et de la culture	98 438 200	92 014 900	6 423 300	92 339 007
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	98 438 200	92 014 900	6 423 300	92 339 007
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	243 841
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	243 841
	Total - Charges de fonctionnement	98 439 200	92 015 900	6 423 300	92 582 848
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Programmes du tourisme et de la culture	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Programmes du tourisme et de la culture	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMMES DU TOURISME ET DE LA CULTURE - CRÉDIT 3805, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3805-1	Programmes du tourisme et de la culture		
	Traitements et salaires		8 376 400
	Avantages sociaux		858 000
	Transports et communications		148 700
	Services		972 300
	Fournitures et matériel		92 600
	Paielements de transfert		
	Subventions " l'appui des festivals, des événements et des attractions	27 500 000	
	Fonds pour les régions touristiques	19 954 200	
	Subventions pour le tourisme	1 001 000	
	Fonds pour le secteur des arts et de la culture	2 125 000	
	Mesures légiférées de soutien au secteur des bibliothèques	22 653 400	
	Fonds pour le secteur des bibliothèques	6 490 200	
	Subventions au secteur des bibliothèques	1 000	
	Mesures légiférées de soutien au secteur des musées	4 894 600	
	Subventions au secteur des musées	1 000	
	Subventions au secteur des arts et de la culture	2 870 800	
	Subventions " l'appui du développement et des investissements touristiques	500 000	87 991 200
	Total partiel		98 439 200
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		98 438 200
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programmes du tourisme et de la culture		98 439 200

PROGRAMMES DU TOURISME ET DE LA CULTURE - CRÉDIT 3805, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3805-3	Programmes du tourisme et de la culture	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programmes du tourisme et de la culture	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3805-2	Programmes du tourisme et de la culture	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programmes du tourisme et de la culture	1 000

PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3806

La Fondation Trillium de l'Ontario a pour mission de bâtir des collectivités saines et dynamiques dans tout l'Ontario en investissant dans des initiatives communautaires et en renforçant le poids du secteur "but non lucratif" de l'Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Fondation Trillium de l'Ontario	103 557 000	103 557 000	-	103 557 000
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		103 557 000	103 557 000	-	103 557 000
Total - Charges de fonctionnement		103 557 000	103 557 000	-	103 557 000

PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3806, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3806-1	Fondation Trillium de l'Ontario	
	Paiements de transfert	
	Fondation Trillium de l'Ontario	103 557 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	103 557 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de la Fondation Trillium de l'Ontario	103 557 000

CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS - CRÉDIT 3808

Les crédits d'impôt pour les médias culturels de l'Ontario procurent des incitatifs pour accroître les niveaux de production en Ontario dans les industries cinématographique et télévisuelle, le secteur des médias numériques interactifs et l'édition. Ces crédits d'impôt aident à stimuler l'activité économique et la création d'emplois en Ontario tout en rehaussant le profil culturel de la province.

Le programme est administré conjointement par Ontario Cratif, un organisme du ministère, et l'Agence du revenu du Canada.

SOMMAIRE - CRÉDIT				
(\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2025-2026	2024-2025	entre
				2025-2026
				et
				2024-2025
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels	1 028 352 400	1 034 448 800	(6 096 400)
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 028 352 400	1 034 448 800	(6 096 400)
	Total - Charges de fonctionnement	1 028 352 400	1 034 448 800	(6 096 400)

929 630 839

929 630 839

929 630 839

CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS - CRÉDIT 3808, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3808-1	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels		
	Paiements de transfert		
	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition	4 846 700	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatiques	83 558 700	
	Crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne	314 140 200	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques	107 305 100	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les services de production	518 501 700	1 028 352 400
Total " voter - Charges de fonctionnement			1 028 352 400
Total (Charges de fonctionnement) - Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels			1 028 352 400

PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES - CRÉDIT 3811

Les organismes, les entités recevant des paiements de transfert et les attractions du ministère font la promotion du tissu culturel de l'Ontario et favorisent la croissance économique et la création d'emplois grâce à une gamme de programmes éducatifs, récréatifs et culturels et de programmes de divertissement à l'attention des résidents et des visiteurs. Le ministère est responsable de la gouvernance, des nominations, de la reddition des comptes et de la surveillance du financement de fonctionnement et d'immobilisations des organismes et des attractions relevant de son portefeuille, y compris les deux attractions exploitées directement.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programmes relatifs aux organismes	213 475 500	209 540 300	3 935 200	223 293 906
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	213 475 500	209 540 300	3 935 200	223 293 906
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	213 476 500	209 541 300	3 935 200	223 293 906
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Programmes relatifs aux organismes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Programmes relatifs aux organismes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES - CRÉDIT 3811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3811-1	Programmes relatifs aux organismes		
	Traitements et salaires		8 638 900
	Avantages sociaux		1 135 500
	Transports et communications		184 500
	Services		1 922 100
	Fournitures et matériel		833 100
	Paiements de transfert		
	Musée des beaux-arts de l'Ontario	21 072 300	
	Musée royal de l'Ontario	27 280 900	
	Collection McMichael d'art canadien	3 328 800	
	Science Nord	6 828 900	
	Conseil des arts de l'Ontario	59 937 400	
	Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario	36 160 200	
	Commission des parcs du Saint- Laurent	8 380 000	
	Soutien au secteur des organismes et des attractions	1 000	
	Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	33 735 900	
	Jardins botaniques royaux	4 036 000	200 761 400
	Total " voter - Charges de fonctionnement		213 475 500
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programmes relatifs aux organismes		213 476 500

PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES - CRÉDIT 3811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3811-3	Programmes relatifs aux organismes	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programmes relatifs aux organismes	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3811-2	Programmes relatifs aux organismes	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programmes relatifs aux organismes	1 000

PROGRAMME DES JEUX - CRÉDIT 3812

Le ministre oriente l'élaboration des politiques provinciales en matière de jeux et soutient un secteur des jeux solide de manière socialement responsable par la surveillance de la gouvernance de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario et par l'élaboration de politiques liées aux questions commerciales, au partage des recettes avec les Premières Nations, aux jeux de bienfaisance et au jeu responsable.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programme en matière de jeux	3 391 000	1 906 900	1 484 100	1 884 429
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	3 391 000	1 906 900	1 484 100	1 884 429
	Total - Charges de fonctionnement	3 391 000	1 906 900	1 484 100	1 884 429

PROGRAMME DES JEUX - CRÉDIT 3812, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
3812-1	Programme en matière de jeux	
	Traitements et salaires	1 960 600
	Avantages sociaux	246 400
	Transports et communications	6 000
	Services	1 174 000
	Fournitures et matériel	4 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	3 391 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des jeux	3 391 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 524 736 887	1 451 149 910
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	1 906 900	1 884 429
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(60 665 600)	(73 877 001)
Total - Charges de fonctionnement redressées	1 465 978 187	1 379 157 338

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	85 184 400	32 013 505
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(50 001 000)	-
Total - Charges d'immobilisations redressées	35 183 400	32 013 505

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges d'immobilisations.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Le ministère des Transports (MTO) gère et dirige le réseau de transport multimodal de la province pour offrir à la population de l'Ontario des services sécuritaires, intégrés, efficaces, axés sur l'utilisateur, équitables et tournés vers l'avenir en matière de mobilité.

Le ministère élabore une infrastructure, des politiques et des programmes de transport permettant une circulation sécuritaire, efficace et durable des personnes et des biens dans tout l'Ontario de manière à ce que l'ensemble de la population et des entreprises puissent accéder facilement aux lieux, aux possibilités et aux services qui les aident à prospérer. Par ces initiatives et notamment l'entretien, le renouvellement, l'élargissement de l'infrastructure et d'autres investissements stratégiques, le MTO aide à améliorer la qualité de vie, à bâtir une économie saine et à stimuler l'atteinte d'importants résultats sociaux partout en Ontario.

Pour s'acquitter de son mandat, le ministère travaille en partenariat avec ses clients et utilisateurs, ses organismes, d'autres ministères, les collectivités autochtones, les municipalités, les administrations voisines, le gouvernement fédéral et d'autres intervenants.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2701 Programme d'administration du ministère	55 604 000	42 218 000	13 386 000	49 330 492
2702 Transports en commun	1 060 136 800	1 008 659 500	51 477 300	1 613 005 256
2703 Sécurité en matière de transport	65 505 900	50 821 100	14 684 800	54 793 751
2704 Gestion de l'infrastructure de transport	75 663 600	56 293 000	19 370 600	39 551 536
2706 Politiques et planification intégrées	42 707 300	28 185 600	14 521 700	27 527 156
2707 Opérations	789 260 100	651 961 600	137 298 500	722 935 805
2708 Surveillance et gouvernance des organismes	190 148 400	131 187 100	58 961 300	174 176 674
2709 Sécurité et application des lois en matière de transport commercial	75 637 900	58 241 900	17 396 000	52 174 093
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 354 664 000	2 027 567 800	327 096 200	2 733 494 763
Crédits législatifs	377 003 392	343 715 792	33 287 600	374 945 248
Total du ministère - Charges de fonctionnement	2 731 667 392	2 371 283 592	360 383 800	3 108 440 011

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - Metrolinx	791 853 500	713 396 700	78 456 800	806 380 085
Redressement de consolidation - Commission de transport Ontario Northland	129 937 700	121 763 400	8 174 300	133 417 174
Redressement de consolidation - Centre de toxicomanie et de santé mentale	-	-	-	(56 300)
Redressement de consolidation - hôpitaux	-	-	-	(135 941)
Redressement de consolidation - autre	-	-	-	289 350
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(6 022 686)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(9 103 600)	(9 391 800)	288 200	(11 240 127)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(5 206 100)	(5 206 100)	-	(1 460 293)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	3 639 148 892	3 191 845 792	447 303 100	4 029 611 273
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2701 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2702 Transports en commun	1 000	1 000	-	-
2703 Sécurité en matière de transport	1 000	1 000	-	-
2704 Gestion de l'infrastructure de transport	1 000	1 000	-	-
2706 Politiques et planification intégrées	1 000	1 000	-	-
2707 Opérations	1 000	1 000	-	-
2708 Surveillance et gouvernance des organismes	1 000	1 000	-	-
2709 Sécurité et application des lois en matière de transport commercial	1 000	-	1 000	-
TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	8 000	7 000	1 000	-
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	8 000	7 000	1 000	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2701 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2702 Transports en commun	9 277 446 400	9 728 803 100	(451 356 700)	7 293 145 049
2703 Sécurité en matière de transport	1 000	1 000	-	3 042 717
2704 Gestion de l'infrastructure de transport	184 439 500	167 739 500	16 700 000	209 683 358
2706 Politiques et planification intégrées	5 000 000	-	5 000 000	-
2707 Opérations	161 460 000	65 520 000	95 940 000	50 388 956
2708 Surveillance et gouvernance des organismes	1 000	1 000	-	-
2709 Sécurité et application des lois en matière de transport commercial	1 000	1 000	-	-
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	9 628 349 900	9 962 066 600	(333 716 700)	7 556 260 080
Crédits législatifs	1 486 496 400	1 348 497 900	137 998 500	1 335 050 728
Total du ministère - Charges d'immobilisations	11 114 846 300	11 310 564 500	(195 718 200)	8 891 310 808
Redressement de consolidation - Metrolinx	(6 631 877 800)	(7 232 229 500)	600 351 700	(5 453 126 984)
Redressement de consolidation - Commission de transport Ontario Northland	(293 526 000)	(239 821 900)	(53 704 100)	(108 408 663)
Autre redressement - réévaluation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	-	-	-	(638 718)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	4 189 442 500	3 838 513 100	350 929 400	3 329 136 443
BIENS IMMOBILISÉS				
2701 Programme d'administration du ministère	46 451 800	23 682 800	22 769 000	22 636 084
2702 Transports en commun	1 000	1 000	-	-
2703 Sécurité en matière de transport	84 396 900	72 693 700	11 703 200	35 159 069
2704 Gestion de l'infrastructure de transport	3 408 973 700	3 131 003 200	277 970 500	2 212 071 111
2707 Opérations	1 000	1 000	-	-
2708 Surveillance et gouvernance des organismes	1 000	1 000	-	-
2709 Sécurité et application des lois en matière de transport commercial	1 000	1 000	-	8 718 676
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	3 539 826 400	3 227 383 700	312 442 700	2 278 584 940
Total du ministère - Biens immobilisés	3 539 826 400	3 227 383 700	312 442 700	2 278 584 940
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	7 828 591 392	7 030 358 892	798 232 500	7 358 747 716

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701

Le Programme d'administration du ministère offre du leadership et des conseils, des avis juridiques, des services de communication et des services de soutien opérationnel spécialisés et rentables à valeur ajoutée pour aider le ministère à atteindre ses objectifs généraux.

Le programme fournit des conseils, une expertise et un appui stratégiques dans les domaines des finances générales, des ressources humaines stratégiques et des soutiens opérationnels, et il supervise le programme du parc de véhicules de la fonction publique de l'Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)				
POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025
				Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	Soutien opérationnel	55 604 000	42 218 000	13 386 000
	TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	55 604 000	42 218 000	13 386 000
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	22 378	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	87 392	87 392	-
	Total - Charges de fonctionnement	55 691 392	42 305 392	13 386 000
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2	Soutien opérationnel	1 000	1 000	-
	TOTAL Ê VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	16 726 600	14 620 600	2 106 000	14 550 438
	Total - Crédits législatifs	16 726 600	14 620 600	2 106 000	14 550 438
	Total - Charges d'immobilisations	16 727 600	14 621 600	2 106 000	14 550 438
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Administration du ministère	46 451 800	23 682 800	22 769 000	22 636 084
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	46 451 800	23 682 800	22 769 000	22 636 084
	Total - Biens immobilisés	46 451 800	23 682 800	22 769 000	22 636 084

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2701-1	Soutien opérationnel		
	Traitements et salaires		33 191 200
	Avantages sociaux		4 137 600
	Transports et communications		736 500
	Services		16 824 500
	Fournitures et matériel		1 340 200
	Total partiel		56 230 000
	Moins : Recouvrements		626 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		55 604 000
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	1 338 700	
	Avantages sociaux	168 700	
	Transports et communications	95 900	
	Services	33 700	
	Fournitures et matériel	37 700	
	Total partiel	1 674 700	
	Moins : Recouvrements	1 000	1 673 700
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	9 661 600	
	Avantages sociaux	1 017 700	
	Transports et communications	155 000	
	Services	4 426 700	
	Fournitures et matériel	119 400	
	Total partiel	15 380 400	
	Moins : Recouvrements	2 000	15 378 400

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Installations et services opérationnels</i>		
	Traitements et salaires	15 151 200	
	Avantages sociaux	2 133 300	
	Transports et communications	342 100	
	Services	9 032 500	
	Fournitures et matériel	1 022 700	
	Total partiel	27 681 800	
	Moins : Recouvrements	620 000	27 061 800
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	4 175 100	
	Avantages sociaux	486 500	
	Transports et communications	60 200	
	Services	753 700	
	Fournitures et matériel	57 200	
	Total partiel	5 532 700	
	Moins : Recouvrements	1 000	5 531 700
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	2 864 600	
	Avantages sociaux	331 400	
	Transports et communications	43 300	
	Services	157 200	
	Fournitures et matériel	39 500	
	Total partiel	3 436 000	
	Moins : Recouvrements	1 000	3 435 000
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	40 000	
	Services	2 420 700	
	Fournitures et matériel	63 700	
	Total partiel	2 524 400	
	Moins : Recouvrements	1 000	2 523 400
Total à voter - Charges de fonctionnement			55 604 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		55 691 392
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2701-2	Soutien opérationnel	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		1 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2701-4	Administration du ministère	
	Autres opérations	501 000
	Moins : Recouvrements	500 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	18 726 600
	Moins : Recouvrements	2 000 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	16 727 600
BIENS IMMOBILISÉS		
2701-3	Administration du ministère	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	46 450 800
	Total " voter - Biens immobilisés	46 451 800
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	46 451 800

TRANSPORTS EN COMMUN - CRÉDIT 2702

Le programme relatif aux transports en commun supervise les activités de planification, de conception et de réalisation du réseau de transport en commun de la province. Cela comprend l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et de programmes de financement qui soutiennent et optimisent les transports en commun dans toute la province dans le cadre d'un réseau de transports intégré, multimodal et axé sur la clientèle. Le programme supervise également l'exécution des projets d'immobilisations pour les transports en commun et est responsable des négociations intergouvernementales avec les administrations fédérales et municipales concernant les investissements dans le transport en commun.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration des transports en commun	14 884 300	12 532 700	2 351 600	12 112 858
2	Transports en commun	1 045 252 500	996 126 800	49 125 700	1 600 892 398
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 060 136 800	1 008 659 500	51 477 300	1 613 005 256
L	Financement des transports en commun municipaux, <i>Loi réservant des fonds aux transports en commun</i>	376 610 000	343 323 400	33 286 600	374 432 931
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	376 611 000	343 324 400	33 286 600	374 432 931
	Total - Charges de fonctionnement	1 436 747 800	1 351 983 900	84 763 900	1 987 438 187
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Transports en commun	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Transports en commun	9 277 446 400	9 728 803 100	(451 356 700)	7 293 145 049
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	9 277 446 400	9 728 803 100	(451 356 700)	7 293 145 049
L	Radiation d'investissement en capital, <i>Loi sur l'administration financière</i>	-	-	-	35 207 935
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	35 207 935
	Total - Charges d'immobilisations	9 277 447 400	9 728 804 100	(451 356 700)	7 328 352 984
BIENS IMMOBILISÉS					
7	Transports en commun	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

TRANSPORTS EN COMMUN - CRÉDIT 2702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2702-1	Administration - transports en commun		
	Traitements et salaires		11 967 800
	Avantages sociaux		746 300
	Transports et communications		80 100
	Services		2 051 900
	Fournitures et matériel		39 200
	Total partiel		14 885 300
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		14 884 300
2702-2	Transports en commun		
	Paiements de transfert		
	Subventions de fonctionnement de Metrolinx	732 539 700	
	Intégration des tarifs et des services	184 377 600	
	Fonds réservés aux transports en commun	376 610 000	
	Commission de transport Ontario Northland	108 725 500	
	Société de transport de Owen Sound	9 357 400	
	Crédit d'impôt de l'Ontario aux personnes âgées pour le transport en commun	5 201 300	
	Fonds pour les programmes relatifs aux transports	50 000	
	Fonds ontarien d'investissement dans les transports en commun	5 000 000	
	Programme de subventions pour les transports communautaires	1 000	1 421 862 500
	Moins : Recouvrements		376 610 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		1 045 252 500
	Fonds réservés aux transports en commun		
	Autres opérations		
L	Financement des transports en commun municipaux, Loi réservant des fonds aux transports en commun		376 610 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Crances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Transports en commun		1 436 747 800

TRANSPORTS EN COMMUN - CRÉDIT 2702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2702-4	Transports en commun		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Transports en commun		1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2702-3	Transports en commun		
	Paiements de transfert		
	Metrolinx	8 166 209 000	
	Transports en commun des municipalités	702 199 500	
	Commission de transport Ontario Northland	335 109 400	
	Électrification des transports	59 967 500	
	Société de transport de l'Owen Sound	13 960 000	9 277 445 400
	Autres opérations		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		9 277 446 400
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Transports en commun		9 277 447 400
BIENS IMMOBILISÉS			
2702-7	Transports en commun		
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
	Total " voter - Biens immobilisés		1 000
	Total (Biens immobilisés) - Transports en commun		1 000

SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2703

Le Programme de sécurité en matière de transport collabore et gère l'exécution des politiques opérationnelles, de la législation, de la réglementation et des programmes et surveille leur mise en œuvre, dans le but d'améliorer la sécurité routière dans toute la province. Cela inclut la délivrance des permis de conduire et l'immatriculation des véhicules, la recherche sur la sécurité en matière de transport, la sécurité et la conformité des véhicules automobiles et des transporteurs commerciaux, l'exécution de programmes pilotes et l'amélioration de la conduite en appuyant notamment sur l'éducation et la sensibilisation du public et sur des solutions en ligne.

Le programme collabore activement à des projets (qu'il dirige dans certains cas) pour élaborer, promouvoir et évaluer des pratiques exemplaires et des initiatives de sécurité routière. Le programme travaille avec de nombreux partenaires (organismes chargés de l'application de la loi ou vous, la sécurité milieu médical, chercheurs universitaires, industrie des assurances) pour définir les améliorations permettant de réduire le nombre de collisions, d'accidents mortels et de blessures sur les routes provinciales, quel que soit le moyen de transport.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Sécurité en matière de transport	65 505 900	50 821 100	14 684 800	54 793 751
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	65 505 900	50 821 100	14 684 800	54 793 751
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	300 000	300 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	300 000	300 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	65 805 900	51 121 100	14 684 800	54 793 751
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Sécurité en matière de transport	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Sécurité en matière de transport	1 000	1 000	-	3 042 717
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	3 042 717
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	9 681 900	9 681 900	-	17 258 952
	Total - Crédits législatifs	9 681 900	9 681 900	-	17 258 952
	Total - Charges d'immobilisations	9 682 900	9 682 900	-	20 301 669
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Sécurité en matière de transport	84 396 900	72 693 700	11 703 200	35 159 069
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	84 396 900	72 693 700	11 703 200	35 159 069
	Total - Biens immobilisés	84 396 900	72 693 700	11 703 200	35 159 069

SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2703, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2703-1	Sécurité en matière de transport		
	Traitements et salaires		32 437 300
	Avantages sociaux		4 704 000
	Transports et communications		1 472 900
	Services		25 121 300
	Fournitures et matériel		1 420 400
	Paievements de transfert		
	Subventions pour la sécurité publique	200 000	
	Subventions de recherche	150 000	
	Initiatives de sécurité en matière de transport	1 000	351 000
	Total partiel		65 506 900
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		65 505 900
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		300 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Sécurité en matière de transport		65 805 900
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2703-2	Sécurité en matière de transport		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Sécurité en matière de transport		1 000

SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2703, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2703-4	Sécurité en matière de transport	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	9 681 900
	Total (Charges d'immobilisations) - Sécurité en matière de transport	9 682 900
BIENS IMMOBILISÉS		
2703-3	Sécurité en matière de transport	
	Logiciels d'application de gestion - traitements et salaires	17 542 300
	Logiciels d'application de gestion - avantages sociaux	2 604 700
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	64 249 900
	Total " voter - Biens immobilisés	84 396 900
	Total (Biens immobilisés) - Sécurité en matière de transport	84 396 900

GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2704

Le Programme de gestion de l'infrastructure de transport gère la réparation et l'expansion du réseau routier provincial dans le cadre d'un système de transport intégré et efficace, en collaboration avec d'autres divisions et ministères. Ces améliorations apportées aux immobilisations garantissent la sécurité des personnes et des biens et soutiennent l'économie de l'Ontario.

Les activités du Programme comprennent la gestion des actifs, la planification des investissements et l'élaboration de programmes, le génie, la conception et l'acquisition de propriétés, l'approvisionnement et la planification de nouvelles constructions, la réparation et le renouvellement des actifs, l'expansion du réseau routier et la production de la carte routière de l'Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Infrastructure des transports à fonctionnement	75 663 600	56 293 000	19 370 600	39 551 536
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	75 663 600	56 293 000	19 370 600	39 551 536
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	75 664 600	56 294 000	19 370 600	39 551 536
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Infrastructure des transports à gestion	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Génie des transports et construction	184 437 500	167 737 500	16 700 000	198 601 790
4	Travaux routiers en cours	1 000	1 000	-	-
6	Assainissement de l'environnement	1 000	1 000	-	11 081 568
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	184 439 500	167 739 500	16 700 000	209 683 358
L	Amortissement à et construction, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 444 959 600	1 309 067 100	135 892 500	1 251 052 501
	Total - Crédits législatifs	1 444 959 600	1 309 067 100	135 892 500	1 251 052 501
	Total - Charges d'immobilisations	1 629 399 100	1 476 806 600	152 592 500	1 460 735 859
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Infrastructure des transports à gestion	3 408 973 700	3 131 003 200	277 970 500	2 212 071 111
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	3 408 973 700	3 131 003 200	277 970 500	2 212 071 111
	Total - Biens immobilisés	3 408 973 700	3 131 003 200	277 970 500	2 212 071 111

GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2704-1	Infrastructure des transports - fonctionnement	
	Traitements et salaires	9 782 100
	Avantages sociaux	5 539 500
	Transports et communications	572 300
	Services	53 694 300
	Fournitures et matériel	420 700
	Paievements de transfert	
	Paievements tenant lieu d'impôt aux municipalités	5 655 700
	Autres opérations	28 385 500
	Total partiel	104 050 100
	Moins : Recouvrements	28 386 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement	75 663 600
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Gestion de l'infrastructure de transport	75 664 600
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2704-5	Infrastructure des transports - gestion	
	Dépôts et charges payés d'avance	1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Gestion de l'infrastructure de transport	1 000

GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2704-2	Génie des transports et construction		
	Services		15 000 000
	Paiements de transfert		
	Travaux sur les actifs de tiers dans le cadre des projets routiers	81 300 000	
	Routes et cession immobilière	36 381 000	
	Améliorations municipales et environnementales	1 000	117 682 000
	Autres opérations		51 756 500
	Total partiel		184 438 500
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		184 437 500
2704-4	Travaux routiers en cours		
	Traitements et salaires		129 372 600
	Avantages sociaux		18 987 600
	Transports et communications		2 100 000
	Services		9 065 200
	Fournitures et matériel		1 000 000
	Total partiel		160 525 400
	Moins : Recouvrements		160 524 400
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
2704-6	Assainissement de l'environnement		
	Services		1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement et construction, Loi sur l'administration financière		1 444 959 600
	Total (Charges d'immobilisations) - Gestion de l'infrastructure de transport		1 629 399 100

GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT - CRÉDIT 2704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
BIENS IMMOBILISÉS		
2704-3	Infrastructure des transports - gestion	
	Terrains	795 986 800
	Infrastructure des transports - traitements et salaires	1 000
	Infrastructure des transports - avantages sociaux	1 000
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	3 155 136 000
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	750 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	10 000 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	5 000 000
	Total partiel	3 966 874 800
	Moins : Recouvrements	557 901 100
	Total " voter - Biens immobilisés	3 408 973 700
	Total (Biens immobilisés) - Gestion de l'infrastructure de transport	3 408 973 700

POLITIQUES ET PLANIFICATION INTÉGRÉES - CRÉDIT 2706

Le programme des politiques et de la planification intégrées élabore des politiques et des plans stratégiques de transport permettant la mise en place d'un réseau de transport multimodal intégré, efficient et équitable qui répond aux besoins actuels et futurs. En élaborant des outils et des politiques... L'appui de cet objectif, le programme fait progresser les priorités législatives, réglementaires et intergouvernementales du ministère. Cela comprend les responsabilités en matière d'affaires autochtones et d'environnement, ainsi que le soutien... un système de transport sûr, durable, moderne, pratique, inclusif et accessible.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques et planification intégrées	42 707 300	28 185 600	14 521 700	27 527 156
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	42 707 300	28 185 600	14 521 700	27 527 156
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	42 708 300	28 186 600	14 521 700	27 527 156
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Politiques et planification intégrées	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Politiques et planification intégrées	5 000 000	-	5 000 000	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	5 000 000	-	5 000 000	-
	Total - Charges d'immobilisations	5 000 000	-	5 000 000	-

POLITIQUES ET PLANIFICATION INTÉGRÉES - CRÉDIT 2706, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2706-1	Politiques et planification intégrées	
	Traitements et salaires	21 186 600
	Avantages sociaux	1 787 100
	Transports et communications	824 200
	Services	18 031 500
	Fournitures et matériel	228 900
	Paievements de transfert	
	Subventions pour la participation et la sensibilisation	650 000
	Total partiel	42 708 300
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	42 707 300
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques et planification intégrées	42 708 300
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2706-2	Politiques et planification intégrées	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Politiques et planification intégrées	1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2706-3	Politiques et planification intégrées	
	Paievements de transfert	
	Subventions pour le secteur des transports	5 000 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	5 000 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Politiques et planification intégrées	5 000 000

OPÉRATIONS - CRÉDIT 2707

Le programme des opérations protège et optimise les investissements publics dans l'infrastructure de transport par des activités d'exploitation et d'entretien efficaces, la gestion des couloirs routiers et la gestion des urgences, afin d'assurer un réseau de transport efficient, résilient et durable. Le programme gère divers services tels la diffusion de l'information aux voyageurs, la délivrance de permis pour les chargements surdimensionnés et la direction d'initiatives spéciales telles que le Projet des zones de dépannage. De plus, il supervise les services dans les aéroports éloignés du Nord, les traversiers et les aires de service autoroutières dans toute la province.

En outre, le programme gère les contrats de concession à long terme avec la 407 ETR, et finance l'exploitation des routes locales dans les communautés non enregistrées, des routes désignées comme voies de jonction avec les routes provinciales et des routes dans de nombreuses collectivités des Premières Nations. Dans le cadre de ces activités, il collabore étroitement avec les partenaires locaux, les collectivités autochtones et les intervenants pour garantir que l'infrastructure de transport de l'Ontario répond aux besoins du public.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Opérations et entretien	789 260 100	651 961 600	137 298 500	722 935 805
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	789 260 100	651 961 600	137 298 500	722 935 805
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	423 655
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	423 655
	Total - Charges de fonctionnement	789 261 100	651 962 600	137 298 500	723 359 460
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Opérations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Services aux usagers du système de transport	161 460 000	65 520 000	95 940 000	50 388 956
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	161 460 000	65 520 000	95 940 000	50 388 956
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	161 461 000	65 521 000	95 940 000	50 388 956
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Opérations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

OPÉRATIONS - CRÉDIT 2707, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2707-1	Opérations et entretien		
	Traitements et salaires		81 599 800
	Avantages sociaux		11 273 700
	Transports et communications		4 232 800
	Services		701 404 400
	Fournitures et matériel		13 849 500
	Paielements de transfert		
	Travaux opérationnels par des tiers dans le cadre des projets routiers	13 001 000	
	Traversiers municipaux	7 496 900	
	Transport actif	1 000	20 498 900
	Total partiel		832 859 100
	Moins : Recouvrements		43 599 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement		789 260 100

*Sous-postes :**Opérations et entretien*

Traitements et salaires	74 021 800	
Avantages sociaux	10 324 800	
Transports et communications	3 138 700	
Services	694 744 500	
Fournitures et matériel	11 195 600	
Paielements de transfert		
Travaux opérationnels par des tiers dans le cadre des projets routiers	13 001 000	
Traversiers municipaux	7 496 900	
Transport actif	1 000	20 498 900
Total partiel		813 924 300
Moins : Recouvrements		43 499 000
		770 425 300

OPÉRATIONS - CRÉDIT 2707, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>		
	Traitements et salaires	7 578 000	
	Avantages sociaux	948 900	
	Transports et communications	1 094 100	
	Services	6 659 900	
	Fournitures et matériel	2 653 900	
	Total partiel	18 934 800	
	Moins : Recouvrements	100 000	18 834 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement		789 260 100
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Opérations		789 261 100
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2707-3	Opérations		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Opérations		1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2707-2	Services aux usagers du système de transport		
	Transports et communications		300 000
	Services		3 720 000
	Fournitures et matériel		1 000 000
	Paiements de transfert		
	Fonds de transition	53 000 000	
	Partenariats en matière de transport	52 940 000	
	Routes de raccordement	45 000 000	
	Premières Nations	5 500 000	156 440 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations		161 460 000

OPÉRATIONS - CRÉDIT 2707, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Sous-postes :				
Paielements de transfert et autres dépenses - Opérations				
	Paielements de transfert			
	Fonds de transition	53 000 000		
	Partenariats en matière de transport	52 940 000		
	Routes de raccordement	45 000 000		
	Premières Nations	5 500 000	156 440 000	156 440 000
Transport aérien dans les régions éloignées				
	Transports et communications		300 000	
	Services		3 720 000	
	Fournitures et matériel		1 000 000	5 020 000
Total " voter - Charges d'immobilisations				161 460 000
Crédits législatifs				
	Autres opérations			
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière			1 000
Total (Charges d'immobilisations) - Opérations				161 461 000
BIENS IMMOBILISÉS				
2707-4	Opérations			
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés			1 000
Total " voter - Biens immobilisés				1 000
Total (Biens immobilisés) - Opérations				1 000

SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES - CRÉDIT 2708

Le programme de surveillance et de gouvernance des organismes dirige la gestion et la supervision par le ministre de ses trois organismes : Metrolinx, la Société de transport d'Owen Sound et la Commission de transport Ontario Northland et d'autres fournisseurs de services tiers. S'appuyant sur des mécanismes de gouvernance et des cadres de surveillance éprouvés, le programme facilite la prestation efficace de services de transport intégrés dans tout l'Ontario et collabore avec ses fournisseurs de services afin de garantir une gestion adéquate des risques et la prestation de services de haute qualité au public. Le programme dirige également, au nom du ministre, un centre d'excellence sur les pratiques exemplaires en matière de gestion des services, de responsabilité et de conformité par les tiers afin de garantir la bonne gestion des deniers publics.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Surveillance et gouvernance des organismes	190 148 400	131 187 100	58 961 300	174 176 674
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	190 148 400	131 187 100	58 961 300	174 176 674
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	190 149 400	131 188 100	58 961 300	174 176 674
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Surveillance et gouvernance des organismes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Surveillance et gouvernance des organismes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	801 400	801 400	-	801 390
	Total - Crédits législatifs	801 400	801 400	-	801 390
	Total - Charges d'immobilisations	802 400	802 400	-	801 390
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Surveillance et gouvernance des organismes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES - CRÉDIT 2708, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2708-1	Surveillance et gouvernance des organismes	
	Traitements et salaires	11 577 000
	Avantages sociaux	1 181 700
	Transports et communications	64 600
	Services	190 142 200
	Fournitures et matériel	19 600
	Total partiel	202 985 100
	Moins : Recouvrements	12 836 700
	Total " voter - Charges de fonctionnement	190 148 400
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Surveillance et gouvernance des organismes	190 149 400
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2708-2	Surveillance et gouvernance des organismes	
	Dépôts et charges payés d'avance	1 000
	Total " voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Surveillance et gouvernance des organismes	1 000

SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES - CRÉDIT 2708, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
2708-4	Surveillance et gouvernance des organismes	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	801 400
	Total (Charges d'immobilisations) - Surveillance et gouvernance des organismes	802 400
	BIENS IMMOBILISÉS	
2708-3	Surveillance et gouvernance des organismes	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Surveillance et gouvernance des organismes	1 000

SÉCURITÉ ET APPLICATION DES LOIS EN MATIÈRE DE TRANSPORT COMMERCIAL - CRÉDIT 2709

Le programme de la sécurité et de l'application des lois en matière de transport commercial est responsable des inspections de véhicules utilitaires, de l'application de la loi, de la sécurité, de la délivrance de permis et de la conformité avec l'objectif qui consiste à assurer la circulation sécuritaire des biens et des personnes et à rendre les routes de l'Ontario plus sûres. Le programme mène également des efforts de sensibilisation et d'éducation du public et travaille avec de nombreux partenaires (organismes chargés de l'application de la loi ou voués à la sécurité, intervenants, chercheurs universitaires, industrie des assurances) pour réduire le nombre de collisions, d'accidents mortels et de blessures sur toutes les routes provinciales, quel que soit le moyen de transport commercial.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Sécurité et application des lois en matière de transport commercial	75 637 900	58 241 900	17 396 000	52 174 093
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	75 637 900	58 241 900	17 396 000	52 174 093
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
	Total - Charges de fonctionnement	75 638 900	58 241 900	17 397 000	52 174 093
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Sécurité et application des lois en matière de transport commercial	1 000	-	1 000	-
	TOTAL à VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	-	1 000	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	-	1 000	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Sécurité et application des lois en matière de transport commercial	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	14 324 900	14 324 900	-	16 179 512
	Total - Crédits législatifs	14 324 900	14 324 900	-	16 179 512
	Total - Charges d'immobilisations	14 325 900	14 325 900	-	16 179 512
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Sécurité et application des lois en matière de transport commercial	1 000	1 000	-	8 718 676
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	8 718 676
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	8 718 676

SÉCURITÉ ET APPLICATION DES LOIS EN MATIÈRE DE TRANSPORT COMMERCIAL - CRÉDIT 2709, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2709-1	Sécurité et application des lois en matière de transport commercial		
	Traitements et salaires		44 865 400
	Avantages sociaux		7 224 700
	Transports et communications		1 084 200
	Services		14 471 000
	Fournitures et matériel		992 600
	Paielements de transfert		
	Crédit déposé pour l'investissement dans les chemins de fer d'Ontario local	7 000 000	
	Initiatives de sécurité en matière de transport commercial	1 000	7 001 000
	Total partiel		75 638 900
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		75 637 900
Crédit législatif			
	Autres opérations		
L	Crédances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Sécurité et application des lois en matière de transport commercial		75 638 900
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2709-2	Sécurité et application des lois en matière de transport commercial		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Sécurité et application des lois en matière de transport commercial		1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2709-3	Sécurité et application des lois en matière de transport commercial		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédit législatif			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		14 324 900
	Total (Charges d'immobilisations) - Sécurité et application des lois en matière de transport commercial		14 325 900

SÉCURITÉ ET APPLICATION DES LOIS EN MATIÈRE DE TRANSPORT COMMERCIAL - CRÉDIT 2709, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
	BIENS IMMOBILISÉS	
2709-4	Sécurité et application des lois en matière de transport commercial	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Sécurité et application des lois en matière de transport commercial	1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	2 439 658 692	3 184 359 805
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions et d'autres ministères	(68 375 100)	(75 919 794)
Total - Charges de fonctionnement redressées	2 371 283 592	3 108 440 011

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges de fonctionnement.

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Actifs de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	8 000	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions et d'autres ministères	(1 000)	-
Total - Actifs de fonctionnement redressés	7 000	-

* La rubrique Total - Actifs de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - actifs de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	11 310 564 500	8 889 214 108
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	2 096 700
Total - Charges d'immobilisations redressées	11 310 564 500	8 891 310 808

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total des votes - charges d'immobilisations.

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	3 166 383 700	2 276 488 240
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	61 000 000	2 096 700
Total - Biens immobilisés redressés	3 227 383 700	2 278 584 940

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - biens immobilisés.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

Le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) offre à toute la fonction publique de l'Ontario des services de leadership et de conseil soutenant la prise de décision fondée sur des données probantes, une gestion du risque et financière prudente, la transparence, la reddition des comptes ainsi que les efforts de modernisation et de renouvellement organisationnel. Il renforce le mode de gestion du gouvernement et aide à garantir l'optimisation des dépenses gouvernementales et des résultats pour les Ontariens et Ontariennes. Le SCT sert également d'employeur à l'échelle du gouvernement dans les négociations collectives avec les syndicats; il assure le contrôle des relations de travail entre le gouvernement et la fonction publique de l'Ontario et le secteur parapublic; il offre des services de la paie et des avantages sociaux ainsi que des services de classification des emplois à l'échelle gouvernementale; il fournit des services relatifs aux ressources humaines à tous les ministères; il offre des services de recrutement de cadres de direction à l'échelon organisationnel, d'apprentissage et de perfectionnement professionnel, de gestion du talent ainsi que de recrutement de jeunes et de nouveaux professionnels; il assure le contrôle des politiques générales et de la gouvernance des organismes; il assume le leadership relatif à l'éthique des fonctionnaires, la participation, l'antiracisme, l'inclusion et la diversité au sein de la FPO; il offre des services de conseil en gestion en vue de la transformation organisationnelle; il assure la fonction liée aux politiques de ressources humaines; il exécute la fonction de vérification interne; il supervise la gestion du risque à l'échelle gouvernementale.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
3401 Programme d'administration du ministère	28 970 600	27 539 900	1 430 700	27 093 192
3402 Relations de travail et rémunération	134 388 300	133 133 000	1 255 300	68 285 080
3403 Programme des avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)	1 814 999 000	1 368 000 000	446 999 000	1 342 268 016
3404 Programme de soutien au Conseil du Trésor	2 870 997 500	2 348 957 200	522 040 300	33 115 114
3405 Programme du Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent	81 574 200	76 359 800	5 214 400	100 663 885
3411 Programme Achat groupé de services médiatiques	51 949 200	51 949 200	-	-
3412 Bureau du contrôleleur général	57 466 000	54 280 000	3 186 000	52 417 672
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	5 040 344 800	4 060 219 100	980 125 700	1 623 842 959
Crédits législatifs	300 588 187	223 587 187	77 001 000	(306 230 300)
Total du ministère - Charges de fonctionnement	5 340 932 987	4 283 806 287	1 057 126 700	1 317 612 659

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Redressement de consolidation - Avantages sociaux et prestations de retraite	(50 000 000)	(45 000 000)	(5 000 000)	(50 868 048)
Autres redressements - Redressement actuariel sans effet sur la trésorerie au titre des régimes de retraite et des prestations de retraite	(537 505 000)	(323 005 000)	(214 500 000)	-
Autres redressements - projet de loi 124	-	-	-	(22 543 447)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier global	-	-	-	(2 706 810)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	4 753 427 987	3 915 801 287	837 626 700	1 241 494 354
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
Crédits législatifs	1 000	1 000	-	1 313 701 419
Total du ministère - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	1 313 701 419
CHARGES DÉMMOBILISATIONS				
3401 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
3402 Relations de travail et rémunération	1 000	1 000	-	-
3404 Programme de soutien au Conseil du Trésor	175 001 000	100 661 000	74 340 000	5 714 236
TOTAL À VOTER - CHARGES DÉMMOBILISATIONS	175 003 000	100 663 000	74 340 000	5 714 236
Crédits législatifs	3 499 200	2 075 000	1 424 200	1 367 368
Total du ministère - Charges d'immobilisations	178 502 200	102 738 000	75 764 200	7 081 604
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier global	-	-	-	(3 345 713)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	178 502 200	102 738 000	75 764 200	3 735 891

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
BIENS IMMOBILISÉS				
3401 Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
3402 Relations de travail et rémunération	1 000	1 000	-	-
3404 Programme de soutien au Conseil du Trésor	6 491 000	13 783 400	(7 292 400)	6 049 057
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	6 493 000	13 785 400	(7 292 400)	6 049 057
Total du ministère - Biens immobilisés	6 493 000	13 785 400	(7 292 400)	6 049 057
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	4 931 930 187	4 018 539 287	913 390 900	1 245 230 245

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3401

Le programme d'administration du ministre assure les services administratifs et de soutien qui permettent au ministre d'obtenir des résultats soutenant les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines. Le programme fournit également des services juridiques et de communication. Il aide et soutient les secteurs de programmes du ministre dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministre	28 970 600	27 539 900	1 430 700	27 093 192
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	28 970 600	27 539 900	1 430 700	27 093 192
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	23 751
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	81 187	81 187	-	73 052
	Total - Charges de fonctionnement	29 051 787	27 621 087	1 430 700	27 166 244
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Administration du ministre	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Administration du ministre	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3401-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires	22 571 300	
	Avantages sociaux	1 729 500	
	Transports et communications	456 300	
	Services	6 629 100	
	Fournitures et matériel	584 400	
	Total partiel	31 970 600	
	Moins : Recouvrements	3 000 000	
	Total " voter - Charges de fonctionnement	28 970 600	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	2 902 100	
	Avantages sociaux	384 900	
	Transports et communications	109 700	
	Services	205 400	
	Fournitures et matériel	54 000	3 656 100
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	12 182 100	
	Avantages sociaux	540 400	
	Transports et communications	197 700	
	Services	154 100	
	Fournitures et matériel	217 900	13 292 200
<i>Services juridiques</i>			
	Traitements et salaires	76 300	
	Avantages sociaux	5 000	
	Transports et communications	54 600	
	Services	4 156 900	
	Fournitures et matériel	149 500	4 442 300

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	3 894 500	
	Avantages sociaux	398 200	
	Transports et communications	66 700	
	Services	2 049 200	
	Fournitures et matériel	136 700	
	Total partiel	6 545 300	
	Moins : Recouvrements	3 000 000	3 545 300
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	3 516 300	
	Avantages sociaux	401 000	
	Transports et communications	27 600	
	Services	63 500	
	Fournitures et matériel	26 300	4 034 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement		28 970 600
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Crédits législatifs		
	<i>Autres opérations</i>		
L	Crédances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministre		29 051 787

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3401-2	Administration du ministère	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3401-3	Administration du ministère	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 000

RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION - CRÉDIT 3402

Le programme des relations de travail et de la rémunération soutient l'engagement du gouvernement " à l'égard de relations de travail constructives au sein de la fonction publique de l'Ontario (FPO) et du secteur parapublic. Le programme représente la Couronne en tant qu'employeur dans toutes les négociations collectives et les questions de relations de travail touchant la FPO, fournit des conseils consultatifs sur les relations de travail et avec le personnel, soutient les relations patronales-syndicales régulières, gère les stratégies et les programmes de rémunération de la FPO et sert de centre d'expertise pour la gestion organisationnelle et la classification des emplois. Le programme assure également la gouvernance budgétaire de tous les régimes d'avantages sociaux et de retraite pour le compte des employés et des retraités de la FPO et du système judiciaire. Il analyse les facteurs internes et externes qui influent sur les résultats des négociations collectives dans le secteur parapublic afin de formuler et d'offrir au gouvernement, aux ministères et aux employeurs du secteur parapublic des orientations et des avis stratégiques fondés sur des éléments probants relativement aux questions courantes liées aux négociations collectives et aux relations de travail. Le programme assure également la prestation de services de paie " la quinzaine et de services " la clientèle liés " la paie et aux avantages sociaux pour le personnel de toute la FPO et de certains organismes, conformément aux exigences législatives et aux conventions collectives. De plus, le programme sert de centre d'expertise " l'appui des initiatives gouvernementales ayant une incidence sur la politique de rémunération totale dans le secteur parapublic (p. ex., rémunération des cadres de direction et surveillance de la participation au programme d'avantages sociaux liés aux assurances).

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Relations de travail et rémunération	134 388 300	133 133 000	1 255 300	68 285 080
	TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	134 388 300	133 133 000	1 255 300	68 285 080
	Total - Charges de fonctionnement	134 388 300	133 133 000	1 255 300	68 285 080
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Relations de travail et rémunération	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	2 073 000	2 073 000	-	1 367 368
	Total - Crédits législatifs	2 073 000	2 073 000	-	1 367 368
	Total - Charges d'immobilisations	2 074 000	2 074 000	-	1 367 368
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Relations de travail et rémunération	1 000	1 000	-	-
	TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION - CRÉDIT 3402, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3402-1	Relations de travail et rémunération	
	Traitements et salaires	122 114 000
	Avantages sociaux	5 277 000
	Transports et communications	805 800
	Services	8 679 600
	Fournitures et matériel	364 700
	Total partiel	137 241 100
	Moins : Recouvrements	2 852 800
	Total " voter - Charges de fonctionnement	134 388 300
	Total (Charges de fonctionnement) - Relations de travail et rémunération	134 388 300
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3402-2	Relations de travail et rémunération	
	Autres opérations	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	2 073 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Relations de travail et rémunération	2 074 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3402-4	Relations de travail et rémunération	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total " voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Relations de travail et rémunération	1 000

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403

Le Programme des avantages sociaux et des prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur) prend en charge les dépenses que le gouvernement effectue en qualité d'employeur au chapitre des services assurés, des programmes prévus par la loi, des services non assurés et de certains régimes de retraite de la fonction publique, notamment les coûts d'arbitrage et d'administration par des tiers. Les charges dépendent de l'évolution des charges "payer du gouvernement" titre de répondant ou de co-répondant de certains régimes de services assurés, régimes de retraite et droits aux indemnités de cessation d'emploi.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)	1 814 999 000	1 368 000 000	446 999 000	1 342 268 016
TOTAL Ê VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 814 999 000	1 368 000 000	446 999 000	1 342 268 016
L	Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, Loi sur l'administration financière	300 507 000	223 506 000	77 001 000	(306 303 352)
Total - Crédits législatifs		300 507 000	223 506 000	77 001 000	(306 303 352)
Total - Charges de fonctionnement		2 115 506 000	1 591 506 000	524 000 000	1 035 964 664

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3403-1	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)		
	Avantages sociaux		
	Régime de retraite complémentaire des juges associés	1 999 000	
	Régime de pensions du Canada	273 731 700	
	Régime de soins dentaires	79 018 300	
	Impôt-santé des employés	135 827 500	
	Assurance-emploi	90 038 900	
	Assurance-vie collective	10 384 700	
	Régime de retraite complémentaire des juges de paix	1 000 000	
	Indemnités légales de cessation d'emploi	75 000 000	
	Protection du revenu à long terme	150 923 700	
	Avantages sociaux - Association de la Police provinciale de l'Ontario	59 090 100	
	Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	250 000 000	
	Autres avantages sociaux	14 999 000	
	Régime de retraite agréé des juges provinciaux	10 000 000	
	Convention de retraite des juges provinciaux	40 001 000	
	Régime de retraite complémentaire des juges provinciaux	15 000 000	
	Régime de retraite des fonctionnaires	1 120 000 000	
	Convention de retraite du Régime de retraite des fonctionnaires	27 000 000	
	Prestations aux employés retraités	260 000 000	
	Régime d'assurance complémentaire maladie et hospitalisation	189 643 800	2 803 657 700
	Moins : Recouvrements		988 658 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 814 999 000

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, Loi sur l'administration financière		
	Avantages sociaux	
L	Autres avantages sociaux	1 000
L	Régime de retraite complémentaire des juges associés	1 000
L	Continuation des prestations pour la CSPAAT et la protection du revenu à long terme	3 000 000
L	Assurance-vie collective	1 000
L	Régime de retraite complémentaire des juges de paix	1 000 000
L	Indemnités légales de cessation d'emploi	1 000
L	Protection du revenu à long terme	1 000 000
L	Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	98 000 000
L	Régime de retraite agréé des juges provinciaux	1 000
L	Convention de retraite des juges provinciaux	1 000
L	Régime de retraite complémentaire des juges provinciaux	36 500 000
L	Régime de retraite des fonctionnaires	1 000
L	Convention de retraite du Régime de retraite des fonctionnaires	39 000 000
L	Prestations aux employés retraités	11 000 000
L	Absences et congés rémunérés	10 000 000
L	Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT)	101 000 000
Total (Charges de fonctionnement) - Programme des avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)		2 115 506 000

PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404

Le programme de soutien au Conseil du Trésor procure du leadership et des services consultatifs qui aident une prise de décision fondée sur des données probantes, une gestion financière prudente et une reddition des comptes transparente dans toute la fonction publique de l'Ontario. Le programme offre aussi du leadership aux ministères et aux organismes provinciaux par la prestation de politiques, de directives et de conseils stratégiques de portée gouvernementale visant à promouvoir l'excellence dans la fonction publique, notamment en dirigeant et en soutenant l'examen des organismes provinciaux de l'Ontario.

Le programme favorise la responsabilité et l'intégrité budgétaire en offrant son expertise et ses conseils sur l'élaboration et la mise en œuvre de cadres pour la gestion budgétaire et financière, la mesure du rendement et l'infrastructure. Il veille à l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement en soutenant le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement et en offrant des conseils sur les plans pluriannuels préparés chaque année, la gestion des dépenses pour l'exercice en cours et la conception des programmes. De plus, le programme aide le président du Conseil du Trésor, le sous-ministre et secrétaire du Conseil du Trésor et du Conseil de gestion du gouvernement ainsi que le gouvernement à rendre compte à la population des plans et des résultats en publiant par exemple le Budget des dépenses. Le programme fournit également la fonction publique de l'Ontario et au secteur parapublic des conseils en matière de reddition des comptes et de surveillance.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Conseil du Trésor à Soutien et planification financière	45 997 500	43 529 200	2 468 300	33 115 114
2	Fonds de provision	2 825 000 000	2 305 428 000	519 572 000	-
TOTAL à VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		2 870 997 500	2 348 957 200	522 040 300	33 115 114
Total - Charges de fonctionnement		2 870 997 500	2 348 957 200	522 040 300	33 115 114
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Fonds de provision pour les immobilisations	175 000 000	100 000 000	75 000 000	-
7	Soutien au Conseil du Trésor à charges d'immobilisations	1 000	661 000	(660 000)	5 714 236
TOTAL à VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		175 001 000	100 661 000	74 340 000	5 714 236
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 425 200	1 000	1 424 200	-
Total - Crédits législatifs		1 425 200	1 000	1 424 200	-
Total - Charges d'immobilisations		176 426 200	100 662 000	75 764 200	5 714 236
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Soutien au Conseil du Trésor à biens immobilisés	6 491 000	13 783 400	(7 292 400)	6 049 057
TOTAL à VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		6 491 000	13 783 400	(7 292 400)	6 049 057
Total - Biens immobilisés		6 491 000	13 783 400	(7 292 400)	6 049 057

PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3404-1	Conseil du Trésor - Soutien et planification financière		
	Traitements et salaires	26 616 300	
	Avantages sociaux	3 389 500	
	Transports et communications	718 600	
	Services	15 244 000	
	Fournitures et matériel	479 100	
	Total partiel	46 447 500	
	Moins : Recouvrements	450 000	
	Total " voter - Charges de fonctionnement	45 997 500	
	<i>Sous-postes :</i>		
	<i>Gestion des dépenses</i>		
	Traitements et salaires	18 582 500	
	Avantages sociaux	2 310 400	
	Transports et communications	477 600	
	Services	2 604 400	
	Fournitures et matériel	318 500	24 293 400
	<i>Planification et performance</i>		
	Traitements et salaires	8 033 800	
	Avantages sociaux	1 079 100	
	Transports et communications	241 000	
	Services	12 639 600	
	Fournitures et matériel	160 600	
	Total partiel	22 154 100	
	Moins : Recouvrements	450 000	21 704 100
	Total " voter - Charges de fonctionnement	45 997 500	
3404-2	Fonds de prvoyance		
	Autres opérations	2 825 000 000	
	Total " voter - Charges de fonctionnement	2 825 000 000	
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de soutien au Conseil du Trésor	2 870 997 500	

PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3404-4	Fonds de provision pour les immobilisations	
	Autres opérations	175 000 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	175 000 000
3404-7	Soutien au Conseil du Trésor - charges d'immobilisations	
	Services	1 000
	Total " voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière	1 425 200
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de soutien au Conseil du Trésor	176 426 200
BIENS IMMOBILISÉS		
3404-6	Soutien au Conseil du Trésor - biens immobilisés	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	6 491 000
	Total " voter - Biens immobilisés	6 491 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme de soutien au Conseil du Trésor	6 491 000

PROGRAMME DU CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT - CRÉDIT 3405

Le programme du Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent dirige et supervise l'établissement d'une stratégie et de politiques des ressources humaines soutenant l'engagement du gouvernement " l'égard d'un lieu de travail sain, inclusif, accessible et antiraciste dans toute la fonction publique de l'Ontario. Le programme assure également le leadership de la prestation de services intégrés, uniformes et axés sur la clientèle en matière de ressources humaines " l'ensemble des ministères. Le programme façonne et définit la culture organisationnelle, la capacité de leadership et le perfectionnement des compétences dans l'optique de constituer un effectif de la fonction publique de l'Ontario divers, qualifié et engagé. Le Centre stimule le rendement organisationnel par l'établissement des priorités relatives " l'expérience du personnel, des analyses de la main-d'œuvre et l'élaboration de stratégies et de politiques des ressources humaines. Le Centre fournit des conseils stratégiques et des services de secrétariat " la Commission de la fonction publique et permet " la FPO de se conformer avec la Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions	Prévisions	Différence	Chiffres
Ns		2025-2026	2024-2025	entre 2025-2026 et 2024-2025	réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent	81 573 200	76 358 800	5 214 400	100 663 885
5	Services centralisés de la FPO " Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		81 574 200	76 359 800	5 214 400	100 663 885
Total - Charges de fonctionnement		81 574 200	76 359 800	5 214 400	100 663 885

PROGRAMME DU CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT - CRÉDIT 3405, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3405-1	Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent	
	Traitements et salaires	61 391 600
	Avantages sociaux	6 868 400
	Transports et communications	1 118 900
	Services	19 061 900
	Fournitures et matériel	224 800
	Autres opérations	10 714 100
	Total partiel	99 379 700
	Moins : Recouvrements	17 806 500
	Total " voter - Charges de fonctionnement	81 573 200
3405-5	Services centralisés de la FPO - Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail	
	Services	100 001 000
	Moins : Recouvrements	100 000 000
	Total " voter - Charges de fonctionnement	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent	81 574 200

PROGRAMME ACHAT GROUPE DE SERVICES MÉDIATIQUES - CRÉDIT 3411

Le programme Achat groupe de services médiatiques soutient l'achat d'espace médiatique pour les activités de marketing payées du gouvernement. Les fonds portent également sur les frais d'agence s'y rattachant, les coûts de production créative, les coûts des études de marché, la technologie et les services de gestion de données et de marketing et l'élaboration de matériel publicitaire connexe en vue de soutenir des campagnes intégrées relatives aux initiatives gouvernementales. La publicité payée du gouvernement est régie par la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale* et est examinée par le vérificateur général, qui en rend compte.

SOMMAIRE - CRÉDIT (\$)					
POSTE Ns	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Achat groupe de services	51 949 200	51 949 200	-	-
TOTAL Â VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		51 949 200	51 949 200	-	-
Total - Charges de fonctionnement		51 949 200	51 949 200	-	-

PROGRAMME ACHAT GROUPE DE SERVICES MÉDIATIQUES - CRÉDIT 3411, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE		CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
Ns			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3411-1	Achat groupé de services		
	Services		51 949 200
Total " voter - Charges de fonctionnement			51 949 200
Total (Charges de fonctionnement) - Programme Achat groupé de services médiatiques			51 949 200

BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL - CRÉDIT 3412

Le programme du Bureau du contrôleur général est responsable de l'orientation et du leadership, " l'échelle du gouvernement, du contrôleur financier provincial, de la gestion du risque d'entreprise et de la surveillance administrative " l'égard de la fonction de vérification interne. Ce programme assure la supervision des fonctions garantissant une responsabilité financière solide, la transparence en matière de rapports, un cadre moderne de contrôleur financier du secteur public et des capacités dans les domaines de la gestion financière, de la gestion du risque, du contrôleur interne et de la vérification.

De plus, le programme aide la fonction publique de l'Ontario et le secteur parapublic " atteindre leurs objectifs opérationnels en assumant une fonction de remise en question " l'appui de la planification et de la prise de décision, tout en réalisant des évaluations et en présentant des recommandations pour renforcer les processus de gouvernance, de gestion du risque, de contrôleur, de reddition des comptes et de conformité ainsi que pour améliorer l'efficacité, l'efficience et l'économie des activités des ministères et des organismes provinciaux.

Le programme soutient aussi le président du Conseil du Trésor et le gouvernement dans la présentation " la population des Comptes publics, du Rapport annuel et des états financiers consolidés. Il fournit " la fonction publique de l'Ontario des orientations liées " la reddition des comptes, aux politiques de gestion financière et aux principales pratiques de gestion du risque " l'échelle du gouvernement. Le programme assume également le leadership dans le renforcement des capacités de la communauté du contrôleur financier " l'échelle de la fonction publique.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE	POSTE	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Différence entre 2025-2026 et 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
Ns					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Bureau du contrôleur général	57 466 000	54 280 000	3 186 000	52 417 672
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		57 466 000	54 280 000	3 186 000	52 417 672
Total - Charges de fonctionnement		57 466 000	54 280 000	3 186 000	52 417 672
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
L	Taxe de vente harmonisée, Loi sur l'administration financière	1 000	1 000	-	1 313 701 419
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	1 313 701 419
Total - Actifs de fonctionnement		1 000	1 000	-	1 313 701 419

BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL - CRÉDIT 3412, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Ns	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3412-1	Bureau du contrôleur général		
	Traitements et salaires		43 795 900
	Avantages sociaux		4 981 600
	Transports et communications		902 900
	Services		11 030 400
	Fournitures et matériel		531 500
	Paielements de transfert		
	Subventions " l'appui des pratiques efficaces en matière de gestion financière et de gestion des risques		1 000 000
	Total partiel		62 242 300
	Moins : Recouvrements		4 776 300
	Total " voter - Charges de fonctionnement		57 466 000
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau du directeur général de la gestion des risques</i>			
	Traitements et salaires	5 505 400	
	Avantages sociaux	595 700	
	Transports et communications	216 800	
	Services	296 800	
	Fournitures et matériel	144 400	
	Paielements de transfert		
	Subventions " l'appui des pratiques efficaces en matière de gestion financière et de gestion des risques	1 000 000	7 759 100
<i>Division du contrôleur provincial</i>			
	Traitements et salaires	9 777 700	
	Avantages sociaux	1 497 400	
	Transports et communications	359 300	
	Services	8 130 200	
	Fournitures et matériel	281 400	20 046 000

BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL - CRÉDIT 3412, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
Ns			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Division de la vérification interne de l'Ontario</i>		
	Traitements et salaires	28 512 800	
	Avantages sociaux	2 888 500	
	Transports et communications	326 800	
	Services	2 603 400	
	Fournitures et matériel	105 700	
	Total partiel	34 437 200	
	Moins : Recouvrements	4 776 300	29 660 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		57 466 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Bureau du contrôleur général		57 466 000
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
	Crédits législatifs		
	Avances et montants récupérables		
L	Taxe de vente harmonisée, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Bureau du contrôleur général		1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	4 710 333 687	1 493 707 502
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(426 527 400)	(176 094 843)
Total - Charges de fonctionnement redressés	4 283 806 287	1 317 612 659

* La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	108 741 000	13 111 431
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(6 003 000)	(6 029 827)
Total - Charges d'immobilisations redressés	102 738 000	7 081 604

* La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2024-2025 \$	Chiffres réels 2023-2024 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	13 786 400	6 049 057
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions " d'autres ministères	(1 000)	-
Total - Biens immobilisés redressés	13 785 400	6 049 057

* La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total " voter - biens immobilisés.

TABLEAUX RÉCAPITULATIFS

Tableau 1 : Fonctionnement : Sommaire des totaux,

pour l'exercice se

Ministère	CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
	Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressement de consolidation et autres redressements	Total, y compris redressements
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	750 893 400	-	1 081 014	751 974 414	285 835 300	1 037 809 714
Procureur général	2 170 100 100	-	5 391 392	2 175 491 492	85 639 300	2 261 130 792
Bureau du Conseil des ministres	74 004 300	-	128 028	74 132 328	-	74 132 328
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	20 227 143 500	-	107 430 765	20 334 574 265	(86 837 400)	20 247 736 865
Affaires civiques et Multiculturalisme	77 495 600	-	81 187	77 576 787	11 522 200	89 098 987
Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité	7 652 599 000	-	56 356 014	7 708 955 014	4 528 603 300	12 237 558 314
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	2 494 214 100	-	529 565	2 494 743 665	(89 391 100)	2 405 352 565
Éducation	37 572 565 200	-	1 733 083 187	39 305 648 387	1 131 315 600	40 436 963 987
Protection civile et Intervention en cas d'urgence	63 116 200	-	64 014	63 180 214	-	63 180 214
Énergie et Mines	6 863 337 300	-	523 738	6 863 861 038	278 961 600	7 142 822 638
Environnement, Protection de la nature et Parcs	410 696 100	-	25 230 914	435 927 014	440 810 500	876 737 514
Finances	1 395 447 100	-	16 120 131 787	17 515 578 887	847 603 000	18 363 181 887
Affaires francophones	11 301 100	-	16 173	11 317 273	-	11 317 273
Santé	75 367 545 600	-	105 565	75 367 651 165	9 748 740 400	85 116 391 565
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	132 808 900	-	2 485 014	135 293 914	-	135 293 914
Infrastructure	526 907 300	-	225 187	527 132 487	819 409 600	1 346 542 087
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	2 341 756 300	-	6 565 014	2 348 321 314	(434 918 000)	1 913 403 314
Bureau du lieutenant-gouverneur	2 802 100	-	-	2 802 100	-	2 802 100
Soins de longue durée	9 292 386 900	-	314 014	9 292 700 914	(5 758 472 800)	3 534 228 114
Affaires municipales et Logement	1 223 900 700	-	390 892	1 224 291 592	(334 500)	1 223 957 092
Richesses naturelles	672 208 300	-	5 189 392	677 397 692	131 764 100	809 161 792
Développement et croissance économique du Nord	298 604 400	-	66 014	298 670 414	10 403 600	309 074 014
Cabinet du premier ministre	2 326 800	-	105 861	2 432 661	-	2 432 661
Services au public et aux entreprises et Approvisionnement	1 627 134 900	-	72 117 787	1 699 252 687	(32 159 600)	1 667 093 087
Affaires rurales	19 269 400	-	65 014	19 334 414	-	19 334 414
Services aux aînés et Accessibilité	181 040 000	-	66 014	181 106 014	-	181 106 014
Solliciteur général	4 531 761 700	-	338 392	4 532 100 092	(233 668 400)	4 298 431 692
Sport	62 801 500	-	65 014	62 866 514	-	62 866 514
Tourisme, Culture et Jeux	1 473 455 300	-	66 014	1 473 521 314	317 626 600	1 791 147 914
Transports	2 354 664 000	-	377 003 392	2 731 667 392	907 481 500	3 639 148 892
Secrétariat du Conseil du Trésor	5 040 344 800	-	300 588 187	5 340 932 987	(587 505 000)	4 753 427 987
TOTAL	184 914 631 900	-	18 815 804 545	203 730 436 445	12 322 429 800	216 052 866 245

y compris redressement de consolidation et autres redressements

terminant le 31 mars 2026

ACTIF				Ministère
Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	
\$	\$	\$	\$	
5 000 000	-	-	5 000 000	Agriculture, Alimentation et Agroentreprise
1 208 000	-	-	1 208 000	Procureur général
-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
122 306 000	-	-	122 306 000	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	-	-	-	Affaires civiques et Multiculturalisme
632 077 000	-	-	632 077 000	Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité
329 371 600	-	-	329 371 600	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
1 000	-	-	1 000	Éducation
1 000	-	-	1 000	Protection civile et Intervention en cas d'urgence
161 602 000	-	-	161 602 000	Énergie et Mines
1 000	-	1 000	2 000	Environnement, Protection de la nature et Parcs
1 500 000	-	34 700 000	36 200 000	Finances
-	-	-	-	Affaires francophones
56 473 300	-	-	56 473 300	Santé
-	-	-	-	Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations
1 000	-	-	1 000	Infrastructure
-	-	-	-	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
20 430 000	-	-	20 430 000	Soins de longue durée
-	-	-	-	Affaires municipales et Logement
3 279 500	-	-	3 279 500	Richesses naturelles
3 000	-	-	3 000	Développement et croissance économique du Nord
-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
51 990 000	-	-	51 990 000	Services au public et aux entreprises et Approvisionnement
-	-	-	-	Affaires rurales
-	-	-	-	Services aux aînés et Accessibilité
2 820 000	-	-	2 820 000	Solliciteur général
-	-	-	-	Sport
-	-	-	-	Tourisme, Culture et Jeux
8 000	-	-	8 000	Transports
-	-	1 000	1 000	Secrétariat du Conseil du Trésor
1 388 072 400	-	34 702 000	1 422 774 400	

Tableau 2 : Fonctionnement : État

Ministère	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	751 974 414	634 880 387	616 628 877
Procureur général	2 175 491 492	1 986 179 214	2 140 766 088
Bureau du Conseil des ministres	74 132 328	61 730 728	65 379 855
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	20 334 574 265	19 697 592 865	19 246 486 584
Affaires civiques et Multiculturalisme	77 576 787	70 738 387	82 414 445
Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité	7 708 955 014	7 129 514 114	6 821 909 301
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	2 494 743 665	2 672 126 265	1 274 870 457
Éducation	39 305 648 387	36 482 484 887	37 356 270 478
Protection civile et Intervention en cas d'urgence	63 180 214	62 801 400	45 922 838
Énergie et Mines	6 863 861 038	7 660 100 301	6 244 119 543
Environnement, Protection de la nature et Parcs	435 927 014	398 175 314	361 705 250
Finances	17 515 578 887	20 068 940 387	15 136 650 849
Affaires francophones	11 317 273	13 271 873	8 025 964
Santé	75 367 651 165	74 131 794 065	71 102 626 547
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	135 293 914	132 848 714	143 506 583
Infrastructure	527 132 487	459 832 587	450 657 265
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	2 348 321 314	1 995 484 487	1 985 706 378
Bureau du lieutenant-gouverneur	2 802 100	2 652 400	2 256 830
Soins de longue durée	9 292 700 914	9 435 530 514	7 980 970 295
Affaires municipales et Logement	1 224 291 592	1 215 022 792	1 456 680 296
Richesses naturelles	677 397 692	606 040 614	670 366 366
Développement et croissance économique du Nord	298 670 414	238 588 214	195 930 519
Cabinet du premier ministre	2 432 661	2 432 661	2 410 705
Services au public et aux entreprises et Approvisionnement	1 699 252 687	1 618 673 887	1 677 245 233
Affaires rurales	19 334 414	7 500 900	6 057 822
Services aux aînés et Accessibilité	181 106 014	185 948 614	171 680 024
Solliciteur général	4 532 100 092	3 938 358 287	4 033 859 222
Sport	62 866 514	60 665 600	52 975 001
Tourisme, Culture et Jeux	1 473 521 314	1 465 978 187	1 379 157 338
Transports	2 731 667 392	2 371 283 592	3 108 440 011
Secrétariat du Conseil du Trésor	5 340 932 987	4 283 806 287	1 317 612 659
TOTAL	203 730 436 445	199 090 978 524	185 139 289 623

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

comparatif des totaux

ACTIF			Ministère
Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024	
\$	\$	\$	
5 000 000	5 000 000	3 144 500	Agriculture, Alimentation et Agroentreprise
1 208 000	9 000	3 330 613	Procureur général
-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
122 306 000	56 506 000	52 849 481	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	-	-	Affaires civiques et Multiculturalisme
632 077 000	482 400 000	300 108 412	Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité
329 371 600	141 965 400	56 911 514	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
1 000	1 000	-	Éducation
1 000	-	-	Protection civile et Intervention en cas d'urgence
161 602 000	118 003 000	217 800 000	Énergie et Mines
2 000	2 000	-	Environnement, Protection de la nature et Parcs
36 200 000	34 200 000	32 322 491	Finances
-	-	-	Affaires francophones
56 473 300	57 588 000	61 603 554	Santé
-	-	-	Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations
1 000	-	171 361 773	Infrastructure
-	-	-	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
20 430 000	20 430 000	20 429 959	Soins de longue durée
-	3 600 000	-	Affaires municipales et Logement
3 279 500	3 437 600	551 851	Richesses naturelles
3 000	3 000	-	Développement et croissance économique du Nord
-	-	-	Cabinet du premier ministre
51 990 000	47 053 000	133 991 437	Services au public et aux entreprises et Approvisionnement
-	-	-	Affaires rurales
-	-	-	Services aux aînés et Accessibilité
2 820 000	2 908 500	2 483 832	Solliciteur général
-	-	-	Sport
-	-	-	Tourisme, Culture et Jeux
8 000	7 000	-	Transports
1 000	1 000	1 313 701 419	Secrétariat du Conseil du Trésor
1 422 774 400	973 114 500	2 370 590 836	

Tableau 3 : Fonctionnement : Sommaire des totaux

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	94 085 214	12 340 900	4 174 600	26 221 200	2 329 100
Procureur général	1 295 533 692	149 405 200	43 421 400	396 533 900	20 660 900
Bureau du Conseil des ministres	58 232 328	6 257 800	461 100	8 902 700	274 400
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	467 768 565	74 218 500	13 221 600	95 349 700	5 136 600
Affaires civiques et Multiculturalisme	21 755 687	2 277 500	882 300	7 528 700	877 300
Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité	41 631 514	5 334 100	691 000	31 565 400	1 464 400
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	62 648 565	6 603 000	2 807 900	178 499 700	1 580 200
Éducation	164 342 287	22 035 300	2 797 800	83 354 700	4 680 400
Protection civile et Intervention en cas d'urgence	20 513 614	2 866 300	916 700	21 454 800	927 800
Énergie et Mines	64 070 538	7 366 300	2 176 400	56 530 100	2 494 100
Environnement, Protection de la nature et Parcs	303 789 014	40 612 800	5 685 900	121 570 100	40 493 400
Finances	157 991 187	20 975 600	5 017 700	239 599 300	3 577 100
Affaires francophones	3 248 773	336 200	135 500	3 411 800	85 000
Santé	283 528 665	44 581 200	15 255 600	141 853 700	3 233 800
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	22 254 014	3 131 900	1 000 000	15 610 000	300 000
Infrastructure	49 134 787	5 015 000	623 500	440 842 500	521 000
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	279 154 414	37 634 100	11 383 700	55 906 000	3 775 800
Bureau du lieutenant-gouverneur	2 015 900	198 300	52 100	292 500	87 500
Soins de longue durée	81 840 114	9 495 100	3 241 800	23 376 100	236 100
Affaires municipales et Logement	70 543 992	7 093 500	1 265 700	21 285 600	255 200
Richesses naturelles	314 123 892	51 944 300	12 853 000	271 474 500	20 865 800
Développement et croissance économique du Nord	19 694 014	2 211 800	1 039 300	10 019 000	320 100
Cabinet du premier ministre	2 112 961	207 100	73 100	19 400	20 100
Services au public et aux entreprises et Approvisionnement	767 534 187	95 971 500	118 078 400	1 417 467 300	45 384 600
Affaires rurales	5 712 014	827 800	137 300	2 564 700	91 600
Services aux aînés et Accessibilité	19 188 614	1 823 700	259 700	4 570 900	62 000
Solliciteur général	2 465 263 292	369 759 300	270 653 500	609 652 300	298 543 700
Sport	7 970 114	955 500	436 800	3 014 100	460 800
Tourisme, Culture et Jeux	38 147 714	4 278 100	1 259 600	7 658 300	1 514 600
Transports	246 693 592	36 594 600	9 067 600	1 021 741 100	18 311 100
Secrétariat du Conseil du Trésor	276 569 287	3 126 410 700	4 002 500	212 595 200	2 184 500
TOTAL	7 707 092 545	4 148 763 000	533 073 100	5 530 465 300	480 749 000

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus. Les crédits législatifs ont été inscrits dans les catégories de dépenses correspondantes (voir l'introduction).

par catégorie de dépenses (charges)

Paiements de transfert	Autres opérations	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total	Ministère
\$	\$	\$	\$	
614 046 400	1 017 000	2 240 000	751 974 414	Agriculture, Alimentation et Agroentreprise
443 351 800	47 236 400	220 651 800	2 175 491 492	Procureur général
4 000	-	-	74 132 328	Bureau du Conseil des ministres
19 571 543 100	107 336 200	-	20 334 574 265	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
44 254 300	1 000	-	77 576 787	Affaires civiques et Multiculturalisme
7 572 177 600	56 292 000	201 000	7 708 955 014	Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité
2 242 380 200	527 000	302 900	2 494 743 665	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
39 037 200 600	3 000	8 765 700	39 305 648 387	Éducation
16 501 000	-	-	63 180 214	Protection civile et Intervention en cas d'urgence
6 736 687 200	405 000	5 868 600	6 863 861 038	Énergie et Mines
76 076 800	25 166 900	177 467 900	435 927 014	Environnement, Protection de la nature et Parcs
899 994 700	16 193 944 800	5 521 500	17 515 578 887	Finances
4 100 000	-	-	11 317 273	Affaires francophones
74 879 271 900	3 000	76 700	75 367 651 165	Santé
92 997 000	1 000	-	135 293 914	Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations
52 431 500	10 366 100	31 801 900	527 132 487	Infrastructure
1 956 072 400	6 501 000	2 106 100	2 348 321 314	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	155 800	-	2 802 100	Bureau du lieutenant-gouverneur
9 174 261 700	250 000	-	9 292 700 914	Soins de longue durée
1 225 808 100	3 847 900	105 808 400	1 224 291 592	Affaires municipales et Logement
129 019 300	5 102 000	127 985 100	677 397 692	Richesses naturelles
278 425 000	2 000	13 040 800	298 670 414	Développement et croissance économique du Nord
-	-	-	2 432 661	Cabinet du premier ministre
384 795 000	72 038 600	1 202 016 900	1 699 252 687	Services au public et aux entreprises et Approvisionnement
10 000 000	1 000	-	19 334 414	Affaires rurales
155 199 100	2 000	-	181 106 014	Services aux aînés et Accessibilité
564 617 500	39 296 600	85 686 100	4 532 100 092	Solliciteur général
50 028 200	1 000	-	62 866 514	Sport
1 420 663 000	2 000	2 000	1 473 521 314	Tourisme, Culture et Jeux
1 456 019 100	405 302 500	462 062 200	2 731 667 392	Transports
1 000 000	2 835 715 100	1 117 544 300	5 340 932 987	Secrétariat du Conseil du Trésor
169 088 926 500	19 810 516 900	3 569 149 900	203 730 436 445	

Tableau 4 : Fonctionnement : Sommaire des totaux - Actif par catégorie

Ministère	Dépôts et charges payées d'avance	Avances et montants récupérables	Prêts et investissements	Inventaire détenu à des fins de revente	Inventaire	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	-	-	5 000 000	-	-	-	5 000 000
Procureur général	1 208 000	-	-	-	-	-	1 208 000
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	122 306 000	-	-	-	-	122 306 000
Affaires civiques et Multiculturalisme	-	-	-	-	-	-	-
Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité	-	-	632 077 000	-	-	-	632 077 000
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	1 000	-	329 370 600	-	-	-	329 371 600
Éducation	1 000	-	-	-	-	-	1 000
Protection civile et Intervention en cas d'urgence	-	-	-	-	1 000	-	1 000
Énergie et Mines	1 000	-	161 601 000	-	-	-	161 602 000
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	-	2 000	-	-	-	2 000
Finances	-	36 200 000	-	-	-	-	36 200 000
Affaires francophones	-	-	-	-	-	-	-
Santé	1 000	56 472 300	-	-	-	-	56 473 300
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	-	-	-	-	-	-	-
Infrastructure	1 000	-	-	-	-	-	1 000
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	-	-	-	-	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	20 430 000	-	-	-	-	20 430 000
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-	-	-
Richesses naturelles	3 278 500	-	-	1 000	-	-	3 279 500
Développement et croissance économique du Nord	1 000	-	2 000	-	-	-	3 000
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-	-	-
Services au public et aux entreprises et Approvisionnement	51 989 000	1 000	-	-	-	-	51 990 000
Affaires rurales	-	-	-	-	-	-	-
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	-	-	-	-
Solliciteur général	2 820 000	-	-	-	-	-	2 820 000
Sport	-	-	-	-	-	-	-
Tourisme, Culture et Jeux	-	-	-	-	-	-	-
Transports	8 000	-	-	-	-	-	8 000
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	1 000	-	-	-	-	1 000
TOTAL	59 309 500	235 410 300	1 128 052 600	1 000	1 000	-	1 422 774 400

Tableau 5 : Immobilisations : Sommaire des totaux,

pour l'exercice se

Ministère	CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
	Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressement de consolidation et autres redressements	Total, y compris redressements
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	12 652 000	-	1 000	12 653 000	(339 900)	12 313 100
Procureur général	59 791 900	-	32 020 500	91 812 400	(73 237 100)	18 575 300
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	194 297 600	-	12 323 700	206 621 300	(95 684 700)	110 936 600
Affaires civiques et Multiculturalisme	1 000	-	-	1 000	3 568 000	3 569 000
Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité	440 969 900	-	959 600	441 929 500	306 724 100	748 653 600
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	3 000	-	1 000	4 000	-	4 000
Éducation	3 414 536 700	-	3 609 200	3 418 145 900	(1 134 666 400)	2 283 479 500
Protection civile et Intervention en cas d'urgence	3 002 000	-	1 000	3 003 000	-	3 003 000
Énergie et Mines	1 764 014 000	-	771 500	1 764 785 500	35 349 900	1 800 135 400
Environnement, Protection de la nature et Parcs	52 706 400	-	114 332 500	167 038 900	(1 962 200)	165 076 700
Finances	1 000	-	1 000	2 000	8 581 800	8 583 800
Affaires francophones	1 000	-	-	1 000	-	1 000
Santé	5 018 492 400	-	-	5 018 492 400	(2 538 300 400)	2 480 192 000
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	9 538 500	-	-	9 538 500	-	9 538 500
Infrastructure	2 138 801 000	-	2 605 900	2 141 406 900	186 704 600	2 328 111 500
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	201 386 900	-	7 497 900	208 884 800	(19 542 100)	189 342 700
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	1 000	-	-	1 000	-	1 000
Affaires municipales et Logement	532 844 400	-	636 500	533 480 900	-	533 480 900
Richesses naturelles	35 414 700	-	32 557 200	67 971 900	(1 761 000)	66 210 900
Développement et croissance économique du Nord	116 445 000	-	381 366 600	497 811 600	(1 715 100)	496 096 500
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-	-
Services au public et aux entreprises et Approvisionnement	12 015 600	-	41 576 100	53 591 700	(8 335 700)	45 256 000
Affaires rurales	1 000	-	-	1 000	-	1 000
Services aux aînés et Accessibilité	2 000	-	2 000	4 000	-	4 000
Solliciteur général	338 438 200	-	110 205 000	448 643 200	(284 099 100)	164 544 100
Sport	150 001 000	-	-	150 001 000	-	150 001 000
Tourisme, Culture et Jeux	60 898 200	-	4 000	60 902 200	45 529 100	106 431 300
Transports	9 628 349 900	-	1 486 496 400	11 114 846 300	(6 925 403 800)	4 189 442 500
Secrétariat du Conseil du Trésor	175 003 000	-	3 499 200	178 502 200	-	178 502 200
TOTAL	24 359 609 300	-	2 230 467 800	26 590 077 100	(10 498 590 000)	16 091 487 100

y compris redressement de consolidation et autres redressements

terminant le 31 mars 2026

ACTIF						Ministère
Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressements	Total, y compris redressements	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
2 500 000	-	-	2 500 000	-	2 500 000	Agriculture, Alimentation et Agroentreprise
52 794 700	-	-	52 794 700	-	52 794 700	Procureur général
-	-	-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
22 164 800	-	-	22 164 800	-	22 164 800	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
1 000	-	-	1 000	-	1 000	Affaires civiques et Multiculturalisme
3 501 000	-	-	3 501 000	-	3 501 000	Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité
2 000	-	-	2 000	-	2 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
20 713 000	-	-	20 713 000	-	20 713 000	Éducation
1 000	-	-	1 000	-	1 000	Protection civile et Intervention en cas d'urgence
653 000	-	-	653 000	-	653 000	Énergie et Mines
66 692 300	-	2 000	66 694 300	-	66 694 300	Environnement, Protection de la nature et Parcs
1 000	-	-	1 000	-	1 000	Finances
-	-	-	-	-	-	Affaires francophones
-	-	-	-	-	-	Santé
-	-	-	-	-	-	Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations
760 127 500	-	-	760 127 500	-	760 127 500	Infrastructure
7 296 900	-	-	7 296 900	-	7 296 900	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	-	-	Soins de longue durée
-	-	-	-	-	-	Affaires municipales et Logement
85 279 200	-	-	85 279 200	-	85 279 200	Richesses naturelles
500 904 100	-	-	500 904 100	-	500 904 100	Développement et croissance économique du Nord
-	-	-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
83 993 400	-	1 000	83 994 400	-	83 994 400	Services au public et aux entreprises et Approvisionnement
-	-	-	-	-	-	Affaires rurales
2 000	-	-	2 000	-	2 000	Services aux aînés et Accessibilité
880 324 700	-	-	880 324 700	-	880 324 700	Solliciteur général
-	-	-	-	-	-	Sport
5 000	-	-	5 000	-	5 000	Tourisme, Culture et Jeux
3 539 826 400	-	-	3 539 826 400	-	3 539 826 400	Transports
6 493 000	-	-	6 493 000	-	6 493 000	Secrétariat du Conseil du Trésor
6 033 276 000	-	3 000	6 033 279 000	-	6 033 279 000	

Tableau 6 : Immobilisations : État

Ministère	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	12 653 000	9 502 000	5 000 000
Procureur général	91 812 400	92 327 000	78 328 346
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	206 621 300	203 122 900	178 793 207
Affaires civiques et Multiculturalisme	1 000	1 000	-
Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité	441 929 500	352 109 300	312 087 741
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	4 000	4 000	-
Éducation	3 418 145 900	2 559 634 100	2 348 005 704
Protection civile et Intervention en cas d'urgence	3 003 000	6 001 000	6 029 827
Énergie et Mines	1 764 785 500	1 311 528 900	474 265 562
Environnement, Protection de la nature et Parcs	167 038 900	48 542 500	130 825 839
Finances	2 000	-	-
Affaires francophones	1 000	1 000	-
Santé	5 018 492 400	2 281 038 400	1 866 956 492
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	9 538 500	6 001 000	4 856 111
Infrastructure	2 141 406 900	1 898 396 700	1 085 186 606
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	208 884 800	75 379 400	59 538 408
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-
Soins de longue durée	1 000	1 000	28 997 700
Affaires municipales et Logement	533 480 900	848 898 200	329 914 715
Richesses naturelles	67 971 900	64 000 800	260 938 997
Développement et croissance économique du Nord	497 811 600	510 061 300	495 583 225
Cabinet du premier ministre	-	-	-
Services au public et aux entreprises et Approvisionnement	53 591 700	56 323 000	49 997 334
Affaires rurales	1 000	-	-
Services aux aînés et Accessibilité	4 000	4 000	-
Solliciteur général	448 643 200	275 641 600	112 152 910
Sport	150 001 000	50 001 000	-
Tourisme, Culture et Jeux	60 902 200	35 183 400	32 013 505
Transports	11 114 846 300	11 310 564 500	8 891 310 808
Secrétariat du Conseil du Trésor	178 502 200	102 738 000	7 081 604
TOTAL	26 590 077 100	22 097 006 000	16 757 864 641

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

comparatif des totaux

ACTIF			Ministère
Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024	
\$	\$	\$	
2 500 000	2 500 000	284 531	Agriculture, Alimentation et Agroentreprise
52 794 700	47 758 100	42 776 590	Procureur général
-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
22 164 800	15 671 500	12 543 918	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
1 000	1 000	-	Affaires civiques et Multiculturalisme
3 501 000	3 501 000	-	Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité
2 000	2 000	-	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
20 713 000	5 147 700	504 115	Éducation
1 000	-	-	Protection civile et Intervention en cas d'urgence
653 000	603 000	710 650	Énergie et Mines
66 694 300	40 017 400	19 710 614	Environnement, Protection de la nature et Parcs
1 000	-	-	Finances
-	-	-	Affaires francophones
-	-	-	Santé
-	-	-	Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations
760 127 500	263 629 000	287 123 735	Infrastructure
7 296 900	19 847 700	20 902 035	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	Soins de longue durée
-	-	-	Affaires municipales et Logement
85 279 200	63 414 000	29 525 233	Richesses naturelles
500 904 100	558 733 100	648 407 898	Développement et croissance économique du Nord
-	-	-	Cabinet du premier ministre
83 994 400	81 029 300	70 957 930	Services au public et aux entreprises et Approvisionnement
-	-	-	Affaires rurales
2 000	2 000	-	Services aux aînés et Accessibilité
880 324 700	796 861 800	366 011 150	Solliciteur général
-	-	-	Sport
5 000	5 000	-	Tourisme, Culture et Jeux
3 539 826 400	3 227 383 700	2 278 584 940	Transports
6 493 000	13 785 400	6 049 057	Secrétariat du Conseil du Trésor
6 033 279 000	5 139 892 700	3 784 092 396	

Tableau 7 : Immobilisations : Sommaire des totaux

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	-	-	-	-	-
Procureur général	-	-	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	-	-	-	-
Affaires civiques et Multiculturalisme	-	-	-	-	-
Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité	-	-	-	-	-
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	-	-	-
Éducation	-	-	-	-	-
Protection civile et Intervention en cas d'urgence	-	-	-	-	-
Énergie et Mines	-	-	-	8 461 200	230 000
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	-	104 800	11 068 200	1 592 900
Finances	-	-	-	-	-
Affaires francophones	-	-	-	-	-
Santé	-	-	-	-	-
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	-	408 772 100	-
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	-	-	-	1 000	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-
Richesses naturelles	-	-	23 200	26 374 600	7 115 900
Développement et croissance économique du Nord	-	-	-	25 102 000	-
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-
Services au public et aux entreprises et Approvisionnement	-	-	-	12 004 600	-
Affaires rurales	-	-	-	-	-
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	-	-
Solliciteur général	-	-	-	49 573 400	4 000
Sport	-	-	-	-	-
Tourisme, Culture et Jeux	-	-	-	2 895 000	1 000
Transports	129 372 600	18 987 600	2 400 000	27 786 200	2 000 000
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	1 000	-
TOTAL	129 372 600	18 987 600	2 528 000	572 039 300	10 943 800

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus. Les crédits législatifs ont été inscrits dans les catégories de dépenses correspondantes (voir l'introduction).

par catégorie de dépenses (charges)

Paiements de transfert	Autres opérations	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total	Ministère
\$	\$	\$	\$	
12 651 000	2 000	-	12 653 000	Agriculture, Alimentation et Agroentreprise
1 000	91 812 400	1 000	91 812 400	Procureur général
-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
194 295 600	12 325 700	-	206 621 300	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	1 000	-	1 000	Affaires civiques et Multiculturalisme
440 968 900	960 600	-	441 929 500	Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité
-	4 000	-	4 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
3 405 923 200	12 222 700	-	3 418 145 900	Éducation
3 001 000	2 000	-	3 003 000	Protection civile et Intervention en cas d'urgence
1 755 320 800	774 500	1 000	1 764 785 500	Énergie et Mines
135 439 200	118 938 300	100 104 500	167 038 900	Environnement, Protection de la nature et Parcs
-	2 000	-	2 000	Finances
-	1 000	-	1 000	Affaires francophones
4 996 749 900	21 742 500	-	5 018 492 400	Santé
9 538 500	-	-	9 538 500	Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations
1 729 725 900	2 908 900	-	2 141 406 900	Infrastructure
201 382 900	7 500 900	-	208 884 800	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	1 000	-	1 000	Soins de longue durée
532 842 400	638 500	-	533 480 900	Affaires municipales et Logement
5 001 000	32 561 200	3 104 000	67 971 900	Richesses naturelles
87 740 000	384 969 600	-	497 811 600	Développement et croissance économique du Nord
-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
-	99 240 800	57 653 700	53 591 700	Services au public et aux entreprises et Approvisionnement
-	1 000	-	1 000	Affaires rurales
-	4 000	-	4 000	Services aux aînés et Accessibilité
49 464 200	349 601 600	-	448 643 200	Solliciteur général
150 001 000	-	-	150 001 000	Sport
57 996 200	10 000	-	60 902 200	Tourisme, Culture et Jeux
9 556 567 400	1 540 757 900	163 025 400	11 114 846 300	Transports
-	178 501 200	-	178 502 200	Secrétariat du Conseil du Trésor
23 324 610 100	2 855 485 300	323 889 600	26 590 077 100	

Tableau 8 : Immobilisations : Sommaire

Ministère	Terrains	Sites d'enfouissement	Immeubles	Infrastructure de transport	Améliorations locatives
	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	-	-	-	-	-
Procureur général	-	-	3 973 000	-	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	-	20 932 300	-	-
Affaires civiques et Multiculturalisme	-	-	-	-	-
Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité	-	-	-	-	-
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	-	-	-
Éducation	-	-	-	-	-
Protection civile et Intervention en cas d'urgence	-	-	-	-	-
Énergie et Mines	-	-	-	-	-
Environnement, Protection de la nature et Parcs	1 000	-	41 529 100	10 912 900	-
Finances	-	-	-	-	-
Affaires francophones	-	-	-	-	-
Santé	-	-	-	-	-
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	-	-	-	-	-
Infrastructure	148 643 900	-	439 892 100	-	-
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	-	-	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-
Richesses naturelles	-	3 000	26 072 300	8 525 000	1 000
Développement et croissance économique du Nord	-	-	-	500 901 100	-
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-
Services au public et aux entreprises et Approvisionnement	-	-	-	-	-
Affaires rurales	-	-	-	-	-
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	-	1 000
Solliciteur général	-	-	418 860 900	-	-
Sport	-	-	-	-	-
Tourisme, Culture et Jeux	1 000	-	-	-	-
Transports	795 986 800	-	-	3 155 140 000	-
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	-	-
TOTAL	944 632 700	3 000	951 259 700	3 675 479 000	2 000

Note:

Sites d'enfouissement - Comprend 2 000 \$ des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Immeubles - Comprend 410 500 \$ en traitements et salaires, 45 200 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes, et 8 000 \$ des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Infrastructure de transport - Comprend 51 000 \$ en traitements et salaires et 7 000 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Barrages et ouvrages d'art - Comprend 106 000 \$ en traitements et salaires et 10 000 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Logiciels d'application de gestion - Comprend 17 544 300 \$ en traitements et salaires et 2 606 700 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

des totaux - Actif par catégorie

Barrages et ouvrages d'art	Machines et équipement	Matériel de technologie de l'information	Logiciels d'application de gestion	Parc automobile et flotte de bateaux	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
-	-	-	2 500 000	-	Agriculture, Alimentation et Agroentreprise
-	-	32 517 700	16 304 000	-	Procureur général
-	-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
-	-	-	1 231 500	-	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	-	-	1 000	-	Affaires civiques et Multiculturalisme
-	-	-	3 501 000	-	Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité
-	-	-	-	1 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
-	-	437 500	20 275 500	-	Éducation
-	1 000	-	-	-	Protection civile et Intervention en cas d'urgence
-	652 000	-	-	1 000	Énergie et Mines
7 197 300	6 807 000	-	5 000	241 000	Environnement, Protection de la nature et Parcs
-	-	-	1 000	-	Finances
-	-	-	-	-	Affaires francophones
-	-	-	-	-	Santé
-	-	-	-	-	Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations
170 090 500	1 501 000	-	-	-	Infrastructure
-	1 000	-	7 294 900	1 000	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	-	Soins de longue durée
-	-	-	-	-	Affaires municipales et Logement
14 368 100	1 092 100	-	4 003 000	3 291 500	Richesses naturelles
-	3 000	-	-	-	Développement et croissance économique du Nord
-	-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
-	1 000	59 529 000	24 464 400	1 000	Services au public et aux entreprises et Approvisionnement
-	-	-	-	-	Affaires rurales
-	-	-	-	-	Services aux aînés et Accessibilité
82 840 400	52 397 100	244 040 100	-	28 513 500	Solliciteur général
-	-	-	-	-	Sport
-	-	-	-	4 000	Tourisme, Culture et Jeux
-	751 000	-	94 398 900	51 450 800	Transports
-	-	-	6 493 000	-	Secrétariat du Conseil du Trésor
274 496 300	63 206 200	336 524 300	180 473 200	83 504 800	

Tableau 8 : Immobilisations : Sommaire des totaux - Actif par catégorie

Ministère	Avions	Investissements dans des immobilisations corporelles	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total
	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	-	-	-	2 500 000
Procureur général	-	-	-	52 794 700
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	1 000	-	22 164 800
Affaires civiques et Multiculturalisme	-	-	-	1 000
Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité	-	-	-	3 501 000
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	1 000	-	2 000
Éducation	-	-	-	20 713 000
Protection civile et Intervention en cas d'urgence	-	-	-	1 000
Énergie et Mines	-	1 000	1 000	653 000
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	2 000	1 000	66 694 300
Finances	-	-	-	1 000
Affaires francophones	-	-	-	-
Santé	-	-	-	-
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	-	760 127 500
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	-	-	-	7 296 900
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-
Richesses naturelles	27 923 200	-	-	85 279 200
Développement et croissance économique du Nord	-	-	-	500 904 100
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-
Services au public et aux entreprises et Approvisionnement	-	1 000	2 000	83 994 400
Affaires rurales	-	-	-	-
Services aux aînés et Accessibilité	-	1 000	-	2 000
Solliciteur général	53 672 700	-	-	880 324 700
Sport	-	-	-	-
Tourisme, Culture et Jeux	-	-	-	5 000
Transports	-	-	557 901 100	3 539 826 400
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	6 493 000
TOTAL	81 595 900	7 000	557 905 100	6 033 279 000

Tableau 9 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux,

pour l'exercice se

Ministère	CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'IMMOBILISATIONS					
	Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressement de consolidation et autres redressements	Total, y compris redressements
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	763 545 400	-	1 082 014	764 627 414	285 495 400	1 050 122 814
Procureur général	2 229 892 000	-	37 411 892	2 267 303 892	12 402 200	2 279 706 092
Bureau du Conseil des ministres	74 004 300	-	128 028	74 132 328	-	74 132 328
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	20 421 441 100	-	119 754 465	20 541 195 565	(182 522 100)	20 358 673 465
Affaires civiques et Multiculturalisme	77 496 600	-	81 187	77 577 787	15 090 200	92 667 987
Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité	8 093 568 900	-	57 315 614	8 150 884 514	4 835 327 400	12 986 211 914
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	2 494 217 100	-	530 565	2 494 747 665	(89 391 100)	2 405 356 565
Éducation	40 987 101 900	-	1 736 692 387	42 723 794 287	(3 350 800)	42 720 443 487
Protection civile et Intervention en cas d'urgence	66 118 200	-	65 014	66 183 214	-	66 183 214
Énergie et Mines	8 627 351 300	-	1 295 238	8 628 646 538	314 311 500	8 942 958 038
Environnement, Protection de la nature et Parcs	463 402 500	-	139 563 414	602 965 914	438 848 300	1 041 814 214
Finances	1 395 448 100	-	16 120 132 787	17 515 580 887	856 184 800	18 371 765 687
Affaires francophones	11 302 100	-	16 173	11 318 273	-	11 318 273
Santé	80 386 038 000	-	105 565	80 386 143 565	7 210 440 000	87 596 583 565
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	142 347 400	-	2 485 014	144 832 414	-	144 832 414
Infrastructure	2 665 708 300	-	2 831 087	2 668 539 387	1 006 114 200	3 674 653 587
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	2 543 143 200	-	14 062 914	2 557 206 114	(454 460 100)	2 102 746 014
Bureau du lieutenant-gouverneur	2 802 100	-	-	2 802 100	-	2 802 100
Soins de longue durée	9 292 387 900	-	314 014	9 292 701 914	(5 758 472 800)	3 534 229 114
Affaires municipales et Logement	1 756 745 100	-	1 027 392	1 757 772 492	(334 500)	1 757 437 992
Richesses naturelles	707 623 000	-	37 746 592	745 369 592	130 003 100	875 372 692
Développement et croissance économique du Nord	415 049 400	-	381 432 614	796 482 014	8 688 500	805 170 514
Cabinet du premier ministre	2 326 800	-	105 861	2 432 661	-	2 432 661
Services au public et aux entreprises et Approvisionnement	1 639 150 500	-	113 693 887	1 752 844 387	(40 495 300)	1 712 349 087
Affaires rurales	19 270 400	-	65 014	19 335 414	-	19 335 414
Services aux aînés et Accessibilité	181 042 000	-	68 014	181 110 014	-	181 110 014
Solliciteur général	4 870 199 900	-	110 543 392	4 980 743 292	(517 767 500)	4 462 975 792
Sport	212 802 500	-	65 014	212 867 514	-	212 867 514
Tourisme, Culture et Jeux	1 534 353 500	-	70 014	1 534 423 514	363 155 700	1 897 579 214
Transports	11 983 013 900	-	1 863 499 792	13 846 513 692	(6 017 922 300)	7 828 591 392
Secrétariat du Conseil du Trésor	5 215 347 800	-	304 087 387	5 519 435 187	(587 505 000)	4 931 930 187
TOTAL	209 274 241 200	-	21 046 272 345	230 320 513 545	1 823 839 800	232 144 353 345

y compris redressement de consolidation et autres redressements

terminant le 31 mars 2026

ACTIF						Ministère
Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressements	Total, y compris redressements	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
7 500 000	-	-	7 500 000	-	7 500 000	Agriculture, Alimentation et Agroentreprise
54 002 700	-	-	54 002 700	-	54 002 700	Procureur général
-	-	-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
144 470 800	-	-	144 470 800	-	144 470 800	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
1 000	-	-	1 000	-	1 000	Affaires civiques et Multiculturalisme
635 578 000	-	-	635 578 000	-	635 578 000	Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité
329 373 600	-	-	329 373 600	-	329 373 600	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
20 714 000	-	-	20 714 000	-	20 714 000	Éducation
2 000	-	-	2 000	-	2 000	Protection civile et Intervention en cas d'urgence
162 255 000	-	-	162 255 000	-	162 255 000	Énergie et Mines
66 693 300	-	3 000	66 696 300	-	66 696 300	Environnement, Protection de la nature et Parcs
1 501 000	-	34 700 000	36 201 000	-	36 201 000	Finances
-	-	-	-	-	-	Affaires francophones
56 473 300	-	-	56 473 300	-	56 473 300	Santé
-	-	-	-	-	-	Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations
760 128 500	-	-	760 128 500	-	760 128 500	Infrastructure
7 296 900	-	-	7 296 900	-	7 296 900	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
20 430 000	-	-	20 430 000	-	20 430 000	Soins de longue durée
-	-	-	-	-	-	Affaires municipales et Logement
88 558 700	-	-	88 558 700	-	88 558 700	Richesses naturelles
500 907 100	-	-	500 907 100	-	500 907 100	Développement et croissance économique du Nord
-	-	-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
135 983 400	-	1 000	135 984 400	-	135 984 400	Services au public et aux entreprises et Approvisionnement
-	-	-	-	-	-	Affaires rurales
2 000	-	-	2 000	-	2 000	Services aux aînés et Accessibilité
883 144 700	-	-	883 144 700	-	883 144 700	Solliciteur général
-	-	-	-	-	-	Sport
5 000	-	-	5 000	-	5 000	Tourisme, Culture et Jeux
3 539 834 400	-	-	3 539 834 400	-	3 539 834 400	Transports
6 493 000	-	1 000	6 494 000	-	6 494 000	Secrétariat du Conseil du Trésor
7 421 348 400	-	34 705 000	7 456 053 400	-	7 456 053 400	

Tableau 10 : Fonctionnement et immobilisations :

Ministère	CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'IMMOBILISATIONS		
	Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024
	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	764 627 414	644 382 387	621 628 877
Procureur général	2 267 303 892	2 078 506 214	2 219 094 434
Bureau du Conseil des ministres	74 132 328	61 730 728	65 379 855
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	20 541 195 565	19 900 715 765	19 425 279 791
Affaires civiles et Multiculturalisme	77 577 787	70 739 387	82 414 445
Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité	8 150 884 514	7 481 623 414	7 133 997 042
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	2 494 747 665	2 672 130 265	1 274 870 457
Éducation	42 723 794 287	39 042 118 987	39 704 276 182
Protection civile et Intervention en cas d'urgence	66 183 214	68 802 400	51 952 665
Énergie et Mines	8 628 646 538	8 971 629 201	6 718 385 105
Environnement, Protection de la nature et Parcs	602 965 914	446 717 814	492 531 089
Finances	17 515 580 887	20 068 940 387	15 136 650 849
Affaires francophones	11 318 273	13 272 873	8 025 964
Santé	80 386 143 565	76 412 832 465	72 969 583 039
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	144 832 414	138 849 714	148 362 694
Infrastructure	2 668 539 387	2 358 229 287	1 535 843 871
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	2 557 206 114	2 070 863 887	2 045 244 786
Bureau du lieutenant-gouverneur	2 802 100	2 652 400	2 256 830
Soins de longue durée	9 292 701 914	9 435 531 514	8 009 967 995
Affaires municipales et Logement	1 757 772 492	2 063 920 992	1 786 595 011
Richesses naturelles	745 369 592	670 041 414	931 305 363
Développement et croissance économique du Nord	796 482 014	748 649 514	691 513 744
Cabinet du premier ministre	2 432 661	2 432 661	2 410 705
Services au public et aux entreprises et Approvisionnement	1 752 844 387	1 674 996 887	1 727 242 567
Affaires rurales	19 335 414	7 500 900	6 057 822
Services aux aînés et Accessibilité	181 110 014	185 952 614	171 680 024
Solliciteur général	4 980 743 292	4 213 999 887	4 146 012 132
Sport	212 867 514	110 666 600	52 975 001
Tourisme, Culture et Jeux	1 534 423 514	1 501 161 587	1 411 170 843
Transports	13 846 513 692	13 681 848 092	11 999 750 819
Secrétariat du Conseil du Trésor	5 519 435 187	4 386 544 287	1 324 694 263
TOTAL	230 320 513 545	221 187 984 524	201 897 154 264

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

État comparatif des totaux

ACTIF			Ministère
Prévisions 2025-2026	Prévisions 2024-2025	Chiffres réels 2023-2024	
\$	\$	\$	
7 500 000	7 500 000	3 429 031	Agriculture, Alimentation et Agroentreprise
54 002 700	47 767 100	46 107 203	Procureur général
-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
144 470 800	72 177 500	65 393 399	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
1 000	1 000	-	Affaires civiques et Multiculturalisme
635 578 000	485 901 000	300 108 412	Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité
329 373 600	141 967 400	56 911 514	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
20 714 000	5 148 700	504 115	Éducation
2 000	-	-	Protection civile et Intervention en cas d'urgence
162 255 000	118 606 000	218 510 650	Énergie et Mines
66 696 300	40 019 400	19 710 614	Environnement, Protection de la nature et Parcs
36 201 000	34 200 000	32 322 491	Finances
-	-	-	Affaires francophones
56 473 300	57 588 000	61 603 554	Santé
-	-	-	Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations
760 128 500	263 629 000	458 485 508	Infrastructure
7 296 900	19 847 700	20 902 035	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
20 430 000	20 430 000	20 429 959	Soins de longue durée
-	3 600 000	-	Affaires municipales et Logement
88 558 700	66 851 600	30 077 084	Richesses naturelles
500 907 100	558 736 100	648 407 898	Développement et croissance économique du Nord
-	-	-	Cabinet du premier ministre
135 984 400	128 082 300	204 949 367	Services au public et aux entreprises et Approvisionnement
-	-	-	Affaires rurales
2 000	2 000	-	Services aux aînés et Accessibilité
883 144 700	799 770 300	368 494 982	Solliciteur général
-	-	-	Sport
5 000	5 000	-	Tourisme, Culture et Jeux
3 539 834 400	3 227 390 700	2 278 584 940	Transports
6 494 000	13 786 400	1 319 750 476	Secrétariat du Conseil du Trésor
7 456 053 400	6 113 007 200	6 154 683 232	

Tableau 11 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	94 085 214	12 340 900	4 174 600	26 221 200	2 329 100
Procureur général	1 295 533 692	149 405 200	43 421 400	396 533 900	20 660 900
Bureau du Conseil des ministres	58 232 328	6 257 800	461 100	8 902 700	274 400
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	467 768 565	74 218 500	13 221 600	95 349 700	5 136 600
Affaires civiques et Multiculturalisme	21 755 687	2 277 500	882 300	7 528 700	877 300
Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité	41 631 514	5 334 100	691 000	31 565 400	1 464 400
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	62 648 565	6 603 000	2 807 900	178 499 700	1 580 200
Éducation	164 342 287	22 035 300	2 797 800	83 354 700	4 680 400
Protection civile et Intervention en cas d'urgence	20 513 614	2 866 300	916 700	21 454 800	927 800
Énergie et Mines	64 070 538	7 366 300	2 176 400	64 991 300	2 724 100
Environnement, Protection de la nature et Parcs	303 789 014	40 612 800	5 790 700	132 638 300	42 086 300
Finances	157 991 187	20 975 600	5 017 700	239 599 300	3 577 100
Affaires francophones	3 248 773	336 200	135 500	3 411 800	85 000
Santé	283 528 665	44 581 200	15 255 600	141 853 700	3 233 800
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	22 254 014	3 131 900	1 000 000	15 610 000	300 000
Infrastructure	49 134 787	5 015 000	623 500	849 614 600	521 000
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	279 154 414	37 634 100	11 383 700	55 907 000	3 775 800
Bureau du lieutenant-gouverneur	2 015 900	198 300	52 100	292 500	87 500
Soins de longue durée	81 840 114	9 495 100	3 241 800	23 376 100	236 100
Affaires municipales et Logement	70 543 992	7 093 500	1 265 700	21 285 600	255 200
Richesses naturelles	314 123 892	51 944 300	12 876 200	297 849 100	27 981 700
Développement et croissance économique du Nord	19 694 014	2 211 800	1 039 300	35 121 000	320 100
Cabinet du premier ministre	2 112 961	207 100	73 100	19 400	20 100
Services au public et aux entreprises et Approvisionnement	767 534 187	95 971 500	118 078 400	1 429 471 900	45 384 600
Affaires rurales	5 712 014	827 800	137 300	2 564 700	91 600
Services aux aînés et Accessibilité	19 188 614	1 823 700	259 700	4 570 900	62 000
Solliciteur général	2 465 263 292	369 759 300	270 653 500	659 225 700	298 547 700
Sport	7 970 114	955 500	436 800	3 014 100	460 800
Tourisme, Culture et Jeux	38 147 714	4 278 100	1 259 600	10 553 300	1 515 600
Transports	376 066 192	55 582 200	11 467 600	1 049 527 300	20 311 100
Secrétariat du Conseil du Trésor	276 569 287	3 126 410 700	4 002 500	212 596 200	2 184 500
TOTAL	7 836 465 145	4 167 750 600	535 601 100	6 102 504 600	491 692 800

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus. Les crédits législatifs ont été inscrits dans les catégories de dépenses correspondantes (voir l'introduction).

par catégorie de dépenses (charges)

Paiements de transfert	Autres opérations	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total	Ministère
\$	\$	\$	\$	
626 697 400	1 019 000	2 240 000	764 627 414	Agriculture, Alimentation et Agroentreprise
443 352 800	139 048 800	220 652 800	2 267 303 892	Procureur général
4 000	-	-	74 132 328	Bureau du Conseil des ministres
19 765 838 700	119 661 900	-	20 541 195 565	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
44 254 300	2 000	-	77 577 787	Affaires civiques et Multiculturalisme
8 013 146 500	57 252 600	201 000	8 150 884 514	Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité
2 242 380 200	531 000	302 900	2 494 747 665	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
42 443 123 800	12 225 700	8 765 700	42 723 794 287	Éducation
19 502 000	2 000	-	66 183 214	Protection civile et Intervention en cas d'urgence
8 492 008 000	1 179 500	5 869 600	8 628 646 538	Énergie et Mines
211 516 000	144 105 200	277 572 400	602 965 914	Environnement, Protection de la nature et Parcs
899 994 700	16 193 946 800	5 521 500	17 515 580 887	Finances
4 100 000	1 000	-	11 318 273	Affaires francophones
79 876 021 800	21 745 500	76 700	80 386 143 565	Santé
102 535 500	1 000	-	144 832 414	Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations
1 782 157 400	13 275 000	31 801 900	2 668 539 387	Infrastructure
2 157 455 300	14 001 900	2 106 100	2 557 206 114	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	155 800	-	2 802 100	Bureau du lieutenant-gouverneur
9 174 261 700	251 000	-	9 292 701 914	Soins de longue durée
1 758 650 500	4 486 400	105 808 400	1 757 772 492	Affaires municipales et Logement
134 020 300	37 663 200	131 089 100	745 369 592	Richesses naturelles
366 165 000	384 971 600	13 040 800	796 482 014	Développement et croissance économique du Nord
-	-	-	2 432 661	Cabinet du premier ministre
384 795 000	171 279 400	1 259 670 600	1 752 844 387	Services au public et aux entreprises et Approvisionnement
10 000 000	2 000	-	19 335 414	Affaires rurales
155 199 100	6 000	-	181 110 014	Services aux aînés et Accessibilité
614 081 700	388 898 200	85 686 100	4 980 743 292	Solliciteur général
200 029 200	1 000	-	212 867 514	Sport
1 478 659 200	12 000	2 000	1 534 423 514	Tourisme, Culture et Jeux
11 012 586 500	1 946 060 400	625 087 600	13 846 513 692	Transports
1 000 000	3 014 216 300	1 117 544 300	5 519 435 187	Secrétariat du Conseil du Trésor
192 413 536 600	22 666 002 200	3 893 039 500	230 320 513 545	

Tableau 12 : Fonctionnement et immobilisations :

Ministère	Dépôts et charges payées d'avance	Avances et montants récupérables	Investissements à long terme	Prêts et investissements	Inventaire détenu à des fins de revente
	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	-	-	-	5 000 000	-
Procureur général	1 208 000	-	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	122 306 000	-	-	-
Affaires civiques et Multiculturalisme	-	-	-	-	-
Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité	-	-	-	632 077 000	-
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	1 000	-	-	329 370 600	-
Éducation	1 000	-	-	-	-
Protection civile et Intervention en cas d'urgence	-	-	-	-	-
Énergie et Mines	1 000	-	-	161 601 000	-
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	-	-	2 000	-
Finances	-	36 200 000	-	-	-
Affaires francophones	-	-	-	-	-
Santé	1 000	56 472 300	-	-	-
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	-	-	-	-	-
Infrastructure	1 000	-	-	-	-
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	-	-	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	20 430 000	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-
Richesses naturelles	3 278 500	-	-	-	1 000
Développement et croissance économique du Nord	1 000	-	-	2 000	-
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-
Services au public et aux entreprises et Approvisionnement	51 989 000	1 000	-	-	-
Affaires rurales	-	-	-	-	-
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	-	-
Solliciteur général	2 820 000	-	-	-	-
Sport	-	-	-	-	-
Tourisme, Culture et Jeux	-	-	-	-	-
Transports	8 000	-	-	-	-
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	1 000	-	-	-
TOTAL	59 309 500	235 410 300	-	1 128 052 600	1 000

Note:

Sites d'enfouissement - Comprend 2 000 \$ des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Immeubles - Comprend 410 500 \$ en traitements et salaires, 45 200 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes, et 8 000 \$ des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Infrastructure de transport - Comprend 51 000 \$ en traitements et salaires et 7 000 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Barrages et ouvrages d'art - Comprend 106 000 \$ en traitements et salaires et 10 000 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Logiciels d'application de gestion - Comprend 17 544 300 \$ en traitements et salaires et 2 606 700 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

Sommaire des totaux - Actif par catégorie

Inventaire	Terrains	Sites d'enfouissement	Immeubles	Infrastructure de transport	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
-	-	-	-	-	Agriculture, Alimentation et Agroentreprise
-	-	-	3 973 000	-	Procureur général
-	-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
-	-	-	20 932 300	-	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	-	-	-	-	Affaires civiques et Multiculturalisme
-	-	-	-	-	Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité
-	-	-	-	-	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
-	-	-	-	-	Éducation
1 000	-	-	-	-	Protection civile et Intervention en cas d'urgence
-	-	-	-	-	Énergie et Mines
-	1 000	-	41 529 100	10 912 900	Environnement, Protection de la nature et Parcs
-	-	-	-	-	Finances
-	-	-	-	-	Affaires francophones
-	-	-	-	-	Santé
-	-	-	-	-	Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations
-	148 643 900	-	439 892 100	-	Infrastructure
-	-	-	-	-	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	-	Soins de longue durée
-	-	-	-	-	Affaires municipales et Logement
-	-	3 000	26 072 300	8 525 000	Richesses naturelles
-	-	-	-	500 901 100	Développement et croissance économique du Nord
-	-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
-	-	-	-	-	Services au public et aux entreprises et Approvisionnement
-	-	-	-	-	Affaires rurales
-	-	-	-	-	Services aux aînés et Accessibilité
-	-	-	418 860 900	-	Solliciteur général
-	-	-	-	-	Sport
-	1 000	-	-	-	Tourisme, Culture et Jeux
-	795 986 800	-	-	3 155 140 000	Transports
-	-	-	-	-	Secrétariat du Conseil du Trésor
1 000	944 632 700	3 000	951 259 700	3 675 479 000	

Tableau 12 : Fonctionnement et immobilisations :

Ministère	Améliorations locatives	Barrages et ouvrages d'art	Machines et équipement	Matériel de technologie de l'information	Logiciels d'application de gestion
	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	-	-	-	-	2 500 000
Procureur général	-	-	-	32 517 700	16 304 000
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	-	-	-	1 231 500
Affaires civiques et Multiculturalisme	-	-	-	-	1 000
Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité	-	-	-	-	3 501 000
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	-	-	-
Éducation	-	-	-	437 500	20 275 500
Protection civile et Intervention en cas d'urgence	-	-	1 000	-	-
Énergie et Mines	-	-	652 000	-	-
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	7 197 300	6 807 000	-	5 000
Finances	-	-	-	-	1 000
Affaires francophones	-	-	-	-	-
Santé	-	-	-	-	-
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	170 090 500	1 501 000	-	-
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	-	-	1 000	-	7 294 900
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-
Richesses naturelles	1 000	14 368 100	1 092 100	-	4 003 000
Développement et croissance économique du Nord	-	-	3 000	-	-
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-
Services au public et aux entreprises et Approvisionnement	-	-	1 000	59 529 000	24 464 400
Affaires rurales	-	-	-	-	-
Services aux aînés et Accessibilité	1 000	-	-	-	-
Solliciteur général	-	82 840 400	52 397 100	244 040 100	-
Sport	-	-	-	-	-
Tourisme, Culture et Jeux	-	-	-	-	-
Transports	-	-	751 000	-	94 398 900
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	-	6 493 000
TOTAL	2 000	274 496 300	63 206 200	336 524 300	180 473 200

Sommaire des totaux - Actif par catégorie

Parc automobile et flotte de bateaux	Avions	Investissements dans des immobilisations corporelles	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
-	-	-	-	7 500 000	Agriculture, Alimentation et Agroentreprise
-	-	-	-	54 002 700	Procureur général
-	-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
-	-	1 000	-	144 470 800	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	-	-	-	1 000	Affaires civiles et Multiculturalisme
-	-	-	-	635 578 000	Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité
1 000	-	1 000	-	329 373 600	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
-	-	-	-	20 714 000	Éducation
-	-	-	-	2 000	Protection civile et Intervention en cas d'urgence
1 000	-	1 000	(1 000)	162 255 000	Énergie et Mines
241 000	-	2 000	(1 000)	66 696 300	Environnement, Protection de la nature et Parcs
-	-	-	-	36 201 000	Finances
-	-	-	-	-	Affaires francophones
-	-	-	-	56 473 300	Santé
-	-	-	-	-	Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations
-	-	-	-	760 128 500	Infrastructure
1 000	-	-	-	7 296 900	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	20 430 000	Soins de longue durée
-	-	-	-	-	Affaires municipales et Logement
3 291 500	27 923 200	-	-	88 558 700	Richesses naturelles
-	-	-	-	500 907 100	Développement et croissance économique du Nord
-	-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
1 000	-	1 000	(2 000)	135 984 400	Services au public et aux entreprises et Approvisionnement
-	-	-	-	-	Affaires rurales
-	-	1 000	-	2 000	Services aux aînés et Accessibilité
28 513 500	53 672 700	-	-	883 144 700	Solliciteur général
-	-	-	-	-	Sport
4 000	-	-	-	5 000	Tourisme, Culture et Jeux
51 450 800	-	-	(557 901 100)	3 539 834 400	Transports
-	-	-	-	6 494 000	Secrétariat du Conseil du Trésor
83 504 800	81 595 900	7 000	(557 905 100)	7 456 053 400	



ISSN 0835-5576 (Imprimé)
ISSN 1718-7990 (En ligne)

© Imprimeur du Roi pour l'Ontario, 2025